

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Le projet de création d'une « instance ordinaire »

La psychanalyse saisie par le droit

par Daniel Soulez Larivière

Le Monde publiait dans son numéro du 15 décembre dernier de larges extraits d'une longue lettre adressée par quatre psychanalystes à tous leurs confrères - quels que soient les écoles ou les courants dont ils se réclament. Les auteurs de cette lettre proposaient d'instaurer une discussion en vue de la création d'une « instance ordinaire » des psychanalystes. Nous publions aujourd'hui plusieurs réflexions en réponse à cette suggestion.

La psychanalyse est-elle la seule activité professionnelle à pouvoir échapper au droit de l'Etat ? Cette utopie a longtemps animé la plupart des psychanalystes. Parce que la psychanalyse est née à côté de la médecine et s'est développée en ancrant son indépendance vis-à-vis de toute autre science ou pratique légalement reconnue qui l'aurait réduite ou détruite, les disciples de Freud se sont tenus longtemps à l'écart des institutions établies. Parce que les psychanalystes se sont installés dans une zone sauvage non balisée par l'Etat, ils ont voulu créer une société à part qui s'est organisée selon les lois de l'histoire, d'abord en bordes, promptes à exploser en factions fondatrices de nouvelles bandes de plus en plus sophistiquées. En 1980, on comptait quatre tribus principales : la Société psychanalytique de Paris, l'Association psychanalytique de France, le Quatrième Groupe et l'Ecole freudienne de Paris animée par Jacques Lacan. Jamais sans doute avait-on poussé si loin l'idéalisme que dans cette école lacanienne puisque, comme dans

une république platonicienne, le pouvoir politique n'était pas distingué du savoir. L'Ecole comptait trois catégories de citoyens : les analystes praticiens (AP), les analystes membres de l'Ecole (AME), les analystes de l'Ecole (AE) dont la hiérarchie reposait sur le degré d'initiation. La loi qui était évidemment celle de la dictature puisque le sujet supposé savoir était Jacques Lacan, seul à pouvoir recouvrer entièrement le cercle du pouvoir avec celui de la connaissance. Quand il constata que cette unité utopique ne pouvait échapper à la mécanique de tout groupe social qui génère du pouvoir, il décida de dissoudre son association. Lorsque, en 1980, son avocat, Roland Dumas, lui apporta que certains de ses disciples avaient introduit un référé devant M^{me} Simone Roza, président du tribunal de Paris, pour que cette dissolution fût faite selon les règles de droit en vigueur, Jacques Lacan déclara d'un long rire, poissant, irrépressible, qui marquait peut-être la fin d'une époque, celle de la horde sauvage.

Cet éclat de rire, suivi de peu par la mort du grand homme, fit plus d'une dizaine de groupuscules qui, avec le Quatrième Groupe et l'APF, regroupent les deux tiers des psychanalystes, le dernier tiers étant réparti par la très discrète Société psychanalytique de Paris. Alors, pourquoi ne pas en rester là ?

Tout d'abord parce que l'analyse historique démontre qu'aucune activité qui compte dans la société et qui s'implique dans la culture ne peut échapper à un minimum d'insertion sociale par le droit. Ce n'est pas une croyance, mais un constat. Le processus communautaire d'abord par la fiscalité. C'est ainsi que l'Etat ne voulant pas encore le faire lui-même, a laissé en 1989 un groupe de psychanalystes condamnés comme des notables décider qu'ils seraient membres de la psychanalyse, afin de permettre de judiciaires exonérations de TVA. Ensuite, le danger vient de la responsabilité civile et pénale en cas de sinistre, menaçant les auteurs des patients, scandales financiers dont l'origine est le fait de vrais ou de faux psychanalystes. En outre, dans cinq années qui viennent, l'Union européenne va accroître la circulation des hommes, ce qui met en danger les professions non réglementées qui ne disposent d'aucun moyen de défendre l'autorité de leurs pratiques auxquelles elles tiennent.

3) Tout le monde sait que les abus, aberrations et pratiques scandaleuses sont, dans leur immense majorité, à attribuer aux partisans du prochain d'obédience lacanienne. Mais il se trouve aussi que, depuis toujours, Serge Leclaire et ses collaborateurs ont soutenu cette obédience, ont apporté leur caution explicite ou tacite à ces pratiques douteuses. Ils ne les ont jamais clairement désavouées ni démenties. Que peut-on alors attendre d'une législation qui les inclurait ?

Et si on les exclut, on va créer une catégorie de martyrs. Les martyrs de la Cause ! Encore une fois, attention au piège de la législation en psychanalyse. Si les analystes y entrent, ils n'en sortent plus.

4) Il faut parler un langage simple. Éviter les « inévitables », les « inévitables », les « inévitables », dont Serge Leclaire sait bien que sont des mimétismes et des précipitations de muscadins. Mais il y a plus grave : c'est lorsque l'on introduit une discussion de coupeurs-de-cheveux-en-quatre, à savoir de sophistes, entre l'éthique et la morale, il y a un piège. Serge Leclaire - une « éthique moraliste » et une autre qui ne le serait pas. Qui serait quoi, alors ? Au nom de quoi proclamerait-on qu'il ne faut pas mépriser le patient, mais le respecter ? Qu'il ne faut pas le faire servir à ses fins personnelles ? Qu'il ne faut pas abuser du pouvoir, de l'autorité ou de la séduction ?

La vérité est beaucoup plus simple, et tous les comités d'éthique, les conseils des sages, les hautes autorités que l'on voit actuellement se multiplier à foison n'y changent rien : c'est que sans morale, il n'y a pas plus d'éthique. Va que l'éthique, c'est la philosophie de la morale. Rien d'autre. Il ne peut donc y avoir - comme le dit S. Leclaire - d'éthique opposée à la morale ou de morale opposée à l'éthique. C'est une absurdité.

5) Conclusions : la psychanalyse n'est pas une profession, un métier, elle est une fonction et une méthode. Pour pouvoir l'exercer, le psychanalyste doit obligatoirement, d'abord, s'être qualifié ailleurs : en médecine, en psychiatrie, en psychologie, en pédagogie, dans les sciences, les lettres, l'histoire ou la philosophie. Et il faut que les choses soient ainsi. A partir du moment où il y aurait des écoles professionnelles de psychanalyse, où l'on entrerait après un bac, une propédeutique ou un DEA, la psychanalyse n'existerait plus.

► Jean-Paul Valabrega est psychanalyste, et membre fondateur du Quatrième Groupe.

Une éthique de la profession

par Jean-Jacques Kress

Il est de bonnes surprises. L'arrivée inattendue du texte signé de Serge Leclaire et de ses quatre collègues proposant la création d'une instance ordinaire des psychanalystes en est une. La qualité de l'écriture, la précision et la clarté de la pensée témoignent de la longue réflexion qui a précédé cet envoi.

On sait combien la psychanalyse française est vivante, riche et diversifiée, mais on sait aussi à quel point elle est déchirée par des oppositions et des conflits qui ont abouti à la création de quelques institutions en vue et d'une pléiade de groupements divers, qui se caractérisent par leur vitalité et la qualité de leurs travaux. Cette diversité est garantie de richesse mais aussi source de conflits stérilisants ; voici longtemps que se trouve irréaliste le vœu de réunion de ces tendances et même celui, plus modeste, de leur confrontation.

Cette situation, tout à fait propre à la psychanalyse française, comporte de graves inconvénients. L'image qui en résulte dans l'opinion publique est obscure et déparée, et les sociétés étrangères, si elles sont désireuses de communiquer avec le mouve-

ment français, ne le peuvent que de manière partielle et sélective. La psychiatrie, dont tout un pan a été inspiré pendant plusieurs décennies par la psychanalyse, avec, il faut bien le dire, de fréquentes distorsions conceptuelles, est en voie de s'en détourner. Les jeunes psychiatres sont sollicités par la montée de la psychiatrie biologique, du comportementalisme et du cognitivisme qui offrent un front apparemment plus homogène que les multiples références de l'héritage freudien.

Mais d'autres préoccupations viennent encore aggraver cette situation alarmante : elles concernent le rapport actuel, inexistant, de l'exercice de la psychanalyse avec l'Etat de droit, situation de vide réglementaire dont on sait qu'elle ne pourra persister au-delà de l'ouverture des frontières européennes, puisque d'autres pays ont pris des mesures qui seraient d'ailleurs loin d'être satisfaisantes pour les psychanalystes français. La nécessité d'un minimum de cohésion entre les diverses institutions psychanalytiques est indiscutable, afin que les pouvoirs publics trouvent un interlocuteur. Cette instance ordinaire des psychanalystes devrait donc être en mesure de recueillir les points de vue pour, comme il est dit dans le texte, « affirmer, soutenir et défendre le caractère spécifique et original de l'éthique psychanalytique ». Faute de quoi l'exercice de la psychanalyse risque d'être assimilé notamment à des modèles d'ordre médical, qui ne lui conviennent pas. Le projet ainsi présenté recueille volontiers l'adhésion, car on perçoit bien qu'il s'agit d'une nécessité inhérente à l'époque, mais il suscite aussitôt de questions dont on peut explorer les contours.

La première de ces questions résulte de l'intensité des oppositions théoriques et doctrinales des diverses institutions psychanalytiques, oppositions qui se renforcent à l'approche des problèmes posés depuis l'origine du mouvement psychanalytique, par les méthodes de formation et les procédures d'habilitation. Il est donc absolument nécessaire ici proposée se maintienne en quelque sorte au-dessus du débat, en position tierce, pour que les divers courants puissent s'exprimer sans reproches des pouvoirs publics sans qu'il y ait rétroaction sur les choix fondamentaux de chaque institution participante.

Ordre et syndicat

Il existe un risque inhérent à tout organisme dont la vocation est de fédérer ses orientations diverses, voire contradictoires, et qui réside dans l'élaboration d'un accord de surface, destiné à donner l'apparence de l'unité en regard du monde extérieur alors que les oppositions se font d'autant plus violentes à l'intérieur. Le seul remède à ces situations consiste en la possibilité pour chaque partie de définir et d'affirmer sa doctrine et son identité et, dans le cas considéré, ses modalités de formation et d'habilitation à l'exercice de la psychanalyse. Il est donc absolument nécessaire qu'un tel ordre des psychanalystes ne dérive pas vers la constitution d'une société psychanalytique de plus, et qu'il reste strictement limité à la mise en œuvre d'interfaces avec la société civile, chaque groupe constituant gardant sa spécificité.

D'autre part, on peut se poser la question de la nécessaire distinction entre un ordre professionnel et un syndicat de défense de la profession ; comme il n'existe pas de « syndicat des psychanalystes », l'ordre qui doit retenir par vocation un instrument d'élaboration et de réflexion réglementaire risque d'être amené à revêtir les fonctions de défense d'un syndicat, qui sont d'une autre nature, et de quitter par conséquent la « position tierce », seule garantie de l'autonomie des sociétés participantes.

Enfin, ne serait-ce qu'en raison de l'identité des termes, l'apport d'un rapprochement inévitable entre ordre des psychanalystes et ordre des médecins et l'on perçoit aussitôt l'étendue des réserves à l'égard d'une telle assimilation. C'est la raison pour laquelle la partie du texte consacrée à présenter la psychanalyse comme « discipline du conflit et de la contradiction » est essentielle, car elle détermine le point de vue éthique.

Que la profession s'organise en regard de la société civile, c'est ce que ce soit par la création d'une institution de type ordinaire, pour qu'il ne soit pas l'Etat de leur déléguer le droit de s'autogérer. En acceptant de l'exercer, les analystes acceptent d'assumer leurs responsabilités.

► Jean-Jacques Kress est psychanalyste et professeur de psychiatrie à Brest.

Réponse à Serge Leclaire

par Jean-Paul Valabrega

Puisque cette initiative d'un « ordre de loi » visant à encadrer l'exercice de la psychanalyse nous a été connue d'abord par la presse quotidienne de *Le Monde* le 15 décembre 1989, on ne s'étonnera pas d'y trouver une réponse par lettre ouverte.

Pourquoi, d'ailleurs, toute cette orchestration, ce tintamarre ? Une nostalgie du Pay-Schow, peut-être ? Ce n'est en tout cas certainement pas le meilleur service à rendre à la psychanalyse, ni le meilleur moyen d'en résoudre les problèmes. Or l'a bien vu, déjà, à propos d'autres débats publics, organisés par d'autres instigateurs, (cf. André Green, 1988-1989).

Il est significatif d'autre part, que la presse soit réticente à publier les réponses qui peuvent lui parvenir. Elle fait silence, elle ajourne ou rejette les réponses, les arguments, les autres que celles qui peuvent faire un scoop, ou provoquer un scandale.

Le premier reproche à adresser à Serge Leclaire et aux quelques autres dont il s'est entouré pour cette « initiative ordinaire » est précisément celui-ci : ils s'adressent à la publicité préalable au lieu de commencer par étudier les problèmes, en tenant compte - bien entendu - de ce que d'autres qu'eux-mêmes ont pu dire et surtout en faire, parfois même depuis des années.

Si bien que les intentions ne sont sans doute pas si pures que les déclarations ne le proclament.

2) En supposant que soit créé un ordre des psychanalystes, qui pourra y adhérer et qui en sera exclu ? Qui pourra entrer dans l'ordre - ou dans les ordres ?

Là où existent des ordres professionnels, chez les médecins, les avocats ou les architectes, les critères d'adhésion sont simples et univoques : a) posséder le diplôme d'Etat ; b) avoir une pratique professionnelle. Bien. Mais c'est justement le premier critère sélectif qui ne peut s'appliquer à la psychanalyse. Car personne n'a jamais pu sérieusement soutenir que la qualification psychanalytique puisse s'acquérir par quelque diplôme que ce soit. Conclusion : proposer un ordre des psychanalystes, c'est inverser les données, c'est supposer résolu un problème qui ne l'est pas. Et qui d'ailleurs ne le sera jamais en ces termes. Les psychanalystes n'ont pas à légitimer. C'est incompatible. S'ils légitiment, ils ne sont plus psychanalystes, ils sont députés, députés, présidents, secrétaires généraux, dictateurs peut-être, mais pas analystes. C'est à choisir.

Le Monde

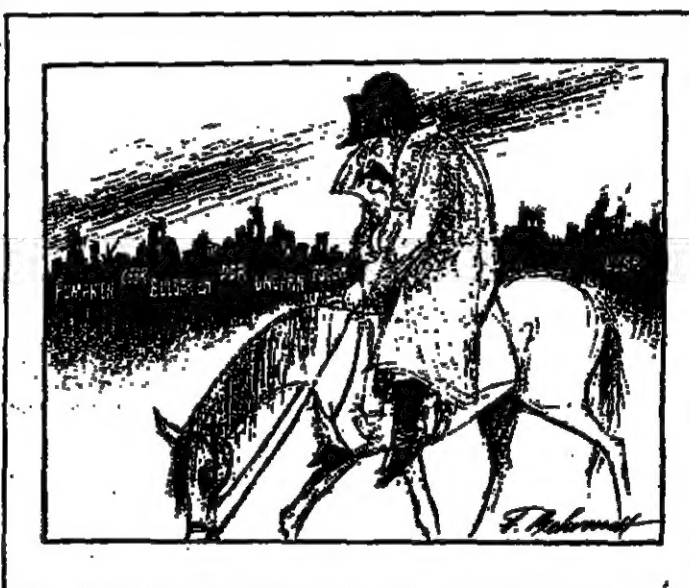
Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sèze
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

TRAIT LIBRE



(Dessin paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 6 janvier 1990).

Garant de libertés

par Michèle Montrelay

L'ANNÉE dernière certains psychanalystes demandèrent à être excoérés du paiement de la TVA, comme leurs confrères médecins et psychologues cliniciens. Formés à des disciplines aussi diverses que les mathématiques, le droit, la philosophie, ils entendaient faire valoir qu'ils ne s'en trouvaient pas moins psychanalystes à titre égal. Certes, ni l'exercice d'un art, ni aucun diplôme de sciences humaines ne sauraient habiter la pratique de l'inconscient. Mais l'apprentissage de l'anatomie, de la psychophysiologie, et même de la pédagogie, bien que celles-ci touchent de plus près à la clinique médicale, n'est pas plus susceptible d'y former les candidats. Chacun le sait : il faut faire le voyage intérieur avant de prétendre y accompagner autrui. Et quant à cette sorte initiatique de formation, d'autres que les psychologues et les médecins sont en droit de soutenir qu'elle fut aussi bien la leur.

Cause plaidée, cause entendue, à titre provisoire tout au moins, l'Etat réunit une commission ouverte de psychanalystes. Chaque institution a le loisir d'y déléguer un représentant. On la prie, non pas de décider - elle n'en a pas le pouvoir, mais de donner son avis : les dossiers présentés en vue de l'exemption de la TVA permettent-ils ou non de décider si le candidat exerce la profession de psychanalyste ? Il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur sur la pratique des postulants, mais de vérifier, cas par cas, si leur travail et leur formation ressortissent bien de la psychanalyse. A cette fin, la commission fixe trois critères principaux : cure psychanalytique poursuivie suffisamment longtemps,

contrôlée, activité professionnelle, avec notamment la prise en compte du temps de travail en hôpital et en institution. Dans certains cas, publications et enseignements sont pris en considération.

L'intérêt de cette commission est d'avoir mis l'accent sur plusieurs points essentiels.

1. L'Etat existe. Ne serait-ce qu'à propos de la fiscalité, notre profession lui pose certains problèmes. Il doit les résoudre, c'est sa fonction.

2. L'Etat prend en compte l'originalité de notre formation. Puisqu'aucun cursus ou diplôme universitaire n'habilitent les psychanalystes à exercer, il leur pose la question : selon vous, quel autre cursus, quelles critères vérifiables et concrets définissent les modalités de votre profession ?

L'urgence de la participation

3. Les analystes, bon gré mal gré, ont à prendre une décision. Ou bien ils refusent de répondre, et dans ce cas ils doivent s'attendre néanmoins à ce qu'un droit de leur profession soit élaboré, mais sans eux, en raison des valeurs dominantes de notre culture et de la cité : comme en Allemagne, en Suède, en Italie, la psychanalyse entrera dans l'ensemble des psychothérapies. Bonne rentabilité et performance thérapeutique seront au principe de sa législation. Ou bien les psychanalystes jugent urgent de travailler de concert à définir l'esprit d'un droit qui laisse vives les valeurs propres à leur discipline, et tout particulièrement la valeur reconnue par Freud à la souffrance psychique. Moins malade à soigner que conflit porteur

► Michèle Montrelay est psychanalyste.

Le

SUC

de notre en

On ne trans

ques pour la

maître qui a

communisme

voit l'ontar

de ne pas

est toujours

faible même

de que l'éc

maître. Mais

le solide bo

professeur de

par le régime

pour autant

Changer les

que le pays

se ren

travail, alors

qu'on dépla

Conseil du

installe le

nable démoc

relatives ont

encore à étou

De sa froide

Cluj. M^{me} Do

indirectement

« Pour l'in

déclare-t-elle

auvrent, ce

se passe un

qui me dépla

CFS, disor

que les autres

ont un meille

non. La dém

envisage, v

l'une de type

late

Que faire

nos ceux, d

L'Eglise o

fait son au

Réunis en

de Bucarest

pour la premi

révolution, les

ont orthodoxes

son livrés à

de leur attit

ture. Ceaus

regrettons

ne nous n'ait

des martyrs

reconnu publi

leur cachée

le peuple rou

syndic, qui

coup de réal

l'Eglise, nous

du fallu pay

louanges ob

celles adress

« Dieu nous

pour et du m

rame de vérité

suivent les

qu'après les

sage d'une

trousser »,

ont un

gramme de

vie de l'Eglise

prend la reco

églises dém

religieuses, la

organismes

mémorisation

tomber pour

la sanctions

préires cont

Ceausescu

Le Roumain

grande major

(16 millions

compte égale

600 000 pro

Transylvanie

catoliques de

certaines est

de catholique

« dure de

Rome. L'Eglise

liquide en 19

force à l'Eglise

évêques un

clandestin

nonce apost

ranie ans

Bucarest son

rant dans le

Mgr Colasu

tru Mazilu,

Conseil du

nal, a donné

quant au ré

libertés reli

nomination

Vatican. L'E

est autorisée

gouvernement

orthodoxe

également

du Vatican, à

restituer les

de l'Eglise -

ROUMANIE : les difficultés du nouveau régime

Le pouvoir se voit reprocher de trop s'appuyer sur les structures anciennes

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« On ne transforme pas en quelques jours la mentalité d'un peuple qui a subi un demi-siècle de communisme. » Au téléphone, la voix lointaine de M^{me} Dolina Cornea est toujours aussi fluente, plus faible même que d'habitude. Mais l'héroïne de Cluj est « fatiguée, malade, à bout de forces ». Mais le solide bon sens de l'ancien professeur de français, brutalisé par le régime Ceausescu, n'a pas pour autant disparu.

Changer les mentalités. Alors que le pays se remet cahin-caha au travail, alors qu'il a coupé de décrets qu'on lui avait imposés, le gouvernement du Conseil du Front de salut national installe le cadre local d'une indéniable démocratie, les vieux réflexes ont parfois tendance à étouffer les bonnes intentions.

De sa froide maisonnette de Cluj, M^{me} Dolina Cornea menace indirectement de quitter le CFSN. « Pour l'instant j'y suis encore, déclare-t-elle au monde, mais, vraiment, ce n'est plus possible. Il se passe un peu partout des choses qui me déplaisent. Il faut que le CFSN aille dans les élections, il faut que les autres partis politiques aient un meilleur accès à la télévision. La démocratie n'existe pas encore, vous savez, et nous en voulons une de type occidental, pluraliste. »

Que faire contre la manie de tous ceux, dans les médias, les

administrations, les services publics, l'armée, la police, sans parler de la population, pour qui la Révolution se résume à la simple substitution d'une autorité — celle du Parti communiste — par une autre, celle du mythe CFSN ? « C'est simple, nous dira le tout nouveau vice-ministre de la culture, M. Dan Petrescu, célèbre écrivain dissident de l'Est, il faut que nous nous donnions les moyens de changer la mentalité des gens. C'est devenu, dans l'intelligentsia, un leitmotiv. Il faut désidéologiser les médias, l'enseignement, la culture. »

Pour cela, ajoutera le vice-ministre à l'intention de Franco-Inter dans les studios de la radio de Bucarest, « nous avons besoin de livres, de journaux, de moyens techniques et, d'une façon générale, de culture... ». Pour commencer, précise M. Lorin Antohi, jeune directeur général de trente-trois ans de l'enseignement pré-universitaire, « nous allons procéder, dans un premier temps, à coups de directives. Nous allons expurger des livres de classe tout ce qui fleure l'ancien régime. Les enseignants vont être invités à arracher de tous les ouvrages scolaires la première page qui présentait systématiquement une photo de l'ancien dictateur ». Les soidisant « poèmes » de Ceausescu que l'on trouve notamment dans les livres d'apprentissage de l'écriture destinés aux enfants de six ans, genre « O mon pays bien-aimé, toi qui es la centrale hydraulique

qui nous donne la lumière... », tout cela, ainsi que les fadaises sur les mérites du « matérialisme historique et dialectique » sera bien entendu effacé.

Le succès de « Romania Libera »

D'ailleurs, à en croire un jeune professeur, les Roumains, qui ne manquent pas d'humour, recitaient parfois d'eux-mêmes, et les plaisanteries sur « le matérialisme hystérique et dialectique de Ceausescu » couraient certains campus. Reste que le problème de fond est sérieux. « Il demeure à l'intérieur de nous-mêmes, confiera M. Anton Uscu, rédacteur en chef du premier quotidien national *Romania Libera*, « des réserves, des craintes, des inquiétudes, des doutes, des questions qui font que nous ne sommes pas encore vraiment libres dans notre tête ».

Romania Libera, qui tire à un million d'exemplaires — sans aucun retour de vente depuis dix-huit jours — se flatte pourtant d'avoir obtenu, la semaine dernière, à la suite d'un article, la démission du général Constantin Bostina, ex-ministre adjoint de l'économie.

« L'homme fut secrétaire particulier de Ceausescu et il avait des liens étroits avec la famille régnante. Ce n'était pas possible. De même, poursuit le journaliste — licencié début 1989 pour avoir tenté, avec quelques amis, de publier une gazette libre — nous faisons campagne pour le report

des élections. Les partis d'opposition n'ont pas le temps de s'organiser. Or, une démocratie sans opposition, cela n'a aucun sens. » Les réflexes de l'intelligentsia sont bons. Reste au pouvoir en place, afin d'aider à l'évolution des esprits, à cesser de monopoliser l'unique chaîne de télévision nationale.

Certes, plusieurs partis embryonnaires ont obtenu ici et là quelques minutes d'antenne. Certes, les étudiants semblent disposer depuis plusieurs jours d'une tribune quotidienne d'expression. Certes, encore, les présentateurs, qui ont, pour l'essentiel, conservé ce ton déférent, propre aux zélés de l'ancien régime, lisent parfois en direct des communiqués et des appels émanant de simples citoyens, quelquefois agressifs à l'égard du CFSN.

Mais le nouveau pouvoir — c'est une critique courante à Bucarest — s'appuie encore beaucoup trop sur les hommes et les structures anciennes. On dira qu'il n'est pas possible pour l'instant de faire autrement. On dira que le gouvernement travaille et qu'il faut bien qu'il annonce ses décisions régulièrement et rapidement à la nation. Mais est-il bien nécessaire de répéter, plusieurs fois par jour, à l'antenne que le 12 février est déclaré jour de deuil national et que l'ex-place du Palais devient à partir d'aujourd'hui la place de la Révolution ?

PATRICE CLAUDE

M. Roland Dumas a commencé ses entretiens avec les dirigeants

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est arrivé mercredi soir 10 janvier à Bucarest pour une visite officielle de quarante-huit heures, la première d'un chef de la diplomatie occidentale en Roumanie depuis la chute de Nicolae Ceausescu. M. Dumas devait rencontrer jeudi M. Ion Iliescu, président du Conseil du Front de salut national (CFSN). Il est accompagné du ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, qui avait annoncé mardi l'attribution d'une aide alimentaire d'urgence de 5 millions de francs à la Roumanie.

A Bucarest, une table ronde entre le CFSN et les partis naissants ou renaissants en Roumanie se tiendra la semaine prochaine, à une date non précisée, pour aborder la préparation des élections générales, a-t-on appris mercredi de source informée. Ce sera la première fois depuis la chute du régime Ceausescu que le CFSN entamera des négociations avec les différents partis d'opposition roumains pour discuter de l'avenir politique du pays.

Cette table ronde devrait être consacrée au projet de loi électorale en vue de la consultation prévue en avril. Des dirigeants de l'opposition se sont déjà prononcés pour un report des élections de quelques mois, afin de donner le temps à leurs formations de s'organiser. Les partis politiques qui désirent se faire enregistrer doivent, selon un décret publié par le CFSN, avoir au minimum 250 membres, s'inscrire au tribunal de la localité où ils

se déclarent et payer une taxe de 2 000 lei (225 dollars).

Par ailleurs, le premier procès d'un haut responsable de la Securitate, celui du général Neagoe, le chef des gardes du corps de l'ancien dictateur Nicolae Ceausescu, s'ouvrira « dans les prochains jours » à Bucarest, a-t-on appris mercredi de source informée. L'arrestation du général Neagoe n'avait pas été annoncée jusqu'ici. Les procès politiques ont été jugés des membres du clan Ceausescu, dont Nicolae, le fils du dictateur, auront lieu dans une phase ultérieure, a-t-on indiqué de même source.

Dans une interview diffusée mercredi soir par la chaîne de télévision française TF1, un avocat désigné pour les défendre, M. Nicolai Federescu, a estimé que les époux Ceausescu ont cru « jusqu'au bout que quelqu'un pourrait les sauver » de l'exécution. M. Federescu a indiqué qu'ils avaient commencé par collaborer avec la défense, mais avaient cessé toute coopération lorsque celle-ci a voulu invoquer l'irresponsabilité mentale. M. Federescu a estimé avoir fait « en conscience son devoir d'avocat dans le strict respect des lois ».

Rapportant des propos de l'avocat, qui n'ont toutefois pas été diffusés à l'antenne, TF1 a enfin indiqué que le procès avait duré trois heures et que M. Federescu avait reçu une balle à l'épaule en revenant. La chaîne n'a pas donné de précisions sur cet incident.

la profession

Jean Kress

ment français, ne le peuvent que le manière partielle et sélective. À psychiatrie, dont tout un pan a été inspiré pendant plusieurs décennies par la psychanalyse, il faut bien le dire, de l'État en voie de s'en détourner. Les jeunes psychiatres sont sollicités par la montée de la psychiatrie biologique, du comportementalisme et du cognitivisme. Ils ont un front apparemment plus homogène que les multiples références de l'héritage freudien.

Mais d'autres préoccupations viennent encore aggraver cette situation alarmante : elles concernent le rapport, actuellement changeant, de l'exercice de la psychiatrie à l'État de droit, dont on sait qu'elle ne pourra persister au-delà de l'ouverture des frontières européennes. Les mesures qui seraient prises de loin d'être satisfaisantes pour les psychanalystes français, la nécessité des diverses institutions de psychiatrie, les problèmes de collaboration avec les divers services de santé, afin que les pouvoirs publics trouvent un interlocuteur. C'est l'instance ordinaire des psychologues devrait donc être en mesure, pour, comme il est dit dans le texte, « affirmer, soutenir et défendre le caractère spécifique et original de l'éthique psychanalytique ».

Faut-il de quel exercice la psychanalyse risque d'être assimilée à l'époque, mais il n'est d'ordre médical, qui ne lui conviennent pas. Le projet ainsi présenté recueille volontiers l'adhésion, car on perçoit bien qu'il s'agit d'une nécessité inhérente à l'époque, mais il suscite aussitôt des questions dont on peut explorer les contours.

La première de ces questions résulte de l'intensité des oppositions théoriques et doctrinales des diverses institutions psychanalytiques, oppositions qui se renforcent à l'approche des problèmes posés depuis l'origine du mouvement psychanalytique, par les méthodes de formation et les procédures d'habilitation. Il faut alors souligner que l'institution qui propose se maintienne en quelque sorte au-dessus du débat, en position tierce, pour que les divers courants puissent s'exprimer en regard des pouvoirs publics sans qu'il y ait rétroaction sur les choix fondamentaux de chaque institution participante.

Ordre et syndicat

Il existe un risque inhérent à tout organisme dont la vocation est de fédérer ses orientations diverses, voire contradictoires, et qui résiderait dans l'élaboration d'un accord de surface, destiné à donner l'apparence de l'unité en regard du monde extérieur alors que les oppositions se font d'autant plus violentes à l'intérieur. Le seul remède à ces situations consiste à la possibilité pour chaque partie de définir et d'affirmer sa doctrine et son identité, et dans le cas considéré, les modalités de formation et d'habilitation à l'exercice de la psychanalyse. Il est donc absolument nécessaire qu'un tel ordre des psychanalystes ne dérive pas vers la constitution d'une société psychanalytique de plus, et qu'il ne se limite pas à la fonction d'interface avec la société civile, chaque groupe constituant gardant sa spécificité.

D'autre part, on peut se poser la question de la nécessité d'une distinction entre un ordre professionnel et un syndicat de défense de la profession : comme il n'existe pas de « syndicat des psychanalystes », l'ordre qui doit rester par vocation un instrument d'élaboration et de réflexion sur les choses, doit être amené à revêtir les fonctions de défense d'un syndicat, qui sont d'une autre nature, et de quitter par conséquent la « position tierce » seule garante de l'autonomie des sociétés participantes.

Enfin, se serait-ce qu'en raison de l'identité des termes, l'espérance d'un rapprochement inévitable entre ordre des psychanalystes et ordre des médecins et l'on perçoit aussitôt l'attente des réserves à l'égard d'une telle assimilation. C'est la raison pour laquelle la partie du texte consacrée à présenter la psychanalyse comme « discipline de santé » est essentielle, car elle détermine le point de vue éthique.

Que la profession s'organise en regard de la société civile, c'est ce qui doit être la vocation d'une institution de type ordinaire, pour quoi pas ? Mais, comme l'écrivait le texte de Serge Laclaire et de ses collègues, que ce soit en raison d'une éthique définie par la profession elle-même.

■ Jean-Jacques Kress est psychanalyste et professeur de psychiatrie à Brest.

L'Eglise orthodoxe fait son autocritique

Réunis en synode au patriarcat de Bucarest les 3 et 4 janvier, pour la première fois depuis la révolution, les vingt-deux évêques orthodoxes roumains se sont livrés à une large autocritique de leur attitude sous la dictature Ceausescu. « Nous regrettons que certains d'entre nous n'aient pas eu le courage des martyrs et n'aient pas reconnu publiquement la douleur cachée et la souffrance du peuple roumain », écrit le synode, qui ajoute : « Pour beaucoup de réalisations positives de l'Eglise, nous regrettons qu'il ait fallu payer le tribut des louanges obligatoires et artificielles adressées au dictateur. »

« Dieu nous a délivrés de la peur et du mensonge élevé au rang de vérité officielle », poursuivent les évêques orthodoxes qui, « après les années d'esclavage d'une dictature monstrueuse », ont adopté un programme de « renaissance » de la vie de l'Eglise roumaine. Il comprend la reconstruction des églises démolies, l'enseignement religieux, la remise en état des organisations caritatives, la commémoration des héros martyrs tombés pour la liberté. Toutes les sanctions prises contre les prêtres contestataires du régime Ceausescu sont levées.

Les Roumains sont, dans leur grande majorité, orthodoxes (16 millions environ sur 23 millions d'habitants). Le pays compte également 500 000 à 600 000 protestants (surtout en Transylvanie), 1 million de catholiques de rite latin et, selon certaines estimations, 2 millions de catholiques « uniates », c'est-à-dire de rite oriental mais unis à Rome. L'Eglise uniate a été liquidée en 1948, rattachée de force à l'Eglise orthodoxe. Huit évêques uniates auraient été clandestinement ordonnés par le nonce apostolique depuis quarante ans.

Le pape vient d'envoyer à Bucarest son ambassadeur itinérant dans les pays de l'Est, Mgr Colasuonno, à qui M. Dimitru Mazilu, vice-président du Conseil du Front du salut national, a donné toutes assurances quant au rétablissement des libertés religieuses, y compris la nomination des évêques par le Vatican. L'Eglise « uniate » a été autorisée à nouveau par le gouvernement. Le patriarche orthodoxe Teoctist de Bucarest a également reçu l'envoyé spécial du Vatican, à qui il a promis de restituer les églises et les biens de l'Eglise « uniate ».

H. T.

SUISSE

A la recherche de la fortune des Duvalier, Marcos, Noriega, et autres Ceausescu ou Stroessner...

Le secret bancaire helvétique a beau ne plus être tout à fait ce qu'il était, chaque fois qu'une dictature s'effondre à travers le monde revient la même lancinante question : combien d'argent le despote déchu, détiendrait-il en Suisse ? Après Duvalier et Marcos, c'est maintenant au tour de Ceausescu et de Noriega de s'inscrire au tableau d'honneur des banques suisses.

BERNE

de notre correspondant

Une fois n'est pas coutume : à la requête de réfugiés roumains, Berne avait fait bloquer, dès le 24 décembre, les avoirs que la famille Ceausescu posséderait dans la même Confédération. Depuis lors, dans une note diplomatique, le nouveau gouvernement roumain a communiqué à la

Suisse son intention de lui adresser prochainement une demande formelle d'entraide judiciaire afin de récupérer ces fonds, évalués à 400 millions de dollars en or par la presse helvétique.

En réponse à une demande des Etats-Unis, la Suisse a également gelé, à partir du 27 décembre, les comptes dont disposeraient dans des banques de Genève et de Zurich l'ancien dictateur du Panama, le général Manuel Noriega. Le département fédéral de justice et police a indiqué que, dans leur requête, les autorités américaines « alléguent que Noriega aurait soutenu, contre paiement, le trafic de stupéfiants de Colombie vers les Etats-Unis en fournissant un appui logistique aux trafiquants de drogue colombiens agissant au Panama. Les fonds ainsi obtenus auraient été placés sur des comptes en Suisse notamment ». Il s'agit, en l'occurrence, de mesures provisoires, précise-t-on à Berne, la

demande d'entraide formulée en anglais devant encore être traduite dans une des langues officielles de la Confédération pour être acceptée.

Pour l'heure, il est difficile de savoir quelle part de la fortune de Noriega, estimée entre 200 et 300 millions de dollars, se trouverait en Suisse. Certains journaux helvétiques ont cependant publié un fac-similé d'un ordre de virement signé par le général Noriega en 1988 demandant à la Banque de crédit et de commerce international à Luxembourg de transférer 3 millions de dollars sur un compte de la Banque nationale du Panama auprès de l'Union des banques suisses à Zurich.

Le réveil d'Asuncion

En vertu du traité d'entraide judiciaire en vigueur avec les Etats-Unis, la Confédération est directement compétente tandis

que les autres pays doivent passer par les cantons, ce qui rend la procédure plus compliquée.

Après de longues tergiversations, et suivant l'exemple de Fribourg et de Genève, un juge de Zurich vient de décider, le 4 janvier, de bloquer quelque 400 millions de francs suisses, soit environ les deux tiers des fonds placés dans les banques helvétiques par l'ancien dictateur Marcos. Mais, avant de pouvoir récupérer cet argent, le gouvernement philippin devra apporter la preuve qu'il est d'origine délictueuse et il n'est pas exclu que la famille de Marcos fasse appel. A la fin de l'année, le tribunal fédéral suisse avait décidé d'accorder l'entraide judiciaire au gouvernement haïtien, qui tente de rapatrier les sommes détournées par la famille Duvalier.

Enfin, dans le tumulte des bouleversements des dernières semaines, on avait quelque peu oublié l'ex-dictateur du Para-

guay, le général Alfredo Stroessner, chassé du pouvoir en février 1989 après avoir gouverné sans partage durant trente-cinq ans.

Or, nous a-t-on confirmé lundi 8 janvier, au département de justice et police, le nouveau gouvernement d'Asuncion vient de se rappeler au bon souvenir de Berne en lui faisant parvenir, à la mi-décembre, une demande d'entraide judiciaire en bonne et due forme pour savoir si Stroessner et quelques-uns de ses comparses n'avaient pas touché des pots-de-vin en Suisse. Le Paraguay souhaiterait faire la lumière sur des détournements de fonds dans le cadre d'un contrat entre l'industrie nationale paraguayenne de ciment et un consortium d'entreprises françaises dirigé par le Bureau central d'études pour l'équipement d'outre-mer, et pour lequel M. Jacques Soustelle avait servi d'intermédiaire (Le Monde du 20 juillet 1989).

JEAN-CLAUDE BURRER

Bravo la mer.

Merci la terre.

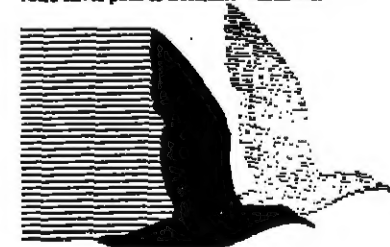
Renseignements : Conseil Général de la Charente-Maritime.
2, rue de la Monnaie BP 600, 17023 La Rochelle Cedex. Tél. 46-41-73-71. Contact Valérie Allin.

Bravo et merci pour tout ce que vous nous avez donné et pour tout ce que vous nous apporterez, encore, en 90.

Ici, en Charente-Maritime, on sait que les mois chauds des produits que nous consommons dans dix ans restent à créer. Alors, avec la puissance de vos éléments, on imagine que les bovins, les algues, les vignes et les citrouilles, peuvent avoir des destinées autres que lait, engrais, vin ou pain : avec vous 15 000 ha de linol et vos 350 000 ha cultivables, nous créons ce que les nouveaux consommateurs attendent.

Valorisation de l'agriculture et de l'agro-alimentaire par les biotechnologies, valorisation des ressources marines, transferts technologiques, renouveau des ressources... tels seront les sujets de réflexion abordés lors du 2^e Colloque Biotechnologie-Développement, en avril 90, à Rochefort.

Vous êtes scientifique, industriel. Votre spécialité est l'agro-alimentaire : en 90, avec le Conseil Général et toute la Charente-Maritime, prenez votre envol pour la troisième millénaire.



Charente-Maritime
Terre et mer, les éléments de la réussite.

EUROPE

URSS : La visite de M. Gorbatchev à Vilnius

Les nationalistes lituaniens ont appelé la population à manifester en masse pour l'indépendance

MOSCOU
de notre correspondant

La marge de manœuvre du secrétaire général du Parti communiste soviétique lors de son séjour à Vilnius où il arrive jeudi 11 janvier est des plus étroites, entre l'intransigeance des communistes lituaniens et ceux qui lui reprochent à Moscou et ailleurs de conduire le Parti communiste soviétique et le pays à l'éclatement.

Faisant monter les enchères d'un cran supplémentaire, le Sajudis, le mouvement nationaliste lituanien, a manifesté en masse dans le centre de Vilnius, quelques heures après l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev, pour réclamer la « liberté et l'indépendance de la Lituanie ». Les responsables du mouvement attendaient un million de personnes. Une autre manifestation organisée mercredi par le même Sajudis avait rassemblé à Vilnius 15 000 personnes seulement, si l'on peut dire, dans la mesure où le mouvement nationaliste a déjà décliné à plusieurs reprises sa formidable capacité de mobilisation.

Donnant le ton, le président du Sajudis, Vitasas Lambertis, a appelé mercredi ses compatriotes à recevoir Mikhaïl Gorbatchev « comme un chef d'Etat étranger, mais pas comme un chef d'Etat soviétique ». Il convient de signaler d'ailleurs qu'il s'agit de la première visite d'un dirigeant soviétique en Lituanie. « Mikhaïl Gorbatchev sait toujours ce que les peuples lui ont demandé », a-t-il déclaré.

Avec la même détermination et l'assurance qui caractérisent le Sajudis, Vitasas Lambertis s'est déclaré convaincu que l'année 1990 « sera très importante pour la Lituanie, mais je ne veux pas promettre que l'indépendance sera pour cette année ou pour plus tard ».

Cette visite du dirigeant soviétique se suivie avec la plus grande attention par tous les nationalistes en URSS, depuis le caucase jusqu'en

Moldavie ou en Ukraine. Certains considèrent que les rencontres de M. Gorbatchev avec les communistes lituaniens déterminent pour beaucoup la politique du Kremlin à l'égard des mouvements nationaux. L'enjeu est par conséquent considérable. L'expérience lituanienne constitue pour plusieurs nationalistes un modèle de démocratisation en douceur de la société dont il faut s'inspirer dans la mesure du possible. Ils admettent en particulier que le niveau du débat politique en Lituanie est dans les deux autres républiques baltes est bien plus élevé qu'ailleurs. Une remarque qu'admettent bien volontiers les Lituaniens, Lettons ou Estoniens, qui rappellent que leurs républiques étaient indépendantes jusqu'en 1940.

Les mouvements nationalistes relient néanmoins que la Lituanie bénéficie de conditions très particulières en URSS, en raison de l'hétérogénéité remarquable de ses habitants. Les Lituaniens représentent en effet 80 % de la population de leur république, un chiffre qui prend tout son relief lorsqu'on le compare avec la proportion des Lettons dans la république de Lettonie, voisine de la Lituanie, qui sont en passe de devenir une minorité.

Quant aux résultats de la visite de M. Gorbatchev en Lituanie, les nationalistes sont dans l'expectative. Beaucoup souhaitent que le dirigeant soviétique fasse de son séjour en Lituanie un « voyage d'études », pour reprendre les termes d'un journaliste estonien, afin de mieux comprendre les processus de démocratisation politique en cours dans les pays baltes. Le président du Front populaire lituanien, M. Nodaras Naudas, considère pour sa part que le séjour lituanien de Mikhaïl Gorbatchev va permettre de connaître les intentions futures du Kremlin à l'égard des mouvements nationaux en URSS.

Le dirigeant soviétique doit rester en Lituanie jusqu'à samedi soir. Il séjournera essentiellement à Vilnius, mais se rendra aussi dans le nord-ouest de la République. Il rencontrera des représentants du Parti communiste lituanien indépendant, mais aussi de la branche du PC local restée fidèle à Moscou, ainsi que des intellectuels. Ce voyage a toutes les chances de constituer l'une des pages essentielles de la perestroïka et de définir son avenir. (Interim.)

Deux journaux attaquent M. Ligatchev

M. Egor Ligatchev, considéré comme le chef de file des conservateurs au sein du bureau politique du PC soviétique, est accusé par la presse moscovite d'avoir fait valoir des points de vue stalinistes dans le domaine de l'agriculture et d'avoir outrepasé ses attributions en envoyant des troupes pour rétablir l'ordre en Géorgie l'an dernier.

Ces critiques sont parvenues cette semaine dans le magazine Ogoniok, l'un des fers de lance de la Perestroïka, mais aussi dans les Izvestia, organe du gouvernement.

Dans Ogoniok, le député Anatoli Sobtchak révèle que M. Ligatchev a joué un rôle-clé dans la tragédie de l'ibissi, le 9 avril dernier, lorsque vingt et une personnes avaient été tuées par l'armée lors de la dispersion d'un meeting. M. Sobtchak, qui dirige une commission parlementaire d'enquête sur cette affaire, explique que M. Ligatchev avait présidé une réunion de hauts responsables du PC qui avait décidé

d'envoyer dans la capitale géorgienne des unités de l'armée. « Aucune organisation du parti, pas même le bureau politique », n'avait le droit de prendre une telle décision, déclare-t-il, mais seulement les dirigeants du gouvernement et de l'Etat. Or le président Gorbatchev se trouvait alors en Grande-Bretagne et M. Rykov, chef du gouvernement, n'avait pas été invité à la réunion.

Quant à l'auteur de l'article des Izvestia, le professeur d'agronomie Geli Chmeliov, il affirme que les propos tenus par M. Ligatchev, selon lequel l'agriculture ne peut être que capitaliste ou socialiste, ont déjà été tenus par Staline pour justifier la collectivisation totale. Ces articles donnent consistance aux rumeurs persistantes qui veulent que M. Ligatchev, jadis idéologue du Kremlin et actuellement responsable de l'agriculture, soit bientôt destitué de ses fonctions au bureau politique.

BULGARIE

La veuve de l'écrivain assassiné Georgi Markov réclame justice

Annel Markov, la veuve de l'écrivain Georgi Markov — tué en 1978 à Londres par un parapluie à la pointe empoisonnée — a demandé, mercredi 10 janvier, aux autorités bulgares — qu'elle tient pour responsables du meurtre — de reconnaître leur responsabilité et de faire toute la lumière.

« Il s'agissait d'un des crimes les plus noirs de la guerre froide », a ajouté M^{me} Markov, qui est née en Grande-Bretagne et effectue actuellement son premier voyage en Bulgarie.

Georgi Markov, un célèbre auteur bulgare, avait profité d'un déplacement en Italie en 1969 pour faire défection. Il avait été tué le 29 septembre 1978 à Londres, où il travaillait pour le service en langue bulgare de la BBC.

Il avait été piqué alors qu'il attendait un autobus. M^{me} Markov s'est entretenue mercredi avec Alexandre Liov, un des membres de la nouvelle direction bulgare.

Instruction ouverte contre M. Jivkov. — Une instruction a été ouverte par les autorités judiciaires bulgares pour vérifier si les soupçons de dévoiement de fonds par l'ancien numéro un bulgare Todor Jivkov, déchu le 10 novembre dernier, sont justifiés, a-t-on appris officiellement mardi 9 janvier.

"L'Aube se lève à l'Est"
Václav Havel
Interrogatoire à distance
— autoportrait d'un président peu ordinaire —
124 pages — 25 F.
éditions de l'aube

ALBANIE

Tirana accuse les exilés de fomenter un soulèvement

L'Albanie accuse les Albanais en exil de fomenter un soulèvement populaire analogue à ceux qui ont récemment bouleversé les régimes communistes en Europe de l'Est. Dans un article intitulé « L'Albanie socialiste ne laissera personne la déstabiliser », le quotidien du PC, Zeri i Popullit, a accusé, mercredi 10 janvier, les exilés de vouloir restaurer la monarchie en faisant appel au fils du roi Zog. Ce dernier fut renversé par les troupes italiennes et allemandes en 1939. Son fils Leka, qui vit en Afrique du Sud, a annoncé, selon l'agence Reuters, que son « gouvernement en exil » se préparait à braver les ordres de la radio albanaise pour donner le signal de l'insurrection contre le régime de Tirana.

Le journal dénonce également comme une tentative de déstabilisation les appels lancés en Grèce en faveur de la liberté religieuse en Albanie, « inspirés par les changements qui se sont produits en Europe de l'Est », écrit Zeri i Popullit, les milieux réactionnaires et les chefs de clans de l'Eglise orthodoxe grecque ont cru que l'heure était venue d'intervenir en Albanie. Ces accusations sont lancées après que

des sources orthodoxes à Athènes eurent annoncé que quatre jeunes frères albanais d'origine grecque, les frères Pranas, avaient été arrêtés et tués le 11 octobre dernier pour avoir tenté de franchir la frontière gréco-albanaise (le Monde du 16 décembre). Cette information est fermement démentie à Tirana. Selon l'agence albanaise ATA, l'ambassade d'Albanie à Athènes a même projeté le 5 janvier pour les journalistes grecs et étrangers un document télévisé tourné le 31 décembre et montrant les frères Pranas fêtant en famille le Nouvel An.

Polémique avec Belgrade

Les autorités de Tirana sont d'autre part engagées dans une polémique avec Belgrade où la presse avait fait état de « désordres » courant décembre, dans la ville de Shkoder, non loin de la frontière avec la Yougoslavie. L'ambassade d'Albanie à Belgrade avait aussitôt qualifié ces informations de « pures spéculations ». Le journal yougoslave Politika revient cependant

jeudi sur ce sujet, affirmant que des « mesures d'urgence » ont été décrétées dans la région de Shkoder, où, toujours selon le même journal, cité par l'AFP, plusieurs manifestations de mécontentement, violemment réprimées, se sont déjà produites au cours des dernières années. Politika décrit d'autre part la situation à Tirana où, dit-il, la garde a été quadruplée autour des résidences du président Ramiz Alia et de la veuve de son prédécesseur Enver Hoxha.

Il va de soi que les informations concernant l'Albanie publiées en Yougoslavie doivent être accueillies avec la plus extrême réserve. Les deux pays sont en effet engagés dans un contentieux à propos des habitants de souche albanaise résidant dans la province yougoslave du Kosovo. Belgrade accuse Tirana d'encourager les désordres dans cette province et de nourrir à son égard des ambitions irrédentistes. Tirana, de son côté, dénonce périodiquement les persécutions dont seraient victimes les Albanais du Kosovo.

A. J.

Irlande du Nord : sombre affaire d'enlèvement

Le vice-président du Sinn Fein est accusé d'appartenir à l'IRA

LONDRES
de notre correspondant

M. Morrison restera en détention au moins jusqu'au 26 janvier. Il prétend qu'il n'a rien à voir avec cet enlèvement et met au défi les policiers de prouver le contraire. La police l'a interpellé au moment même où elle libérait M. Lynch, mais en un autre point du quartier catholique.

La règle veut que les dirigeants du Sinn Fein ne participent jamais aux opérations militaires menées par l'IRA. M. Morrison l'aurait-il enfreinte, faisant ainsi un formidable cadeau au RUC ? On avance une autre version dans les milieux républicains de Belfast. M. Lynch, retourné par l'IRA, était prêt à raconter, au cours d'une conférence

de presse comment le RUC espionne les catholiques. Il s'y préparait dans une maison jugée sûre de Belfast ouest. Le RUC aurait monté ce raid pour faire capoter l'opération.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Le père Patrick Ryan, cinquante-neuf ans, a été destitué de la prêtrise pour « absence illégale et refus persistant d'obéir à ses supérieurs », a annoncé mercredi 10 janvier, à Dublin, la pieuse Société des missions. Recherché par Scotland Yard pour tentative de meurtre et réhabilitation d'attentats, le père Ryan est selon la police britannique un sympathisant de l'IRA.

Le père Patrick Ryan, cinquante-neuf ans, a été destitué de la prêtrise pour « absence illégale et refus persistant d'obéir à ses supérieurs », a annoncé mercredi 10 janvier, à Dublin, la pieuse Société des missions. Recherché par Scotland Yard pour tentative de meurtre et réhabilitation d'attentats, le père Ryan est selon la police britannique un sympathisant de l'IRA.

RDA

M. Hans Modrow réplique aux critiques de l'opposition

Le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a proposé jeudi 11 janvier à l'opposition de jouer un rôle dans son gouvernement de coalition conduit par les communistes, avant les élections libres du 6 mai prochain. Devant le Parlement, M. Modrow a déclaré que : « L'opposition pourrait, par le biais de personnalités compétentes, prendre part au gouvernement de façon directe et responsable ».

BERLIN

de notre envoyé spécial

De retour du sommet du COMECON, à Sofia, le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a défendu, jeudi matin 11 janvier,

devant le Parlement son action gouvernementale attaquée de tous côtés depuis la rentrée. Il est notamment sévèrement mis en cause pour son projet de remplacer l'ancienne sécurité d'Etat (STASI) par un nouvel office de protection de la Constitution, sur le modèle ouest-allemand.

Tant les groupes d'opposition que les anciens partis du Bloc national, membres de la coalition gouvernementale, reprochaient surtout au chef de gouvernement de ne pas les associer réellement aux décisions, de ne pas aller assez vite et assez loin dans la démocratisation. On le soupçonne de maintenir le Parti communiste sur les structures du pouvoir et de ne pas vouloir donner de chances égales à tous pour les prochaines élections.

Le Parlement devait débattre jeudi de la réforme économique et d'un projet de loi sur les joins-ventures. Plusieurs autres projets de loi importants,

notamment la nouvelle réglementation des médias et une nouvelle législation électorale, sont également en cours de discussion actuellement. Chacun cherche à renforcer sa position. Ainsi trois des formations de l'opposition, le Bloc national, la CDU, le Parti libéral-démocrate et le Parti national-démocrate viennent de faire savoir que la poursuite de leur participation à la coalition jusqu'aux élections du 6 mai dépendait de la démonstration par le gouvernement de sa volonté de coopération. L'opposition, qui avait menacé lundi de quitter la table ronde, devait organiser jeudi après-midi 11 janvier une chaîne humaine autour du Palais de la République, siège du Parlement. Les milieux proches du premier ministre brandissaient de leur côté ces derniers jours la menace d'un recours à un référendum sur l'action gouvernementale s'ils devaient faire face à trop d'opposition.

H. de B.

Le chancelier Kohl entend poursuivre les négociations avec Berlin-Est

A l'occasion de sa conférence de presse de rentrée, mercredi 10 janvier, le chancelier Kohl a répondu sans détour à toutes les critiques qui lui avaient été adressées pendant la trêve des fêtes de fin d'année : il poursuivra ses conversations avec M. Hans Modrow, le premier ministre est-allemand, afin d'aboutir, le plus rapidement possible à la signature d'un traité établissant une « communauté contractuelle » entre les deux états allemands.

BONN

de notre correspondant

Comme il l'a fait jusqu'à présent, le gouvernement veut continuer de parler avec tous ceux qui assument une responsabilité en RDA, gouvernement et opposition. « En effet, ce n'est qu'ainsi que nous pourrions influencer durablement sur la poursuite du processus de réformes dans tous les secteurs et

sur le respect des règles démocratiques ». Le chancelier a d'autre part confirmé la venue à Bonn, début février, de M. Hans Modrow.

Dans les rangs de l'opposition social-démocrate, et même chez le partenaire FDP, des voix s'élevaient ces derniers jours pour que le gouvernement fédéral « pale » les négociations avec Berlin-Est tant que les exigences formulées par l'opposition n'auront pas été acceptées. Il s'agit de l'adoption d'une loi électorale garantissant l'égalité des chances à toutes les formations politiques, et du refus par les groupes d'opposition, de laisser se reconstituer un service de renseignement sur les ruines de la défunte STASI (sécurité d'Etat).

Ces conflits qui se traduisent par des affrontements autour de la « table ronde » gouvernement-opposition qui siège à Berlin-est ne nuisent, dans l'esprit d'Helmut Kohl, remettre en cause le processus engagé depuis le changement à la tête de l'Etat est-allemand. « Quelquefois, a-t-il déclaré, ne vaut pas qu'un nombre croissant de nos compatriotes quittent la

RDA doit maintenant contribuer de manière concrète et avec détermination à ce que les habitants de la RDA puissent avoir une perspective convaincante pour leur avenir politique et économique. Que, chaque jour, plus de mille personnes quittent la RDA constitue une saignée de plus en plus difficile vers un assèchement économique de la RDA ».

Il a, à plusieurs reprises, insisté sur le caractère urgent des mesures à prendre pour éviter un écroulement économique de la RDA consécutif à une hémorragie de cadres et de personnel qualifié : « Les jours et les mois qui viennent seront décisifs », M. Kohl a balayé de quelques mots ironiques les objections des « donneurs de conseils », qui comme le social-démocrate Egon Bahr ou le président du parti libéral, M. Lambrecht, veulent influencer son comportement vis à vis du gouvernement de la RDA : « Toutes ces déclarations sont ennuies à lire », a-t-il remarqué.

Visite à Moscou en 1990

Le chancelier a été par ailleurs soumis à un feu roulant de questions sur son attitude concernant la question de la ligne Oder-Neisse. Il a contesté avoir une attitude ambiguë sur la question du caractère définitif de cette frontière, et a réaffirmé qu'en la matière il était lié par le respect de la loi fondamentale et des traités internationaux. Il répondit ainsi indirectement aux critiques de M. Genscher pour qui « ceux qui laissent ouverte la question de la frontière occidentale de la Pologne ferment la porte à l'unité allemande ». M. Kohl a contre-attaqué en accusant ceux qui mettent ce thème de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse en avant de se livrer à des manœuvres électorales pour renforcer l'extrême droite au détriment des chrétiens démocrates.

Le chancelier a par ailleurs exposé les grandes lignes de son action internationale pour l'année à venir. Il a annoncé qu'il se rendrait en URSS au cours de cette année pour rencontrer Mikhaïl Gorbatchev. « Nos rapports avec l'URSS doivent continuer pour nous donner une importance vitale », a-t-il souligné, en ajoutant qu'il « paierait de sa personne » pour que la déclaration commune signée au mois de juin dernier « soit mise en pratique intégralement », notamment dans le domaine des relations économiques. En ce qui concerne l'avenir de la Communauté européenne, le chancelier a réaffirmé sa volonté de « faire des progrès rapides dans les secteurs clés du marché unique, mettre en pratique la charte sociale et nous voulons préparer minutieusement et exhaustivement la conférence gouvernementale pour l'union économique et monétaire ». Pour ce faire, Helmut Kohl entend entretenir avec la Bundesbank une « coopération aussi étroite et confiante que possible ».

Enfin le chancelier s'est également déclaré favorable à une réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement participant à la CSCE, comme l'ont proposé François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev, mais il a encore une fois insisté sur la nécessité de préparer « minutieusement et exhaustivement cette conférence ». M. Helmut Kohl, pour qui l'année électorale sera décisive, ne tient pas, en effet, à ce que des décisions prises trop rapidement dans le cadre d'instances internationales viennent parasiter un débat intérieur où il a su affirmer une maîtrise soignée jeudi matin par la plupart des commentateurs de la presse ouest-allemande.

LUC ROSENZWEIG

PROCHE-O

Moscou fait en direction d'un autre ver

Dans un communiqué, mercredi 10 janvier, le parti communiste soviétique a annoncé que le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a été invité à venir à Moscou pour participer à la conférence de la CSCE. M. Modrow a répondu favorablement à cette invitation. M. Modrow a déclaré qu'il se rendrait à Moscou pour participer à la conférence de la CSCE. M. Modrow a déclaré qu'il se rendrait à Moscou pour participer à la conférence de la CSCE.

Parallèlement, l'agence de presse soviétique a annoncé, à l'issue d'une conférence de presse, que le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, a été invité à venir à Moscou pour participer à la conférence de la CSCE. M. Modrow a répondu favorablement à cette invitation. M. Modrow a déclaré qu'il se rendrait à Moscou pour participer à la conférence de la CSCE.

Washington a fait état de symétrie dans la mesure des obstacles à ces tentatives de dialogue israélo-palestinien. Le secrétaire d'Etat, James Baker, a déclaré qu'il se rendrait à Jérusalem pour rencontrer le chef du gouvernement israélien, Yitzhak Rabin, et le chef du gouvernement palestinien, Yasser Arafat.

ARABIE SAOUDITE selon Amnesty International

berndsen de la détentation de l'Arabie saoudite. L'Arabie saoudite a été accusée de détention de prisonniers politiques. Amnesty International a demandé la libération de ces prisonniers.

Le président du Sinn Fein, M. Morrison, a été accusé d'appartenir à l'IRA. Le RUC a annoncé qu'il avait arrêté M. Morrison. M. Morrison a déclaré qu'il n'a rien à voir avec cet enlèvement.

PROCHE-ORIENT

Moscou fait un pas en direction d'Israël et un autre vers l'OLP

Dans un remarquable souci de symétrie, l'Union soviétique a, mercredi 10 janvier, fait un double geste en direction d'Israël et des Palestiniens. Le jour même où le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze recevait le ministre israélien de la science et de la recherche, M. Ezer Weizman, Moscou a annoncé que la représentation de l'OLP en URSS était élevée au rang d'ambassade. Et cela au moment où nombre de pays arabes — mais surtout l'Organisation de M. Yasser Arafat — ne cachent pas leurs appréhensions devant la rapidité avec laquelle les pays de l'Europe de l'Est renouent avec l'Etat hébreu et leur inquiétude devant l'augmentation du nombre de juifs soviétiques autorisés à émigrer en Israël (le Monde du 11 janvier).

De son côté, l'URSS va nommer un ambassadeur auprès du comité exécutif de l'OLP, à Tunis. Les Soviétiques s'étaient contents, après la proclamation de « l'Etat palestinien », par l'OLP en novembre 1988, à Alger, de reconnaître cette proclamation et non « l'Etat » lui-même. Parallèlement, l'agence TASS a annoncé, à l'issue de la rencontre — de deux heures — entre M. Weizman et Chevardnadze, que l'URSS était prête à engager des négociations pour « régler le statut des groupes consistant dans les deux pays ». Depuis plus d'un an, un groupe consulaire israélien (dont le chef, M. Arieh Levine, n'a pas été autorisé à assister à l'entretien de mercredi) est présent à Moscou sous pavillon néerlandais. Un groupe similaire se trouve en Israël. Les Soviétiques ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Etat hébreu lors de la guerre des six jours, en 1967.

Impatience américaine
Washington a fait le même effort de symétrie mais pour marquer son impatience pour la persistance des obstacles auxquels se heurtent ses tentatives d'organiser un dialogue israélo-palestinien. Le secrétaire d'Etat James Baker est prêt à poursuivre ses efforts « aussi longtemps que les parties seront décidées à faire des progrès », mais « il y a beaucoup d'autres régions du monde qui réclament son attention, des régions où les circonstances produisent des changements », a-t-il déclaré. Le porte-parole du Département d'Etat au moment où l'on parle de plus en plus d'une annulation pure et simple du projet de rencontre égypto-israélo-américaine destinée à définir les modalités du dialogue israélo-palestinien. — (AFP, Reuters.)

ARABIE SAOUDITE : selon Amnesty International

Recrudescence de la torture et des détentions arbitraires

L'Arabie saoudite connaît depuis quelques années une recrudescence des cas de détention politique arbitraire et de torture, affirme Amnesty International dans un rapport rendu public à Londres.

Selon ce document, plus de sept cents prisonniers politiques ont été, depuis 1983, incarcérés sans jugement, la plupart étant gardés au secret pour des périodes allant de deux semaines à six mois. En 1989, au moins cent personnes — dont certaines auraient été torturées — ont été détenues dans ces conditions. Ces procédures arbitraires visent surtout, selon Amnesty, les membres de l'Organisation de la révolution islamique — Hezbollah (pro-iranienne) et ceux du Parti de l'action socialiste arabe (d'inspiration marxiste). L'organisation, qui cite de nombreux témoignages d'opposants disant avoir été torturés ou détenus au secret sans même savoir de quoi ils étaient accusés, ainsi que plusieurs cas de personnes décédées en cours de détention, demande au gouvernement saoudien de prendre des mesures pour mettre fin à ces violations des droits de l'homme.

■ IRAN : trente et une personnes accusées de trafic de drogue ont été pendues. — Trente et une personnes, parmi lesquelles quatre Afghans, accusées de « trafic de stupéfiants » et de « corruption », ont été pendues, mercredi 10 janvier, en Iran, rapporte l'agence officielle IRNA. Ces pendaisons, qui ont eu lieu dans la prison de Ghezel-Hessar, près de Karaj, à l'ouest de Téhéran, ainsi que dans les villes de Chiraz (Sud), Sabzevar (Est) et Savah (Sud), portent à mille le nombre des personnes exécutées en vertu d'une loi anti-droguerie entrée en vigueur le 21 janvier 1989. — (AFP.)

BRESIL

La grande détresse des indiens lanomami

Suite de la première page

Les indigènes, s'ils ne sont pas soignés à temps, ne résistent pas aux microbes ou aux virus apportés par les Blancs, car même contre la grippe la plus bénigne ils ne possèdent pas d'anticorps.

Les lanomami ont été longtemps isolés, ce qui assurait leur survie. Vivant dans une région difficilement accessible, à cheval sur deux pays, leur population s'élevait à un chiffre enviable, 22 000 individus, dont environ 9 000 au Brésil : aucune autre nation indigène n'est aussi nombreuse. Dans tout le territoire brésilien, il n'y a guère plus de 200 000 Indiens, alors qu'ils étaient plusieurs millions au temps de la conquête. Les lanomami sont des semi-nomades, qui vivent de la chasse, de la pêche, de la cueillette : un large espace leur est nécessaire pour vivre. La Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), organisme gouvernemental, a établi que leur territoire traditionnel s'étendait, du côté brésilien, sur 94 000 kilomètres carrés de montagnes et de forêts, où l'Orénoque prend sa source, ainsi que plusieurs affluents de l'Amazonie, tels que le rio Branco.

Contagion

Malheureusement pour les sylvoles, cette région est riche en minerais : or, minerais radioactifs, étain, cuivre, nickel... Le pactole n'a été révélé qu'à la fin des années 70, grâce à des photos aériennes. Il a aussitôt attiré les *garimpeiros*, aventuriers qui font pour leur compte la prospection de l'or et des diamants. La rumeur en masse s'est produite à partir de 1987. Aujourd'hui, ils sont plusieurs dizaines de milliers de *garimpeiros* à tanner l'eau des rivières, le long des affluents du rio Branco, en territoire lanomami, ou dans la Serra de Saracuca, connue pour ses richesses en cassitérite (minerai d'étain). Leurs équipements sont primitifs. Ils utilisent du mercure, qui empoisonne l'eau, les poissons et ceux qui les consomment.

Leur survie en pleine jungle nécessite un appui logistique. Plus d'une centaine de pistes clandestines ont été construites, à la barbe des autorités (ou avec leur complicité) pour permettre aux avions d'apporter vivres et outils. L'une des activités les plus prospères à Boa-Vista est celle des taxis aériens, qui emboîtent l'aéroport. La fièvre de l'or a provoqué un boom du commerce et créé un puissant

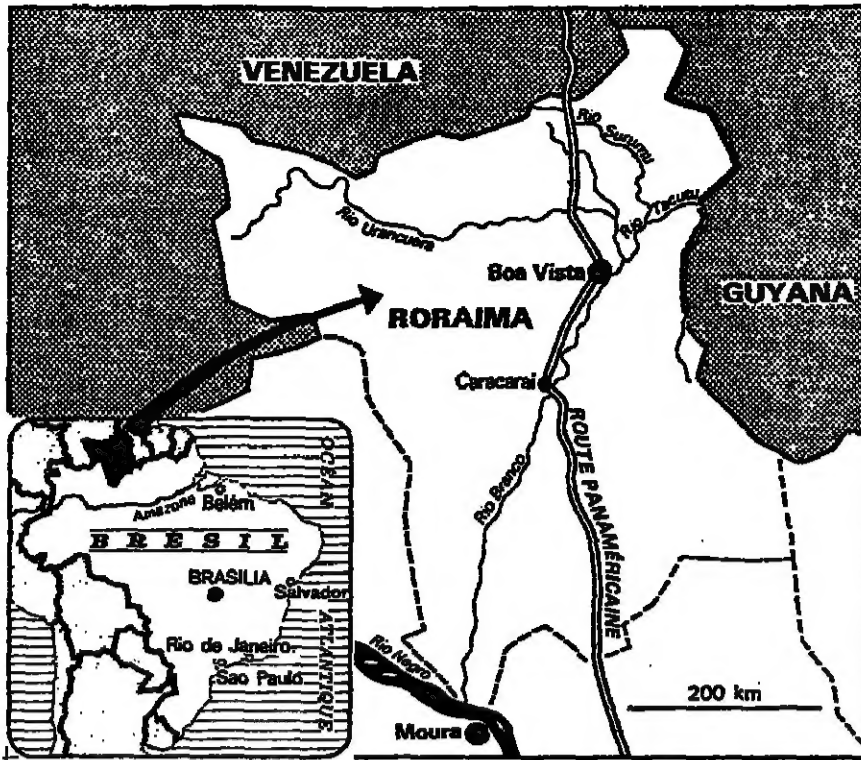
syndicat qui réunit prospecteurs, commerçants, élus locaux, gouverneur, police, armée et les grandes compagnies minières, qui comptent bien profiter de la présence des *garimpeiros* pour pénétrer à leur tour en territoire indien.

Le gouvernement Sarney a favorisé la spoliation. Il y a quel-

ques années, en effet, il a décrété que la zone de protection légale des lanomami se limiterait à dix-neuf îlots de forêt séparés les uns des autres, et correspondant à 30 % de leur aire traditionnelle de chasse et de cueillette. Dans les autres zones, les chercheurs d'or pouvaient donc s'installer. En fait, ils étaient déjà à pied

d'œuvre. Comme les Indiens ignorent les frontières, de même que les *garimpeiros*, le contact était inévitable. Et avec lui la contagion.

Vois, vois, brutalités de toutes sortes : les incidents se sont multipliés. En octobre dernier, une décision de justice a reconnu aux lanomami leur territoire tradi-



PANAMA : la famille du dictateur est toujours réfugiée dans l'ambassade cubaine

Les fureurs de Mme Noriega

Deux personnalités de l'ancien régime panaméen, M^{me} Belgica Castillo (ex-directrice des services d'immigration) et son mari, ont quitté mercredi 10 janvier les locaux de la nonciature apostolique où ils s'étaient réfugiés à la suite de l'intervention des troupes américaines le 20 décembre. Le couple a aussitôt été arrêté par les soldats américains qui encadrent la représentation du Vatican. M^{me} Castillo est accusée d'avoir commis de très nombreuses irrégularités dans l'exercice de ses fonctions, en particulier la vente de faux passeports et de visas à plus de vingt mille étrangers (Cubains et Chinois surtout) qui devaient payer jusqu'à 10 000 dollars en échange de ses « faveurs ». La nonciature n'abrite plus qu'un seul réfugié, le capitaine Eliecer Galán, ancien chef de la sécurité du général Noriega. L'épouse de l'ancien homme fort du Panama, ses trois filles, son gendre et son petit-fils sont toujours réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur cubain dans la capitale panaméenne.

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

M^{me} Noriega est furieuse : « Les Américains, dit-elle, n'ont pas respecté leur promesse. Ils s'étaient engagés à nous accorder des sauf-conduits pour quitter le pays en échange de la reddition de mon mari. Nous n'avons pas eu de nouvelles depuis. » Les Etats-Unis affirment ne pas avoir pris cet engagement mais M^{me} Noriega est catégori-

que. Felicidad — c'est un fait connu au Panama où on l'appelle par son prénom — a du caractère et la rumeur populaire évoque régulièrement ses prodigieuses colères à propos des frasques de son mari. Malgré la précarité de sa situation actuelle, elle n'a pas perdu de son agressivité : « Qui commande dans ce pays ? », s'exclame-t-elle. « C'est Bush, n'est-ce pas ? Alors c'est à lui que je dois m'adresser pour obtenir justice ? »

M^{me} Noriega soutient qu'elle n'a « rien à voir » avec les accusations portées contre l'ancien pouvoir. Ce n'est certes pas l'avis des nouvelles autorités, qui veulent des explications sur l'origine des fonds déposés à l'étranger sur des comptes à son nom. A la demande du Panama, la France, le Luxembourg, la Suisse et l'Autriche ont gelé plusieurs millions de dollars dans des comptes appartenant aux différents membres de la famille Noriega.

Des sauf-conduits ?

« Cette maison m'appartient », dit-elle à propos de la superbe résidence où elle vivait dans la capitale panaméenne, à quelques centaines de mètres à peine de son refuge actuel. « Elle est à mon nom ! De quel droit me l'enlève-t-on ? Le nouveau gouvernement s'est emparé de tous mes biens et de ceux de ma fille, Sandra. Et maintenant, on veut m'obliger à quitter mon pays ! »

Les Noriega occupent une aile entière de la résidence relativement modeste de l'ambassadeur cubain. Les dix-huit autres réfugiés sont moins bien lotis et dorment sur des matelas jetés par terre. Deux anciens députés du Parti révolutionnaire démocratique (PRD, formation créée par les militaires), M^{me} Luis Gomez et Reynaldo Rodriguez, sont là ainsi que l'ancien ambassadeur du Panama à La Havane, M. Reynaldo Rivera. Aucun n'a

cherché à organiser la résistance contre les troupes américaines auxquelles l'ancien régime avait pourtant promis « un Vietnam » si elles osaient violer la souveraineté panaméenne. Aujourd'hui M. Gomez — connu sous le nom de « Luchito » — qui faisait trembler ses administrés de l'immense quartier populaire de San-Miguelito, dénonce la « chasse inhumaine menée par les Américains » contre les partisans du général Noriega.

L'ancien député qui est considéré comme un « crypto-communiste » du PRD, souhaite partir pour Cuba ainsi que six autres réfugiés de l'ambassade. Quant à la famille Noriega, sa destination la plus probable serait la République dominicaine du fait de sa relation avec une personnalité de ce pays, le général Beauchamp, beau-père de Sandra Noriega, qui est à Panama pour tenter de convaincre le gouvernement d'accorder les sauf-conduits nécessaires.

Selon l'ambassadeur de Cuba, M. Lazaro Mora, les autorités locales ne peuvent pas s'opposer à la sortie du territoire de personnes ayant obtenu l'asile dans une ambassade. « La convention de Caracas (1954), dit-il, stipule que c'est au pays-hôte — en l'occurrence Cuba — de déterminer si un individu est persécuté. A partir du moment où nous avons décidé d'accorder l'asile à des Panaméens, le gouvernement local est obligé d'accorder les sauf-conduits pour leur permettre de quitter le territoire, même s'il y a rupture des relations diplomatiques entre nos deux pays ». Seul problème : la convention de Caracas ne donne pas de limite de temps et le président Endara, qui a mis en garde les pays d'Amérique latine contre « l'utilisation de l'ancienne politique pour protéger de vulgaires assassins », a visiblement décidé de prendre son temps.

BERTRAND DE LA GRANGE

Terre et mer,

vos éléments de réussite en 90.

Renseignements : Conseil Général de la Charente-Maritime, 2, rue de la Monnaie, BP 600, 17023 La Rochelle Cedex. Tél. 46-41-73-77. Contact : Valérie Allio.



Charente-Maritime
Terre et mer, les éléments de la réussite.

de l'opposition

ment la nouvelle réglementation électorale, sont également en de discussion actuellement, un cherche à renforcer sa position. La CDU, le Parti libéral, grâce et le Parti national démocratique de faire savoir que la loi jusqu'aux élections du 6 mai doit de la démonstration par le mouvement de sa volonté de coopérer. L'opposition, qui avait menacé de quitter la table ronde, devait jeudi après-midi 11 janvier haute humaine autour du Palais République, siège du Parlement, milieux proches du premier ministre brandissaient de leur côté ces jours la menace d'un recours référendum sur l'action gouvernementale s'ils devaient faire face à l'opposition.

H. de B.

Suivre - Est

doit maintenant contribuer à ce que les habitants de la région aient une perspective économique. M. Kohl a balayé les craintes des milieux économiques de la RDA, à plusieurs reprises, insisté sur l'urgence de mesures économiques de la RDA, et de personnel qualifié : « Les mois qui viennent seront décisifs ». M. Kohl a balayé les craintes des milieux économiques de la RDA, à plusieurs reprises, insisté sur l'urgence de mesures économiques de la RDA, et de personnel qualifié : « Les mois qui viennent seront décisifs ». M. Kohl a balayé les craintes des milieux économiques de la RDA, à plusieurs reprises, insisté sur l'urgence de mesures économiques de la RDA, et de personnel qualifié : « Les mois qui viennent seront décisifs ».

Visite à Moscou en 1990

chancelier a été par ailleurs un feu roulant de questions sur l'attitude de la RDA à l'égard de la ligne Oder-Neisse. Il s'est agi d'une attitude ambiguë, la question du caractère définitif de cette frontière, et a-t-elle en la matière il était le respect de la loi fondatrice et des traités internationaux.

Le républicain a été par ailleurs un feu roulant de questions sur l'attitude de la RDA à l'égard de la ligne Oder-Neisse. Il s'est agi d'une attitude ambiguë, la question du caractère définitif de cette frontière, et a-t-elle en la matière il était le respect de la loi fondatrice et des traités internationaux.

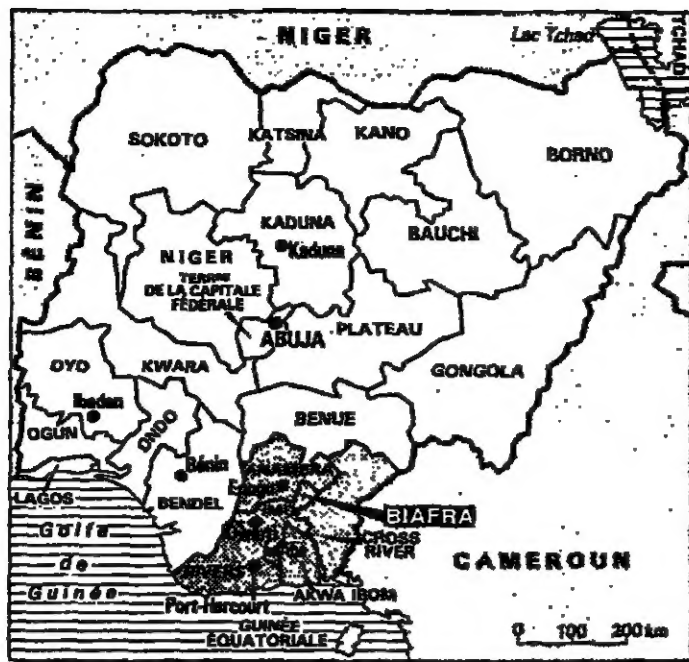
Le républicain a été par ailleurs un feu roulant de questions sur l'attitude de la RDA à l'égard de la ligne Oder-Neisse. Il s'est agi d'une attitude ambiguë, la question du caractère définitif de cette frontière, et a-t-elle en la matière il était le respect de la loi fondatrice et des traités internationaux.

LUC ROSENZWEIG

AFRIQUE

Nigéria : le mauvais souvenir du Biafra

Vingt ans après la fin de la guerre civile, les Ibos, qui vécurent une éphémère indépendance, se considèrent toujours comme défavorisés



OWERRI
Correspondance

Vingt ans après, la guerre civile semble n'être qu'un mauvais souvenir. Le Biafra de passage, l'Ohio, se voit proposer des timbres et des billets de banque biafrais : souvenirs de guerre. Mais le rappel du conflit n'est pas omniprésent. Le musée de la guerre, à Umuahia, est désespérément désert. Il abrite quelques chars dégingolés de fabrication locale, la carcasse du petit avion du mercenaire suédois, C. von Rosen, retrouvé en bombardier, et... la photo, plangante dans un coin de bunker, de l'irréductible Bob Denard, qui fit sur cette terre ses premières armes.

Apparemment au moins, tout est calme. Manière de parler dans ce Nigéria où la violence est érigée en mode de vie. Comme chaque année à l'époque de Noël, il y a eu recrudescence d'attaques à main armée. Des bandits de grand chemin ne se gênent plus pour barrer les routes en plein jour. Dans le sud de l'Etat de Bendel, à Warri, ils utilisent les armes lourdes abandonnées par les soldats biafrais, que les troupes fédérales ne parvinrent jamais à récupérer totalement.

Les Ibos de l'ex-Biafra fêtent dans l'indifférence ces vingt années de retour dans la Fédération nigériane. Abs, la capitale économique du pays Ibo, prospère : les camions Mercedes-Benz, barioles d'inscriptions telles que « Jesus loves you » ou « Man proposes, God disposes », convoient des marchandises passées en contrebande.

A l'heure où le programme d'ajustement structurel mis en œuvre par le président Ibrahim Babangida sous l'égide du FMI resserre son étau sur les classes sociales défavorisées, l'est du Nigéria se tient coi. Les émeutes de mai-juin dernier sont parties de l'université de Benin-City et se sont propagées à l'ouest, à Lagos et à Ibadan. Mais de l'autre côté du fleuve Niger, les universités de Nsukka ou de Port-Harcourt n'ont presque pas bougé.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt définitif de la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, en date du 24 février 1988, confirmant le jugement de la 17^e Chambre du Tribunal de grande instance de PARIS, en date du 6 avril 1987, entre M. Youssif Bousssemah, partie civile, ayant pour avocat M^{re} Coudré, et MM. Marchand et Chodkiewicz.

M. Youssif Bousssemah a été personnellement mis en cause dans le livre écrit par MM. Hamon et Marchand, intitulé « Action directe du terrorisme français à l'étranger », et publié par la société des éditions du Seuil.

Par jugement en date du 6 avril 1987, le Tribunal de grande instance de Paris, 17^e Chambre correctionnelle, confirmé par l'arrêt de la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, en date du 24 février 1988, a constaté le caractère diffamatoire de ces propos et dit :

« Que les qualificatifs employés à l'adresse du plaignant le situent dans une fraction clandestine « dure », aux côtés des « figures » du terrorisme. Il en résulte un démenti de premier plan ».

« La responsabilité qu'on lui attribue en ces termes le dégage à l'opinion publique comme un individu dangereux faisant fi des lois et se consacrant à l'action subversive ».

« Il est ainsi porté atteinte à son honneur et à sa considération ».

« Ces imputations précises ont un caractère diffamatoire ».

Le tribunal et la cour ont refusé à messieurs Hamon et Marchand le bénéfice de la bonne foi.

Qu'il y a donc diffamation. Que MM. Chodkiewicz, Hamon, et Marchand devront verser à M. Bousssemah la somme de 1 000 F à titre de dommages et intérêts, outre celle de 2 000 F en application de l'article 475-1, du code de procédure pénale, et ordonné la publication dudit arrêt dans un journal au choix de la partie civile.

Dit la S.A. du Seuil civilement responsable.

Alors, d'où vient ce sourd ressentiment chez les Ibos qui furent indépendants du 30 mai 1967 au 12 janvier 1970 ? Les doléances en faveur d'une autonomie accrue sont peu nombreuses et revêtent surtout un caractère économique. Pas question de se lancer dans une guérilla ; les Ibos n'ont déjà que trop connu les souffrances de la guerre civile qui fit un million de morts. Tout juste s'en souviennent-ils un jour, sur le parvis de la cathédrale d'Owerri, le président de la très influente Association chrétienne du Nigéria réclamer le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël.

La manne pétrolière

Dans un Nigéria dominé politiquement par les Haoussas-Fulani musulmans, l'argument paraît logique. Après tout, le gouverneur de la région Est, Ojukwu, prit la décision de faire sécession à la suite des pogroms anti-Ibos de 1966 dans le Nord musulman et du renversement, la même année, de son compatriote au pouvoir, le chef d'état-major Ironsi. Mais ce souhait trahit aussi l'admiration des Ibos pour le modèle juif qu'un temps l'éphémère terre promise du Biafra avait tenté de prendre en exemple par sa résistance acharnée à un ennemi supérieur en nombre.

Aujourd'hui, des Israéliens viennent creuser des puits à Umuahia ou faire du commerce en pays Ibo. En vue d'installer un système bipartite à l'américaine, qui risque, selon beaucoup, de déboucher sur un affrontement entre le Sud chrétien et le Nord musulman, le général Babangida a supprimé d'un seul coup de crayon les treize formations politiques qui s'étaient déclarées en vue de prendre la relève du

corré Jagna Nana que pour son rôle de ministre de l'Information après de la voix du Biafra et de l'agence Markpress qui popularisèrent la cause Ibo en Occident.

Avec une population évaluée entre dix et quinze millions d'habitants (les chiffres de la population totale du pays vont de quatre-vingt-dix à cent trente millions d'habitants), les Ibos ne sont pas représentés proportionnellement à leur importance démographique et économique. Les Haoussas-Fulani du Nord, accusés d'avoir été favorisés par les Britanniques et d'avoir retardé la décolonisation, craignent d'autant plus la mainmise des « sudistes » sur le pouvoir central que, pendant longtemps, faute de cadres compétents à cause de l'interdiction des missions religieuses et des écoles non coraniques, ce furent des Ibos ou des Yorubas qui occupèrent les rouages de l'administration.

Port-Harcourt ville-fantôme

A l'inverse, les groupes ethniques du Sud brandissent le spectre de la *dijihad* (guerre sainte) d'Ousman dan Fodio au dix-neuvième siècle et parlent de l'infiltration du système par la « mafia de Kaduna ». Cette mafia insaisissable réunirait des « pontifes » du Nord dans la ville de Kaduna, où l'on préparerait coups d'Etat et remaniements ministériels. Ce lieu commun de la vie politique nigériane sert à expliquer tout et rien. Notamment que l'on ne risque pas de voir un jour un Ibo à la présidence.

Alors, les Ibos manifestent leur mécontentement autrement. Dans Port-Harcourt, ville-dortoir créée de toutes pièces par la ruée vers l'or noir, ville-fantôme qui se disperse dans les méandres de la lagune et où personne n'habite, puisque tout le monde vient « d'autre part », ville sans cimetières puisqu'on retourne se faire enterrer dans son pays natal, « ché-jardin » dont les toubières de gaz trouvent la nuit, les groupements Ibos organisent des cérémonies sans chanter l'hymne national du Nigéria.

La réurgence de ces prétendues sociétés culturelles, sur les traces des fameuses unions tribales qui firent et défirent les gouvernements de la 1^{re} République nigériane, de 1960 à 1966, est significatif. Ainsi, les Ibos natifs de Mbaise et installés à Port-Harcourt ont-ils formé une association de femmes en vue de se réunir « comme avant la guerre civile ».

L'interdiction de groupements politiques sur une base tribale après la chute de la 1^{re} République en 1983, et de tout parti politique en général avec les militaires au pouvoir, n'a jamais pu et ne pourra jamais dissoudre l'attachement culturel du Nigéria à son terroir. Et les Ibos sont les premiers à le démontrer...

NICOLAS BOMBACCI

tension à la frontière

avec la Mauritanie deux morts blessés

Jeuneurs sénégalais tués par des soldats mauritaniens. Ensuite, les lages de biens des boutiques mauritaniennes du Sénégal, puis les massacres de ressortissants sénégalais en Mauritanie, suivis d'attaques de masses de ressortissants mauritaniens au Sénégal fin 1989, avaient abouti au départ de dizaines de milliers de Sénégalais de Mauritanie et de Mauritanien du Sénégal.

Avant même la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Nouakchott en août 1989, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avait mis sur pied une commission de médiation pour tenter de trouver une solution au conflit. Selon des sources diplomatiques, cette médiation se poursuivait sur terrain neutre, avec la participation des ministres sénégalais et mauritaniens des Affaires étrangères et pourrait être prochainement élargie à d'autres ministres des deux gouvernements. Un plan de négociations serait en cours d'élaboration, mais une éventuelle solution ne peut intervenir dans l'immédiat, tant sont vives les oppositions entre populations des deux pays. — (AFP.)

LIBERIA

Des civils ont été victimes des troubles dans le nord du pays

M. Jenkins Scott, le ministre libérien de la justice, a reconnu mardi 9 janvier, lors d'une conférence de presse, que l'armée avait tué des civils dans le comté de Nimba, dans le nord-est du pays, mais il a souligné que les soldats, menacés, avaient été obligés de tirer. Ces soldats, a-t-il précisé, recherchaient des rebelles qui auraient participé à une tentative de coup d'Etat dirigée contre le président Samuel Doe, le 24 décembre. Il a ajouté que les opérations de « nettoyage » continueraient dans la région pour retrouver et éliminer les derniers « indigènes » qui s'y cachaient.

Présentés à la presse par M. Scott, deux opposants arrêtés au Liberia il y a une semaine ont affirmé avoir été entraînés en Libye avec une centaine de leur compatriotes et avoir reçu une formation de commando en vue de mener des opérations au Libéria pour renverser le président Doe. Les deux hommes se sont identifiés sous les noms d'Alfred Somda et de Harrison Dugbo.

En outre, les responsables militaires ont refusé, mercredi, à des journalistes étrangers l'autorisation de travailler dans la région de Damam, dans l'ouest du pays, où plusieurs milliers de Libériens fuyant les troubles, ont trouvé refuge. C'est la première fois que des interdictions de circuler à Côte-d'Ivoire sont aussi impo-

ZAMBIE

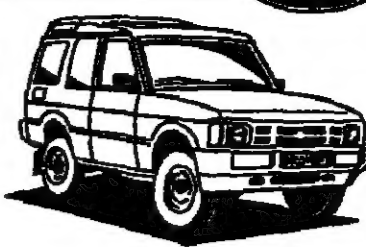
Constitution

M. Chissano s'est, néanmoins, prononcé contre l'abandon du principe : « Réaliser l'unité nationale est pour nous tous une tâche fondamentale. La création de plusieurs partis pourrait faire obstacle à cet objectif stratégique vital. » — (AFP.)

o BURKINA-FASO : les compétences seront jugées. — Les personnes arrêtées récemment à Burkina-Faso pour complicité dans la tentative de coup d'Etat, seront jugées suivant des normes juridiques et normales. — Les juges Jacques Pelletier, ministre des Affaires étrangères, qui ont été interrogés lors d'une conférence de presse réunie le mardi 10 janvier à Ouagadougou, sur les arrestations opérées après la découverte d'un septième et subventionné d'un net total de 1 000 millions de francs français (8,20 milliards de francs CFA) aux termes de conventions signées, mardi, l'issue d'un séjour de trois jours à Ouagadougou de M. Pelletier. — (AFP.)

DECOUVREZ, ESSAYEZ DISCOVERY

FRANCO-BRITANNIC
AUTOMOBILES
21 Av. Kleber 75116 Paris
tel : 45 00 85 19



VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MONTTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VILLE DE PARIS
ADM. Chambre des Notaires de Paris, 12, avenue Victoria
le MARDI 6 FÉVRIER 1990, à 14h30
UN IMMEUBLE
à us. CAFÉ - BAR - RESTAURANT
Rd S.S.P. 3,6,9 ans à l'usage du 1^{er} Janvier 1985
5, RUE DU JOUR - PARIS 1^{er}
MISE A PRIX : 7 000 000 F
SCP. BELLARGENT, not. associé, 14, rue des Pyrénées, Paris 1^{er}
TS : 42-60-31-12 - VIS. s/p. Lundi et Merc. de 16 à 17 h.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 53 12 98.

LUNDI 15 JANVIER
S. 10. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 11. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M^{re} LANGLADE.
S. 13. - Mobilier, tableaux, objets d'art. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 15. - 14 h 15 Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 16 JANVIER
S. 12. - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 17 JANVIER
S. 4. - Mob. 19^e s., argenterie, tableaux 19^e s., faïences et porcelaines. ARCOLE (M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
S. 5. - Tableaux, bibelots, mobiliers. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 7. - 14 h 15 : Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 10. - Tableaux, meubles et objets d'art - M^{re} LOUDMER.
S. 14. - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.

JEUDI 19 JANVIER
S. 5. - Ateliers. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 7. - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 13. - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 14. - 14 h 15 Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 16. - Meubles, tableaux, objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

SAMEDI 20 JANVIER
S. 8. - 15 h 30 Tapis. - M^{re} ROGEON.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017), 42-27-00-91.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labbe (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-23.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-83-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-61-06.

Manger la mer.

Boire la terre.

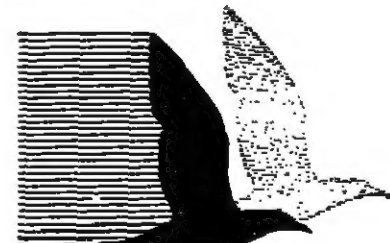
Renseignements : Conseil Général de la Charente-Maritime.
2, rue de la Monnaie, BP 608, 17033 La Rochelle Cedex. Tél. 46 41 73 71. Courrier : Valérie Allio.

Si la Charente-Maritime sait se faire très sophistiquée dans ses recherches de technologies du futur, elle n'a pas, pour autant, oublié ses origines et le goût des choses simples... et éternelles.

Ici, les hommes ont conservé les gestes qui font les bonnes choses : fromages, beurre, pain, cognac... autant de produits inscrits depuis des générations dans l'inventaire de leur patrimoine terrien.

C'est pourquoi, ils n'ont rien oublié non plus d'un savoir-faire qui sait si bien restituer toutes les saveurs océanes : huîtres, bars, palourdes et daurades servent vous aide à retrouver la fête. N'hésitez pas. Avec une infrastructure touristique et de loisirs de premier ordre, la Charente-Maritime a de quoi vous séduire et vous surprendre.

En attendant votre visite, le Conseil Général et toute la Charente-Maritime vous adressent leurs meilleurs vœux pour 1990.



Charente-Maritime
Terre et mer, les éléments de la réussite.

POLITIQUE

La préparation des assises du RPR

M. Chirac mobilise contre MM. Pasqua et Séguin

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin devaient donner une conférence de presse, jeudi matin 11 janvier, pour expliquer d'avantage leur décision d'opposer leur propre motion à celle de M. Alain Juppé, soutenu par M. Jacques Chirac, lors des Assises nationales du RPR qui auront lieu le 11 février à Paris. Bien qu'il ait qualifié de « clapotis », M. Chirac, ouvertement contesté, se montre très préoccupé par l'offensive de ses deux anciens ministres et il mobilise contre eux : les parlementaires du mouvement ont été convoqués jeudi

après-midi et les secrétaires départementaux samedi pour entendre le point de vue de leur président. M. Chirac entreprendra lui-même, à partir du lundi 15 janvier, une tournée des fédérations.

Cette crise, la plus forte que le RPR ait connue depuis sa création, n'a pas passé, toutefois, sur la réunion du comité de coordination de l'opposition, mercredi 10 janvier, dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Cette instance a décidé la mise en place d'un groupe d'études chargé d'émettre des propositions pour la sélection de candidats uniques de l'opposition « à tous les niveaux des scrutins futurs ».

Cette réunion, à laquelle assistaient tous les principaux dirigeants de l'UDF et du RPR, a été l'occasion de la première rencontre entre le président du RPR et l'ancien ministre de l'Intérieur. Les deux hommes se sont salués, rapportent plusieurs témoins, mais M. Chirac a lancé

un « bonjour Pasqua ! » au lieu de l'habituel « bonjour Charles ! ».

Pour leur part, des « rénovateurs » de l'opposition, réunis mercredi en présence de M. Séguin, ont estimé que le débat ainsi ouvert au sein du RPR confortait leur démarche. Il était de nature à encourager tous les partisans de la « rénovation » de l'opposition à garder l'initiative, tant au RPR qu'à l'UDF.

Electrochoc pour un « clapotis »

Les uns grossissent le danger et dramatisent l'enjeu : les autres affectent l'insouciance. Quarante-huit heures après l'éclat du tandem Pasqua-Séguin, l'émotion et l'agitation sont toujours grandes dans le monde du gaullisme militant.

M. Chirac a dit, mercredi soir 10 janvier à TF 1, sur un ton plus affligé et peiné qu'indigné, que l'initiative de son ancien ministre de l'Intérieur n'était « pas très élégante » à son égard, car M. Pasqua « était un ami et que cela ne dépendait que de lui de le rester ». Sur le fond, la décision prise avec M. Séguin est, selon M. Chirac, « un peu brouillonne et négative, car elle accentue le désordre ». S'il estime « souhaitable qu'il y ait libre expression, débat et dialogue » au sein du RPR, il reproche à M. Pasqua ses critiques « en termes vifs et injustes » lorsqu'il dit que le mouvement est « mal dirigé et qu'il ne propose pas d'ambitions ».

Après, à plusieurs reprises dans la journée, M. Chirac avait condamné l'action de ses deux anciens ministres, n'y voyant qu'« intrigues » et lançant même devant le personnel du RPR : « On m'a reproché ma trop grande absence : certains pourraient, à l'avenir, se plaindre de ma trop grande présence ». M. Chirac a, en tout cas, été peiné au vif, et ce que dans son entourage on appelle la « trahison » de M. Pasqua l'a convaincu de repartir sans tarder à l'offensive. Il va donc se manifester dans les médias, visiter les fédérations, réunir les parlementaires, dès jeudi, et les cadres de son mouvement, samedi, pour dénoncer l'attaque lancée contre lui et pour défendre la motion déposée par M. Alain Juppé qui constitue « un projet à la fois gaulliste et moderne » en vue des assises du 11 février.

Cette motion, présentée par le secrétaire général et à laquelle cinq courants sur neuf se sont ralliés (Le Monde du 11 janvier) comporte une vingtaine de pages et de nombreuses solutions concernant le RPR, où le débat organisé démocratiquement « ne doit pas être l'agression », où le rassemblement « ne doit pas être le conservatisme qui est le contraire du gaullisme ».

A propos de l'opposition, le texte estime que « vouloir créer un parti unique tout de suite est une mauvaise idée ». Quant aux projets, ils portent sur un accroissement des libertés, sur le recours au référendum, sur la rénovation du rôle du Parlement, sur la lutte contre les inégalités, la réforme du système éducatif, la participation, l'immigration. Mais, dans la querelle actuelle, selon M. Juppé, « c'est le

RPR qui est en cause et l'enjeu est décisif ». Il ajoute : « Je préfère un RPR clarifié qu'un RPR un peu trop gras mais sans détermination commune ». A la question : « Si M. Pasqua l'emporte ? », il répond sans hésiter : « Je partirai du RPR ».

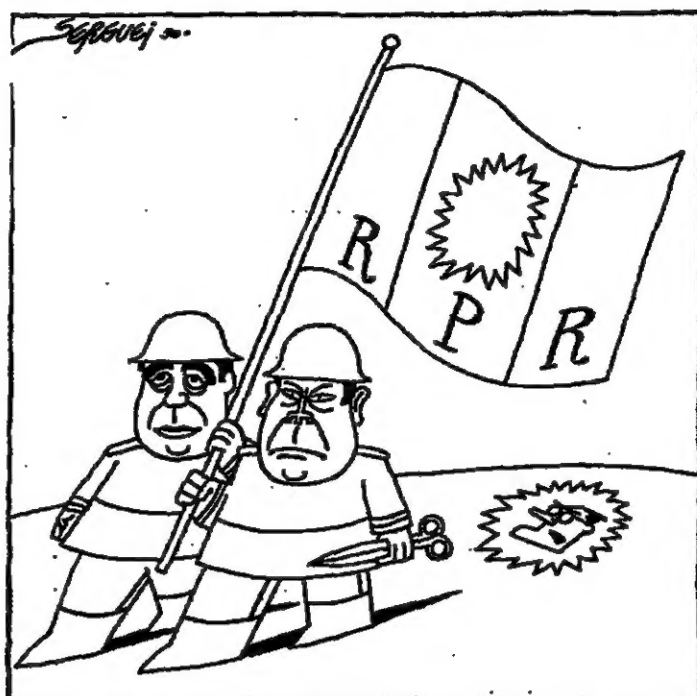
Défi et contre-feu

M. Chirac, lui, est prêt à affronter en un combat fratricide M. Pasqua, à qui il lance en forme de défi : « Qu'il aille jusqu'au bout », confiant qu'il est dans le verdict des militants arbitres. Cette allusion visait-elle l'intention prônée par certains à M. Pasqua, et que lui-même aurait livrée en confiance à quelques-uns de ses proches, de briguer la présidence du RPR le 11 février en se portant candidat contre M. Chirac ? M. Séguin, dans cette hypothèse, deviendrait secrétaire général du RPR avec promesse d'un destin présidentiel ultérieur. Le saut des Hauts-de-Seine est toutefois trop avisé pour révéler prématurément son intention, car celle-ci sera conditionnée par l'état des forces respectives au moment des assises nationales du mouvement.

A la veille de la conférence de presse qu'ils devaient donner jeudi matin 11 janvier, MM. Pasqua et Séguin avaient l'intention d'allumer une sorte de contre-feu pour dire leur étonnement de la brusque dramatisation de la situation par la direction du RPR. De tenter, en quelque sorte, de renverser la charge de la preuve pour apparaître comme les cibles d'un injuste procès d'intention. Ils étaient résolus à affirmer leur attachement à M. Chirac, la fidélité qu'ils lui vouent et la confiance qu'ils lui font pour briguer le prochain mandat présidentiel pour peu qu'il modifie son langage et son comportement politique et change l'équipe de la rue de Lille.

Débat et contestation

Ainsi, M. Frank Borotra fait remarquer que « M. Chirac n'est pas en cause, car c'est lui qui a vocation de réaliser la synthèse aux assises et qu'il n'aurait pas dû prendre déjà position », ajoutant : « On ne peut pas ouvrir un débat et refuser la contestation ». Le député des Yvelines, qui se présente comme « fidèle à Pasqua mais pas ennemi de Chirac », explique : « Il faut tourner le dos à une voie technocratique et à une politique à court terme où les convictions gaullistes sont bousillées pour ne pas faire de peine à nos alliés. Dans dix ans, si cela continue, le RPR représentera à



peine 10 % de l'opinion. Il faut donc un électrochoc ».

M. Philippe Séguin rappelle que, depuis 1947, le mouvement gaulliste est allé de métamorphose en métamorphose, ajoutant : « Aujourd'hui, le vieillissement des cadres, le déclin des idéologies et de l'esprit public, les bouleversements en Europe, imposent des assises de la renaissance et non une grande messe rituelle ». Lui aussi souhaite que M. Chirac quitte la présidence du mouvement pour mieux préparer l'élection élyséenne.

Mais beaucoup d'autres élus RPR sont profondément irrités, à l'image de M. Marc Lamol, sénateur des Yvelines, qui disait : « Je suis fidèle à Chirac, mais je ne tournerai pas le dos à Pasqua », ou, comme M. Gabriel Kasperit, maire du neuvième arrondissement de Paris, membre de Présence et action du gaullisme, qui n'avait pas été mis dans la confidence des « conjurés », mais qui ne veut pas « partir en guerre contre Chirac » alors qu'il approuve bien des idées de M. Pasqua.

Pour lui, tout le mal viendrait de l'entourage de M. Juppé, rue de Lille, où figureraient des « crypto-antigaullistes ». Un sentiment que M. Mazaud, député de Haute-Savoie, signataire de la motion Borotra, mais qui, lui son plus, ne veut pas rompre avec M. Chirac, tout en

souhaitant que celui-ci change d'orientations. Car les amis de M. Pasqua et ceux de M. Séguin, s'ils sont parfois aux prises avec ce dilemme insoluble, semblent pour le moment se séparer beaucoup plus que s'additionner en raison de l'alignement qu'éprouvent les proches de l'un à l'égard de l'autre et récipro-

Le pari des rénovateurs

Suite de la première page

D'autres, comme M. Gérard Longuet, voient dans cette affaire, comme premier avantage, la « désagrégation de l'empire RPR ». « Ce parti est désormais à l'image de ce que nous connaissons depuis longtemps à l'UDF (...). Cela rompt avec l'image d'un RPR monolithique (...) C'est paradoxalement bon pour la rénovation de l'opposition », souligne le secrétaire général du Parti républicain.

L'impérieuse nécessité de briser les choses pour éviter l'enlisement définitif de l'opposition, fut-ce au prix d'une alliance avec M. Pasqua, est l'argument-clé qui a décidé les amis de M. Séguin à le suivre malgré leur « trouble » pour reprendre le mot de l'un d'eux. S'ils regrettent la défection du rénovateur RPR, Jean-Pierre Delalande, ils n'en reconnaissent pas moins « la surprise, l'étonnement et l'inquiétude » suscités, au départ, par l'initiative de l'ancien ministre des affaires sociales. Pour beaucoup d'entre eux, le fait de suivre le maire d'Epinal relève de l'acte de foi. « Pour moi c'est au-delà de l'amitié », explique M. Pinte. « L'homme de la situation. Et puis quand le jeu est bloqué, il faut renverser la table », explique M. Fillon. « Dans une grande formation de l'opposition, le courant Pasqua devra bien trouver sa place », explique un autre séguiniste.

Le risque de voir à nouveau les assises du RPR du 11 février se transformer en « grande messe », avec, prêche de M. Chirac, le tout enveloppé d'un halo de démocratie interne, a achevé de décider les plus sceptiques. « C'est notre dernière chance pour tenter une réforme de l'intérieur », estime M. Pinte. La vivacité avec laquelle la rue de Lille (siège du RPR) a réagi à l'annonce de la démarche commune Pasqua-Séguin a plutôt renforcé la détermination des hésitants : « On a vu ce que valaient les promesses de démo-

quement. C'est le cas, par exemple, de M. Jean-Pierre Delalande, réformateur, qui se désolidarise de M. Séguin, dont il a signé la motion car « il ne peut faire confiance à M. Pasqua pour démocratiser le RPR, puisque c'est lui qui y a introduit le stalinisme ».

C'est, à l'inverse, le cas de M. Henri Cuq, député de l'Essonne, et aussi de MM. Jean-Louis Debré (Eure) ou Pierre Mazaud, signataires de la motion Borotra, qui, approuvant le refus des « courants » formulé avec force par M. Pasqua, reprochent toujours à M. Séguin ses relations ambiguës mais persistantes avec les « rénovateurs » des autres partis de l'opposition. Quant à l'organisation des rapatriés le RECOURS, son porte-parole, M. Roussel, apporte son soutien à M. Chirac et appelle MM. Pasqua et Séguin à ne pas compromettre l'union autour de l'ancien premier ministre. C'est M. Robert-André Vivien (Val-de-Marne) qui a été le plus catégorique : « Le comportement de M. Pasqua est déqualifiant », a-t-il proclamé.

Soutiens et nuances

Beaucoup de députés ont constaté dans leurs circonscriptions que la loyauté des militants envers le fondateur de leur mouvement était un sentiment très fort et que le légitime était intrinsèque au gaullisme. Ceux qui adressaient des ovations à M. Pasqua dans les meetings acceptent mal de le voir aujourd'hui

s'opposer à M. Chirac. Les militants savaient sans doute que des brouilles éclataient dans ce couple, mais ils n'admettent pas son divorce. C'est pourquoi les concours de la base sur lesquels pouvaient compter MM. Pasqua et Séguin se font, pour le moment, parcimonieux.

En revanche, plusieurs parlementaires qui n'étaient pourtant pas réputés comme des « chiraquiens » inconditionnels ont manifesté leur soutien — parfois accompagné de quelques nuances — au maire de Paris. C'est le cas des « rénovateurs » Michel Noir et Alain Carignon, maires respectivement de Lyon et Grenoble, reçus mercredi par M. Chirac, mais aussi de gaullistes anciens comme M. Chaban-Delmas et Olivier Guichard et encore de jeunes élus des Hauts-de-Seine, département de M. Pasqua, comme MM. Sarkozy, Devedjian et Balkany, et enfin, de M. Faudry qui fut son ministre de la sécurité.

M. Chirac prend ainsi l'offensive de M. Pasqua suffisamment au sérieux, même s'il la qualifie de « clapotis », pour battre sans tarder le rappel de ses partisans dans le dessein de combler les handicaps dont il souffre et qui ont rendu possible l'éclatement de cette crise. Il lui reste un mois pour rattraper un retard accumulé depuis plus d'un an et livrer un combat qui, de toute façon, fera des victimes dans son mouvement.

ANDRÉ PASSERON

devait présenter jeudi matin devant la presse. A la base de sa démarche, et de celle de M. Pasqua, se trouve le souhait de « réveiller la conscience du mouvement gaulliste », à un moment où il s'enfonçait dans « la médiocrité ». Ce sursaut est d'autant plus indispensable, à ses yeux, que l'Europe est en pleine évolution. « Comment pourrions-nous rester immobiles, alors que les gaullistes ont toujours été présents aux grands rendez-vous de l'histoire ? ».

Le maire d'Epinal est convaincu que la rénovation de l'opposition passe par là. Il souhaite, dans les mois qui viennent, développer le thème d'un nationalisme français généreux et exportateur de ses valeurs, opposées à un nationalisme de rétraction hexagonale du type Front national. C'est également cette vision que partage M. Millon, convaincu que la France peut jouer un rôle essentiel dans les événements qui se dessinent en Europe, à condition d'être vraiment porteuse d'un projet. C'est pourquoi les rénovateurs souhaitent enclencher un mouvement plus large pour dépasser la démarche, pour l'instant technique, de deux anciens ministres de M. Chirac.

Même s'ils souhaitent, avant tout, faire preuve de « réalisme », les rénovateurs qui suivent M. Séguin ne se cachent pas les risques de « l'opération résurrection » qui vient d'être lancée. Elle associe pour l'heure deux hommes qui ont besoin l'un de l'autre, qui s'auto-contrôlent et qui se veulent les représentants d'une famille devenue éparse.

PIERRE SERVANT

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !



800 voitures en stock permanent en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies

Plus vite, moins cher !

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

A partir de janvier

Edouard B

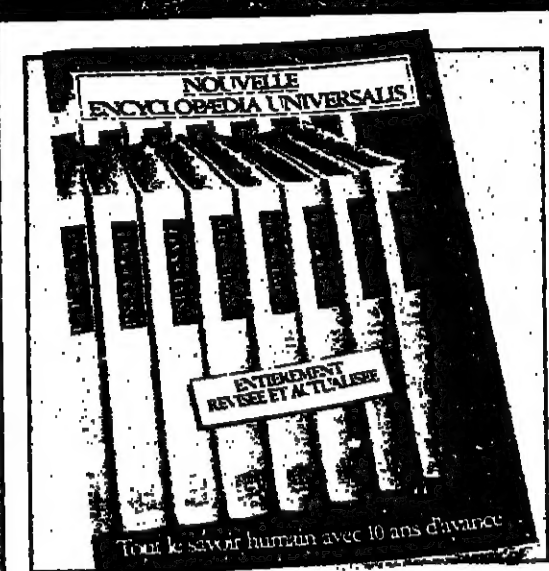
(sorti à porter masculin) soldes collections : « Cardin - New-man - Courtois - Lepidus de Fursac - Hechter - Coup de Cœur »

JUSQU'À 40 %

83, rue Lafayette 75008 Paris
Tél. : 48-78-88-70

Découvrez gratuitement la **NOUVELLE** ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

en 30 VOLUMES



GRATUIT

L'Encyclopædia Universalis n'étant pas vendue en librairie, nous aimerions vous envoyer gratuitement, par la poste, cette brochure de 36 pages en couleurs. Elle vous dit tout sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes, sur les 4.000 savants qui l'ont conçue... sur sa structure en trois parties, qui permet tous les modes de consultation... sur son service exclusif d'actualisation annuelle... et sur ses autres caractéristiques uniques en France. Demandez ce dossier gratuit, sans le moindre engagement, en renvoyant ce Bon dès aujourd'hui.

CFL-Encyclopædia
Universalis,
Libre-Réponse 19 75,
75342 PARIS
CEDEX 07.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à renvoyer dès aujourd'hui sous enveloppe non affranchie à :
CFL-Encyclopædia Universalis,
Libre-Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

Veillez m'envoyer gratuitement, par la poste, votre documentation complète sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes. Indiquez-moi également les conditions spéciales de pré-souscription qui me sont actuellement réservées pour une durée limitée. Il est entendu que cela ne crée pour moi aucune forme d'engagement.

☐ M.
☐ Mme
☐ Mlle
Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Localité _____

* 30 grands volumes 21 x 30 cm
* 31.655 pages
* 22.400 articles
* 29.800 illustrations

Pré-souscription : 1.000 F D'ECONOMIE !

- * Prix spécial de pré-souscription représentant une économie de 1.000 F sur le prix de la collection, pour une durée strictement limitée.
- * Un Grand Atlas Universalis en cadeau.
- * Des plans de crédit avantageux, du 3 mois de crédit gratuit jusqu'au paiement en 36 mois.

au lieu de l'habituel

renovateurs de l'oppo-
édi en présence de
que le débat ainsi ouvert
portait leur démarche et
rager tous les partisans
l'opposition à garder
qu'à l'UDF.

er à M. Chirac. Les militants
nt sans doute que des
es éclataient dans ce couple.
ils n'admettent pas son
e. C'est pourquoi les
rs de la base sur lesquels
ent compter MM. Pasqua et
se font, pour le moment,
monieux.

evanche, plusieurs parlemen-
qui n'étaient pourtant pas
s comme des « chiraquiens »
sionnels ont manifesté leur
a - parfois accompagnés de
es nuances - au maire de
C'est le cas des « renova-
» Michel Noir et Alain Car-
maires respectivement de
et Grenoble, reçus mercredi
t. Chirac, mais aussi de gaul-
anciens comme M. Chaban-
as et Olivier Guichard et
de jeunes élus des Hauts-de-
département de M. Pasqua,
e MM. Sarkozy, Devedjian et
ny, et enfin, de M. Pandraud
ut son coministre de la secu-

Chirac prend ainsi l'offensive
M. Pasqua suffisamment au
ix, même s'il la qualifie de
« totis », pour battre sans tarder
appel de ses partisans dans le
na de combler les handicaps
il souffre et qui ont rendu pos-
l'éclatement de cette crise. Il
sise un mois pour rattraper un
si accumulé depuis plus d'un an
rer un combat qui, de toute
a, fera des victimes dans son
vement.

ANDRÉ PASSERON

it présenter jeudi matin devant
esse. A la base de sa démarche,
celle de M. Pasqua, se trouve
souhait de « réveiller la
science du mouvement gaul-
», à un moment où il s'entend
« la médiocratie ». Ce sur-
à l'autant plus indispensable
eux, que l'Europe est en pleine
tation. « C'est un « renova-
reter immortels dans qui
l'avez ont atteints les progrès
généralisation de l'illu-
».

maire d'Epinal est convaincu
la rénovation de l'opposition
e par la. Il souhaite, dans la
qui viennent, développer le
ne d'un nationalisme français
eux et exportateur de ses
urs, opposés à un nationalisme
retraction hexagonale du type
nt national. C'est également
vision que partage M. Milon.
ancu que la France peut jouer
rôle essentiel dans les « con-
ts qui se dessinent en Europe, à
lition d'être vraiment porteur
projet. C'est pourquoi les reno-
urs souhaitent enclencher un
vement plus large pour dépasser
a démarche, pour l'instant tacti-
de deux anciens ministres de
Chirac.

ême s'ils souhaitent, avant tout,
e preuve de « renova- » les
ovateurs qui suivent M. Seguin
se cachent pas les risques de
« rénovation » renouveau, qui
d'être lancée. Elle associe
l'heure deux hommes qui ont
un de l'autre, qui s'autor-
trôlent et qui se veulent les re-
ateurs d'une famille devenue
rsc.

PIERRE SERVET

d B

emali)
lité :
survivre - Lapidus
de Coeur »

40 %

POUR DONNER A LA FRANCE SA PLACE EN EUROPE

POUR L'ACHÈVEMENT DU RÉSEAU FLUVIAL FRANÇAIS ET SON RACCORDEMENT À CELUI DE L'EUROPE

Le 17 avril 1985, le gouvernement de M. Laurent Fabius a défini et approuvé le schéma directeur des voies navigables françaises.

Cette décision était et s'impose de plus en plus comme une grande et bonne décision. Achever en France un réseau fluvial moderne et cohérent et raccorder ce dernier au réseau européen constituent avec la réalisation d'autres réseaux de transports la seule réponse pour tirer le meilleur parti du déve-

loppement des échanges intracommunautaires.

Les modalités de leur croissance, souhaitable pour la Nation, doivent être acceptables par la collectivité : seul un système complet d'infrastructures trimodales peut concilier les impératifs de la compétitivité, garante de notre niveau de vie et les nuisances qu'elle génère sur la qualité de la vie. C'est le choix qu'ont fait tous les pays du cœur industriel de la Communauté Européenne, choix qui explique leur dyna-

misme en matière de transport et dont profite toute leur économie.

Facteur indispensable de compétitivité, de sécurité et de protection de l'environnement, les voies navigables sont aussi un facteur d'unité entre les pays qu'elles innervent. Dans un contexte géopolitique qui, du fait des bouleversements à l'est européen, peut se révéler prometteur ou risqué pour l'entité communautaire, l'intérêt de la France et celui de l'Europe plaident à l'évidence pour la

réalisation d'un réseau fluvial recentré à l'ouest.

Entreprendre le schéma directeur des voies navigables, c'est aussi avoir aujourd'hui politiquement raison.

Le financement de ce réseau est un problème comme il l'a été pour des pays voisins aux moyens comparables ou inférieurs. Il est à la portée de la France pour autant que, complétement aux ressources de l'Etat, des collectivités locales et de la Communauté, chaque bénéficiaire des amé-

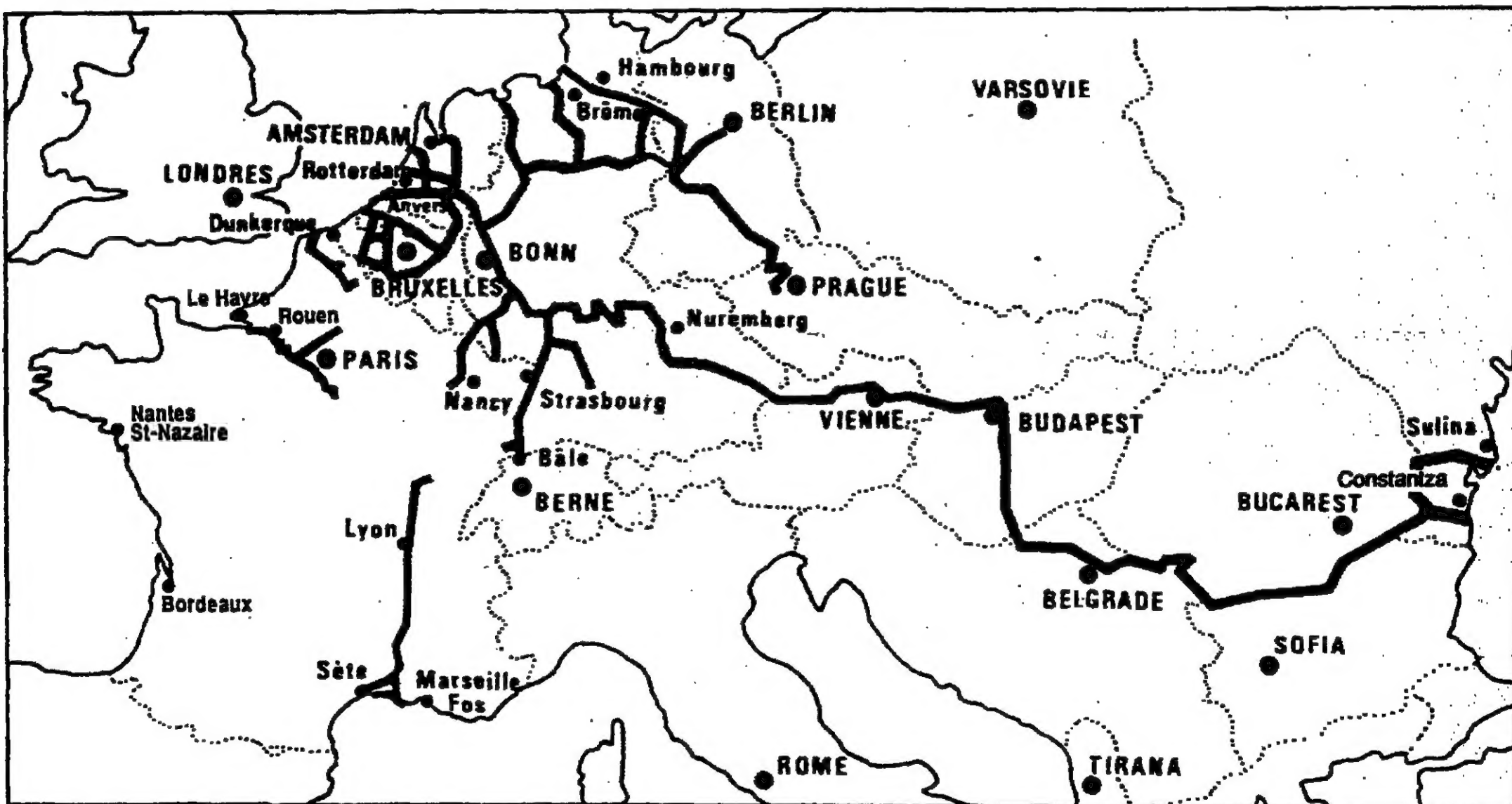
nagements fluviaux actuels et futurs rétribue l'usage qu'il en fait.

A cet égard le gouvernement a en mains un ensemble de propositions qu'il avait lui-même sollicitées. Au plus vite il doit retenir et mettre en oeuvre celles qui apparaissent les plus aptes à engager progressivement la réalisation des grandes liaisons fluviales prévues au schéma directeur.

Cette opération constitue au plan économique l'un des éléments indispensables pour va-

loriser l'atout que représente notre situation géographique au cœur de la Communauté : elle parachèvera l'aménagement du territoire dans tous les domaines des transports en le dotant de réseaux d'infrastructures modernes, complètes et respectueuses de l'environnement.

Alors seulement, la France replacée à la croisée des échanges européens sera en mesure d'en tirer tous les effets et d'en relever tous les défis.



LES GRANDES LIAISONS FLUVIALES EUROPEENNES EN 1993

Première liste de parlementaires souscrivant à la présente déclaration

MONSIEUR ALAIN POHER, PRÉSIDENT DU SÉNAT

ASSEMBLÉE NATIONALE

Robert ANSELIN, Nord
Philippe AUBERGER, Yonne
Jean-Pierre BAUMILLER, Haut-Rhin
Jean-Pierre BALLIGAND, Aisne
Patrick BALKANY, Hauts-de-Seine
Henri BAYARD, Loire
René BEAUMONT, Saône-et-Loire
Roland BLUM, Bouches-du-Rhône
Jean-Marie BOCKEL, Haut-Rhin
Jean BROCARD, Haute-Savoie
Albert BROCHARD, Deux-Sèvres
Louis de BROISSIA, Côte-d'Or
Jean-Marie CARO, Bas-Rhin
Robert CAZALET, Gironde
Serge CHARLES, Nord
Paul CHOLLET, Lot-et-Garonne
Louis COLOMBANI, Var
Yves GOUSSAIN, Cantal
Francis DELATTRE, Val-d'Oise
Jean-Marie DEMANGE, Moselle
Léonore DEPREZ, Pas-de-Calais
Bernard DEROUZIER, Nord
Jean DESANJIS, Lot-et-Cher
Willy DIMAGLIO, Hérault
Jacques DOMINATI, Paris
Jean-Louis DUMONT, Meuse
Georges DURAND, Drôme
Charles EHRMANN, Alpes-Maritimes
Jacques FARRAN, Pyrénées-Orientales
Charles FEVRE, Haute-Marne

Jean-Pierre FOUCHER, Hauts-de-Seine
Robert GALLEY, Aube
Dominique GAMBIER, Seine-Maritime
René GARREC, Calvados
Henri de GASRINES, Mayenne
Claude GATIGNOL, Manche
Germain GENGENWIN, Bas-Rhin
Jacques GODFRAIN, Aveyron
François-Michel GONNOT, Oise
Léo GREZARD, Yonne
François GRUSSENMEYER, Bas-Rhin
Charles HERNU, Rhône
Xavier HUNAULT, Loire-Atlantique
Gérard ISTACE, Ardennes
Denis JACQUAT, Moselle
Michel JACQUEMIN, Doubs
Gabriel KASPERIT, Paris
Christian KERT, Bouches-du-Rhône
Emile KOEHL, Bas-Rhin
Jean-Pierre LAPAIRE, Loiret
Philippe LEGRAS, Haute-Saône
Guy LENGAGNE, Pas-de-Calais
François LEOTARD, Var
Gérard LONGUET, Meuse
Alain MADELIN, Ile-et-Vilaine
Roger MAS, Ardennes
Jacques MASOUE-ARUS, Yvelines
Gilbert MATHIEU, Côte-d'Or
J-F MATTIEL, Bouches-du-Rhône
Paul-Louis TENAILLON, Yvelines
Michel TERROT, Rhône
Jean UEBERSCHLAG, Haut-Rhin

Alain MAYOUD, Rhône
Louis MERMAZ, Isère
Michel MEYLAN, Haute-Savoie
Pierre MICHAUX, Aube
Charles MILLON, Ain
Gabriel MONTCHARMONT, Rhône
Alain Moyne-BRESSAND, Isère
Jean-Marc NESME, Saône-et-Loire
Michel NOIR, Rhône
Roland NUNGESE, Val-de-Marne
François PATRIAT, Côte-d'Or
Dominique PERBEN, Saône-et-Loire
Jean-Pierre de PERETTI della ROCCA, Bouches-du-Rhône
Francisque PERRUT, Rhône
Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne
Jean-Pierre PHILIBERT, Loire
Ladislav PONIATOWSKI, Eure
Robert POUIADE, Côte-d'Or
Jean-Luc PREEL, Vendée
Jean PRORIOL, Haute-Loire
Marc REYMANN, Bas-Rhin
Jean RIGAUD, Rhône
Antoine RUFENACHT, Seine-Maritime
Francis SAINT-ELLIER, Calvados
Rudy SALLES, Alpes-Maritimes
André SANTINI, Hauts-de-Seine
Bernard SCHREINER, Bas-Rhin
Paul-Louis TENAILLON, Yvelines
Michel TERROT, Rhône
Jean UEBERSCHLAG, Haut-Rhin

Léon VACHET, Bouches-du-Rhône
Philippe VASSEUR, Pas-de-Calais
Michel VALIZELLE, Bouches-du-Rhône
Philippe de VILLIERS, Vendée
Jean-Pierre WORMS, Saône-et-Loire

SÉNAT
Philippe ADNOT, Aube
Honoré BALET, Alpes-Maritimes
Bernard BARBIER, Côte-d'Or
Jean BARRAS, Français établi hors de France
Henri BELOOUR, Corrèze
André BOUQUEREL, Oise
Joël BOURDIN, Eure
Raymond BOURGINE, Paris
Jean BOYER, Isère
Jacques BRACONNIER, Aisne
Pauliste BRUPEPIERRE, Français établi hors de France
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis
J-P CAMOIN, Bouches-du-Rhône
Joseph CAUPERT, Lozère
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques
Jacques CHAUMONT, Sarthe
Henri COLLARD, Eure
Henri COLLETTE, Pas-de-Calais
Pierre CROZE, Français établi hors de France

Michel CRUCIS, Vendée
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais
Jacques-Richard DELONG, Haute-Marne
Jean DUMONT, Deux-Sèvres
André FOSSET, Hauts-de-Seine
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne
Gérard GAUD, Drôme
Philippe de Gaulle, Paris
Alain GERARD, Finistère
Georges GRUILLLOT, Doubs
Yves GUENA, Dordogne
Jacques HABERT, Français établi hors de France
Emmanuel HAMEL, Rhône
Roger HUSSON, Moselle
André JARROT, Saône-et-Loire
Lucien JANIER, Val-de-Marne
René-Georges LAURIN, Var
Marcel LUCOTTE, Saône-et-Loire
Hubert MARTIN, Meurthe-et-Moselle
Serge MATHIEU, Rhône
Jacques de MENOU, Finistère
Michel MIROUDOT, Haute-Saône
Jean NATALI, Oise
Lucien NEUWIRTH, Loire
Paul d'ORNANO, Français établi hors de France
Jacques OUDIN, Vendée
Jean-François PINTAT, Gironde

Richard POUILLE, Meurthe-et-Moselle
André POURNY, Saône-et-Loire
Claude PROVOYEUR, Nord
Henri de RAINGOURT, Yonne
Jean-Jacques ROBERT, Essonne
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône
Roger ROMANI, Paris
Michel RUFIN, Meuse
Maurice SCHUMANN, Nord
Gérard SIMONIN, Essonne
Michel SOUPLET, Oise
Jacques SOURDILLE, Ardennes
Louis SOUVET, Doubs
Serge VINÇON, Cher

**Comité de Liaison
pour la Promotion
de la Voie d'Eau**
8, rue Saint-Florentin
75001 Paris
Tél: (1) 42 60 36 18

Le jour où M. chais a été lo- roge sur Fra- 11 janvier au- nité a publié de la CGT do- de prendre la- Le secrétaire- cédé à s- « reconstruc- tiennent leur- indiqué à M. premier min- qu'il n'est- placé » pour- et il s'est- « l'homme po- proche de M- chev p.

que le pro-

M. Marcel Rig- tre communiste, numéro de Paris- 11 janvier que le- du PCF, préva fi- pu - et que l'on- occasion à « une- de démocratie au- lui de la cito- « Môme si March- partiellement [...] même son congr- M. Rigout juge es- M. pour que M- soit l'homme du- ne peut-être pass- prénoms. L'aveni- hommes nouveaux

Une di- « disqu-

M. Roger Gara- bre du bureau poli- exclu du PCF en- mercredi 10 jan- colonnes de la Cr- plus temps de re- vr - un parti qu- absence de projec- pas seulement d'e- de la direction q- tombau [...]. Un- de nouveaux dir- sation plus démon- raient pas à an- sance », conclut-il-

M. I- à ce c-

M. François- accordé à Ven- madaire du Par- entretien dans- qu'il ne voit- quant » à ce- motions soient- vote des milita- chain congrès, que les choix- les orientation- exprimées ». L- mitterrandistes- de M. Pierre M- 10 janvier, on- intation de- motions sépar-

J'ai connu. c- était le premier- pari dont les- étaient détermin- obtenus lors des c- des textes en prés- de choquant, au- condition que les- et les orientations- mes, sinon il n'y- fontement) de c- sonnes. » M. Mit- ces termes, sa- M. Laurent Fab- manant, presque r- raisonnement qu- de mois. L'argu- M. Fabius et de- effet, que la repré- ference tendance- doit être détermin- militants, et non- tion d'« appareil- A cela, M. Lio-

POLITIQUE

La contestation au sein du PCF

M. Marchais se définit comme l'homme politique « le plus proche de M. Gorbatchev »

Le jour où M. Georges Marchais a été longuement interrogé sur France-Inter, jeudi 11 janvier au matin, l'Humanité a publié une déclaration de la CGT dont l'objectif est de prendre la défense du parti. Le secrétaire général n'a rien cédé à ses opposants « reconstruc-tionnistes » qui main-tiennent leur pression, il a indiqué à M. Pierre Roman, premier ministre roumain, qu'il « n'est pas le mieux placé » pour critiquer le PCF et il s'est défini comme « l'homme politique le plus proche de Mikhaïl Gorbatchev ».

Invité de France-Inter, jeudi 11 janvier, M. Georges Marchais a rejeté implicitement l'idée d'un congrès extraordinaire en indiquant que le prochain congrès se tiendra normalement à la fin de cette année. Le secrétaire général du PCF s'est montré « sûr » de la solidarité de ses camarades du bureau politi-que et il a reconnu que l'expression « centralisme démocratique » a un inconvénient car on retient le mot centralisme ». Mais il a ajouté : « notre règle de vie est la plus démocratique qui existe en France ». Dénonçant à plusieurs reprises « la campagne insupportable » conduite, selon lui, contre le Parti commu-niste, M. Marchais a indiqué qu'elle le confortait dans ses convictions et qu'elle ne le ferait pas bouger « d'un iota ».

Le secrétaire général s'en est tenu à la thèse des « quelques camarades qui ne représentent rien » ou « sont totalement isolés » et qui veulent transformer le PCF en « parti social-démocrate ». « Je ne répon-drai pas à Antoine Vitez », adminis-

trateur général de la Comédie-Fran-çaise, dans le Monde du 4 janvier avait publié un point de vue criti-que, a dit M. Marchais en précisant qu'il ne voulait pas engager « une polémique qui serait désagréable » pour cet ancien membre du parti.

Le député du Val-de-Marne a souligné que le débat était « tout à fait normal dans le parti » et qu'il était également normal que le secré-taire général « subisse la critique si elle est justifiée ». Pour lui, cepen-dant, ses contradicteurs actuels se cantonnent dans « une lutte d'homme-qui-n'a-rien-à-vaincre » avec le débat dont il s'est présenté comme le garant.

Interrogé sur la Roumanie, M. Marchais a déclaré : « On ne voit pas clairement quelle va être l'orientation politique de la nouvelle direction ». Répondant à M. Pierre Roman, qui avait jugé, dimanche 7 janvier, sur TF1, que le PCF « n'a pas fait l'analyse complète de son stalinisme », M. Marchais a estimé que le premier ministre roumain « n'est pas le mieux placé » pour

faire cette critique, que le secrétaire général a qualifiée de « profondé-ment inexacte ». Se refusant à polémiquer avec lui, il a affirmé que M. Roman « aurait dû s'abstenir », car il est resté membre du PC rou-main « jusqu'au dernier moment » ; il vivait en Roumanie et il était le mieux placé pour savoir ce qui se passait ». Le dirigeant français a estimé que « le PCF est inattaquable sur cette question ».

Après avoir réaffirmé l'existence des « acquis du socialisme », M. Marchais a souligné qu'il y a eu « rupture dans les rapports entre les masses et les PC » des pays de l'Est, qui « n'ont pas su conduire la construction du socialisme ». « Il ne suffit pas changer de nom pour gagner les élections », a poursuivi le dirigeant français, qui s'est défini « l'homme politique le plus proche de Mikhaïl Gorbatchev » en France. Il s'est félicité que le dirigeant soviétique « réaffirme que l'avenir, c'est la société socialiste pour avan-cer vers le communisme ».

M. Marcel Rigout assure que le prochain congrès « est déjà joué »

M. Marcel Rigout, ancien mini-istre communiste, estime dans le numéro de Paris-Match publié jeudi 11 janvier que le prochain congrès du PCF, prévu fin 1990, « est déjà joué » et que l'on assistera à cette occasion à « une parade de débats démocratiques autour du thème habi-tuel de la citoyenneté ». « Même si Marchais passe la main partiellement [...] ce sera tout de même son congrès », indique-t-il. M. Rigout juge enfin qu'il est « trop tôt » pour que M. Charles Fiterman soit l'homme du recours : « Il faudra peut-être passer par des étapes provisoires, l'avenir appartient à des hommes nouveaux ».

Une direction « disqualifiée »

M. Roger Garaudy, ancien mem-bre du bureau politique, intellectuel exclu du PCF en 1970, a estimé, mercredi 10 janvier, dans une déclaration publiée mercredi 10 janvier, que « la direction qui a conduit au tombeau [...] Un nouveau congrès, de nouveaux dirigeants, une organi-sation plus démocratique, ne suffiraient pas à animer une renaissance », conclut-il.

Par ailleurs, M. Gaston Viens, maire d'Orly (Val-de-Marne), exclu du parti lors des municipales de mars 1989, affirme que la direc-tion du PCF est « disqualifiée » et qu'elle doit « laisser la place » afin que soit « fondé un nouveau parti ».

Enfin, dix élus et anciens élus de la Somme se réclamant du mouve-ment « reconstruc-tionniste » ont demandé, mercredi 10 janvier, le départ de toute l'équipe dirigeante. « Nous nous trouvons devant la nécessité d'un débat [...], il faut que les bouches s'ouvrent », ajoutent-ils. Le bureau national de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) a dénoncé pour sa part, mercredi 10 janvier, « la gigantesque campagne orchestrée dans les médias, par le Parti socialiste contre le Parti communiste français ».

La commission exécutive confédérale de la CGT a dénoncé elle-même (lire ci-contre) dans une déclara-tion publiée mercredi 10 janvier, une « campagne anticomuniste d'une rare violence ». « Il y a quel-que chose de révoltant et d'indécen-t à voir des événements de Rouma-nie utilisés pour mener en France une campagne de règlements de comptes politiques », affirme la commission exécutive, qui rappelle « les relations tissées entre la CGT et le PCF ».

La CGT à la rescousse

La commission exécutive (CE) de la CGT a adopté, le mercredi 10 janvier en fin de journée, à l'unani-mité moins deux voix contre (émanant de MM. André Deluchat et Michel Gond, les deux seuls socialis-tes présents au moment du vote), une déclaration condamnant la cam-pagne « anticomuniste ». Ce sont sans nuances de la centrale syndicale au PCF a donné lieu à de nombreux débats et à plusieurs réu-nions du bureau confédéral. Il sem-ble que M. Henri Krasucki ait manifesté au départ quelques réti-cences alors que plusieurs responsa-bles communistes de la CGT, une déclaration condamnant la cam-pagne « anticomuniste ». Ce sont sans nuances de la centrale syndicale au PCF a donné lieu à de nombreux débats et à plusieurs réu-nions du bureau confédéral. Il sem-ble que M. Henri Krasucki ait manifesté au départ quelques réti-cences alors que plusieurs responsa-bles communistes de la CGT, une déclaration condamnant la cam-pagne « anticomuniste ».

La déclaration souligne que le « véritable objectif » de la campagne de presse en cours, « c'est le coura-ge de classe, le courage révolutionnaire dans lequel la CGT se félicite d'avoir su, dès l'origine, prendre sa place ». La CGT affirme que « la bourgeoisie a toujours tenté de diviser et d'affaiblir les travailleurs. Le racisme et l'anticommunisme sont des instru-ments dangereux pour atteindre ce but ». Pour la CGT, « le grand capi-tal a impérativement besoin de s'at-taquer aux idées révolutionnaires et aux idées de lutte de classes, avec l'objectif de détruire, dans la conscience populaire, l'idée qu'une autre forme de société que la capita-

lisme est possible ». Quant aux atta-ques contre la CGT, elles « s'op-puient sur une vaste opération consensuelle de recomposition du syndicalisme français, dans laquelle la déposition de la CGT pour la ri-gueur, trouver sa place, dès lors qu'on aurait extirpé tout ce qui fait son identité ».

Rappelant les relations entre la CGT et le PCF, « basées sur le res-pect de l'indépendance réciproque et sur la confiance », la déclaration assure que « toutes forces unies », la centrale « saura mettre en échec ce nouvel assaut, qui, s'il réussissait, serait un point d'appui pour le patro-nat et le grand capital ». Dans l'im-médiat, la CGT prend de nouveaux risques en volant ainsi au secours du PCF, dans des termes tels qu'elle paraît presque s'identifier à lui. Lors de la réunion de la commis-sion exécutive, M. Deluchat, seul membre socialiste du bureau confédéral, a rejeté l'idée de voir la CGT servir de « bouclier » au PCF. Voilà qui va donner du grain à moudre aux socialistes qui s'approprient à lan-cer, d'ici une semaine, une lettre interne, diffusée à un millier d'exemplaires, pour mettre en avant la nécessité de construire un « syn-dicalisme unitaire, démocratique, indépendant ». Une initiative qui, avant même d'être officialisée, est perçue par la direction de la CGT comme une tentative (non-statu-taire) de créer une tendance...

M. N.

La préparation du congrès du PS

M. François Mitterrand ne voit « rien de choquant » à ce que les socialistes débattent sur plusieurs motions

M. François Mitterrand a accordé à Vendredi, l'hebdo-madaire du Parti socialiste, un entretien dans lequel il déclare qu'il ne voit « rien de cho-quant » à ce que plusieurs motions soient soumises au vote des militants pour le pro-chain congrès, « à condition que les choix soient réels et les orientations clairement exprimées ». Les chefs de file mitterrandistes, réunis autour de M. Pierre Mauroy, mercredi 10 janvier, ont confirmé leur intention de présenter des motions séparées.

« J'ai connu, au temps où j'en étais le premier responsable, un parti dont les rapports internes étaient déterminés par les suffrages obtenus lors des congrès, sur la base des textes en présence. Cela n'a rien de choquant, au contraire, à la condition que les choix soient réels et les orientations clairement expri-mées, sinon il n'y aurait plus qu'af-frontement de clans et de per-sonnes », M. Mitterrand apporte, en ces termes, sa bénédiction à M. Laurent Fabius, en caution-nant, presque mot pour mot, le raisonnement que le président de l'Assemblée nationale tient depuis des mois. L'argument principal de M. Fabius et de ses amis est, en effet, que la représentation des dif-férentes tendances, au sein du PS, doit être déterminée par le vote des militants, et non par une concentra-tion d'« appareil ».

A cela, M. Lionel Jospin répond

que le courant mitterrandiste, qui dirige le PS depuis bientôt dix-neuf ans, doit rester uni, et que la volonté de M. Fabius de mesurer sa propre influence crée une division artificielle, sans autre explication possible qu'une ambition person-nelle tournée vers l'objectif d'une candidature à la présidence de la République. Les fabiusiens réu-sissent cette objection en faisant valoir que la division des mitterrandistes est un fait avéré au moins depuis que, en mai 1988, M. Jospin et ses proches avaient suscité et soutenu la candidature de M. Pierre Mauroy contre celle du député de la Seine-Maritime au poste de premier secrétaire du PS.

M. Mitterrand estime que M. Fabius est dans son droit en pré-sentant sa propre motion aux mili-tants. Il semble admettre, ainsi, que le « mitterrandisme » ne soit plus une référence commune suffisante pour assurer la cohérence d'un cour-ant - dirigeant, sinon majoritaire - au sein du PS. Le chef de l'Est ajoute, cependant, une « condi-tion », qui nuance sa première affir-mation : les différences, se demande-t-il, sont-elles bien réelles, au-delà des questions de per-sonnes ? M. Mitterrand paraît s'ac-corder qu'une portée limitée aux divergences entre ses héritiers et, par conséquent, à l'entreprise de M. Fabius.

S'il adopte une attitude différente de celle de M. Michel Rocard, qui, lui, a reproché aux socialistes de se diviser pour des raisons « arti-ficielles et inavouables » (le Monde du 11 janvier), le président de la République n'est pas moins ferme que le premier ministre sur la limite que le débat interne au PS ne doit

pas franchir. « S'ils ont bien le droit d'avoir une opinion et de s'exprimer au sein de leur famille politique, dit-il, les ministres ont pour premier devoir de veiller à la cohérence et à l'unité de vue du gouvernement auquel ils appartiennent. J'espère ne pas avoir à le rappeler. » Il est donc clair que M. Mitterrand ne prêterait pas la main à un affrontement qui se ferait sur le dos du gouverne-ment. Sans doute l'a-t-il signifié à M. Fabius, qui, le 7 janvier, invitait ses partisans à tirer « attentifs » à ce que le débat ne nuise pas au gouver-nement.

Motion Mauroy-Jospin

L'avis du chef de l'Etat sur cette question allait sans dire, mais il va mieux en le disant, alors que ras-semble périodiquement la réunion selon laquelle il ne voudrait aucun bien à son premier ministre et l'encadrant au premier tournaient difficile. Du moins entend-il que le congrès de Rennes n'en soit pas un. Quant au risque que M. Mitterrand se préoccupe, ainsi, de conjurer, il a pu en constater la réalité lorsque, mer-credi, au conseil des ministres, M. Michel Charasse (signataire de la contribution de M. Fabius) s'est opposé à M. Jospin sur la question des crédits supplémentaires accor-dés aux universités. Le président de la République a dû intervenir pour clore le débat dans le sens souhaité par le ministre de l'éducation na-tionale.

Tout en prenant acte des divi-sions au sein du PS, M. Mitterrand, dans ses propos à Vendredi, lance sa propre « synthèse » en des termes qu'aucun socialiste ne pour-


rait refuser. « Les socialistes, déclare-t-il, ont pour devoir de porter toujours plus loin la liberté, de diffu-ser toujours davantage le savoir et la responsabilité, de répartir toujours plus équitablement les fruits de l'ef-fort national, d'être toujours plus disponibles pour une plus grande justice chez nous et dans le monde, de toujours mieux comprendre les besoins qualitatifs de notre société, de toujours mieux défendre les équi-libres naturels. Bref, sans relâche, de changer la vie ».

Le président de la République suggère, ainsi, qu'il serait facile aux socialistes de s'entendre. M. Mau-roy a pu mesurer, lui, l'impossibilité d'y parvenir lorsque il a réuni, mer-credi, MM. Fabius, Jospin, Mermaz et Popere, c'est-à-dire les premiers signataires de contributions issues du courant mitterrandiste. Chacun est resté sur ses positions, déterminé à se « compter » pour le congrès de mars prochain. Le premier secré-taire leur a annoncé qu'il proposera au comité directeur, le 13 janvier, un projet de synthèse, et qu'il ira au congrès avec ceux qui y souscriront. Ce texte deviendra donc la motion Mauroy-Jospin.

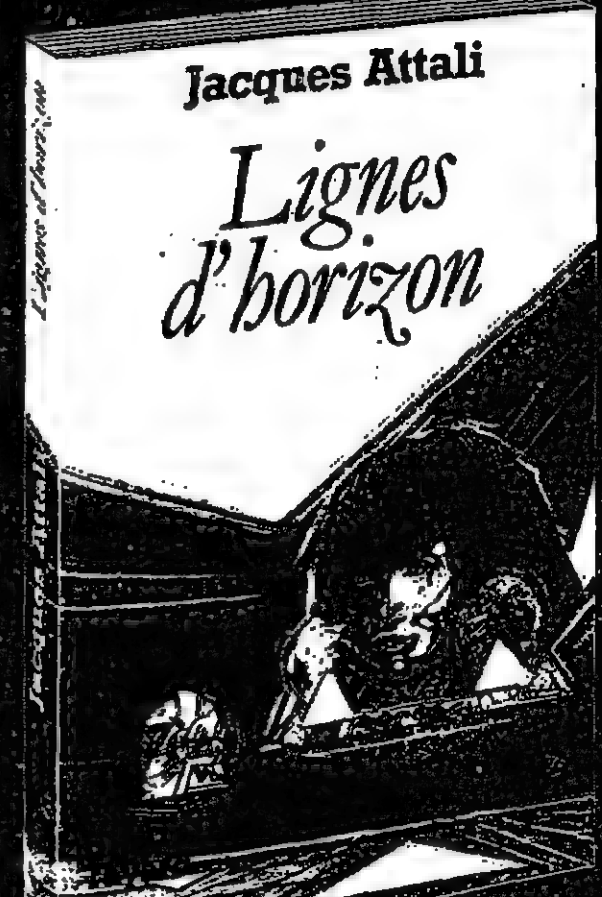
Dans ces conditions, la tradition-nelle réunion du courant mitterran-diste et mauroyste, le vendredi, à la veille de celle du comité directeur, devait-elle être maintenue ? Il sem-ble qu'elle le sera, d'autant que M. Mermaz réunit, une fois encore, le même jour, ses propres partisans et que - sait-on jamais ? - le pré-sident du groupe socialiste de l'As-ssemblée nationale pourrait avoir quelque chose à annoncer, ensuite, à ses camarades de courant. Le retrait de son texte, par exemple.

PATRICK JARREAU

Jacques ATTALI



Un nouvel âge d'or?



216 pages
75F

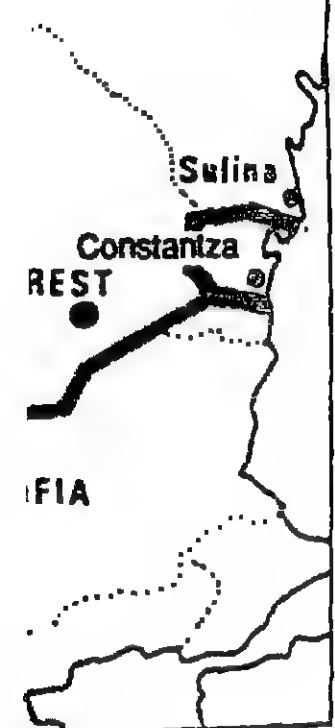
A quoi ressemblera le monde au début du troisième millénaire ? A quelle configuration générale aboutiront les bouleversements en cours en Europe de l'Est, l'ascension du Japon et le (relatif) déclin des États-Unis ? Dans son livre "Lignes d'horizon", Jacques Attali dessine la carte géopolitique du monde qui naît sous nos yeux.

Yves Guilhaumet, Le Point

FAYARD

ser l'atout que représente e situation géographique eur de la Communauté : parachèvera l'aménage- it du territoire dans tous les aines des transports en le nt de réseaux d'infrastruc- s modernes, complètes et ectueuses de l'environne- it.

lors seulement, la France laccée à la croisée des échan- européens sera en me- e d'en tirer tous les effets l'en relever tous les défis.



éclaration

Richard POURVILLE, Président-Ministre
André POURVILLE, Secrétaire Général
Claude PROUVOYEUR, Nord
Jean de RAINCOURT, Nord
Jean-Jacques ROBERT, Nord
Jacques ROCCA SERRA, Nord
Roger ROMANI, Paris
Michel RUFIN, Meuse
Bernard SCHUMANN, Nord
Jean SIMONIN, Nord
Michel SOUPLET, Nord
Jacques SOURDILLE, Ardennes
Louis SOUVET, Doubs
Yves VINCON, Cher

Comité de Liaison
pour la Promotion
de la Voie d'Eau
3, rue Saint-Florentin
75001 Paris
Tél: (1) 42 60 36 18

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Immigration

La notion de « seuil de tolérance » est « suspecte », selon M. Mitterrand

Dans *Vendredi*, hebdomadaire du Parti socialiste, M. François Mitterrand assure que sa position « n'a pas changé » sur le dossier de l'immigration. Il explique que s'il a parlé de « seuil de tolérance » lors de son intervention sur Antenne 2, le 10 décembre dernier, c'est « parce que la question lui avait été posée ». « Ma réponse a été trop elliptique », convient-il, avant de préciser que le « seuil de tolérance » est une notion trop vague pour n'être pas suspecte. Il ajoute : « J'ai simplement constaté qu'en réalité le nombre d'immigrés en France disposant d'un titre de séjour était à peu près constant depuis quinze ans. Ce qui relativise les irritations d'une opinion chauffée à blanc par des campagnes dénégatives. Le principe de non action est simple : les travailleurs étrangers reconnus par nos lois ont leur place,

toute leur place parmi nous. Les autres, qui ne peuvent rester en France, doivent être traités conformément au droit des gens. C'est le sens de la loi Joxe, que je crois juste. » Il conclut que c'est à l'intégration qu'il « faut tendre et travailler ».

De son côté, M. Pierre Mauroy, qui s'adressait, mardi soir 9 janvier, à quelque 350 militants socialistes réunis à Nantes (Loire-Atlantique), a estimé que le PS « doit sans cesse faire preuve de pédagogie » et « montrer son attachement à la solidarité et à la justice sociale pour l'intégration des travailleurs étrangers ». Le premier secrétaire du PS a souligné que les socialistes « prêtent l'opinion » à cette intégration car sur ce dossier, « s'il y a une bien sûr, la position du PS est différente de celle du gouvernement ».

La réduction des inégalités outre-mer

M. Le Pen considère le rapport Ripert comme « une base de travail et de concertation »

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a indiqué à la presse, mardi 9 janvier, qu'il considère le rapport rendu public, la veille, par la commission Ripert comme « une base de travail pour la réflexion interministérielle et la concertation sur les meilleurs moyens de progresser vers la réalisation des objectifs d'égalité sociale et de développement économique ». Il a notamment déclaré : « L'égalité sociale est un objectif pour l'outre-mer fixé par le président de la République (...), mais l'égalité sociale ne doit pas contredire le développement (...). Il faut donc que le calendrier de réalisation de l'égalité sociale et ses modalités soient arrêtées en tenant compte des contraintes économiques. Il faut aussi que des mesures d'accompagnement favorisent le développement économique soient prises en même temps. Comme l'a dit excellemment M. Ripert, on ne peut progresser dans ces domaines que si tous les problèmes sont posés en même temps et les réponses apportées au même rythme. Ce que l'on a

appelé le « choc du RMI », c'est-à-dire l'importance du nombre des bénéficiaires du RMI dans les DOM, a bien montré que la prolongation des courbes était inacceptable. Ne rien faire conduirait à des distorsions sociales. »

Le rapport de M. Ripert sera adressé à tous les parlementaires, aux élus et à tous les responsables professionnels des DOM afin « qu'une concertation s'engage localement dans les mois qui viennent ». Simultanément, le gouvernement engagera une discussion interministérielle sur les cinquante-huit propositions concluant les travaux de la commission qui seront plus précisément chiffrées. Le ministre des DOM-TOM s'est refusé à envisager « un calendrier contraignant », mais il a d'ores et déjà précisé que « la ratification du SMIC suppose un accroissement de la productivité, lequel ne peut être obtenu que par un vigoureux effort de formation » et souligné que « les problèmes de la fonction publique outre-mer doivent être pris dans leur ensemble ».

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 10 janvier au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand.

M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le premier ministre a informé le gouvernement que « diverses mesures ont été mises au point pour améliorer la coordination entre la police nationale et la gendarmerie et pour assurer ainsi une meilleure disponibilité des forces qui concourent à la sécurité publique sous l'autorité du ministre de l'intérieur » (le Monde du 11 janvier).

MESURES D'URGENCE POUR LES RETENUES UNIVERSITAIRES 1990 ET 1991

La croissance du nombre des étudiants au cours des deux dernières années, et plus encore en 1989 (+ 10 %), est telle qu'elle engendre de fortes tensions sur les locaux, l'encadrement et les moyens de fonctionnement des universités. La rentrée universitaire a été particulièrement difficile.

Un plan d'urgence est donc nécessaire. Il comprend les mesures suivantes :

Construction de locaux. Afin de disposer de 200 000 m² supplémentaires, au lieu des 600 000 m² actuellement en chantier, des opérations immédiates sont décidées. Des constructions prévues dans les contrats de plan et parfois déjà commencées seront accélérées ; des locaux supplémentaires seront loués, 400 millions de francs s'ajouteront aux sommes déjà prévues à ce titre.

Enseignants. 1 100 emplois ont été ouverts au budget 1990 et les services des nouveaux allocataires-moindres représentent 330 emplois supplémentaires. S'y ajouteront 400 emplois d'enseignants, ainsi qu'un crédit de 100 millions de francs en heures supplémentaires.

Personnels administratifs, techniques, ouvriers et de services (ATOS) et personnels logistiques, techniques et administratifs (ITA).

Un plan d'équipement budgétaire, une accélération du plan de formation et 200 transformations d'emplois de personnel ATOS et ITA, qui s'ajoutent aux 433 créations et aux 1 500 transformations

M. Le Pen a précisé qu'« un communiqué de presse de l'hôtel Matignon donnera en fin de semaine le détail de ces dispositions ».

Le porte-parole du gouvernement a fait état de deux interventions. Sur les mesures d'urgence en faveur des universités, M. Mitterrand a déclaré : « Quelles que soient les difficultés qu'il peut y avoir à trouver des ressources financières dans le cadre de l'équilibre budgétaire, il faut le faire. »

D'autre part, il a évoqué et commenté un certain nombre de grands travaux

avant de considérer qu'« un tel programme donnerait à la France une chance supplémentaire ». Il a poursuivi : « Paris a acquis un prestige nouveau, mais, dans beaucoup de régions l'émulation se fait sentir. L'histoire de France s'écrit tous les jours par ses constructions, son architecture et par les arts. » Il s'est demandé si « tout cela ne constitue pas un ciment important de la société ».

A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

— la réalisation d'un centre de conférences internationales, qualifié de « Bréville » ;

— la rénovation des quatre Musées de l'éducation nationale, c'est-à-dire la grande galerie du Musée national d'histoire naturelle, le Musée des arts et techniques du Conservatoire national des arts et métiers, le Musée de l'homme et le Palais de la découverte ;

A l'exception du réaménagement de la grande galerie, auquel seront consacrés 400 millions de francs, ces projets sont actuellement dans leur phase d'étude de programmation. L'enveloppe financière correspondante sera fixée à la fin du premier trimestre 1990.

Les organismes chargés de la ges-

tion de ces équipements devront faire preuve à la fois de l'imagination et de la rigueur indispensables pour accueillir le public et rentabiliser les investissements financés par la collectivité nationale. Le cas échéant, pour atteindre ces objectifs, leurs statuts devront être réformés.

Le premier ministre a informé le conseil de ce que diverses mesures ont été mises au point pour améliorer la coordination entre la police nationale et la gendarmerie, et assurer ainsi la meilleure disponibilité des forces qui concourent à la sécurité publique sous l'autorité du ministre de l'intérieur. Un communiqué de presse donnera en fin de semaine le détail de ces dispositions.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé mercredi 10 janvier, sur proposition de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, au mouvement préfectoral suivant :

BRETAGNE : M. Edouard Lacroix.

M. Edouard Lacroix, préfet hors classe, préfet de la région Bretagne et commissaire de la République de la Côte-d'Or, a été nommé préfet de Bretagne et commissaire de la République d'Ille-et-Vilaine.

[Né le 2 juin 1936 à Perrier (Haute-Savoie), M. Lacroix est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Nommé en mai 1980 en service détaché à la direction du tourisme, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs (devenu en mai 1981 ministre du temps libre), M. Lacroix a été nommé préfet en 1983 dans le département de l'Aveyron. De 1985 à 1987, il est préfet de la région Martinique puis préfet de la région Bourgogne et du département de la Côte-d'Or.]

BOURGOGNE : M. Gérard Cureau.

M. Gérard Cureau, préfet hors classe, directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, est nommé préfet de Bourgogne et commissaire de la République de la Côte-d'Or en remplacement de M. Edouard Lacroix.

[Né le 24 août 1932 à Romsey (Seine-et-Loire), M. Cureau est docteur en droit. Candidat à plusieurs reprises aux élections législatives en Meurthe-et-Moselle sur la liste du PS (en 1968, en 1970 et en 1973), M. Cureau a été adjoint au maire de Nancy de 1969 à 1971. Nommé conseiller au tribunal administratif d'Orléans en 1976, puis au tribunal administratif de Strasbourg en 1977 et de Nancy en 1978, M. Cureau est devenu, en 1981, chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy. Nommé préfet du ter-

ritoire de Belfort le 21 septembre 1981, M. Cureau est, en 1983, commissaire de la République de Saône-et-Loire. En 1984, il est nommé secrétaire général du comité interministériel de la sécurité nucléaire, rattaché aux services du premier ministre, puis, en 1988, directeur adjoint du cabinet civil et ministre du ministère de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. M. Cureau était, depuis le 21 décembre 1988, directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur.]

Direction générale de l'administration au ministère de l'intérieur : M. Gilbert Carrère.

M. Gilbert Carrère, préfet hors classe, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a été nommé directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Gérard Cureau.

[Né le 26 février 1925 à La Montjoie (Lot-et-Garonne), M. Carrère est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et expert de coopération technique internationale. M. Carrère a commencé sa carrière en Algérie : sous-préfet de Sétif (Algérie) en 1959, il est devenu, en 1961, directeur du cabinet du secrétaire général de l'Algérie. Après plusieurs missions dans la Somme et dans l'Hérault, M. Carrère a été nommé, de 1967 à 1969, chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République. En 1971, il est préfet des Pyrénées-Orientales avant de rejoindre, en 1973, le secrétariat général de la présidence de la République en qualité de préfet hors classe, conseiller technique de Georges Pompidou. En 1974, M. Carrère est nommé préfet du Val-d'Oise puis, en 1979, préfet de la région Lorraine et de la Haute-Vienne. En 1981, il est préfet de la région Bretagne et commissaire de la République d'Ille-et-Vilaine, puis, de 1983 à 1989, préfet de la région Rhône-Alpes et de la zone de défense Sud-Est. Il était, depuis le 29 juin 1989, directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe.]

Ancien ministre de la défense

Jacques Soufflet est mort

Ancien ministre de la défense durant les septennats de M. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Soufflet est mort à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il était compagnon de la Libération. M. Jean-Pierre Chevènement rend hommage, dans un message, à « un patriote » qui « a contribué à maintenir l'effort grâce auquel la France dispose aujourd'hui d'un outil militaire puissant ».

[Né le 4 octobre 1912 à Lebonf (Somme) et ancien sautoir affecté à l'École d'application de l'aéronautique, Jacques Soufflet fut, dès 1940, l'un des premiers pilotes à rallier les forces françaises s'échappant de Londres. Entre 1942 et 1944, il est commandant du groupe de bombardement Lorraine, où servait notamment le capitaine Pierre. Nommé France, Membre du cabinet militaire du général de Gaulle, il est fait compagnon de la Libération le 28 mai 1945. Il quittera l'armée de l'air l'année suivante, avec le grade de colonel.

Après avoir travaillé à la compagnie Air Algérie, il fonde la compagnie Air Transports et continue de militer dans les rangs gaullistes. Il est élu sénateur UMR de Seine-et-Oise en avril 1959 et pré-

sident du groupe sénatorial de cette formation (qui s'appellera ensuite UDR-Vieilles Républicains) entre 1965 et 1971. RASU sénateur des Vieilles (1968), président du conseil régional pour la région parisienne (1970) et vice-président du Sénat (1971), Jacques Soufflet préside une société importante de camionnage, la Société des transports automobiles, industriels et commerciaux, lorsqu'il est appelé, le 28 mai 1974, au poste de ministre de la défense du gouvernement de M. Jacques Chirac sous le septennat de M. Giscard d'Estaing.

Sept mois et demi plus tard, il est remplacé dans cette fonction par M. Yvon Bourges, après une série de manifestations d'appels dans des casernes.

Devenu membre du conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur et du conseil de l'Ordre de la Libération, Jacques Soufflet publie en 1984, sous le titre *Un étonnant itinéraire*, un livre de souvenirs de combattant de la France libre.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, de la médaille de la résistance et de la Distinguished Flying Cross britannique, Jacques Soufflet était commandeur de la Légion d'honneur.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit National

Actionnaires, pour tout savoir sur le Crédit National, Interaction, une nouvelle lettre d'information semestrielle vous est destinée.

Crédit National

Interaction

Les actionnaires du Crédit National auront désormais à leur disposition une lettre d'information régulière dans laquelle ils trouveront tous renseignements concernant le Crédit National : actualités du Groupe, activités du Crédit National, vie de l'action et une rubrique spécifique consacrée à la mise en valeur du bilan du Crédit National.

Pour tous renseignements : Relation avec les actionnaires Service des titres

Tél. : 45.50.97.52

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, 148

Le Monde

14 Danse
16 Les juges

Attila

Comment enrayez la cité des Doges ? Lutter contre la pollution ses visages pieux lances aux qui es places ? Comment le respect de son pas- que et le développement activité industrielle et ciale. Comment ex- l'exode de sa popula- prégier d'une marée que chaque année pl- tante ? M. Gianni De- député de Venise en des affaires étrangères- réponse : installer en à proximité de la pla- Marc. une exposition- sée. Une proposition- ont examinée par- international des expé- gi a déclenché, on s' violentes polémiques

VENISE

de notre envoi

Dès la fin des a- pour tirer Venise de- placement et la r- activité qui ne so- son centre historiq- plierait sur place- deux industriels, V- décidèrent de la p- terre ferme, à Mar- puisant conglomér-

Le pont du che- construit par les A- milieu du XIX^e sièc- doublé par un p- Après la guerre, la- truelle s'étend : une- firme et un port- ouverts. Sans se p- mettent à croiser- Marc. Au cri de « V- le », on creuse u- égille le trafic ver- bouche du Lido m- aura des es- sur la fragile écos- lagne.

On débat enc- influence sur les- dont la ville va so- en plus. Cette de- bouillonnement dr- provoquera une- ngle a - arch- l'UNESCO, qui p-

16 La prise d'otage du P-DG de Rank Xerox
22 Le douzième rallye Paris-Dakar

EMMANUEL DE ROUX

SCIENCES

Pour combattre l'hégémonie de la langue anglaise

M. Alain Decaux veut inciter les scientifiques à utiliser le français dans leurs travaux

Cituant un colloque intitulé « *Quelles langues pour la science ?* », mercredi 10 janvier à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, M. Alain Decaux, ministre chargé de la recherche, a annoncé qu'il proposerait, lors d'un prochain conseil des ministres, plusieurs mesures pour combattre l'hégémonie de l'anglais dans ce domaine. « Je compte demander aux grands organismes d'Etat de refuser systématiquement leur parrainage à toute manifestation se tenant en France, où l'emploi du français serait exclu », a-t-il déclaré. Il faut aussi, selon lui, faire cesser « le scandale qui consiste à ignorer les travaux écrits en français pour l'évaluation des chercheurs ».

Les déclarations de M. Decaux risquent de créer quelques remous dans les milieux scientifiques, car elles portent sur les points qui divisent les chercheurs les plus convaincus de la nécessité de la défense du français. M. Jacques Ruffié, professeur au Collège de France et membre de l'Académie de médecine, a estimé ainsi à la tribune du colloque, à l'issue d'un vibrant plaidoyer pour le français, que nos Prix Nobel n'auraient sans doute jamais obtenu cette distinction s'ils n'avaient pas publié leurs travaux en anglais. Tandis que M. Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie, souhaite qu'on laisse les scientifiques « utiliser entre eux la langue de leur choix ».

Une lettre ouverte adressée à M. Decaux par M. Pierre-André Wiltor, député LDF et président de l'Association des parlementaires de langue française, illustre bien la complexité du problème. M. Wil-

tor s'y élève contre l'usage exclusif de l'anglais dans un congrès organisé en mai prochain, à la Grande-Motte, par des scientifiques français. C'est effectivement, a estimé M. Decaux, « un abus caractéristique ». Mais, proteste M. Francis Bacou, l'un des organisateurs, cette manifestation rassemblera deux cents chercheurs de haut niveau venant d'une vingtaine de pays, qui discuteront pendant quatre jours de leurs travaux sur la cholestérase, une enzyme impliquée dans la transmission des maladies neuro-musculaires. Les francophones y seront très minoritaires, et je n'ai pas un budget suffisant pour assurer une traduction dans toutes les langues représentées. En revanche, tous ces chercheurs maîtrisent parfaitement l'anglais.

Le même problème se pose pour les revues spécialisées, qui touchent un public restreint de chercheurs de pointe répartis dans le monde entier. Cela avait amené l'an dernier les *Annales de l'Institut Pasteur*, à devenir *Research in Microbiology, Immunology and Virology*, et à publier des articles en anglais, décision qui avait alors provoqué un tollé (*Le Monde* des 29 mars et 14 avril 1989).

Réviser les critères d'évaluation

Un consensus s'est en revanche dégagé, parmi les participants au colloque de La Villette, sur la nécessité de transmettre les connaissances en français. C'est là que se situe l'urgence, que dans la communication entre chercheurs. Et si aucune mesure n'est prise, l'enseignement du troisième cycle risque d'être fait entièrement en anglais dans dix ou quinze ans, estime M. Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. La solution : favoriser l'édition de manuels et de revues de synthèse en français, ainsi que celle d'ouvrages, de

publications et d'émissions scientifiques de radio et de télévision destinées au grand public.

La situation est critique : 80 % du potentiel mondial d'informations scientifiques est aux mains des Anglo-Saxons, souligne M. Bernard Cassen, rapporteur du colloque. L'une des raisons vient peut-être du fait que « les travaux de synthèse et de vulgarisation (évidemment en français) ne sont pas valorisés dans l'évaluation des chercheurs », malgré les directives de la loi de programmation de la recherche de 1982 dans ce domaine. « C'est un problème culturel majeur, bien plus que financier », estime-t-il.

Les participants au colloque ont proposé notamment une « révision draconienne des critères d'évaluation des chercheurs », et une aide accrue aux publications à tous les niveaux. Ils ont aussi souligné la nécessité de créer des banques de données scientifiques en français. Certaines mesures ont déjà été prises, comme la création d'un fonds d'aide à la traduction simultanée de 4 millions de francs, géré par l'Agence de coopération culturelle et technique, et le lancement prochain d'une revue de synthèse scientifique sous l'égide de l'Association des universités, partiellement ou totalement de langue française.

L'agence Jules-Verne, créée en juillet 1989, pour aider la production d'émissions audiovisuelles à caractère scientifique, a, par ailleurs, été officiellement inaugurée le 9 janvier, à Paris. Et l'Institut Pasteur a annoncé que, parallèlement à ses anciennes *Annales*, devenues *Research in Microbiology, Immunology and Virology*, il lancera, dans six mois, une revue destinée à un public plus large de médecins et de scientifiques, totalement en français cette fois, et intitulée *Annales de l'Institut Pasteur - Actualités*.

JEAN-PAUL DUFOUR

ÉDUCATION

L'application de la circulaire sur le foulard islamique

Le conseil d'administration du collège de Creil adopte une position plus nuancée que le principal

Le conseil d'administration du collège Gabriel-Havre de Creil (Oise), où est née la polémique sur le port du foulard islamique, a adopté, mardi 9 janvier, un complément au règlement intérieur de l'établissement qui reprend textuellement certains passages de la circulaire de M. Jospin sur la laïcité publiée le 12 décembre 1989. Le texte, voté par 14 voix, 3 voix contre et 3 abstentions, constitue une manière de désaveu pour le principal, M. Ernest Chénier, dont l'attitude très intransigeante est contestée par certains enseignants, et condamnée par les élus locaux.

Après discussion, la version plus répressive du texte primitivement proposée par M. Chénier n'a pas été retenue. Elle interdisait « le port dans l'établissement de tout signe d'appartenance religieuse, philosophique ou politique, vestimentaire ou autre, qui par son caractère ostentatoire, c'est-à-dire visible et démonstratif, constituerait un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande ». L'adjectif « visible », qui ne figure pas dans la circulaire de M. Jospin, a été vivement contesté par certains membres du conseil d'administration, qui le jugement trop restrictif. Après discussion avec l'inspecteur d'académie, le conseil d'administration s'en est tenu strictement à la rédaction de la circulaire nationale, qui ne vise que le port « ostentatoire ».

Références

Le texte rappelle l'obligation d'assiduité, ce qui vise particulièrement la vingtaine d'élèves juifs du collège qui sont systématiquement absents le samedi. Il prévoit que, si les infractions au règlement persistent « au terme d'un délai raisonnable de dialogue avec les familles », des sanctions, allant de l'exclusion jusqu'à l'exclusion définitive, peuvent être prononcées par le conseil de discipline.

L'inspecteur d'académie ne le souhaite visiblement pas et rap-

pelle même que les décisions du conseil de discipline peuvent être cassées par le recteur. Mais le principal ne semble pas découragé. Au grand agacement de sa hiérarchie, il a subitement organisé, vendredi dernier, sans en informer la commission permanente de son établissement, un référendum express auprès des parents d'élèves, obtenant une large majorité contre le port du voile islamique en classe, à la veille de la réunion du conseil d'administration.

Sur les trois jeunes filles concernées, seule Samira, quatorze ans, refuse toujours d'enlever son foulard ; les deux autres, Leila et Fatima, ont renoncé depuis plusieurs semaines à le porter en classe, ne se couvrant qu'en dehors des cours. Pourtant, selon M. Chénier, elles

devront, elles aussi, modifier leur comportement, « car l'unicité de l'établissement a été reconnue et la règle devient la même partout dès qu'on franchit le portail ».

D'autre part, le procès en diffamation intenté par M. Mohamed Saidani, le père, tunisien, de Samira, contre M. Chénier, qui devait avoir lieu mercredi 10 janvier, au tribunal correctionnel de Senlis, a été renvoyé au 2 avril. M. Saidani reproche notamment au principal des propos rapportés par le *Courrier picard*, selon lesquels les Saidani et les parents de Leila et Fatima seraient des « familles militantes qui cultivent l'intégrisme religieux et qui vivent en auto-marginalisation », propos dont M. Chénier conteste en partie l'authenticité. (*Le Monde* du 4 janvier.)

ENVIRONNEMENT

Une initiative de la Commission de Bruxelles

La RFA est mise en cause à propos de son eau potable

Après la Grande-Bretagne à la fin de l'année dernière, c'est au tour de l'Allemagne fédérale de subir les foudres de la Commission de Bruxelles au sujet de l'eau du robinet. Mercredi 10 janvier, l'exécutif de la CEE a décidé de traduire la RFA devant la Cour européenne de justice, ce pays n'ayant pas adapté sa législation aux règles communautaires. En réalité, la plupart des Etats membres ne respectent pas les directives européennes.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Dès sa prise en charge du portefeuille de l'environnement, en janvier 1989, M. Carlo Ripa di Meana ouvrait une procédure d'infraction contre l'Italie, qui n'avait pas transposé dans sa réglementation les normes de la CEE en matière de potabilité de l'eau. Fort de cette

crédibilité, le commissaire italien a alors engagé des recours contre tous les Etats membres - à l'exception du Danemark, de la Grèce et du Portugal - soit pour mauvaise adaptation des lois nationales, soit pour absence de modification de celles-ci (France).

La pression ainsi exercée a permis l'ouverture de négociations avec les gouvernements concernés afin qu'ils aménagent rapidement leur législation en regard des textes européens. L'opération traîne toutefois en longueur.

Le cas de l'Allemagne, comme celui du Royaume-Uni, est plus complexe. La RFA avait déjà deux recours contre elle. Le premier concerne la pollution trop élevée des eaux superficielles (directive de 1975) et des eaux souterraines (directive de 1980). Maintenant la Commission s'attaque à la législation allemande, qui permet aux distributeurs de fournir de l'eau dont la teneur en substances polluantes (nitrates et pesticides notamment) est supérieure aux doses autorisées par la directive de 1980.

Le fait que l'Allemagne et le Royaume-Uni soient en première ligne dans cette affaire tient au poids dans ces deux pays des écologistes et des associations de consommateurs. La Commission a reçu pas moins de soixante plaintes des organisations britanniques. Aucun organisme français ne s'est, en revanche, adressé à l'exécutif communautaire. A Bruxelles, on ne connaît pas officiellement les résultats de la récente enquête conduite par l'Union fédérale des consommateurs sur la trop forte présence de nitrates et autres produits dangereux dans l'eau consommée dans certaines régions de l'Hexagone. (*Le Monde* du 6 janvier.)

Apparemment, les pays européens éprouvent les pires difficultés à tenir les engagements pris il y a dix ans. La course à la productivité en agriculture voulue par la PAC (politique agricole commune), nécessitant de plus en plus d'engrais et de pesticides, n'est-elle pas en contradiction avec les normes européennes ? Les responsables communautaires répondent que les seuls de tolérance fixés se justifient par la protection de la santé des usagers.

MARCEL SCOTTO

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

DROIT D'ASILE

Dénouant de nouvelles procédures

Quatre associations manifestent leur inquiétude

Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris mercredi 10 janvier, quatre associations membres de la commission de sauvegarde du droit d'asile (la CIMADE, France-Terre d'asile, le GISTI et la Ligue des droits de l'homme) ainsi qu'Amnesty International, ont questionné le gouvernement sur de « possibles réformes des procédures ». Ces associations se disent inquiètes des conditions d'accueil des étrangers en France et regrettent d'être tenues à l'écart de toute concertation en vue de les améliorer.

Les cinq acquisitions s'émeuvent d'échecs recueillis sur le terrain depuis quelques mois : dégradation

Deux maternités de Montfermeil privées de cantine. - Le conseil municipal de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) a voté, mercredi 10 janvier, la « suspension » des services municipaux aux deux écoles maternelles qui avaient inscrit des enfants d'immigrés contre l'avis du maire. Les deux établissements ne bénéficieront plus de services techniques, du ménage et de l'aide scolaire (de 108 F à 110 F par élève). Le chauffage, toutefois, est maintenu. Pour le maire, M. Pierre Bernard (divers droite), il s'agit par cette décision de transférer aux services de l'Etat les frais de fonctionnement des deux écoles.

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le Monde
BONNEZ-VOLUS
RE-BONNEZ-VOLUS

Le système TGV

Autre « dysfonctionnement » dénoncé : l'accélération immédiate de l'étude des dossiers. N.B., ressortissant algérien, militant politique, est entré en France en octobre 1988. Il dépose une demande d'asile en août 1989. Six mois d'attente. Inquiet, il se présente à l'Office. Sa demande est rejetée le

jour même. Il n'aura reconnu aucun agent de l'OFPPA. Aux yeux des protecteurs des réfugiés, cet exemple laisse augurer du pire. A savoir la mise en place d'une « division-TGV », amenée à traiter très rapidement les dossiers « paraissant mal fondés à première vue ». Une notion qui passe mal, même si on admet qu'avec soixante mille demandes en 1989 et sans doute plus de trente mille demandes en attente (contre dix mille en 1984) l'OFPPA manque de moyens.

« Nous ne demandons rien d'autre que l'application stricte de la loi », indique M. Henriette Tavian, présidente de France-Terre d'asile. Selon elle, le délai devrait être de six mois pour l'examen par l'OFPPA et la procédure de recours (actuellement, il varie de quelques semaines à plusieurs années). Pour atteindre ce but, les associations préconisent une angmentation des moyens de l'Office en personnel compétent. La modernisation en cours de l'OFPPA, davantage axée sur un plan informatique (avec, en particulier, la création le mois dernier d'un fichier informatisé des empreintes digitales des demandeurs), leur paraît insuffisante au regard de besoins toujours croissants.

Plus largement, c'est contre une vision restrictive du droit d'asile que partent en guerre ces associations. Parce que la Convention de Genève parle de « craintes fondées » de persécution pour des raisons de race, de sexe, de religion, de politique, elles s'opposent à une interprétation étroite qui voudrait que le candidat au statut de réfugié apporte la preuve du danger qu'il court. Elles dénoncent également certaines absurdités du système. Comme le cas de ce Zaïrois à qui l'OFPPA a refusé l'enregistrement de sa demande parce qu'il n'avait pas de passeport. « A quand le certificat de tortures ? », demande un défenseur du droit d'asile.

JUDITH RUEFF

PARIS

« Champs » révisés

Suite de la première page

C'est le rapport Ligeo qui dicte les mesures présentées mercredi 10 janvier par le maire de Paris, dont l'application doit être achevée avant la fin du mandat de la municipalité, c'est-à-dire avant 1993.

Trois idées directrices dominent ce plan d'action : embellir l'avenue créée par Colbert en 1667 et devenue un trait d'union entre le Louvre et la Défense, préserver son architecture et encourager des activités caractéristiques.

Pour que les Champs-Élysées redonnent « la plus belle perspective de la ville et la plus belle allée de promenade du monde », selon le maire de Paris, les contre-allées du rond-point jusqu'à l'Étoile seront vidées de toute circulation et stationnement. Les piétons flâneront en maîtres sur des trottoirs larges de 21,5 mètres revêtus d'un dallage de granit. Une deuxième rangée d'arbres, des tilleuls argentés ou des platanes - sera plantée, retrouvant l'histoire qui fit des Champs-Élysées et du cours La Reine les deux premiers mailles plantés d'arbres de tous les jardins à la française.

Le débordement des terrasses sera réduit et contenu, peut-être par de petites haies comme l'on en voit via Veneto à Rome. Finies la prolifération des enseignes lumineuses et l'anarchie des modèles de corbeilles, kiosques à journaux, pameaux, bancs, Abribus, bornes de protection, horodateurs et lampadaires : le style des 588 pièces de mobilier urbains qui parsèment les rives de l'avenue sera unifié. Le soin de définir une « ligne Champs-Élysées » a été confié à M. Jean-Marie Wilmotte, en association avec M. Jean-Claude Decaux.

L'interdiction du stationnement dans les contre-allées supprimera 390 places. Comme les voitures ne pourront pas non plus se garer au milieu de l'artère, deux mesures sont annoncées en compensation : le stationnement payant sur les côtés de l'avenue, avec des places réservées aux taxis et aux véhicules de livraison, et la construction de 350 places, serait créées sous les arcades du Lido.

Outre le *Fouquet's*, seuls deux bâtiments du site sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des

Monuments historiques : l'Hôtel de la Paiva, au numéro 23, et la façade de l'ancien Hôtel Claridge. M. Chirac demande le classement de six autres bâtiments : tout le groupe néo-haussmannien (Guérain, Vuitton, Claridge et Lido), ceux du style 1930 : le Poste parisien et la « Maison de France ». Plus l'admirable escalier à double révolution du numéro 79. La municipalité classera, pour sa part, le site « zone de protection du patrimoine architectural et urbain », afin de mieux coordonner les interventions de la Ville et de l'Etat et d'imposer des règles communes aux constructeurs. L'éclairage sera revu et corrigé ; développé surtout : les façades seront illuminées sur la totalité de l'avenue.

Le point le plus délicat est celui qui touche la destination économique des immeubles le long de l'avenue. Il n'est pas possible, en France, d'interdire une activité si elle « ne trouble pas l'ordre public ». Le maire de Paris se propose donc de chercher plutôt « à inciter l'émergence d'activités mieux adaptées au prestige des Champs-Élysées ». Il promet que la construction ou la transformation en grands hôtels, en salles de spectacles et en équipements culturels sera encouragée. Mais la municipalité compte aussi sur le très ancien Comité Champs-Élysées, présidé par M. Robert Pozzo Di Borgo et qui regroupe les commerçants, pour peser sur les choix d'implantations nouvelles d'activités, puisque le goût et l'intérêt se conjuguent pour commander aux commerçants pour redorer le blason de l'avenue.

Les travaux commenceront dans un an, car si la décision est prise les crédits n'ont encore été ni chiffrés ni inscrits au budget 1990. Le chantier sera ouvert en plusieurs tranches pour ne pas paralyser la vie sur le site, d'abord entre l'Étoile et la rue Washington. Et pour couvrir le tout, la Mairie de Paris ornara de bannières toute la longueur des Champs-Élysées. Elle parle même d'une fête annuelle le 28 août, à la date anniversaire de la signature de l'arrêté de Colbert. Comme si elle n'était pas persuadée que les Champs-Élysées sont eux-mêmes une fête permanente.

CHARLES VIAL

valentino
SOLDES
Hommes et Femmes
17/19, avenue Montaigne,
75008 Paris
Tél. : 47-23-64-61

BEREL
TAILLEUR - CHEMISIER
BOSS-LANVIN
DORMEUIL
12, rue de Sévres, 75007 Paris
Tél. : 42-22-40-56

SOLDES
Montre,
maître,
finie main
entièrement
cousue
à la main

Ashford
la véritable anglaise
4 rue du G^e Launay - 17^e
M^e Enelle - 43 88 98 66
24 rue de Châteaudun - 9^e
M^e N.D. de Lorette

MICHEL SWISS
PARFUMS
ACCESSOIRES
PRODUITS
DE BEAUTÉ
TOUTES LES
GRANDES MARGUES.
16, rue de la Paix
75002 Paris
Tél. : 42-41-21-11
Maison fondée en 1887 par M. Michel
Maison tenue par M. Michel et ses enfants



**mieux que
des soldes
un blazer
cachemire :
2 995 F**

Vous pouvez choisir les modèles
cousus de la saison d'hiver soldés à
des prix qui ont fait la réputation de
bonheur des consommateurs de la rue.
Pour lui, les plus beaux chemises en
super 100, les vestes et manteaux, et
toute la collection masculine et féminine
à des prix de fin de série.

Du lundi au samedi David SHIFF
4, rue Marbeuf, 75008 Paris
Du lundi au dimanche CLAUDE DES 18
58, boulevard Saint-Honoré,
75006 Paris

SOLDES D'HIVER

PAR ICI LES ADMIRATEURS DE BONNES AFFAIRES!

Dans cette page, vous pourrez découvrir des choses rares, que nous avons réunies pour vous. Oui, un choix rigoureux a été effectué parmi les boutiques parisiennes de qualité.

Faites-nous confiance en lisant nos recommandations : pourquoi ne pas profiter de cette période pour renouveler votre garde-robe et surtout accéder à vos rêves les plus fous ? Attention ! le temps des soldes ne dure qu'un moment ; c'est maintenant, alors faites vite... encore plus vite !

• AQUASCUTUM, POUR FEMMES AUSSI!

Qui dit Aquascutum, dit vêtements de pluie. Mais Aquascutum c'est aussi une très belle ligne pour femmes que vous devriez découvrir en profitant de ses soldes. Vous trouverez alors des tailleurs splendides avec 50 % de réduction, en whipcord, par exemple, avec le col en velours et la jupe droite à 2 150 F au lieu de 4 300 F, en gros tweed noir et blanc à col et poches en velours et ligne appuyée à 2 600 F au lieu de 5 200 F. Pour femmes, des trench en fin de série de 40 % à 50 % de réduction en impression panthère ou unis rouge ou vert cru... Pour hommes, 20 % sur les blazers classiques en laine ou cachemire. Également 20 % sur les imperméables

classiques qui sont les stars de la maison. 10, rue de Castiglione, 75001 Paris.

• BEREL, RIVE GAUCHE.

Berel, le rendez-vous des hommes élégants de la rive gauche, vous propose, comme toujours, un accueil et un service exceptionnels, mais aussi des soldes d'hiver. Voici enfin le véritable loden d'Autriche Stambok, à 1 795 F au lieu de 2 650 F. Côté Super 100, la laine infroissable, voici des blazers à 1 890 F au lieu de 2 800 F et des pantalons, qualité Carru, à 875 F au lieu de 1 450 F. Sous la signature d'Hugo Boss, des imperméables beige, bleu marine ou noir à 1 835 F au lieu de 2 500 F et des manteaux en velours de laine à 2 040 F au lieu de 2 795 F. Vous aimez Lanvin et ses costumes ? Vous avez raison ! Profitez des 20 % de remise qui leur sont accordés. 12, rue de Sévres, 75007 Paris.

• INCROYABLE SULK!

Voici des soldes, des vrais, absolument incroyables, chez Sulka, une des griffes les plus prestigieuses en matière de mode masculine classique. Cela commence le jeudi 11 janvier, mais courez vite ! Les costumes qui coûtaient de 4 500 F à 9 000 F sont soldés à 1 500 F, de style divers, en laine, en Super 100, etc. Toujours à des prix imbattables : des chemises en pur coton à 200 F au lieu de 800 F ou 900 F, des cravates assorties, soldées à 50 F, des pulls soldés à 300 F alors qu'ils sont en pure laine ou pur cachemire en coteur de très haute qualité ! 2, rue de Castiglione, 75001 Paris.

• 30 % CHEZ VALENTINO!

Valentino, le grand couturier italien propose 30 % de réduction sur ses collections homme et femme ! Vous y trouverez de très beaux manteaux en laine à larges côtes de couleurs pastel à 5 000 F au lieu de 7 150 F, des tailleurs assortis à 7 890 F au lieu de 11 280 F. Dans la ligne Miss V, des pantalons en flanelle à 780 F au lieu de 1 020 F. Pour le soir, voici de superbes robes en soie et velours, avec le bustier ou

l'épaule brodée de pierres rouges à 22 000 F au lieu de 31 300 F. Pour hommes : les cachemires d'abord, sous forme de blazer camel à 8 500 F, soldés 5 900 F, les vestes marine à 3 700 F au lieu de 5 400 F, sans oublier la ligne Oliver : costumes en velours à 2 100 F, pantalons à 595 F et de superbes chemises à 595 F, seulement ! 17-19, av. Montaigne, 75008 Paris.

• AFFAIRES CHEZ RENOMA!

Des soldes également chez Renoma, magnifique griffe française qu'il n'est plus besoin de présenter ! De très belles affaires en vue donc, au 129 bis, rue de la Pompe à Paris, puisque les soldes sont de l'ordre de 20 % à 50 % ! Il y a d'abord les célèbres costumes, mais aussi 30 % de réduction sur la ligne en Gore-tex : les imperméables, soldés à 2 130 F au lieu de 3 050 F, les parkas à 1 960 F au lieu de 2 800 F. Voici également 30 % de remise sur les vestes et encore, les deux chemises à 500 F et les cravates à 180 F. Attention : 20 % sur tout ce qui est cachemire, écharpes, pulls... Pour madame, encore de bonnes affaires puisque vous trouverez des blousons en cuir à 30 % de réduction et le 7/8, toujours en cuir, à moins 50 %, ainsi que des pantalons et des tailleurs de rêve !

• CHAUSSE-VOUS AVEC BOWEN!

Bowen, la chaussure anglaise de qualité est en pleines soldes, avec, par exemple, toute la gamme de la collection « sorcier », semelle gomme à 700 F, existe en noir et marron, les modèles Paraboot à 750 F avec la semelle en cuir, et à 780 F avec la semelle en gomme ! Ultra-classique et très chic, les richelieu, en noir ou gold, à 850 F au lieu de 985 F. Sans oublier quelques modèles en cuir novo-calf, le meilleur cuir du monde, à 850 F ! Pour femmes, toute une gamme d'escarpins, de moccasins... tous soldés à 500 F. Les bambins ne sont pas oubliés avec des modèles à 250 F ! 14, av. Mozart - 40, rue Saint-Honoré - 30, rue de Miromesnil, Paris.

• 50 % CHEZ OLD ENGLAND!

Un choix impressionnant de soldes-reclames chez Old England qui vont de 20 % à 50 % de réduction ! Pour hommes, des pardessus en laine ou en cachemire à 3 500 F seulement au lieu de 8 900 F, des gilets et des trench en laine à 4 400 F au lieu de 4 300 F, et 20 % de réduction sur les prix en grandes mesures ! 2 écharpes pour 250 F et le pyjama à 250 F au lieu de 600 F. Pour femmes, des vestes sport et des blazers droits à 1 700 F au lieu de 2 500 F, des tailleurs soldés à 2 750 F

au lieu de 4 500 F, sans oublier les manteaux en cachemire à 8 900 F, maintenant soldés à 3 500 F ! C'est fou, non ? 12, bd des Capucines, 75009 Paris.

• MIEUX QUE DES SOLDES!

Voici deux magnifiques adresses, toutes deux au 1^{er} étage, où l'on trouve toujours des vêtements signés de grands noms à des prix imbattables ! Aujourd'hui, c'est soldé, en plus ! Première adresse : Club des Dix, 53, fig. Saint-Honoré, ouvert tous les jours, même le dimanche. Voici des costumes en pure laine à 1 400 F, des vestes à 690 F, la paire de pantalons à 490 F, les 3 chemises à 600 F, des manteaux laine et cachemire à 1 590 F. Deuxième adresse : David Shiff au 4, rue Marbeuf, un décor somptueux pour des vêtements griffés, on ne peut plus noblement ! Costumes soldés à 1 990 F, vestes en laine et cachemire à partir de 1 590 F. Plus, bien sûr, tous les cachemires, non soldés, mais toujours à des prix de rêve !

• LACOSTE EN PROMOTION!

Michel Swiss est une adresse que l'on retient toute l'année et non seulement au moment des soldes. Pourquoi ? Parce que vous y trouverez, à des prix défiant toute concurrence, des articles de parfumerie et autres accessoires divers ! En ce moment, c'est la peau qui est à l'honneur et vous trouverez en promotion, toutes grandes marques, toutes sortes de sacs démaquillants, des lotions et des crèmes protectrices. Voici, également en promotion, les produits de mise en forme et ceux qui vous entretiennent la peau ! Côté accessoires, à ne pas manquer, des prix exceptionnels sur les blousons Lacoste. 16, rue de la Paix 75002 Paris 2^e étage.

• TOUTE LA VOGUE EN SOLDE!

Profitez des soldes chez La Vogue, cette boutique de mode masculine, toujours à la pointe des dernières créations et ainsi à deux pas de l'Opéra Garnier. Voici de superbes costumes : signés Pierre Cardin, croisés à 1 790 F au lieu de 2 290 F, signés Louis Feraud en flanelle pure laine, croisés à 2 150 F au lieu de 2 690 F sans oublier Armani et ses costumes magnifiques et pied de poule à 2 950 F au lieu de 3 690 F. Voici encore des vestes en super-promotion à partir de 990 F seulement, des pulls superbes avec passepoils à 690 F au lieu de 890 F pour ne citer qu'un exemple, parmi un grand choix. Vous rêvez d'un manteau en cachemire et laine, griffé Lapidus à 1 890 F au lieu de 2 390 F ? Allez donc chez La Vogue, 38, boulevard des Italiens 75009 Paris.

Ça vient de sortir

Vous abalonnez ?

Voici un nouveau jeu d'échecs qui fera sans doute naître d'admirateurs que le Rubik cube. Cela s'appelle Abalone, cela se joue à deux et à l'aide de billes que vous pouvez déplacer d'un nombre de trois à chaque fois afin d'éjecter celles de votre adversaire ! Vous allez découvrir que l'on peut aller dans les sens, ce qui fait que l'on ne soit jamais obligé d'aller, sauf quand il est trop tard ! Existe déjà dans dix-sept pays et est prévu un peu partout, 250 F.

Le teint vitaminé !

Il n'y a pas que les hommes qui courent toute la journée, les femmes elles aussi n'ont plus tellement de temps à se consacrer, c'est pourquoi il faut leur faire deux choses : une seule et même geste ! C'est pourquoi, parfois vous proposez un fond de teint enrichi de vitamines ! Vous vous maquillez normalement avec le « teint » Equilibre Crème et comme il contient des vitamines E et K, vous l'utilisez au même temps contre le vieillissement ! 36 F.

Miam, miam !

Après les fêtes vous allez peut-être faire un peu la diète ? Alors allégez-vous grâce à Bika Zart et sa nouvelle arme : un livre de cuisine ! « Mes recettes saines et gourmandes » aux éditions Jean-Pierre Taillandier, 120 recettes, non carnivores, accompagnées de « trucs » astucieux concernant, évidemment, la santé ! 99 F. Par ailleurs, ne vous privez pas de fromage, parce que vous avez pris du poids ! Sybilide propose, désormais, dans votre magasin d'alimentation préféré, trois nouveaux fromages ne contenant que 25 % de matière grasse, soit 125 kcal pour 100 g, nature, fines herbes ou chèvre et ail, 450 F.

Un vrai bijou !

Madame, il faut absolument regarder de plus près la nouvelle montre Lanvin, pour le soir, avec son boîtier en or qui reprend le sigle de la maison, et surtout, son cadran splendide, en nacre, brillant de mille feux turquoises et fuchsia ! A voir aussi, chez Lanvin, un sac à main en or, plaqué 18 carats, habillé d'un long gland de passementerie noir, rangé dans un étui Japon soie ! 15, fig. Saint-Honoré, 75008 Paris.

GUNNAR P.

BOWEN
The luxury shoes

SOLDES A PARTIR DU 13 JANVIER
HOMMES - FEMMES - ENFANTS

11, rue M.-le-Prince 6^e 50, rue du Bac 7^e
40, rue Saint-Honoré 1^{er} 5, place des Terres 17^e
30, rue de Miromesnil 8^e 17, rue Chomet 7^e
14, avenue Mozart 16^e 4, rue du Cdt-Pilot Neuilly
6, rue des Arts - Toulouse
Printemps Hausmann - Party-II - Vélizy-II - Galeries Lafayette

Aquascutum
SOLDE
à des conditions exceptionnelles de prix ses collections
Imperméables et trench
Tailleurs, costumes, cachemire, pull-over, chemisiers
accessoires pour hommes et femmes
10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS-1^{er} (OUVERT DE 10 h à 19 h)

Sulka
VENTE EXCEPTIONNELLE
DE VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES
« HORS COLLECTION »
PRIX SPECTACULAIRES
A PARTIR DU 11 JANVIER 1990
De 9 h 30 à 18 h 30
2, RUE DE CASTIGLIONE, PARIS - TÉL. 42-60-38-08

OLD ENGLAND
GRANDE RECLAME

POUR ELLE	POUR LUI	CHESTER BARRIE	DÉPARTEMENT TAILLEUR
Manteau 100 % cashmere .. 3500 F	Pardessus 100 % cashmere 3500 F	Costume .. 4900 F	Costume 2 pièces à vos mesures .. 4900 F
Tailleur .. 2750 F	Imper réglée .. 1950 F	Veste .. 2900 F	
Veste et Blazer .. 1700 F et 1800 F	Costume .. 2850 F		
Pull col roulé cashmere .. 1100 F	Veste et Blazer .. 1400 F		
Chemisier, coton .. 290 F	Pull col V et Ras de cou cashmere 2 file .. 1300 F		

SOLDES AUX DÉPARTEMENTS FEMME ET ENFANT

12, bd des Capucines - Paris 9^e - 47.42.81.99

vendredi 12, samedi 13, lundi 15 de 10 h à 19 h

SOLDES

Pour lui, remises importantes sur collection automne-hiver

costumes, vestes, pardessus, pantalons, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau

Griffés Armani, Cardin, Dior, Louis Feraud, de Fursac, Lapidus, etc.

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

EXPOSITION

CENTRE GEORGES P.

Place Georges-Pompidou, 12-33, T. 47-23-64-61, 1980

L'ATELIER ALESSANDRO MENA

DESIGN 1980-1989, 1980

DESIGNING ANCIEN

DESIGN 1980-1989, 1980

HABITER EN EUROPE

MILANA JESSENSKY, 1980

ED PASCHKE, 1980

GUSTAVE ROUD, 1980

EDWARD RUSSELL, 1980

contemporaines russes, 1980

Jusqu'au 11 février 1990

Musée d'Art Moderne

1, rue de Solferino, 1980

LOUIS-FRANÇOIS, 1980

ARCHITECTURE, 1980

ACCÈS AU MUSÉE, 1980

LIVRES D'ENFANT, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

DMAGES, Exposition, 1980

EXPOSITIONS

JEUDI 11 JANVIER

rise d'otage
ance
ier

Kerox France, l'écrit, mardi 11, à 18 h, ancien département nait sur un chauffeur s'est inspecteurs qui te-huit ans, ce it été entendu it être inculpé

de étage, ils ton- en de la paix en pait pas directe. Cet homme, sauteur du chef direction dépar- tementales, un radio dans la ns situé au dix-

les coups de feu ner un étage plus impiatement dans alors armé d'un sprunt à l'un de de partir sur les ouages. Normale- ment dans le cadre ur la voie publi- é son revolver de

le retrouve nez- nimes en train de co, qui n'a rien, us, d'un "dérat- e", tire au jua- rieur d'un fusil, j qui sera attelé l'abdomen. Au enche sur le corps Rico apprend sa

rrs du RAID, pré- ur de la Défense é événements ne us dans une opéra- t du se terminer e policier auteur a été entendu par rale des services suspendu de ses

ques de Picasso à tre-vingts cérami- ques et estimés à ucs ont été dénu- nit du 28 au 19, dans une gale- auris (Alpes- propriétaires de la ra, Suzanne et ne se sont aperçus - mardi 9 janvier, erreur de l'établi- puis le 24 décem- leurs se sont intro- liser attendant à la rant une fenêtre, ur le système ont emporté des ts, des pichets et rignales représen- de taumachie et éalisés par Pablo

ne sont demandés, agit de clients éven- e sont d'ailleurs pas

s anciennes et pour s d'usage - qui ont peu - dangereuses - l'objet d'un simple se transaction avec - amende forfaitaire s-

ne rien savoir de la - Real, ce que je n'ai jamais traité cette société; je n'ai a moindre somme à Je n'ai rien reçu il d'une société qui xiquée comme sus- aires des investisse- alliers, et les réité- ns n'avaient été demande, pour vé- lement sa surface

né, et je confirme s versé la moindre un - soi-disant - f. Jacques Médacin

ainsi les choses sont lites et ne souffrent

né, et je confirme s versé la moindre un - soi-disant - f. Jacques Médacin

ainsi les choses sont lites et ne souffrent

ainsi les choses sont lites et ne souffrent

CENTRE
GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des dessins d'architecture Co. Jusqu'au 15 janvier 1990.

L'ATELIER ALESSI. Alberto Alessi et Alessandro Mendini : dix ans de design 1980 - 1990. Galerie des dessins du Co. Jusqu'au 22 janvier 1990.

DESSIN-MOI UN PEXEL. Atelier des enfants. Entrée : 16 F. Jusqu'au 31 mars 1990.

DONATIONS DANIEL CORDIER. Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 5 mars 1990.

L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO. Galerie du Co. Jusqu'au 29 janvier 1990.

HABITER EN EUROPE. European 88. Forum. Jusqu'au 12 février 1990.

MILENA JESENSKA. Vivre. Grand foyer premier sous-sol. Jusqu'au 25 février 1990.

ED PASCHKE. Galeries contemporaines nez-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

GUSTAVE ROUD. Galerie de la I.P.F. Jusqu'au 5 février 1990.

EDWARD HUSCHKA. Galeries contemporaines nez-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOITTE (1830-1906). UN FONDS D'ARCHITECTURE. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 4 février 1990.

LIVRES D'ENFANTS. LIVRES D'IMAGES. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918). Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-50-53-17). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30).

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 janvier 1990.

ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS. Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 18 janvier 1990.

DAVID (1748 - 1825). Galerie et salle Mollien. Entrée : 35 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

LÉONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets couplés avec billet d'entrée du musée). Jusqu'au 26 février 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). T.l.j. et lun. de 10 h 30 à 17 h 40, mar. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées : les jeu. à 15 h et les dim. 14 janv., 4 fév. à 11 h.

L'ART CONCEPTUEL. UNE PERSPECTIVE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

KUKLA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

SOPHIE TAEUBER. Rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cane photographique en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-56-37-11). T.l.j. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

PARIS EN VISITES

• VENDREDI 12 JANVIER

«L'Afghanistan, pays de Rojava», 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musée Guimet).

«La Dame à la licorne», 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

«Mamet avant 1870», 13 h, Musée d'Orsay, vestiaires collectives (G. Marbeau-Carrel).

«Le Louvre, du donjon à la Pyramide, découvertes archéologiques et nouvelles aménagements», 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et spectacles).

«De Saint-Merry à la rue Quincampoix», 14 h 30, métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite).

«Réalisme contestataire ou bourgeois», G. Courbet en lutte contre les complaisants, 14 h 30, entrée du Petit-Palais, avenue Winston-Churchill (L'art et la manière).

«Récents acquisitions et nouvelle collection du Musée Carnavalet», 14 h 30, 23, rue de Sévigné (L. Hauller).

«Les salons de l'hôtel de Launay», 14 h 30, 17, quai d'Anjou (M. Cozart).

«Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Le Père-Lachaise gastronomique», 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

EROS GREC. AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES. Galeries nationales (42-58-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Nourture mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 février 1990.

CENTRES CULTURELS

ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Baryer (45-63-80-55). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 16 janvier 1990 au 4 février 1990.

AIR D'OPERA. Le Louvre des Antiquités, 2, place du Palais-Royal (42-57-27-00). T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 janvier 1990.

CLICHÉS, LE CHOC DES SENS. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, Beaulieu, 127-128, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 janvier 1990.

SACHA COVO. Sculptures. Centre Baudouin, 65, avenue d'Ivry. Jusqu'au 20 janvier.

LE CONSUMER, LE POÈME DE L'ANGLE DROIT. Fondation Le Collier, 8, rue du Douai-Blanche (42-58-41-53). T.l.j. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 janvier 1990.

CÉLÉBRITÉS À L'AFFICHE. Cent ans de personnalités célèbres dans le public. Bibliothèque Forney, hôtel de Sers, 1, rue du Flémar (42-78-14-50). T.l.j. et dim. de 12 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

JEAN DUBUFFET. SOUVENIRS DU SAHARA (1947 - 1948). Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-53). T.l.j. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1990.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et lun. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 20 mars 1990.

HOMMAGE À MAX JACOB. Maison de la Poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau (42-36-27-33). T.l.j. de 12 h à 18 h. Du 12 janvier 1990 au 18 mars 1990.

HOMMAGE À SHAW ABDEL SALAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et lun. de 10 h à 22 h. Du 12 janvier 1990 au 9 février 1990.

HORST. L'Œuvre d'Horst. Forum des Halles, niveau -3, porte Lescot (40-25-27-45). T.l.j. et dim. de 10 h à 19 h 30, lun. de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 27 janvier 1990.

SCHANG HUTTER. Où aller ? Centre culturel suisse, 32-33, rue des Francs-Bourgeois (42-34-54-50). T.l.j. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1990.

BRUNO MONSIEU. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, niveau -3, porte Lescot (40-25-27-45). T.l.j. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 21 janvier 1990.

JOHN FRANKLIN KOSER. Paris Art Center, 30, rue Faguer (43-22-38-57). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 février 1990.

OBJETS INTERDITS. Fondation Dap- per, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

BENÉ PATOUILLARD-DEMORIANE (1867 - 1957). Fondation Taylor, 1, rue la Bruyère (45-74-85-24). T.l.j. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 février 1990.

LE VAPOR : PRÉSENT DE L'ORIENT À L'OCCIDENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 mars 1990.

LES TROIS COULEURS D'OCOCHE. Dix artistes et la Révolution industrielle. Centre culturel du Musée, 28, bd Raspail (45-49-16-25). T.l.j. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 janvier 1990.

VOISINS ET ENNEMIS : LA GUERRE DES CANTONNEMENTS ENTRE PARIS ET BERLIN 1948 - 1950. Centre Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-27). T.l.j. et sam. et dim. de 10 h à 22 h. Du 12 janvier 1990 au 23 février 1990.

GALERIES

ANGIE ANAKIS, DAVID WEBSTER. Galerie Montparnasse, 31, rue Mezzanine (43-64-59-30). Jusqu'au 27 janvier 1990.

DOMINIQUE RALLY. Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 10 février 1990.

CLAUDE BELLEGARDE. Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (43-04-52-50). Jusqu'au 25 janvier 1990.

MOMAHED BENHANI. Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Lisbonne (42-56-43-26). Du 12 janvier 1990 au 3 mars 1990.

JOSEPH BEUYS. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 janvier 1990.

FRANÇOIS BOISSON. Par et Pour. Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard (43-04-34-40). Jusqu'au 30 janvier 1990.

PHILIPPE BOUTONNIER. Dessins. Galerie Bernard Jourdain, 52-54, rue du Temple (43-72-58-54). Jusqu'au 3 février 1990.

TIERI BRIET. Galerie Apollonie, 18, rue Guénégaud (46-33-03-02). Du 12 janvier 1990 au 3 février 1990.

VICTOR BURGER. Galerie Durand-Dassier, 10, rue de Valenciennes (42-78-23-58). Jusqu'au 17 février 1990.

BYZANTIOS. Galerie Livignos-Bessière, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 3 février 1990.

MANUEL CAMARGO. Galerie Pro-Dessins, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 20 janvier 1990.

ANDRÉ CHABOT, ERICA MAGDALINSKI. Galerie J. et O. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 3 février 1990.

DENISE COLOMB. Galerie Zabrilski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 3 février 1990.

LEO COPERS. Galerie Icy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 13 janvier 1990.

ARIAM DREVENT. Galerie Ubel et Orbi, 48, rue de Turenne, 2 étages, escalier B (42-74-56-36). Jusqu'au 8 février 1990.

CORINNE FLIPPL. Photographies noir et blanc et couleur 1967 - 1989. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-71). Jusqu'au 6 février 1990.

PETER FISCHLI ET DAVID WEISS. Galerie Chastagne-Hussot, 5 bis, rue des Haudricques (48-57-60-51). Du 13 janvier 1990 au 20 février 1990.

JÉRÔME FONCHAM. Galerie Claude Papiot, 59, rue de Turenne (40-29-59-50). Jusqu'au 27 janvier 1990.

LUCIO FONTANA. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-18-97). Jusqu'au 6 février 1990.

JEAN LE GAC. Galerie Daniel Tem- plon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 7 février 1990.

SARINO-SERT-DELAGRANGE. Galerie Pons Debord, 8, rue de l'Épave (42-23-31-02). Du 18 janvier 1990 au 3 février 1990.

JEAN-LOUIS GÉRAUD. Galerie Regard, 11, rue des Bains-Manceaux (42-77-19-51). Du 13 janvier 1990 au 10 février 1990.

YVES KESSLER. Galerie Babin, 28 bis, bd Beaumarchais (42-78-01-91). Jusqu'au 17 février 1990.

GOUDIL. Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 20 janvier 1990.

GÉRARD GUYONARD. La stratégie de l'écrit. Galerie du Centre, 6, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 10 février 1990.

KETH HARRIS. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23). Du 15 janvier 1990 au 30 janvier 1990.

JEAN-PAUL HUTTER. Galerie Bar- nard et Gendreau Zurcher, 15, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 20 janvier 1990.

YOUNG JELTOV. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 27 janvier 1990.

JEROMES ARTISTES. Brass Inter Art, 8, passage Thénard (48-07-20-17). Jusqu'au 3 février 1990.

KACIMEL. Galerie Huit Poises, 8, rue de Poissy (43-54-20-52). Jusqu'au 11 février 1990.

MARTIN KUPFERBERG. Galerie Système Lacroix, 13, rue Chepon (48-04-53-02). Du 13 janvier 1990 au 17 février 1990.

PER KIRKEBY. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 13 janvier 1990 au 10 février 1990.

JEAN-LOUIS KOLB. Galerie Krol, 50, rue Mezzanine (43-23-32-37). Du 12 janvier 1990 au 10 février 1990.

CARLOS KUSNER. Peintures et photos musicales. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lois (43-25-42-53). Du 11 janvier 1990 au 3 février 1990.

MICHEL LEFÈVRE. Marquetterie. Press Club de France, 11, av. d'Iéna (47-23-78-16). Du 11 janvier 1990 au 10 février 1990.

CLAUDE LEFOTTEY. Galerie Frim- pous Palluel, 81, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 2 février 1990.

JORGE MARTINES. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 janvier 1990.

MATTA. Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge (42-74-38-00). Du 11 janvier 1990 au 5 mars 1990.

KEI MITSURUCHI. Galerie Barymoun, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Du 16 janvier 1990 au 10 février 1990.

HANS NAMUTH, ALLAN MCCOLLUM. Galerie Yvon Lambert, 105, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 13 janvier 1990 au 14 février 1990.

NATURE-ARCHITECTURE. Galerie Jacqueline Felman Bessière, 8, rue Popin- court (47-00-87-71). Du 18 janvier 1990 au 6 février 1990.

ED PASCHKE. Galerie Darthea Spérandi, 6, rue Jacques-Caillet (43-54-78-41). Jusqu'au 14 février 1990.

PEINTRES ESPAGNOLS. Gallery Ur- ban, 22, av. Maignon (42-65-21-34). Jusqu'au 31 janvier 1990.

EMMANUEL PIERRE. Galerie Lacroix, 120, rue Saint-Martin (42-36-53-13). Jusqu'au 3 février 1990.

LARRY POINS. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 31 janvier 1990.

PROSCERNA VINGT ANS. Galerie Procurement, 35, rue de Seine (42-60-13-44). Jusqu'au 3 février 1990.

MARC QUINN. Galerie Niki Diane Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Du 13 janvier 1990 au 10 février 1990.

GERGERS ROMATHER. Galerie Lail Stahn, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 24 février 1990.

GEORGES ROUSSE. Galerie Fardich- Cédot, 77, rue des Archives (42-78-08-38). Du 12 janvier 1990 au 28 février 1990.

JOSÉ-MARIA SERT. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 17 février 1990.

SÉLECTION AMÉRICAINE. Galerie Huet, 3, rue du Pâtre (42-60-13-44). Jusqu'au 24 février 1990.

TROIS MAÎTRES ESPAGNOLS DU XX^e SIÈCLE. Pablo Picasso, Joan Miró, Antoni Tàpies. Gallery Urban, 22, av. Maignon (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.

KJELD URICH. Galerie Nana Stam, 26, rue de Charonne (48-06-78-54). Jusqu'au 3 février 1990.

AGATHE VAITO. Galerie Institut d'Art, 37, rue Vaneau (45-51-89-20). Jusqu'au 7 février 1990.

MICHEL VERLUX. Galerie Durand-Dessier, 3, rue des Haudricques (42-77-63-60). Du 13 janvier 1990 au 17 février 1990.

ZAMA. Galerie Vendôme, 12, rue de la Paix (42-51-73-51). Jusqu'au 3 février 1990.

MUSÉES

ALECHINSKY. Travaux des sculpteurs modernes. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-34-56-38). T.l.j. et lun. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 février 1990.

LES AMÉRICAINES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.

ANATOLIE ANTIQUE. FOUILLES FRANÇAISES EN TURQUIE. Bibliothèque de la Sorbonne, cabinets des médailles et monnaies, 55, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 avril 1990.

L'ART DE CARTIER. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et lun. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.

CLAUDE MONET, AUGUSTE RODIN. CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1885. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. et lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 2

COMMUNICATION

La pression du pouvoir sur la succession
de M. Jean-Louis Guillaud

Le gouvernement cherche activement un nouveau président pour l'AFP

Les menaces lancées récemment par le gouvernement contre le président de l'Agence France Presse (AFP), M. Jean-Louis Guillaud, se sont transformées en véritable déclaration de guerre.

Il y a un mois, sur ordre du gouvernement, les cinq représentants de l'Etat et de l'audiovisuel public au conseil d'administration de l'agence, votaient contre le budget 1990 présenté par le président en exercice, dont la candidature à un second mandat doit être examinée le 18 janvier (*Le Monde* du 7 décembre). Le 10 janvier, au cours de la présentation de ses vœux à la presse, M. Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a recouvert les hostilités.

« Nous sommes à la fin du mandat du président de l'AFP, a-t-elle déclaré. Je souhaite que ce moment soit pour cette entreprise l'occasion de conforter sa place de première agence française dans l'information mondiale et de se donner de véritables perspectives de développement », qui correspondent « à deux objectifs essentiels : ouvrir la perspective d'un équilibre financier réel qui assure l'agence au monde n'obtient sur le seul marché des médias : tirer les leçons des formidables changements survenus à l'Est pour retracer ses perspectives de présence internationale ».

« Sans réponse à ces deux questions, a conclu le ministre, c'est la mission fondamentale de l'AFP qui serait à terme compromise ».

Cette mise en cause du président Guillaud s'accompagne de la recherche active d'une solution de remplacement. Depuis l'été der-

nier, le gouvernement s'est mis en quête de candidats. Un moment pressenti, M. Hervé Bourges n'a pas recueilli l'aval des patrons de presse. M. Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du Biocentre, et M. Bernard Wobbes, administrateur général du Monde, ont décliné les offres qui leur étaient faites. Depuis quelques jours, le pouvoir évoque le nom de M. Jean Drucker, PDG de M. 6. Rien ne permet d'affirmer, à l'heure actuelle, que M. Drucker ait accepté.

Ces manœuvres du gouvernement se heurtent à l'opposition de la plupart des patrons de presse. Or ceux-ci disposent de la majorité au conseil d'administration de l'AFP (huit sièges sur quinze). Les représentants de la presse ont d'ailleurs donné à M. Jean-Louis Guillaud, lors du dernier conseil d'administration de l'agence, quitte de sa gestion. « M. Guillaud n'a pas démerité en trois ans de gestion », explique un patron de la presse quotidienne régionale, il a remis l'AFP sur ses rails. Nous n'avons aucune raison de ne pas lui renouveler notre confiance. »

Ceux qui n'avaient pas supporté la pression exercée, en 1986, par M. Jacques Chirac, alors premier ministre, pour imposer M. Guillaud, ne souhaitent pas, aujourd'hui, un coup de force du gouvernement.

A Matignon, comme dans les ministères intéressés, l'embarras est perceptible. La bataille de l'AFP est mal engagée et on aurait préféré en faire l'économie. Mais il semble que des consignes soient venues de très haut et que l'Elysée continue à souhaiter ardemment le départ de M. Jean-Louis Guillaud.

Y.-M. L. et J.-F. L.

M^{me} Christiane Doré deviendra présidente des régies d'Antenne 2 et FR 3

M^{me} Christiane Doré devrait être prochainement portée à la présidence des régies publicitaires d'Antenne 2 et de FR 3 par les conseils d'administration de ces deux sociétés. (Nos dernières éditions du jeudi 11 janvier). Après des semaines d'affrontements féroces (*Le Monde* du 25 novembre), M. Philippe Guillaud, président commun aux deux chaînes, et M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, sont en effet tombés d'accord sur le nom de cette femme de quarante-sept ans, qui commençait sa carrière comme journaliste spécialisée dans la défense des consommateurs.

Militante socialiste, déléguée nationale du PS pour les problèmes de consommation, elle fait un bref passage au cabinet de M^{me} Catherine Tasca en 1981, avant d'être promue l'année suivante à la présidence de la Sofico, établissement de crédit nationalisé en

1982. Limogée par M. Jacques Chirac en 1986, M^{me} Doré préférait jusqu'à maintenant la SCAC, une filiale du groupe Bolloré, spécialisée dans le transport international, le négoce de combustibles et les voyages.

M^{me} Doré aura la lourde tâche de dynamiser les deux régies, dont le chiffre d'affaires total est de 2,3 milliards de francs. Un défi plus facile à relever à Espace 3, sans doute, qu'à Antenne 2 Publi- cité, incapable, après l'effondrement de l'audience de la chaîne, d'atteindre, ces deux dernières années, les objectifs de recettes qui lui étaient assignés : Antenne 2 totalise aujourd'hui 350 millions de francs de déficit cumulé. Il reviendra donc au nouveau PDG de combler le trou, sans brader les tarifs de la chaîne, comme le souhaite, avec beaucoup de fermeté, M. Guillaud.

Le retour des « mauvaises mœurs »

par Jean-François Lacom

REPLACEMENT de M. Henri Tézanos du Montoël à la présidence de Radio-France internationale par M. André Larqué, conseiller du premier ministre. Nomination à l'Institut national de l'audiovisuel de l'ancien ministre socialiste Georges Fillioud. Désignation de M^{me} Christiane Doré, militante socialiste, à la régie d'Antenne 2 et de FR 3. Manœuvres tardives et maladroites pour remplacer, à la tête de l'AFP, M. Jean-Louis Guillaud par une personnalité plus conforme aux vœux du président de la République. En quelques semaines, le gouvernement a retrouvé les mauvaises habitudes de tous ses prédécesseurs, prompts à considérer la communication comme un terrain de chasse réservé.

On est loin de l'esprit de la Lettre à tous les Français où le candidat François Mitterrand, en 1988, proclamait : « Tout gouvernement a besoin de fonctionnaires d'autorité qui lui soient dévoués. Ce n'est pas une raison pour qu'il installe ses partisans dans les rouages de notre société où ils n'ont rien à faire : information, justice, police, etc. » On est loin de la volonté de réforme affichée par M. Michel Rocard à son arrivée à Matignon, lorsqu'il déclarait à ses ministres : « La responsabilité, c'est la volonté des intéressés, d'agents loyaux et compétents, relève donc de ces mauvaises mœurs qu'à la suite du président de

la République je vous demande d'éliminer » (*Le Monde* du 27 mai 1988).

Le premier ministre, lui, n'estime pas s'être tenu. Lors de la présentation des vœux à la presse, il déclarait, le 9 janvier : « Le seul moyen qu'une nomination soit jugée apolitique serait-il de nommer un proche de l'opposition ? (...) Avoir une sensibilité de gauche n'est pas une preuve d'incompétence et de servilité. Avoir une sensibilité de droite n'est pas une preuve d'indépendance et d'efficacité. »

Le raisonnement de M. Rocard, qui reprend une idée déjà agitée par de nombreux responsables socialistes, est troublant. A l'entendre, le gouvernement serait condamné à choisir entre militants de gauche et militants de droite pour pourvoir aux hauts postes de l'audiovisuel. Si M. Rocard dit vrai, force est d'en déduire que l'engagement politique est la seule façon de faire carrière dans la communication. Ou bien que nos élites ont toutes déserté et que les professionnels du quatrième pouvoir deviennent automatiquement des militants politiques. Soit la traditionnelle neutralité de la haute fonction publique n'est plus qu'un mythe. Reste à choisir entre ces deux hypothèses la moins inquiétante pour la santé de notre démocratie.

Le sort des chaînes du satellite TDF 1

L'impatience de Canal Enfants

La démission de M. Bertrand Evano, président de Canal Enfants, met en lumière les incertitudes qui pèsent sur ce projet de chaîne thématique auquel le CSA a attribué un des canaux du satellite TDF 1.

Le projet de Canal Enfants, choisi en avril 1989 par le CSA pour occuper un canal du satellite TDF 1, avance avec une lenteur désespérante. Est-ce la seule raison de la démission de son président M. Bertrand Evano, par ailleurs PDG des Editions Nathan, et donc représentant CEF Communication, actionnaire à 20 % de Canal Enfants ? Le mutisme observé par le CSA, laisse penser à certains observateurs que cette démission est un coup de séduction via le TDF 1, mais pour la diffusion hertzienne et par câble de la chaîne.

Le fait est que, depuis avril, le dossier n'a guère progressé. « On ne trouve pas une grille de programmes que si on consulte le public potentiel », résume un des protagonistes. Or Canal Enfants a depuis toujours demandé pour compléter sa diffusion des fréquences hertziennes terrestres que le CSA tarde à lui accorder. Son économie serait évidemment très différente si la chaîne était diffusée non seulement via TDF 1, mais aussi dans quelques grandes villes sur les réseaux câblés.

Les trois grands opérateurs du câble (Cable des Alpes, Générale des eaux et Lyonnaise des eaux) sont tous actionnaires de Canal Enfants. Leurs réserves face à une diffusion hertzienne (la Générale des eaux est aussi opérateur d'extrême-ouest et de chaînes locales candidates aux mêmes fréquences) pourraient s'estomper : offerte gratuitement ou à prix réduit sur le câble, Canal Enfants pourrait être un atout commercial, une sorte de vitrine hertzienne du câble. Encore faut-il entendre sur les tarifs appliqués aux réseaux câblés. Cet obstacle levé, le CSA ne verrait pas d'inconvénient à l'attribution de fréquences à ce

projet « bien sous tous rapports », bannissant la violence, et qui réunit, entre la CEF et les câblo-opérateurs, Antenne 2, Bayard Presse, Canal Plus et des financiers. Mais aucun appel d'offres n'a encore été lancé par le CSA.

Il resterait encore à régler l'éventuelle fusion de Canal J, actuellement diffusée sur les réseaux câblés, avec Canal Enfants. Or, si les trois câblo-opérateurs, majoritaires dans Canal J, sont d'accord pour cette fusion, Hachette, fondateur et actionnaire important de cette chaîne, attend d'en connaître les conditions exactes pour se décider. De cette décision dépend l'avenir de Canal Enfants aux réseaux câblés, Canal J ayant passé des accords d'exclusivité pour un programme destiné aux jeunes.

Si, lassés d'attendre le bon vouloir du CSA et l'agrément des câblo-opérateurs, certains partenaires de Canal Enfants abandonnent le projet, une participation pourrait être proposée à Hachette en compensation, estimant certains observateurs — même si M. Jacques Lehn, PDG d'Europe 1 Communication, affirme n'avoir reçu aucune offre. L'impatience des actionnaires principaux de Canal Enfants ne fait, en tout cas, plus de doute, et devrait s'exprimer lors du conseil d'administration prévu dans l'après-midi du 11 janvier.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

TF1 proteste contre les déclarations de M. Jack Lang à Prague. — Dans un communiqué, la direction générale de TF1 se déclare « scandalisée » des déclarations contre les chaînes de télévision privées françaises du ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang. Lors d'un récent voyage à Prague (*Le Monde* du 9 janvier), celui-ci avait mis en garde les télévisions contre les télévisions commerciales qui, « au nom de la liberté, imposent une autre dictature, celle de la médiocrité et de la rentabilité immédiate ». TF1 demande un dément formel du ministre, ou, à défaut, un débat contradictoire public sur la réalité de la télévision en France.

CAMPUS

Les chimistes défendent l'environnement

La défense de l'environnement a le vent en poupe. Dans le cadre de leur quatrième forum étudiants-entreprises, qui doit se tenir à Paris les 17 et 18 janvier, les élèves de trois grandes écoles de chimie ont décidé d'aborder le problème sans fausse honte. Etudiants à l'Ecole nationale supérieure des industries chimiques de Nancy (ENSIC), à l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle (ESPCI) et à l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris (ENSCP), les organisateurs ont prévu une conférence sur les thèmes « Chimie et environnement », à qui de surcroît ? Cette rencontre, qui aura lieu le 18 janvier à 17 heures à la Maison de la chimie, devrait réunir des spécialistes de la chimie et de l'environnement, sous la présidence de Guy Ourisson, membre de l'académie des sciences. « La conférence fait suite à un sondage effectué auprès des étudiants des trois écoles », explique Jérôme Sallard, étudiant à l'ENSIC. Nous avons découvert que l'environnement était leur première préoccupation, juste avant la sécurité dans les industries chimiques. » Les organisateurs veulent promouvoir l'idée que la chimie n'est pas forcément polluante, mais peut au contraire aider à la protection de l'environnement.

D'autre part, le secrétariat d'Etat chargé de l'environnement vient de publier un manuel sur les Technologies propres à l'usage, notamment, des enseignants du supérieur. Conçu par une équipe d'universitaires, l'ouvrage se compose d'une série de définitions, d'une partie méthodologique pour la mise en œuvre d'un projet de technologies propres et de plusieurs études de cas. Le manuel est complété par des « Transparents », qui peuvent apporter une aide visuelle.

► Pour le manuel Technologies propres, renseignements auprès de Catherine Lago au 47-59-12-12 pages 28 et 37.

La presse et l'Europe

Les troisièmes rencontres professionnelles médias-étudiants en communication aborderont, le 17 janvier, le problème de « La presse en Europe ». Les représentants de plusieurs journaux européens, parmi lesquels *Le Monde*, seront réunis de 9 heures à 18 heures, au 3, boulevard de Stalingrad à Lyon-Villeurbanne. Seront aussi représentés des entreprises d'édition et de communication.

► Pour le manuel Technologies propres, renseignements auprès de Catherine Lago au 47-59-12-12 pages 28 et 37.

Fonction du mythe

La société des élèves, anciens élèves et amis de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études organisée le 19 janvier, à 18 h 15, une conférence sur le thème de « La fonction sociale du mythe », donnée par Jean Godelier à l'Ecole pratique des hautes études, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5^e, escalier E, premier étage à gauche.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

Petites misères de Peugeot, grande misère de Gao

L'étape du mercredi 10 janvier a conduit les deux cent vingt-six concurrents du douzième rallye Paris-Dakar encore en course à Gao (Mali). La 405 Peugeot d'Ari Vatanen, le leader de l'épreuve, a pour une fois franchi la ligne d'arrivée à la quatorzième place, en raison de problèmes intestinaux du navigateur, d'une panne de pompes et d'une sortie de piste.

GAO

de notre envoyé spécial

Quitter le Niger pour le nord du Mali signifie également abandonner une relative abondance pour chasser la pauvreté. Le Sahel est là, avec sa végétation clairsemée, ses maigres chèvres et son vent de poussière. Gao, ville martyre des années de sécheresse, a du mal à retrouver sa prospérité passée.

Cette année, le fleuve est au plus haut. La pluie a gorgé les rizières, ajouté du vert aux arbres et humidifié quelques mares. Comme l'an dernier, ce don du ciel a ravi une population habituée aux privations. Les pirogues sont plus nombreuses sur le Niger et le commerce semble prospérer sur les quais enlaidis. Mais les salles de l'Aïtandé restent désespérément vides. Le grand hôtel de la place centrale n'attire plus les clients. Sa terrasse, ses fauteuils défoncés, ses patios ombragés, n'abritent que des souvenirs. On imagine les passagers des premiers vols transsahariens sur des chaises longues, on entend de dignes Anglaises commander leur thé. La réalité est plus triste. Elle est dans ces païes de ventilateurs à jamais immobilisés. Dans ces toiles d'araignée. Dans la ville qui pousse sur le carrelage.

Il n'y a plus d'électricité à l'Aïtandé. Il n'y a presque plus de chambres à l'hôtel. La princesse Azzi, épouse des lieux, avec son étalage boudoir, serait partie en Libye, ou ailleurs. Le vieux gardien ne s'en souvient guère. Gao, la porte des déserts, l'étape sur la route qui relie le Sud algérien au Mali, a perdu un lieu de rendez-vous.

Il reste le marché, où les femmes exposent des légumes, les boutiques, portes ouvertes dans les façades d'argile rouge, la prison et le « palais » du gouverneur. Il y a aussi des échoppes de vendeurs de souvenirs, cousus tonarés et couteaux de berger à visiter. Mais les touristes semblent bouter la halle de Gao, préférant brûler les étapes pour atteindre plus vite Mopti.

Gao a mauvaise réputation. Ses petits voleurs, comme les commerçants malhonnêtes, lui ont forgé une image détestable. La ville est soufflée. Comme si les malheurs du ciel ne suffisaient pas, vient s'y ajouter la rareté des caravanes de voyageurs. « Notre saison dure de la fin novembre au mois de mars », explique un « antiquaire », inquiet de la baisse de ses ventes.

Le « pari du cœur »

La ville se repaît sur elle-même. Le bureau d'Air Mali a fermé son volet depuis longtemps, les autobus sont rares. Mais les mendiants sont toujours nombreux et le regard triste d'un gamin de huit ans qui active le feu d'une forge, fait regretter cette situation. « La ville est pauvre, même si les récoltes ont été abondantes », explique Hamidou S. Maiga. Le grand jeune homme sait de quoi il parle, puisqu'il est originaire de Gao. Il connaît les problèmes alimentaires qui se posent dans cette cité de trente mille habitants. Il est inquiet pour l'avenir. Hamidou a eu le privilège de faire des études secondaires au collège local, puis supérieures à Bamako, avant d'être fréquenter l'université de Dakar. Sa culture lui permet d'affirmer que l'aide internationale peut « faciliter la vie » de ces concitoyens.

Il a observé l'action des Canadiens et des missions confessionnelles américaines implantées dans sa ville. Et, en janvier 1983, lors d'un passage du rallye, il a décidé de rencontrer Thierry Sabine. L'organisateur de la course, il a expliqué que les populations du Sahel avaient besoin d'assistance pour maîtriser leur environnement et ainsi améliorer leurs conditions

de vie. Le « Pari du cœur » était né. Cinq ans plus tard, sous le nom de Thierry Sabine Association, l'organisation de solidarité pouvait son action. « L'an dernier, nous avons installé une pompe à eau, près de Gao, qui a permis d'effectuer deux récoltes de riz en lieu d'une, avec des rendements à l'hectare supérieurs », assure Hamidou. Mercredi 10 janvier, dans le village de Tacharan-Gourma, des représentants de l'association ont installé une nouvelle pompe, dans qu'une délicate opération de riz. « Des deux rendus possibles grâce à la participation de sociétés françaises et l'aide de municipalités », poursuit l'un des responsables.

Le rallye passe et il apporte des dons. Il offre aussi au commerce local les billets de banque des concurrents et des accompagnateurs en quête de souvenirs ou de nourriture. Les boîtes d'intérêt moins la jeunesse des lieux que les restes des popotes d'Africains. La chasse aux bouteilles vides et aux boîtes de conserve bal son plein au bazar de Gao, malgré les vingt généralistes supplémentaires requis pour le commandement de la garnison.

Pendant ce temps, un concurrent poursuit sous sa tente un jeûne forcé. Le pauvre Soudanais Brind Berghud, le navigateur d'Ari Vatanen, victime de la nourriture de Niamey, souffre d'une « toux ». Un terme peu médical pour désigner une maladie qui oblige le passage de la 405 Peugeot à effectuer de nombreux arrêts. Cette défaillance, associée à une panne de pompes et à une sortie de piste contre un arbre, explique l'événement de jour : le retard du quarante minutes du leader à l'arrivée de l'étape. Mais l'écureuil jaune n'est pas en péril. Ses quatre Peugeot occupent toujours les premières places du classement général.

SERGE BOLLOCH

Douzième étape

Niamey-Gao

630 kilomètres
dont 492 chronométrés

● AUTOS. — 1. Shimoda-Magie (Jap.-Fra. Mitsubishi), 3 h 1 min 12 s de pénalité ; 2. Ambrosini-Baumgartner (Fra.-Peugeot 205 T-16), à 6 min 21 s ; 3. Pico (Ita.-Nissan), à 6 min 40 s ; 4. Waldegaard-Fenouil (Sud.-Peugeot 405 T-16), à 6 min 58 s ; 5. Azzi (Fra.-Buggy), à 9 min 9 s.

● MOTOS. — 1. Arcarons (Esp.-Cagiva), 5 h 56 min 43 s ; 2. De Petri (Ita.-Cagiva), à 17 s ; 3. Pico (Ita.-Cagiva), à 2 min 43 s ; 4. Oriol (Ita.-Cagiva), à 2 min 51 s ; 5. Mas (Esp.-Cagiva), à 3 min 3 s.

● CLASSEMENTS GÉNÉRAUX. — 1. Vatanen-Berghud (Fra.-Peugeot 405 T-16), à 26 h 56 min 33 s de pénalité ; 2. Wambere-Da Silva (Fra.-Peugeot 205 T-16), à 1 h 23 min 43 s ; 3. Waldegaard-Fenouil (Sud.-Fra.-Peugeot 405 T-16), à 1 h 24 min 49 s ; 4. Ambrosini-Baumgartner (Fra.-Peugeot 205 T-16), à 3 h 51 min 29 s ; 5. Cowan-Delfreier (G-B-Bel.-Mitsubishi), à 4 h 18 min 48 s.

● MOTOS. — 1. Oriol (Ita.-Cagiva), 58 h 45 min 53 s ; 2. Mas (Esp.-Yamaha), à 1 h 11 min 21 s ; 3. Pico (Ita.-Yamaha), à 2 h 26 min 11 s ; 4. Magnaldi (Fra.-Yamaha), à 2 h 41 min 3 s ; 5. Pico (Ita.-Yamaha), à 2 h 56 min 39 s.

AUTOMOBILISME

Ayrton Senna

privé de licence

Le conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a refusé mercredi 10 janvier, d'accorder au pilote brésilien Ayrton Senna la superlicence indispensable pour disputer le championnat du monde de formule 1 en 1990. A l'issue du dernier Grand Prix du Japon, où il avait été condamné à une amende de 100 000 dollars et à une suspension de six mois avec sursis pour conduite dangereuse, le pilote brésilien avait accusé Jean-Marie Balestre, le président français de la FISA, d'avoir manipulé le championnat du monde pour faciliter la victoire finale d'Alain Prost.

Convoqué à la FISA le 7 décembre 1989, Ayrton Senna avait refusé de se rétracter. La FISA lui a accordé un délai jusqu'au 15 février, pour faire des excuses publiques s'il veut pouvoir participer au championnat 1990.

NAISSANCE

DES GRANDES

de Paul Kermadec

Traduit de l'anglais

par Marie-Aude

et Jean-Louis Le

présentation

de Pierre Lellou

Pavot, 730 p., 1

NATIONS

ET NATIONAL

d'Ernest Gellner

Traduit de l'anglais

par Bénédicte

Pavot, 208 p., 1

Armé d'un

d'un grand cou

neddy s'est attr

jeu des grand

durant les cinq

rent la Renais

de la perestro

nourri des trav

de nombre de

pulement ci

cent vingt pag

rien britannique

se lancer dans

synthèse dont

indulgent ne p

maîtrise.

Pourtant, le

porté par son

Unis en 1988,

tion, tient s

cette ample

de l'histoire de

nières années

pectives dévelo

nier chapitre

prévisible de

d'aujourd'hui

ment, aux com

vement pessim

pire le cas a

l'auteur, en c

mouvant des r

Le dern

E dernier

Kundera

le démo

éclat :

genre ni

se réduit pas

encore moins

intrigue et de

personnages. L

mode de la

entendu, tous

repondent pas

toutes les aut

Toute

donc être, auj

temps que la

la pensée pess

toutes les aut

pense, une d

contre lui-mê

Pour cette

Milan Kunder

place tout à f

l'histoire de l

la pensée mod

que son œuvre

sa forme, sa

pensée mod

littérature les

tielles et ur

même se nour

qu'est le rom

être, ce qu'il

cessé d'être, c

nesque est dan

un dispositi

réflexion et à

principe, ce

méthodes et

roman selon

Descartes, d

s de Peugeot,
ère de Gao

de vie. Le « Paris du cœur » était né.

Cinq ans plus tard, sous le nom de Thierry Sabine, Association, l'organisation de solidarité pour son action. « L'an dernier, nous avons installé une pompe à eau près de Gao, qui a permis d'effectuer deux récoltes de riz au lieu d'une, avec des rendements à l'hectare supérieurs », assure Hamidou, Mercredi 10 janvier, dans le village de Tacharan-Gourma, des représentants de l'association ont installé une nouvelle pompe, ainsi qu'une décoration de riz. « De bons rendus possibles grâce à la participation de sociétés françaises et l'aide de municipalités », poursuit l'un des responsables.

Le rallye passe et il apporte des dons. Il offre aussi au commerce local les billets de banque des concurrents et des accompagnateurs en quête de souvenirs ou de nourriture. Les bédouins intéressés moins la jeunesse des lieux que les restes des popotes d'Africains. La chasse aux bouteilles vides et aux boîtes de conserve est au plein au bivouac de Gao, malgré les vingt gendarmes supplémentaires réquisitionnés par le commandant de la garnison.

Pendant ce temps, un concours poursuit sous sa tente un jeune forcé. Le pauvre Suédois Brian Berglund, le navigateur d'Art Van, victime de la nourriture de Niamey, souffre d'une « toussure ». Un terme peu médical pour désigner une maladie qui oblige le passager de la 405 Peugeot à effectuer de nombreux arrêts. Cette défaillance, associée à une panne de compas et à une sortie de piste courue un arbre, explique l'échec du jour : le retard de quarante minutes du leader à l'arrivée de l'étape. Mais l'écureuil jaune n'est pas en péril. Ses quatre Peugeot occupent toujours les premières places du classement général.

SERGE BOLLOCH

Deuxième étape

Niamey-Gao

638 kilomètres

dont 492 chronométrés

● AUTOS. — 1. Shinobu-Miya (Jap-Fra, Mitsubishi), 3 h 11 min 10 s de pénalité ; 2. Ambrosio-Baumgartner (Fra, Peugeot 30 T-16), à 6 min 21 s ; 3. Pirelli-Janus (Esp, Nissan), à 6 min 40 s ; 4. Waldegard-Ferroux (Sui, Peugeot 405 T-16), à 6 min 58 s ; 5. Audi (Fra, Buggy), à 9 min 9 s.

● MOTOS. — 1. Arnaud (Esp, Cagiva), 5 h 36 min 43 s ; 2. De Pau (It, Cagiva), à 17 s ; 3. Pico (It, Yamaha), à 2 min 45 s ; 4. Orsi (It, Cagiva), à 2 min 53 s ; 5. Mas (Esp, Cagiva), à 3 min 3 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● AUTOS. — 1. Valérie-Berger (Fra, Peugeot 405 T-16), 31 h 56 min 33 s de pénalité ; 2. Wambergue-Du Silva (Fra, Peugeot 30 T-16), à 1 h 23 min 42 s ; 3. Waldegard-Ferroux (Sui, Peugeot 405 T-16), à 1 h 24 min 42 s ; 4. Ambrosio-Baumgartner (Fra, Peugeot 30 T-16), à 1 h 25 min 39 s ; 5. Cornet-Defertier (G-B-Bel, Mitsubishi), à 4 h 18 min 45 s.

● MOTOS. — 1. Orsini (It, Cagiva), 58 h 45 min 53 s ; 2. Mas (Esp, Yamaha), à 1 h 11 min 21 s ; 3. Pico (It, Yamaha), à 2 h 28 min 11 s ; 4. Magnaldi (Fra, Yamaha), à 2 h 41 min 3 s ; 5. Pico (It, Yamaha), à 2 h 50 min 3 s.

AUTOMOBILISME

Ayrton Senna
privé de licence

Le conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a refusé, mercredi 10 janvier, d'accorder au pilote brésilien Ayrton Senna la licence indispensable pour disputer le championnat du monde de Formule 1 en 1990. A l'issue du Grand Prix du Japon, où il fut classé deuxième, Senna avait accumulé 100 000 dollars et une amende de 100 000 dollars et avait été suspendu de six mois avec sursis pour conduite dangereuse. Le pilote brésilien avait accusé Jean-Marie Balestre, le président français de la FISA, d'avoir manipulé le championnat du monde pour faciliter la victoire finale d'Alain Prost.

Convoqué à la FISA le 7 décembre 1989, Ayrton Senna refusa de se rétracter. La FISA a accordé un délai, jusqu'au 15 février, pour faire des excuses publiques s'il veut pouvoir participer au championnat 1990.

L I V R E S • I D E E S

La puissance et la richesse

Paul Kennedy analyse, de la Renaissance à nos jours,
l'évolution conjointe des forces militaires et des ressources économiques des principaux États

NAISSANCE ET DÉCLIN
DES GRANDES PUISSANCES

de Paul Kennedy.
Traduit de l'anglais
par Marie-Aude Cochez
et Jean-Louis Lebrave,
présentation
de Pierre Lellouche,
Payot, 730 p., 195 F.

NATIONS
ET NATIONALISME

d'Ernest Gellner.
Traduit de l'anglais
par Bénédicte Pineau,
Payot, 208 p., 180 F.

Armé d'une vaste culture, d'un grand courage et de quelques idées simples, Paul Kennedy s'est attaché à décrire le jeu des grandes puissances durant les cinq siècles qui séparent la Renaissance européenne de la perestroïka soviétique ; nourri des travaux de Braudel et de nombre de ses confrères, scrupuleusement cités dans quelque cent vingt pages de notes, l'historien britannique n'a pas craint de se lancer dans une ambitieuse synthèse dont le lecteur le moins indulgent ne peut que saluer la maîtrise.

Pourtant, le gros succès remporté par son livre aux États-Unis en 1988, année de sa parution, tient sans doute moins à cette ample vision rétrospective de l'histoire des cinq cents dernières années qu'à ses perspectives développées dans le dernier chapitre sur l'avenir prévisible des cinq Grands d'aujourd'hui et, plus précisément, aux considérations relativement pessimistes que lui inspire le cas américain. Pour l'auteur, en effet, dans l'état mouvant des rapports de forces



Vues de Malte, dernier sommet en date entre les États-Unis et l'URSS.

internationaux, les États-Unis et l'URSS sont plutôt en perte de vitesse, alors que le Japon et la Chine sont en ascension et que la Communauté européenne, le cinquantième Grand de cette fin du vingtième siècle, est encore « une énigme », même si elle a plus de chances de reculer que de progresser.

Ces divers pronostics sont assez solidement argumentés, mais ils se fondent en dernière analyse sur un paramètre tenu par Paul Kennedy pour déterminant dans la marche des sociétés : la relation entre la puissance militaire et les capacités économiques. Relation à double sens puisque, dans un

premier temps, la croissance économique est la condition de la force militaire et qu'à l'inverse, dans un deuxième temps, les dépenses d'armement nuisent au développement de la production. L'URSS et les États-Unis auraient atteint cette seconde phase, au point que les responsables américains les plus lucides

se rendraient compte, selon l'auteur, « que, si les deux Super-Grands continuent à consacrer des parts grandissantes de leur richesse nationale au domaine improductif que sont les armements, la question-clé risque d'être bientôt celle-ci : « Quelle est la puissance dont l'économie déclinera la plus vite par rapport à des États en expansion comme le Japon, la Chine, etc. ? » Au contraire, affirme Paul Kennedy, la Chine et le Japon ont su, par choix ou par nécessité, contenir leurs dépenses militaires dans des limites raisonnables, favorisant ainsi l'essor, présent ou futur, de leur économie. Quant à l'Europe, certaines de ses composantes — la France, la Grande-Bretagne — sont placées devant le même dilemme, que seule la construction communautaire peut aider à résoudre : en bon Britannique, Paul Kennedy n'y croit pas trop.

Le primat
de l'économie

Ces prédictions sont données par l'auteur pour ce qu'elles sont : des conjectures soumises aux aléas de l'actualité, qui a déjà commencé — en Chine et en URSS notamment — à leur infliger quelques démentis. Mais les éléments d'information et de réflexion fournis par Paul Kennedy à l'appui de ses hypothèses sont assez nombreux pour que le lecteur dispose de repères utiles et pour que le public américain, en particulier, puisse se préparer au nécessaire « réajustement » de la diplomatie de son pays.

Les fluctuations qui vont affecter, au tournant du vingt et unième siècle, les positions relatives des grandes puissances ne sont que l'aboutissement provisoire de celles qui, au cours des siècles passés, ont provoqué tour à tour la grandeur et la décadence de l'Espagne, de la France ou de la Grande-Bretagne ; et si la phase actuelle de cette histoire mouvementée est celle qui suscite le plus d'interrogations, les précédentes ne sont pas moins dignes d'intérêt. En prenant pour guide son idée directrice sur les rapports entre force militaire et prospérité économique, Paul Kennedy les parcourt l'une après l'autre, des tentatives légendaires des Habsbourg aux seizeième et dix-septième siècles jusqu'au monde bipolaire né de la dernière guerre mondiale.

Danièle Sallemave
Lire la suite page 24

(1) Tous les livres de Milan Kundera sont publiés chez Gallimard.

La belle histoire du roman

Le dernier livre de Milan Kundera vient de paraître. C'est l'occasion pour Danièle Sallemave de réfléchir sur les mutations du roman moderne

Le dernier roman de Milan Kundera, *Immortalité*, le démontre encore avec éclat : le roman n'est ni un genre ni une forme. Il ne se réduit pas à l'art de raconter, encore moins à celui de bâtir une intrigue et de faire exister des personnages. Le roman est un mode de la pensée. Bien entendu, tous les romans ne répondent pas à cette définition. Toute défense du roman doit donc être, aujourd'hui, en même temps que la tentative de définir la pensée du roman, contre toutes les autres formes de la pensée, une défense du roman contre lui-même.

Pour cette raison, l'œuvre de Milan Kundera occupe une place tout à fait éminente dans l'histoire de la littérature et de la pensée modernes. Cela tient à ce que son œuvre, par ses thèmes, sa forme, sa nature, pose à la pensée moderne autant qu'à la littérature les questions essentielles et urgentes dont elle-même se nourrit. En exposant ce qu'est le roman, ce qu'il doit être, ce qu'il a peut-être déjà cessé d'être, cette œuvre romanesque est dans le même temps un dispositif interne à la réflexion et à la pensée. Dans son principe, comme dans ses méthodes et ses thèmes, le roman selon Kundera est ce que Descartes, dans la *Deuxième méditation*, appelle « une chose qui pense : une chose qui doute, qui entend, qui conçoit, qui affirme, qui veut, qui ne veut

pas, qui imagine aussi et qui sent ».

On se défie de la pensée dans le roman. On dit que ce n'est pas sa place. On la croit contraire à l'art. On a raison quand la pensée dans le roman signifie l'écrasement de l'intrigue sous le poids de la thèse, et la soumission de l'histoire à une vérité préalable. Mais on a tort aussi de croire que l'art doit n'être qu'un instinct, spontanéité, ou pur travail de la forme. Car c'est en devenant un mode de la pensée que le roman moderne, le roman européen, est né, offrant à l'homme problématique issu de la Renaissance le lieu irremplaçable d'une méditation sur son existence dans le monde.

Une rupture
dans l'art de raconter

Pourquoi ? Est-ce que la science, est-ce que la philosophie ne suffisent pas ? Non : le roman dit que non. Pour penser l'existence, il faut d'autres modes et d'autres figures : le roman inaugure un état de la pensée où ce n'est pas l'auteur, mais le roman lui-même qui pense, à travers ses

figures propres, singulières, spécifiques : le narrateur, le personnage, les thèmes. « Les romanciers qui sont plus intelligents que leurs œuvres devraient changer de métier » (*L'Art du roman*) (1).

Ce mouvement s'instaure par une rupture dans l'art de raconter. L'histoire du roman moderne commence quand, en Europe, le roman se détache du grand contenant narratif, quand il rompt avec les innombrables récits tant oraux qu'écrits, dessinés, mimés, chantés, dansés. De ce fait, celle-ci est assez courte : elle a un commencement, que Kundera assigne à Cervantès, et elle donne déjà les signes de sa fin. Kundera, il y a quelques années, la lisait dans l'éclatement des cultures placées sous le joug soviétique ainsi que dans la prolifération des loisirs culturels et dans le développement de l'entertainment médiatisé : « Cet esprit commun des masses médiatisées derrière leur diversité politique, c'est l'esprit de notre temps. Cet esprit ne semble contraire à l'esprit du roman » (*L'Art du roman*, p. 34).

Comment les choses se sont-elles passées ? Comment le roman est-il devenu cette « chose qui pense » ? Le roman moderne est le résultat d'un arrachement : il a fallu d'abord que le roman se débarrasse de la figure (traditionnelle) du « conteur », pour lui substituer la figure (philosophique) du « narrateur ». Pour atteindre à l'universel, le roman

Lire en page 24
le feuilleton
de Michel Braudou
sur l'immortalité
de Milan Kundera
et la Pluie d'été
de Marguerite Duras.

John
le Carré
la
maison
Russie

Au-delà de sa spécialité,
le Carré est devenu un écrivain,
un vrai. Le maître incontesté
du roman d'espionnage.

Pierre Assolène
LIRE

Ce roman énigmatique et complexe
est aussi un extraordinaire
reportage sans complaisance
sur la Russie actuelle.

Catherine David
LE NOUVEL OBSERVATEUR

280 000 exemplaires

ROBERT LAFFONT

ROMAN

Ben Jelloun
père

Tahar Ben Jelloun,
prix Goncourt 1987,
fait le portrait
de son père
dans la solitude
de Tanger :
la revendication
douloureuse et fervente
d'un héritage.
Page 25

PHILOSOPHIE

L'idéologie
selon Volney

Roger-Pol Droit
consacre sa chronique
mensuelle à
Constantin-François Volney,
un « idéologue » de 1789,
qui fut député à la
Convention.
Un philosophe d'action,
loin de tout fanatisme,
puisqu'il entendait surtout
se préserver du
« tétanos de l'intolérance ».
Page 27

HISTOIRE

Itinéraire
d'un terroriste

COLLECTION VIOLEY

Etrange personnage
que ce Boris Savinkov.
Adversaire des tsars
— il ne vit que pour tuer
les dignitaires de
l'empire, —
puis de Lénine
— il fut ministre de
Kerenski, —
il aurait pu changer
le cours de l'histoire.
Portrait d'un être seul et
indéfinissable.
Page 28

Thomas Ferenzi
Lire la suite page 28

LA PLUIE D'ÉTÉ
de Marguerite Duras.
POL, 152 p., 63 F
L'IMMORTALITÉ
de Milan Kundera.
Traduit du tchèque
par Eva Bloch,
Gallimard, 412 p., 110 F

Cela s'appellerait la Pluie d'été, ce serait le nouveau Duras. Et ce ne serait pas le meilleur. On resterait là, pendant que le roman s'égosille vers l'ineffable, ébloui, là sur le bord de la route entre le cri et la bavure, interdits. Sans doute elle a voulu leur montrer à tous qu'elle seule était capable de pasticher Duras plus fort que Duras. C'est ce qu'on se dit quand on veut croire que tout cela a été conscient. A moins qu'à force d'avoir des visions, d'halluciner le petit Gregory, elle n'ait rêvé encore de Le Pen trop fort. Elle aurait perdu les pédales, oui, du côté de Vitry.

Car c'est à Vitry qu'on excursionne, chez les pauvres. Dans une bicoque où vivent de pauvres étrangers depuis vingt ans avec leurs sept enfants. Le père et la mère lisent des livres qu'ils trouvent près des poubelles. Ils ont beaucoup aimé la *Vie de Georges Pompidou*. Ernesto et Jeanne, les aînés, s'occupent des petits qu'on appelle globalement « les brothers and sisters ». Ce ne sont pas des Anglais pour autant. Des Espagnols ? Comme le suggère la page 19 « Sans lui (Ernesto), jamais les brothers et les sisters ne rejoignent la casa ». Pas sûr. On est plutôt dans le non-dit, comme pour l'âge. Ernesto a entre douze et vingt ans. Un jour, il trouve un livre avec un trou dedans. Il ne sait pas lire, il voudrait apprendre. Mais après quelques jours d'école il revient à la casa en déclarant : « Je ne retournerai pas à l'école parce qu'à l'école on m'apprend des choses que je ne sais pas ». Il s'ennuie vite Ernesto. Il en a marre que la mère épingle des patates (« Tu ne peux pas changer d'épingle à la fin ? ») et la mère aussi s'ennuie quand Ernesto dit que les brothers et les sisters sont à Prisu en train de lire

alors qu'ils ne savent pas (« Où c'est qu'elle est la critique qu'ils lisent ? »).

Et Dieu dans tout ça ? Mais il est là aussi. Ernesto en parle, ainsi que de l'existence du monde. Et les parents méditent en continuant d'éplucher et la mère de se dire en pensant à Tintin au Prisu que les écrivains, ils se foutent pas pour trouver les sujets. Si, madame, il y en a qui se foutent énormément.

MILAN KUNDERA, par exemple, qui revient en grande forme, dans la plénitude séduisante de ses soixante ans soigneusement entretenus dans un club de gymnastique à Montparnasse. C'est là du reste qu'il invente son héroïne, Agnès, en observant le geste allégre de la main qu'une vieille dame adresse à son maître nageur. Ce geste dont il fait aussitôt cadeau à l'un de ses personnages (il construit, dirait-on, leur personnalité chemin faisant, au fil de l'écriture, en les habillant, les dotant de ce qui lui tombe sous la plume, le regard), il le repère dans toute une série de gestes semblables, en d'autres circonstances, et c'est de l'un à l'autre qu'il procède, comme en analyse, par association d'idées, avec une forte volonté de construction musicale.

De fait, rien ne ressemble aussi magnifiquement au rêve et à la musique que ces variations aériennes, libres, sur quelques thèmes qui se croisent et s'amplifient sans qu'on soit jamais prisonnier d'une fiction linéaire mais, au contraire, tenus dans le creux de la main d'un maître auteur qui aime jouer et nous donner de temps à autre une chaise pour y poser un peu notre réflexion.

Kundera lézarde volontiers dans son lit en écoutant la radio, le matin. Les catastrophes des informations sont toujours édifiantes, surtout quand elles sont serinées d'une voix plaisante par un certain Bernard, sur une station qui a décidé d'être gaie et dynamique quel qu'il arrive. De ce Bernard, il fait l'amant de Laura, la sœur

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Milan Kundera : une virtuosité de funambule

Dur désir de durer

d'Agnès, et aussi l'ami de Paul, le mari d'Agnès. Il regarde ces quatre-là évoluer, depuis le bain à remous de la piscine où il attend son ami Avenarius, et d'un coup tourne la page, attaque le chapitre sur l'immortalité, avec la rupture entre Goethe et Bettina von Arnim en 1811 et l'épisode des lunettes de Bettina cassées par Christine, la femme de Goethe.

Après quelques considérations sur les diverses formes de l'immortalité (la petite, la grande et la risible, celle de

l'astronome Tycho Brahé, mort de n'avoir pas osé aller pisser), la visite de François Mitterrand au Panthéon et la mort bêtement sportive de Robert Musil (en soulevant des haltères), on revient à l'histoire de Goethe et Bettina, qui n'est pas une histoire d'amour comme Bettina voudrait le faire croire, mais d'immortalité. De son désir de devenir immortelle à travers lui, qui l'était déjà à soixante ans quand il rencontrait Napoléon à Erfurt.

Le portrait de Goethe est plein de sympathie, Kundera se sent en accord avec cet homme qui maîtrise son temps et le comprend, qui peut encore le connaître en entier, ce que le progrès technique rendra impossible par la suite, créant un monde opaque, effrayant, séparé de l'homme romantique incarné en Beethoven.

Il aime moins Bettina en revanche, même s'il salue sa ténacité. Elle est prête à tout pour ses fins, y compris à la falsification de sa correspondance avec Goethe après la mort du poète, et à l'invention d'une anecdote en faveur de Beethoven contre Goethe. Et de tout cela, Goethe en pantoufles, en chaise sur les épaules, une visière verte sur le crâne, s'entretient dans l'au-delà avec Ernest Hemingway. Avec la même délicieuse désinvolture qu'il les avait quittés pour près de cinquante pages, Kundera nous dit « Souvenez-vous d'Agnès, etc. » et nous replonge avec ses personnages dans le Paris d'aujourd'hui.

Agnès et Laura sont en lutte depuis toujours, et c'est à cette lutte à mort entre deux sœurs que l'auteur va consacrer son plus ample développement. Ce long combat qui s'étend sur toute une vie, au-delà même, est magnifiquement agencé. Il y a tant de pages admirables, surprenantes, justes, qu'on serait en peine de les citer ou de les résumer. D'autant que Kundera donne déjà un texte dense, concentré, avec beaucoup de digressions, de reprises, mais pas de bavardage, et c'est ce qui rend ce livre si puissant, si fort, si bien conçu. Enfin on nous parle de ce monde où nous vivons en aveugles et en sourds et posément on nous l'explique, le démonte et le refait comme un oiseau de papier.

BIEN sûr, toute leçon ne va pas sans revers. D'abord le professeur n'a pas bon caractère, il n'aime pas les Français qui lui ont ouvert les bras, ils sont superficiels, bruyants, trop bons avec les étrangers ; il déteste les jour-

nalistes, vulgaires et agressifs, vomit les publicitaires, les « imagologues » ; refuse, le diktat de la modernité, etc. Ensuite la leçon, même si on en admet, masochistement parfois, le fond, est assez lourdement administrée. Kundera nous livre une kyrielle de petites dissertations que l'intrigue entre les personnages ne réunit qu'assez lâchement par moments. On les perd de vue entre deux démonstrations annoncées sans ambages : « reprenons notre exemple, examinons le cas suivant... ».

Mais comme il s'agit là d'un grand écrivain, incontestablement, il se rattrape avec une virtuosité de funambule, par les mêmes ficelles dont on avait cru qu'il allait s'entraver, en véritable Houdini romancier. Et ce qui nous semble pesant lui est, sans doute indispensable pour creuser son sillon plus profondément qu'un autre, pour remuer tout un monde, entre-croiser deux cents considérations diverses sur le visage, le nom, les lunettes, le suicide, le mystère de notre propre image, le désir mué en droit, la notion européenne de l'amour, et le destin de ces couples qui se font et se défont.

En évoquant les *Trois Mousquetaires* qu'il apprécie, Kundera indique sa différence, la souligne, se démarque du roman linéaire, en revendiquant la liberté chère à Diderot et l'art du contrepoint : « Le roman ne doit pas ressembler à une course cycliste mais à un banquet où l'on passe quantité de plats ». Peut-être, à condition de maintenir intacte la faim, l'appétit. Le dernier tiers de *L'immortalité* repasse un peu trop les mêmes plats, affadés, réchauffés, les réflexions sont moins aiguës, les démonstrations plus scolastiques, la lecture du menu et des recettes étouffante. Un roman immortel ? Ce n'est pas impossible, après tout, ce n'est pas assuré non plus. C'est le geste de la nageuse, le geste d'Agnès qui sont immortels, la fameuse légèreté de l'être. L'angoisse de durer passe souvent plus vite.

La belle histoire du roman

Suite de la page 23

Comme désormais ses personnages, et sûrement son lecteur, le narrateur est l'homme des temps modernes, des vérités non révélées, de la culture problématique, de la solitude : un être protéiforme, qui joue de tous les registres de l'invention littéraire, onirique, philosophique, théorique, poétique.

Il y a dans tous les romans de Kundera une véritable mise en scène des multiples figures que peut prendre le narrateur, ce « grand combinatoire », maître de ses références et de ses langages, disant le sens ou le sus-pendant à son gré. Cela n'est pas

sans conséquence pour le personnage : comme dans la ronde des lézards dessinés par Escher, les personnages passent par tous les degrés de l'existence, depuis la froide esquisse jusqu'aux reliefs illusionnistes de la vie. « Dans le même roman », me dit Milan Kundera comme nous parlons de l'immortalité, certains personnages sont présents physiquement, d'autres naissent d'un rêve. Certains ont un passé ; d'autres non. On raconte toute la biographie de Rubens, et seulement deux jours de la vie d'Agnès. Cette différence de statut ne nuit pas à la cohérence du livre, elle la renforce au

contraire. Pour le lecteur, la source des plus grandes joies est ce régime merveilleusement ambigu, cette coexistence variable du personnage, tantôt support d'aventures vécues dans le monde, tantôt incarnation d'un thème, d'une proposition, d'un regard sur le monde et sur l'existence.

C'est au dix-huitième siècle (anglais et français), d'abord, que le roman a découvert ces formes ludiques et réflexives où le récit pense le monde et se pense lui-même, et mis en place les procédures nouvelles d'un dialogue entre le narrateur et le lecteur qui confère au personnage une légèreté incomparable, dont *Jacques le Fataliste* demeure le modèle auquel Kundera n'a cessé de rendre hommage.

La rigueur d'un paradoxe

Mais la force de l'œuvre de Kundera, c'est d'avoir associé cet héritage avec une autre idée du roman, issue celle-là des débuts du vingtième siècle en Europe centrale. En vérité, c'est un coup de force que d'oser combiner une vision du roman issue de l'optimisme rationaliste (à peine tempéré, chez Voltaire, par la certitude que le mal l'emporte) et son envers sombre, que dessinent, chez Musil ou chez Broch, le thème de la dégradation des valeurs, la certi-

tude qu'une crise affecte désormais l'héritage des Lumières et que le développement des sciences de l'homme oblige le roman à une nouvelle définition de ses objets. Ce qui donne leur force singulière aux romans de Kundera, c'est que, dès les *Risibles Amours* (1960), ils ont maintenu la rigueur et la tension de ce paradoxe : continuer et approfondir l'héritage du grand roman d'Europe centrale par le recours à l'ironie de Voltaire et à la liberté joyeuse des récits de Diderot. Thomas Mann reva par Italo Calvino : le roman, « science de la vie » (Doderer) ? « impatience de la connaissance » (Broch) ? Sans doute, mais science sceptique ; connaissance relative ; expérimentation ludique.

Méditer l'existence, c'est en effet en concevoir le modèle expérimental : et tel est bien le sujet insaisissable du roman, ce que n'ont compris ni le roman réaliste (qui se soumet aux critères rigides de la vraisemblance) ni le roman formaliste (que le travail de la forme dispense de penser le monde). Aux expériences, l'existence ne se prête en aucun cas. « *Einmal ist keinmal* » (l'insoutenable légèreté de l'être) : aucune des expériences de « la vie » n'est répétable. Mais dans le roman l'existence peut déployer des possibilités illimitées, inconnues de l'expérience vécue : les « variations sur des egos expé-

riementaux » (l'Art du roman) transgressent ses limites naturelles. Par le recours au songe, au fantastique, l'existence se médite elle-même dans la fabuleuse architecture de la construction romanesque. Le roman devient comme une expérience qu'on aurait faite en songe et qui illuminerait les chemins secrets d'une vie revisitée.

L'allégresse de la pensée en acte

Mais, encore une fois, raconter n'est pas le but. Le roman, c'est l'allégresse dansante de la pensée en acte, de toutes les formes de la pensée la plus haute, la plus agitée, la plus vive. Cela s'est traduit, de la *Plaisanterie* à l'immortalité, par un dépouillement croissant de l'intrigue sous la poussée de la méditation. « Le dépouillement », me dit Kundera, libère de nouveaux espaces de liberté. C'est ainsi que *La vie est ailleurs* peut s'ouvrir à l'histoire de la poésie européenne, le *Livre du rire* et de l'oubli à celle de la Tchecoslovaquie, et l'immortalité devenir une interrogation puissante et douloureuse sur la modernité, où la rigueur de la construction est comme la musique : nécessité, jeu et joie.

Ainsi défini, le roman comme état de la pensée est nécessairement fragile et menacé. Ce qui l'avait rendu possible, c'est la grande opération par où l'Europe

avait mis un point d'orgue et d'achèvement à l'entreprise commencée avec les Grecs, en soustrayant l'espace de la culture et de la pensée aux dominations du clan et des dieux. Restait à l'arracher aussi aux sciences. C'est ce qui a été fait : mais pour quel résultat ?

La belle, la courte, l'éclatante histoire du roman plane au-dessus de l'Europe qui l'a inventée, comme le fait aussi la belle histoire de la musique européenne, elle-même si courte et peut-être déjà achevée. Rencontre et coïncidence significatives. Il y a quelque chose qui fait craindre que, dans l'avenir, la musique ne retourne à son état primitif et sombre de rythme vital (le *Livre du rire* et de l'oubli). Mais rien n'interdit non plus de penser que le roman, oubliant qu'il fut l'exercice libre et ludique d'une pensée de l'existence où s'accomplissait le beau mouvement d'objectivation du monde, en vienne à se dissoudre dans l'infini caquetage graphomane (mot apparu dans la langue française avec l'Art du roman) des subjectivités immobiles hurlant sans se voir et sans s'écouter : « Moi, moi, moi ! » jusqu'à l'explosion finale, l'anti-big-bang — et le noir.

Danièle Salles

— Signalons que l'insoutenable légèreté de l'être, de Milan Kundera, est désormais disponible en poche (Folio Gallimard, n° 2077).

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

L'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43.26.51-09

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

(LE TOUR DU MONDE)

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

☎ (1) 43.25.77.04

JOUR DE SILENCE
de Tahar Ben Jelloun
Le Seuil, 124 p., 63 F

Le simple est une unité contraire qui et la combat. Mais contraire elle-même en deux éléments noirs, et cela jusqu'à plus subtil. Chez Tahar Ben Jelloun, la vision de l'histoire générale de l'histoire collective, que et une esthétique, que aussi les figures renouvelées, d'un de

Dans les romans qu'il a publiés jusqu'à *Harrouda* jusqu'à la nuit sa nuit le Goncourt il cette dynamique l'ancien et le nouveau masculin et féminin. L'enfant adulte, la langue d'adoption, les branches, le réalisme, etc., était quée, traversée par d'ance de signes littéraires qui avaient eux-mêmes contradiction. Ils étaient une histoire, riques, déchirées, manifestaient également volupté d'écrire, séduire le lecteur, les termes du complotage de la beauté des mots pouvait être une manière de réconfort.

Avec *Jour de silence*, Tahar Ben Jelloun volontairement privait l'œuvre de la littérature de son séductionisme. C'est un texte qui permet aucune échappatoire.

Un décor unique, bre dans une grande délabrée de Tanger. Un seul personnage, un homme qui se repousse, se mort, se rapproche, unique : celui d'une cte avec le siècle, s'achever dans le

Le pei
Le deuxième

LE VOL DU GRISAL
de Martine Robier.
Flammarion, 260 p.

Une violoniste, n'ait pas se réfugiée, en couple vidence, en quête d'harmonie. C'est l'harmonie même, jouer Martine Robier. Le deuxième roman, dard. Une entreprise pour cette roman premier livre, le marais (1), était masses.

Serge, le peintre compris qu'il n'était pas et décidé de ceux qui le confort médiocrité. Il s'est de l'ac d'Enghien l'exil pour ses amis ! Il a rencontré violoniste, et l'a en dans sa maison, l pas le violon, « son complicité », se « fatiguer les nerfs » Serge a remis anciennes toiles. Martine n'a rien violon, en revanche la maison. Serge et Martine refusent pour lui. Serge croit de peindre qu Martine lui paraît oiseux, ceux de maritime, les goélands au non perris, la dilution blanc, qui entraînent vers un impossible. A l'image, qui goélands rayés, fixer sur la toile

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Les mots du fils et les silences du père

Tahar Ben Jelloun fait le portrait de son père, dans la solitude de Tanger

JOUR DE SILENCE
A TANGER
de Tahar Ben Jelloun.
Le Seuil, 124 p., 63 F.

Le simple est deux. Toute unité contient en elle-même une force contraire qui l'accompagne et la combat. Mais cette force contraire elle-même est divisible en deux éléments contradictoires, et cela jusqu'à l'infini, jusqu'à plus subtil de l'analyse. Chez Tahar Ben Jelloun, ce dualisme généralisé fonde à la fois une vision de l'histoire — individuelle et collective —, une éthique et une esthétique ; elle dessine aussi les figures, sans cesse renouvelées, d'un drame.

Dans les romans et les récits qu'il a publiés jusqu'à présent — depuis *Harrouda*, en 1973, jusqu'à *La nuit sacrée*, qui lui valut le Goncourt il y a deux ans — cette dynamique du duel entre l'ancien et le nouveau, le principe masculin et le principe féminin, l'enfance et l'âge adulte, la langue d'origine et la langue d'adoption, les racines et les branches, le conte et le récit réaliste, etc., était en partie masquée, travestie par une surabondance de signes littéraires riches qui avaient eux-mêmes une fonction contradictoire : ils racontaient une histoire, forte, dramatique, déchirée, mais ils manifestaient également une volupté d'écrire, un désir de séduire le lecteur, de résoudre les termes du combat dans un partage de la beauté. Le charme des mots pouvait faire croire à une manière de réconciliation.

Avec *Jour de silence à Tanger*, Tahar Ben Jelloun s'est volontairement privé de tous les ornements de la littérature, de toutes les séductions de l'exotisme. C'est un texte nu qui ne permet aucune évasion. Un décor unique : une chambre dans une grande maison délabrée de Tanger où souffle le vent. Un seul personnage : un vieil homme orgueilleusement solitaire qui repousse le visage de sa mort prochaine. Un temps unique : celui d'une vie commencée avec le siècle et qui va s'achever dans le sentiment

d'une injuste défaite. Des mots simples, rudes et gris comme la vie quotidienne, ressassés comme les jours, usés comme les espérances. Les mots d'un homme

dence, que le vieillard de Tanger est celui-là.

Dès lors, le monologue explicite se double et se creuse d'un dialogue implicite d'autant plus



Tahar Ben Jelloun : cette part du père qui est en lui

qui a rêvé de construire sa vie, malgré le temps, malgré l'histoire, comme un moment d'éternité, et qui ne se résigne pas à dresser un bilan négatif de ce qui est, malgré tout, « sa » vie.

L'éphémère et l'éternel

Mais le schéma linéaire de ce récit se dédouble, dès la première ligne du livre, de la manière la plus évidente : il y a l'homme dont on parle, l'homme qui parle et qui se parle, mais — sans que son existence soit jamais mentionnée — il y a aussi celui qui peint le vieil homme, qui écrit à sa place, qui lui donne ses mots, ses pensées, ses sentiments : l'auteur lui-même, Tahar Ben Jelloun. Et il n'a pas besoin d'écrire « mon père » pour que nous sachions, d'emblée, d'évi-

de la parole tranchante, définitive, impérieuse, butée, c'est la seule manière qu'il ait trouvée de vivre debout, de résister, de maintenir ses valeurs et son orgueil, de ne pas se dissoudre dans l'amoralisme mou de Tanger « où régnait le vent, la

parade et l'ingratitude ». Le père refuse les discussions et les effusions de la famille moderne comme il refuse le réfrigérateur, les Russes malhonnêtes du commerce ou les médicaments : parce que la nouveauté, le changement sont des manières d'accepter l'idée de la mort et de modeler sa vie sur l'éphémère et non sur l'éternel.

Mais cette crispation hautaine, murmure l'auteur, est aussi une manière de faire son malheur et de se couper des autres. Sans jamais accuser, mais sans davantage justifier, dans cette confrontation où la tendresse est du côté du silence et l'empoignade du côté des mots, l'auteur décrit la manière dont la rigidité du père fait le vide autour de lui et transforme sa vie en désert ; sa femme renvoyée dans le non-lieu des travaux ménagers, ses amis écartés par ses sarcasmes, ses enfants accusés d'être du parti de leur mère, il ne lui reste plus qu'à feuilleter un vieux carnet d'adresses pour égarer le compte de ses anciens amis morts ou définitivement éloignés, à remâcher quelques images d'un bonheur vécu ou fantasmagique, à rêver d'une douceur et d'une présence qu'il s'est acharné à rendre impossibles.

Mais en ce jour de silence à Tanger, dans la solitude de l'écriture, l'écrivain s'interroge aussi lui-même sur cette part du père qui est en lui : le dialogue se dédouble et se déchire. Si le père peut parler avec les mots du fils, si le fils, par-delà l'antagonisme des choix, peut s'installer dans la solitude du père, c'est qu'ils habitent aussi un territoire qui leur est commun et qui est bien plus vaste que l'espace d'une vieille maison, bien plus vaste qu'une ville battue par les vents de l'Atlantique, bien plus précise et profonde et aiguë qu'une culture.

Jour de silence à Tanger est aussi, plus que l'acceptation, la révélation douloureuse et fervente d'un héritage.

Pierre Lepape

Drôles de larmes

La mode de l'amour, selon Jean-Luc Benoziglio

TABLEAUX
D'UNE EX
de Jean-Luc Benoziglio.
Seuil, 299 p., 95 F.

L'apparente désinvolture de Jean-Luc Benoziglio, qui cite plus volontiers Bobby Lapointe que Stendhal, ne suffit pas à masquer une vraie passion de l'écriture. Donné par l'exergue de Braque, le ton ne déçoit pas : « Le portrait, c'est dangereux. Il faut faire semblant de songer à son modèle. On se presse. On répond avant même que la question soit posée. On a des idées. »

Aussi ces *Tableaux d'une ex*, et non tableaux d'une exposition avec ou sans Moussorgski, vous enchanteront-ils par la manière dont Benoziglio fait faire sentir, sans emphase ni pleurs, la douleur d'une rupture, la fuite d'un passé, la mort de l'amour. Le narrateur s'emmêle dans les poils de peinture, les pinceaux, les rouleaux, dès qu'il veut aider sa compagne à rafraîchir le logis. En fait, sous les couleurs qui dégonflent, c'est son âme qui disparaît.

Ce roman est un étonnant voyage entre le rire et les larmes réprimées. Vous vous demandez pourquoi se dissout ce couple qui semblait avoir tout pour que la complicité le cimentât. L'installation saisonnière et follement drôle dans une lie grecque laissait pourtant bien augurer de l'avenir : « La maison d'Ernestos, bon, était ce qu'elle était. On apprend à dormir ou à faire l'amour sur un lit de camp. Tous les généraux en campagne le savent bien. Et Napoléon et Joséphine, à la guerre comme à la guerre... »

L'incertitude qui vous vient des voyages et les périls qu'offre cette vacuité qu'on appelle vacances sont ici alignés comme une armée en ordre de bataille. Et, comme le proclament volontiers les militaires, aucun détail n'est insignifiant. L'auteur a le sens du mot juste, de la vision

nette. Son héros, après la parenthèse de l'île grecque, se voit éliminé de l'appartement citadin qui appartient à sa compagne. C'est encore un degré dans la déchéance. Tout s'écroule autour de lui. L'humour des descriptions est décapé. Le spectacle de son futur logement, découvert en compagnie de la tailleur et de la locataire précédente, est un morceau d'anthologie.

L'esquisse d'un clown triste

L'aller et retour entre le « je » et le « il », qui promène le personnage entre l'introspection et la vision de son propre reflet, le rend vulnérable. Et, de là, fraternel. La construction du roman, aussi libre que les parcours de la mémoire, véhicule une drôlerie souvent forcée à plaisir.

L'écrivain de *Cabinet portrait* (1) confirme une fois de plus un talent singulier. L'acuité de son regard, la jonglerie de ses phrases, lui confèrent ce talent d'artisan qui n'appartient qu'aux meilleurs. Vous déplorez que la maîtresse du narrateur soit lasse de lui, mais, ayant appris à connaître cette femme sensuelle, fantasque, non conformiste, vous êtes liés à l'auteur. Ainsi voguez-vous sur les vagues qui portent l'esquisse d'un clown triste. « Mmmmm », pour ponctuer comme l'auteur. Et, pour lui laisser le mot de la fin : « Mmmmm. Suffit de savoir, en effet. Que midi est quatorze heures. Que le billet de 1 000 F en vaut 10. Que mercredi est jeudi. Qu'un feu vert signifie : « stop ». Qu'un soleil sur une carte météo veut dire qu'il va pleuvoir et « bois-moi » une tige de mort sur la bouteille. »

Frantz-André Burguet

(1) Jean-Luc Benoziglio est l'auteur de huit romans publiés aux Éditions du Seuil. Il a reçu le prix Médias pour *Cabinet portrait* (1980).

Le peintre, la violoniste et les oiseaux de mer...

Le deuxième roman de Martine Robier confirme brillamment les promesses du premier

LE VOL DU GRISARD,
de Martine Robier.
Flammarion, 260 p., 99 F.

Une violoniste, un peintre qui finit par se réfugier dans l'écriture : un couple voué à la discordance, en quête d'une impossible harmonie. C'est avec cette impossibilité même qu'a voulu jouer Martine Robier dans son deuxième roman, *Le vol du grisard*. Une entreprise ambitieuse pour cette romancière dont le premier livre, *Le veilleur du marais* (1), était riche de promesses.

Serge, le peintre, a un jour compris qu'il n'était qu'un « faiseur » et décidé de s'éloigner de ceux qui le confortaient dans la médiocrité. Il s'est installé près du lac d'Engelien — le comble de l'exil pour ses très parisiens amis ! Il a rencontré Marthe, une violoniste, et l'a emmenée vivre dans sa maison, lui qui n'aime pas le violon, « son impudeur, sa complaisance », sa manière de « fatiguer les nerfs ».

Serge a remis toutes ses anciennes toiles. De son travail, Marthe n'a rien vu. Le son du violon, en revanche, emplit toute la maison. Serge ne peint plus. Et Marthe refuse de poser nue pour lui. Serge croit retrouver le goût de peindre quand, un jour, Marthe lui parle de « ses oiseaux », ceux de son enfance maritime, les goélands rayés, les grisards au nom portant en lui le gris, la dilution du noir et du blanc, qui entraîne le peintre vers un impossible tableau.

A l'image, qui le tarabuste, des goélands rayés qu'il voudrait fixer sur la toile, Serge tente

d'opposer un faux souvenir d'enfance, un cocon égaré sous ses yeux : du sang, du rouge, de quel animal la toile, faire surgir la couleur. Mais le grisard a déjà gagné. Marthe part sans un mot. Recherche de « thèmes » communs, tentative pour « se mettre à l'unisson », accords provisoires et improbables : c'est apparemment ce qui reste de la courte vie commune de Serge et de Marthe. Serge sait qu'il peut retrouver Marthe, puisqu'elle donne un concert trois mois plus tard. Entre-temps, il redévoit « artiste peintre ». On s'étonne de son retour, puis on s'extasie sur sa nouvelle manière : « Tousjours des nus. Mais sans lumière. Des nus qui sortaient de la toile. Sombres. Épais. Le sang au bord des lèvres. » Serge assiste au concert de Marthe et disparaît.



De gare en gare, de train en train, d'hôtel en hôtel, à force de chercher Marthe, sans espoir, en scrutant des visages inconnus, il arrive à l'Hôtel de la Plage, on ne sait où, mais certainement sur les lieux de l'enfance de Marthe, sur le lieu du vol des grisards. Lui qui n'avait jamais quitté Paris pour « descendre vers le Sud » découvre enfin la mer : « Je ne savais que la gloire du soleil, la ronde lourde des reflets, des parfums, des végétations. Alors qu'ici. La mer ne reflète pas. Elle emporte. Elle refuse. C'est une mer opaque. Elle tient le soleil à distance. »

La tempête d'équinoxe

Serge s'installe à l'hôtel, fait même venir son matériel de peintre et regarde les oiseaux, les paysages, probablement ceux du Cotentin, où la mer est austère et son odeur forte. « Quand je pense que l'on parle de l'odeur du large, dit-il, ce n'est pas sur l'eau que l'on sent cette odeur mêlée de sel, de sable, de coquillages, d'oiseaux hurlants, cette odeur de bave marine, mais au large, de la terre, quand on quitte les champs enclavés, les fermes plantées d'hortensias bleus. »

Serge ne peindra plus. Quand arrive l'été et ses cohortes de touristes, il songe à partir. Mais, bien sûr, il reste et se met à écrire. Il attend la tempête d'équinoxe, celle après laquelle, comme le lui racontait Marthe, « on transportait les oiseaux morts dans une crique déserte, derrière la plage ». Une tempête

nécessairement fatale, dont il faut laisser à Martine Robier le bonheur du récit. Car, dans *Le vol du grisard*, elle déploie ce qu'on avait aperçu de son talent dans *Le veilleur du marais* : le goût des couleurs, des odeurs, tout un univers de la sensation dont elle joue avec jubilation — et parfois quelque démesure. Mais aux charmes et aux sortilèges de la mémoire s'ajoute ici la frayeur — et la tentation — de l'impuissance créatrice.

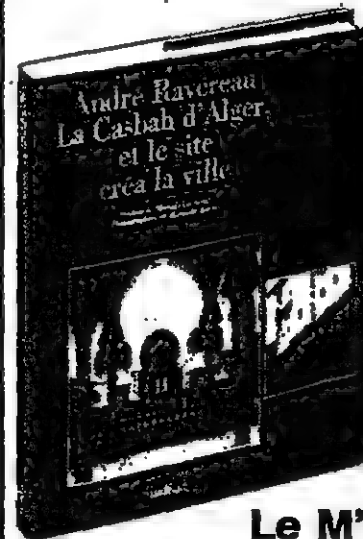
Ainsi cette jeune romancière passe-t-elle, avec fermeté et élégance, le difficile cap du deuxième livre. On aimerait qu'elle soit encouragée à continuer et que les lecteurs ne réservent pas leur curiosité aux débutants un peu trop péremptores et désolants d'esprit de sérieux, comme certains de ceux qu'on a pu voir sur le plateau d'« Apostrophes » vendredi 5 janvier.

La meilleure preuve de sa réussite est que (comme pour *Le veilleur du marais*), dès qu'on a terminé *Le vol du grisard*, on a envie de relire, au hasard, quelques phrases, quelques pages, pour retrouver les violences marines, les douceurs éphémères de l'enlèvement, de la démission, l'étrange enlèvement du désastre ; on est tenté de refaire avec Serge le trajet de son échec, le parcours obsédé de ce qui est pourtant, par-dessus tout, mortel : le consentement à la faiblesse.

Josyane Savigneau

(1) Flammarion, collection « Rue Racine », (Le Monde du 20 mai 1988).

La Casbah d'Alger, et le site créa la ville



par André Ravereau
préface de
Mostefa Lacheraf,
photographies
de Manuelle Roche.
Voici enfin un livre
d'architecture sur
ce lieu inouï suspendu
entre ciel et mer.
Relié toile sous
jaquette. 33 dessins
et 155 photographies
noir et couleurs.
240 pages. 340 F.

Le M'Zab, une leçon d'architecture

par André Ravereau, préface de Hassan Fathy,
photographies de Manuelle Roche.
Au Sahara, mille ans d'une architecture exemplaire.
128 illustrations noir et couleurs. Broché, 288 pages. 298 F.

L'art de l'Islam

Langage et signification. Par Titus Burckhardt.
Une synthèse magistrale et une initiation.
100 photographies en couleur de Roland Michaud.
Broché, 312 pages. 298 F.

Sindbad

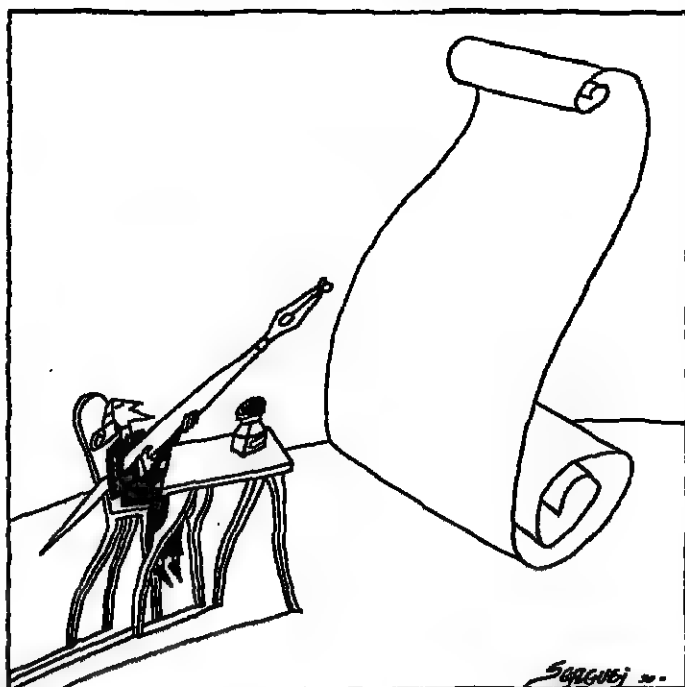
En librairie, dans les grands magasins, chez l'Éditeur
1 et 3, rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23

Signatures que l'insupportable
Léonard de Vinci, de Milan à
Paris, ont désormais disponibles en
poésie (Folio, Gallimard, n° 2077)

Danièle Sallenave

LIVRES • IDÉES

PHILOSOPHIES
par Roger-Pol Droit



L'idéologie
selon Volney

« physique », sorte d'hygiène des
desirs soumise à des lois natu-
relles, pourrait de nouveau nous
les rendre proches.

ENCORE faut-il pouvoir les
lire. Pour Volney, c'est chose
faite, avec un bon millier de
pages, ressuscitées, grâce au
Corpus des œuvres de philoso-
phie en langue française, sous la
direction de Michel Serres. Une
tête froide, dit-on, le Constanti-
nien Volney (1757-1819),
qui sera fait sous l'Empire com-
te de Chassebeuf. Ses voyages ne
lui font jamais perdre la vue
scientifique des choses.
D'Égypte et de Syrie, où il perdit
jeune plusieurs années, ayant
appris l'arabe, il revient sans
tableaux lyriques. Il préfère édi-
fier une somme de connaissances
positives, géographiques et éco-
nomiques. La publication le rend
célèbre, à trente ans. Elle servira
en outre à l'expédition de Bona-
parte. Député en 1789, Volney
est emprisonné après Thermidor.
Il s'embarque peu après pour le
Nouveau Monde. Au retour, il se
confirme que l'homme est d'une
autre époque, voire d'une autre
trempe, que Chateaubriand. Il
publie simplement un exact et
austère *Tableau du climat et du
sol des États-Unis*.

Il est vrai qu'à ses yeux une
existence se justifie d'abord par
son héritage pratique : « *Quand
le songe de la vie sera terminé, à
quel auront servi ces agitations,
si elles ne laissent la trace de
l'utilité ?* » Mais ce pragmatisme
un peu court n'interdit pas à
Volney la hauteur de vues. Au
contraire : son flegme excelle
dans les vastes surplombs de
l'histoire et les vues panorami-
ques des problèmes éthiques et
politiques. Dès qu'il voit le
monde depuis Sirius, il est à son
affaire.

Pour s'en convaincre, il suffit
de lire les *Ruines ou Méditation
sur les révolutions des Empires*,
ouvrage publié en 1791. Volney
s'y interroge sur les causes qui

ont fait disparaître à jamais tant
de civilisations autrefois pros-
pères. Ce n'est pas le hasard, dit-
il, qui les fit mourir. Ce n'est pas
non plus la volonté de Dieu. Elles
dépassèrent dès que l'ignorance
et les passions déstabilisèrent ou
rompèrent les équilibres existant
universellement entre la nature,
les individus et la collectivité.
Pour que s'établisse enfin une
société harmonieuse et durable,
il faudrait que tout pût s'y régler
sur une connaissance précise des
lois naturelles et de leur action
dans l'homme (« *La morale est
une physique* »). En méditant
sur l'histoire, Volney dessine
donc l'épure d'une analyse conju-
guant physique et psychologie,
économie et politique, morale et
utilité.

Evidemment, bon nombre de
ces thèmes (auxquels il faudrait
ajouter le dixième antichristien)
peuvent paraître datés. Cela ne
devrait pas masquer la nou-
veauté de la réflexion de Volney
sur l'histoire, et sur « *l'étude
philosophique des langues* »,
seul moyen de « *visiter les
hautes régions historiques* ».
Soucieux d'universalité vraie,
Volney ne cesse de se préoccuper
de l'Orient, proche ou extrême.
Il est l'un des premiers à soup-
çonner les généralités qui abou-
tissent à la découverte de l'un
des premiers aussi à « *orientaliser* »
les Grecs, qui « *n'ont été que les
cousins germains des Gètes et
des Thraces* ».

PIONNIER de cette « *Renaissance orientale* » qui tra-
averse tout le dix-neuvième siècle,
Volney plaide avec vigueur pour
une ouverture de l'enseignement
et de la réflexion au-delà des
humanités classiques : « *Si vous
comparez le vaste théâtre géo-
graphique des langues ci-devant
inconnues à l'étroite sphère de
celles où nous n'avons cessé de
rouler, vous penserez qu'il ne
suffit plus de savoir le grec et le
latin pour raisonner sur la phi-
losophie du langage, pour bâtir*

de ces théories que l'on appelle
des *grammaires universelles* ;
vous sentirez que votre exclusive
admiration du grec et du latin
n'est qu'un tribut irréflecti payé
par notre enfance à la vanité
scolastique de nos instituteurs et
à l'orgueil militaire des peuples
anciens, qui tinrent pour non
existant ce qu'ils ignoraient.

Quelques remarques donnent
un simple aperçu des facettes de
ce philosophe oublié. Au fil de
ces deux forts volumes (que
complète utilement le numéro
spécial de la revue *Corpus*
consacré à Volney, avec plu-
sieurs de ses lettres et inédits, et
des études sur sa pensée), on
découvre le politicien pamphlé-
taire, le polémiste froid ou le pro-
fesseur de l'Ecole normale. On
goûte également le plaisir d'une
écriture qui joue avec sobriété,
et souvent avec bonheur, de
mises en scène très diverses,
allant du dialogue aux fragments
de fiction. Décidément, avec
ce cinquantième titre, c'est à une
belle découverte que nous convie
le *Corpus des œuvres de philoso-
phie en langue française*. Cela
vaut bien, pour la lecture, qu'on lui
adresse une brève lettre ouverte.

« MERCI, Monsieur Corpus,
mais, de grâce, n'en res-
tez pas là. Vous tenez les idéolo-
gues ? Ne les lâchez plus !
Offrez-nous aussi Destutt de
Tracy, et surtout, oui, surtout
Cabanis ! N'est-ce pas le plus
oublié de tous ?

Vous avez certes, en fort peu
de temps, fait beaucoup de bon
travail, en dépit de quelques
erreurs de jeunesse. A certains
volumes qui purent sembler
vains ou obscurs vous sûtes
promptement ajouter Jean
Bodin. La Mothe le Vayer,
Condillac, d'Alembert... Pardon-
nez les oublis.

Permettez-vous quelque
requête ? N'y a-t-il pas mieux à
publier d'Edgar Quinet que le
titre que vous choisissez ? Tolérez
qu'on vous suggère le *Génie des
religions* (1843). Et de l'aine, ce
merveilleux prosateur, n'y a-
t-il pas plus relevé que la *Philo-
sophie de l'art* ? Et de Renou-
vier, rien de plus consistant que
l'*Uchronie*, bel ouvrage, mais fri-
vole, au regard du reste ? On
s'autorise ces remarques dans la
seule mesure où vous en appelez,
depuis vos débuts, et encore à
présent, aux suggestions de tout
un chacun.

Vous donc qui êtes ouvert,
abordable, qui savez travailler en
équipe et n'avez pas, à ce qu'il
semble, l'esprit par trop prévenu,
sachez avant tout durer. Ce ne
sera pas le moindre de vos
mérites. Ceux qui aiment la phi-
losophie vous y aideront tou-
jours, sans qu'ils se desservent
eux-mêmes. »

(1) *Rapports du physique et du
moral de l'homme*, de Cabanis, a fait
l'objet d'un reprint chez Albinus
(1980), qui a reproduit aussi plusieurs
textes de Destutt de Tracy, dont Vrin a
publié une partie des *Eléments d'idéolo-
gie* (1970) dans une édition d'Henri
Gouhier.

(2) Notamment F. Pisavet, *Les
idéologies* (1895), J. Gauthier,
L'idéologie Volney, contribution à
l'histoire de l'orientalisme en France
(Beyrouth, 1951), S. Moravia, *Il pen-
siero degli ideologi*, Scienza et filo-
sofia in Francia (1770-1815) (Flo-
rence, 1974), ainsi que les travaux de
Jean Cazeau sur Cabanis.

PRÉCISIONS
— Dans la chronique du
8 décembre 1989, consacrée à
Schelling, quelques traductions
récentes auraient pu s'ajouter à
celles que nous signalions. Ainsi
les premières versions des *Âges du
Monde*, traduits de l'allemand et
annotés par Bruno Vacamp ; pré-
face de Marc Richir (Ed. Ousia,
Bruxelles, 1988) et Bruno Vacamp ;
présentation et notes de
J. Rivelaygue (L'Harmattan, 1987).
On peut aussi se reporter à *Actua-
lité de Schelling*, sous la direction
de G. Planzy-Bonjour (Vrin,
1979).

— Dans la chronique du
13 octobre 1989, consacrée à René
Thom, nous indiquions 98 F
comme prix du volume *Logos et
Théorie des catastrophes* (Ed.
Patino). Plusieurs lecteurs nous
ont écrit pour signaler qu'ils
avaient dû régler 390 F. La clé de
ce mystère est que cet éditeur
généraliste avait indiqué à nos ser-
vices le prix en francs-suisse. Le
volume, en France, vaut plus,
hélas.

OUVRAGES

de Volney.
Textes réunis et revus
par Anne et Henry Deneys.
T.I : 1788-1795. Pamphlets
et discours politiques ;
les Ruines ; la Loi naturelle ;
Leçons d'histoire ;
Ecrits divers. 694 p., 280 F.
T. II : 1796-1820. *Tableau du
climat et du sol des États-Unis* ;
Etude philosophique
des langues ; Ecrits divers ;
504 p., 210 F.
Corpus des œuvres
de philosophie en langue
française ; Editions Fayard.
C.F. VOLNEY
Revue Corpus, n° 11-12,
4^e trimestre 1989, 208 p., 80 F.
Editée par l'Association
pour le corpus des œuvres
de philosophie en langue
française,
57, rue de Richelieu,
75002 Paris.

LONGTEMPS, on nous a
laissé croire que la France
de la Révolution avait été,
philosophiquement, stérile.
Les grands sont morts
avant : Voltaire et Rousseau en
1778, d'Alembert en 1783, Dide-
rot en 1784. Les philosophes ne
renaîtraient qu'après : Maine de
Biran, Antoine-Augustin Cour-
not, Auguste Comte, par exem-
ple. Entre-temps ? Rien, nous
disait-on. Aurait-il donc été pos-
sible aux Français d'inventer la
république, les droits de
l'homme, la terreur et autres
nouvelles modernes, sans faire,
en même temps, œuvre de philo-
sophes ? Rien, vraiment ?

Ah si... Condorcet. On se sou-
vient depuis peu qu'il fut grand.
Et puis ? Les idéologues : Destutt
de Tracy, Cabanis, Volney.
Ceux-là, tout conspire à les lais-
ser dans l'ombre. Leurs œuvres
n'ont presque jamais été réédi-
tées (1). L'Empire, la Restaura-
tion, plus tard le spiritualisme
officiel, leur jouèrent de sales
tours. Même Marx, sans le vou-
loir, leur a porté un mauvais
coup. Il inventa la notion d'idéo-
logie, qui eut la fortune que l'on
sait. Elle a fait oublier qu'un
demi-siècle plus tôt le terme
désignait tout autre chose.
C'était simplement la connais-
sance, qui se voulait scientifique,
de la formation des idées dans
l'esprit humain. Les « idéolo-
gues » n'avaient rien de propa-
gandistes politiques. Ils cher-
chaient avant tout à comprendre
comment nos sensations engen-
drent des notions que des signes
de convention servent à désigner.
Dans la mémoire des philoso-
phes, ces auteurs sont demeurés
bien mal lotis, en dépit de quel-
ques rares et beaux travaux qui
leur furent consacrés (2).

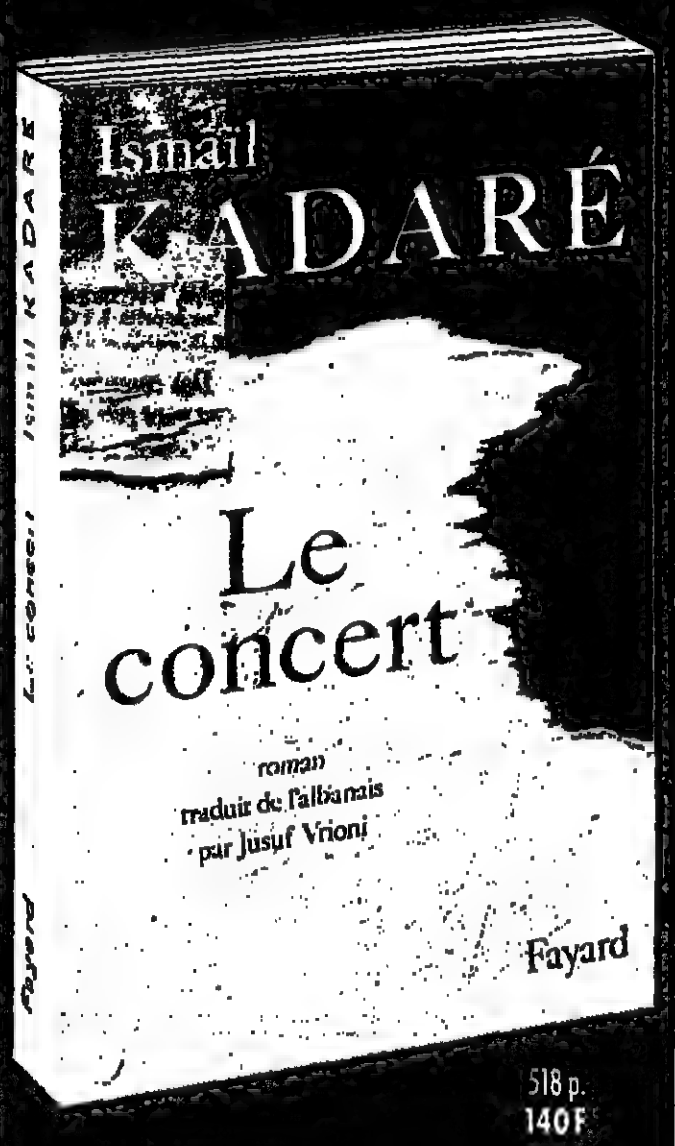
Et pourtant, quels bons-
hommes ! Ce n'est pas pour rien
que Stendhal, qui avait du flair,
les affectionnait tant. Même s'ils
fréquentent les salons (ceux de
madame d'Helvétius ou de
madame Condorcet), ils conser-
vent quelque chose d'une altière
solitude. Ce ne sont pas pour
autant des contemplatifs. Plutôt
des philosophes d'action : ils
construisent, administrent, inno-
vent. Dans un monde bouleversé,
ils parent au désordre par le
maintien de techniques solides,
médecine, jurisprudence, géo-
graphie, administration. Ils orga-
nisent l'instruction publique ou
l'institut, réforment le Collège
de France ou les hôpitaux. Rien
ne leur est plus étranger que le
fanatisme : « *Je me préserve sur-
tout du tétanos de l'intolérance* »,
écrit joliment Volney. Evidemment,
ce sont aussi des
stylistes.

Ne sont-ils que cela ? Certes
non. Leur refus des subtilités de
la métaphysique, jugées obscu-
res ou vaines, les place aux
antipodes de leurs contemporains
allemands. Ceux-ci rêvent
souvent à la perfection des pre-
miers âges. Nos idéologues s'en
gaussent. Mais ils font mieux
les sciences humaines. Si on voulait
bien les lire, on verrait que plus
d'un trait les rend modernes, et
presque parents des logiciens
positivistes : scepticisme criti-
que, goût des méthodes plutôt
que des spéculations, réflexion
attentive au langage, aux gram-
maires, aux clarifications des
termes et des pensées. Même
leur conception d'une morale

Le bon plaisir
de Bernard Frank

Un double album d'entretiens radio-
phoniques Une exclusivité Fnac

Meilleur livre
de l'année 1989
choisi par
Bernard PIVOT
et
l'équipe de LIRE



Une dimension universelle. Une résonance
bouleversante, à l'image de ses personnages
balayés par l'Histoire.

Bernard Genès, *Le Nouvel Observateur*

C'est dans la forme que l'habileté et le grand
talent du romancier se donnent libre cours,
multipliant les approches et les genres pour
raconter une histoire de notre temps avec les
moyens de la tragédie antique, de la méta-
physique, du roman de mœurs, du drame
shakespearien... Une fois de plus, Kadaré,
ce superbe narrateur, sait émerveiller par sa
veine comique dans ce gros roman bourgeois
antibourgeois.

Nicole Zand, *Le Monde*

Qu'une vision si profonde de l'univers côtoie
une telle humanité n'est pas l'un des moindres
miracles du génie de ce "nobélisable des
Balkans". La construction romanesque est
d'une virtuosité totale... Une œuvre magistrale.

Anne Pons, *L'Express*

Rien ne résiste à la plume enfiévrée de Kadaré,
qui balaye l'Histoire d'un grand éclat de rire
shakespearien.

André Clavel, *l'Evenement du Jeudi*

FAYARD

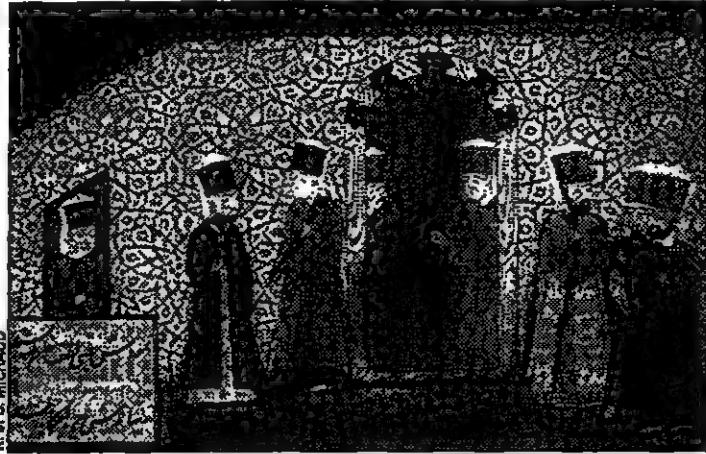
Grandeur et chute des Ottomans

Les meilleurs spécialistes français se penchent sur l'essor puis sur la crise d'un Empire

HISTOIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN
sous la direction
de Robert Mantran.
Fayard, 810 p., 250 F.

Dans l'Empire ottoman, perestroïka se disait *tanzimat*, les « réorganisations », dont la charte fut promulguée il y a tout juste cent cinquante ans, le 3 novembre 1839. Un livre rédigé par les meilleurs spécialistes français, fait enfin le point sur cet Etat si mal connu et si important : il fut le plus grand empire de l'Europe au seizième siècle. Sa disparition en 1923 a laissé en suspens, dans les Balkans, au Proche-Orient, dans le Caucase, une bonne part des problèmes qui les déchirent aujourd'hui (1).

Voici donc la fresque de l'essor, puis de la chute d'un Empire. Un essor rapide, présenté par Irène et Nicolas Beldiceanu et par Nicolas Vatin : la tribu turque des compagnons d'Osman apparaît dans l'histoire, contre les Byzantins, au tout début du quatorzième siècle ; cent cinquante ans plus tard, en 1453, ayant conquis Constantinople, ils sont une puissance mondiale. Un siècle encore et, à la fin du règne de Soliman (mort en 1566), ils atteignent l'apogée de leur puissance (Nicolas Vatin, Jean-Louis Bacqué-Grammont, Gilles Veinstein). Les premiers signes de la crise, dès 1566 — sont analysés par Gilles Veinstein, le processus jusqu'aux *Tanzimat* de 1839 par Robert Mantran. Durant cette période, la situation dans les provinces balkaniques et arabes est décrite par Gilles Veinstein d'une part et André Raymond de l'autre. Après 1839, Paul Dumont et François Georgeon exposent les réponses apportées par les sultans et les cercles dirigeants, leur échec final à pré-



Une miniature ottomane du XV^e siècle.

ver l'Empire, leur large réussite à ouvrir les esprits à l'Occident, préparant la Turquie d'Atatürk.

Des comptes qui ne sont pas soldés

Chemin faisant, le lecteur sera frappé par un jeu, qui n'est pas complètement fortuit, de miroirs avec le présent. Un Empire mélange les peuples et confond les frontières, à défaut de fonder les nationalités. Il crée par là une forme de solidarité : la sauvegarde de leur Etat multiracial et multinationale a associé un temps les différentes catégories de sujets ottomans. En même temps, les tensions liées au développement économique se développaient et jouaient leur rôle, intéressé à la conservation de l'Empire leur débiteur, mais non à son redressement. Il faut espérer que d'indéniables analogies entre le présent et ce passé si proche, lorsque le pouvoir central manifestait son incapacité à maintenir l'ordre entre les peuples, lorsque les révoltes avaient

des effets de contagion, de la Bulgarie à l'Arménie ottomane, en resteront là.

Ce livre vient à son heure, celle où le dernier Empire du continent paraît vaciller. Deux siècles de conflits entre Istanbul et Moscou, du début du dix-huitième siècle à 1917, marquent encore profondément la physiologie de l'Europe orientale et caucasienne. Les comptes de l'effondrement des Ottomans ne sont pas soldés et, si certains sont sanglants, tous ne sont pas négatifs. Pour l'ensemble du monde musulman, malgré la « révolte arabe » de 1916, le pouvoir ottoman est resté un symbole de résistance réussie à la mainmise politique européenne et a offert un modèle pour la nécessaire adaptation à la culture occidentale.

Bilan d'un Empire mort ? Ce sont les derniers chapitres, par Jean-Paul Roux et Louis Bazin, sur l'art et la littérature des Ottomans, qui, dans leur domaine, le dresseront. Mais dans le domaine politique et social, nous sommes bien trop proches des Ottomans pour cela : la contribution majeure de ce livre est de nous aider à comprendre des situations confuses vues de France, à ordonner les faits par un simple changement de perspective.

Pierre Chuvp

(1) Signalez aussi un album et un livre pour enfants présentant l'Empire de Soliman : *Au temps des Sultans*, de Ginette Hoffmann et Florence Maréchal, Castelnau, 48 p., 47 F, et *Mes Barbaresques*, de Didier Grogan et Claude Roland, Castelnau, 120 p., 75 F.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 12 juillet 1989, a condamné la société éditrice de l'hebdomadaire *l'Idiot International* et Jean-Edern Hallier, directeur de la publication et auteur de l'article incriminé, à verser à Christian Bourgois la somme de 1 F à titre de dommages-intérêts pour avoir, dans un article du journal *l'Idiot International* daté du 26 avril 1989, publié des propos injurieux à son égard et attentatoires à sa vie privée. »

Pour extrait certifié conforme.
Jean-Claude ZYLBERSTEIN, avocat à la cour.

La puissance et la richesse

Suite de la page 23

Les principaux épisodes de cette longue suite d'événements, racontés avec autant de clarté que d'attention aux détails significatifs, illustrent bien la double thèse de l'auteur : l'inégalité des rythmes de croissance selon les pays et les conséquences de cette inégalité sur l'importance stratégique des différents Etats. Thèse qui apparaît moins comme une théorie de l'histoire que comme une règle de méthode dominant au réel sa cohérence sans l'enfermer dans un carcan réducteur. Ainsi le primat accordé à l'économie n'empêche-t-il pas que soit reconnue la diversité des autres facteurs qui concourent à la vie des peuples.

Les avatars du nationalisme

Quand les empires s'affaiblissent, les nationalismes relèvent la tête. On le voit aujourd'hui en Europe, alors que chancelle l'empire soviétique, comme on l'a vu au siècle dernier lorsque déclinait l'empire austro-hongrois. Pour mieux comprendre ces évolutions et en mesurer les effets, il faut se reporter à l'étude d'Ernest Gellner,

Nations et nationalisme, qui distingue la phase aiguë du nationalisme, propre aux débuts de l'industrialisation, de sa version modérée correspondant à « une société industrielle assouvie », où apparaît « un certain niveau de convergence culturelle globale ». Aussi les risques sont-ils moins grands aujourd'hui qu'hier. Selon l'auteur, « il ne faut pas s'attendre que la période nationaliste arrive à son terme ; mais on peut s'attendre que le conflit nationaliste voie sa violence diminuer ». La thèse centrale d'Ernest Gellner, assez convaincante, est en effet que le nationalisme, défini comme la volonté de faire coïncider frontières politiques et frontières ethniques, est lié à l'avènement de la société industrielle, fondée elle-même sur la prise en charge par l'Etat d'un système éducatif qui donne naissance à une culture homogène. En ce sens, comme l'écrit l'auteur, « c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas le contraire ». Lorsqu'une telle culture devient commune à plusieurs Etats, les rivalités nationales s'affaiblissent, sans disparaître. Tel serait, selon l'auteur, l'état du monde actuel.

Thomas Ferenzi

Itinéraire d'un terroriste russe

Adversaire des tsars, puis de Lénine, Savinkov aurait pu changer le cours de l'Histoire

L'HOMME QUI DÉFIA LÉNINE, BORIS SAVINKOV
de Jacques-Francis Rolland.
Grasset, 336 p., 119 F.

Son nom est cité dans les histoires de la révolution russe, à commencer par celle de Trotski. La plupart des auteurs qui ont fait 1917 à Petrograd ou à Moscou le mentionnent dans leurs Mémoires. Il apparaît dans le livre de Kerenski et dans le classique de Nicolas S. Sukhanov *La Révolution russe de 1917* (1). On le trouve encore dans la grande *Histoire de Russie* à laquelle collabora Milionov. Il fréquente Ehrenbourg, Apollinaire, Cendrars, Somerset Maugham, Churchill, Lloyd George. Il est même une conversation avec Mussolini. En ces années, il est partout et il semble n'être resté nulle part, même pas dans le souvenir de ceux qui ont survécu à l'Histoire. C'est le sort des seconds rôles qui, par on ne sait quel caprice du destin, manquent l'accès à la classe supérieure, mais, au bout du compte, ont beaucoup plus d'importance que les éphémères premiers.

Il s'appelle donc Boris Viktorovitch Savinkov pour l'état civil et Ropchine pour la littérature. Mais l'écriture fut pour lui l'occupation, seconde. Il emprunta sans doute d'autres pseudonymes pour exercer sa profession principale : révolutionnaire ou plus exactement terroriste à plein temps. Il naquit en 1879, fit un bref séjour chez les sociaux-démocrates — d'où allait sortir le bolchevisme — et bifurqua dès 1903 chez les socialistes-révolutionnaires, héritiers de ces populistes qui espéraient abattre l'autocratie en multipliant les attentats individuels.

En 1917, il fut farouchement opposé aux bolcheviks et, aux côtés de Kerenski, il dirigea le ministère de la guerre. Il eut, avant la tentative d'insurrection de Kornilov, de la sympathie pour le généralissime et après il ne le haït point. Pendant la guerre civile, il participa aux combats contre les communistes puis essaya de constituer un mouvement agrarien — les Verts, — qui aurait trouvé sa

place entre les blancs et les rouges. Il s'exila à nouveau après la défaite, mais revint clandestinement en Russie pour nouer des contacts avec d'autres opposants. Attiré dans un traquenard, il fut condamné à dix ans de détention. Il mourut en prison en 1924 : la version officielle fait état d'un suicide.

Hanté par son chiffre d'affaires

Tel est l'homme dont Jacques-Francis Rolland raconte la vie. Au début, il faut s'y retrouver, avec tous ces personnages qui, conspiration oblige, changent de nom et qui, pour tout simplifier, en bons Russes, se désignent par leur prénom et par le patronyme du père. Une fois les acteurs bien répertoriés et bien placés, le livre se lit comme un roman. C'est pourtant de l'histoire. Le biographe a étudié tous les auteurs qui parlent de Savinkov, il a épluché les livres de son héros. Il a interrogé les membres de la famille.

J.-F. Rolland a eu le mérite d'entrer dans la peau de son personnage pour mieux le comprendre et le faire comprendre. On va donc se trouver à l'intérieur d'un homme qui, dans la première partie de son existence, vit pour tuer les dignitaires de l'empire. Savinkov est comme hanté par son chiffre d'affaires : ce n'est certes pas l'argent qui compte pour lui, mais le nombre et l'importance des victimes.

S'il est un reproche que l'on peut faire à J.-F. Rolland, c'est de n'avoir pas toujours pris suffisamment de distance. L'essentiel y est, mais trop proche pour être

bien discerné. Le terrorisme que pratiquait Savinkov est explicable. Il s'agit tout de même d'assassinats. Sans même parler d'éthique, on peut essayer d'imaginer l'évolution d'une Russie, à laquelle aurait été épargné le terrorisme pendant tout le règne d'Alexandre II.

Dès avant la guerre, Savinkov semble avoir perdu beaucoup de ses illusions révolutionnaires. Mais pourquoi cet ennemi acharné des tsars accepta-t-il de coopérer avec des généraux plutôt tsaristes ? Parce qu'en dépit de tout il était viscéralement russe. Dans son roman *Le Cheval noir*, il fait dire à un de ses personnages : « Là, dans ces champs, je suis, je sens jusqu'au plus profond de moi-même que je suis russe... l'Europe n'a pas de place ici et l'on n'a pas besoin d'elle, de son rationalisme parcimonieux, de son sang appauvri, de ses chemins battus parcourus d'un bout à l'autre. Ici ce sont les neiges blanches, la température, la révolution et la violence. »

S'il avait pu empêcher la mésestimation entre Kerenski et Kornilov, Savinkov aurait changé le cours de l'Histoire, brisant le légalisme et par contre-coup le nazisme. Il aurait pu le faire encore si les puissances étaient intéressées à un mouvement de résistance « vert ». Telle est du moins l'impression que donne le livre de Jacques-Francis Rolland. Mais Savinkov, cet être seul et indéfinissable, avait-il de quoi maîtriser l'Histoire ?

Bernard Féron

(1) Ed. Stock.

De l'Allemagne

RÊVES ET ILLUSIONS
Le drame de l'Allemagne
de Fritz Stern.
Traduit de l'anglais
par Jeanne Etoré.
Albin Michel, 378 p., 150 F.

Professeur à l'université Columbia de New-York, Fritz Stern est respecté en Allemagne et en France aussi bien qu'aux Etats-Unis comme un maître de l'histoire allemande contemporaine. C'est qu'il a toujours su combiner, pour reprendre l'expression utilisée dans l'introduction, « la distance et l'implication », celle-ci provenant de ses origines. « Le hasard de ma naissance allemande et l'expérience, dans mon enfance, de cinq ans de vie sous le national-socialisme ont ajouté à l'intérêt professionnel une nécessité personnelle impérieuse », écrit-il.

La diversité des sujets traités permet au lecteur de prendre rapidement une vue synthétique et claire de problèmes compliqués tels que « Les juifs en Allemagne » ou « L'Allemagne et les Etats-Unis ». Cela vaut en particulier pour les chapitres biographiques. On aura raison de lire par priorité « L'Allemagne d'Eisenstein » : on apprendra beaucoup sur le grand homme dont on avait déjà entendu beaucoup parler. On aurait tort de négliger les trente pages à tous égards remarquables, consacrées à un Prix Nobel aujourd'hui largement oublié, Fritz Haber. Parce que le rejet par l'Allemagne national-socialiste de ce savant jusqu'alors célébré et puissant a été en quelque sorte exemplaire. Plus encore parce que, comme chef du département chimie du ministère de la guerre, Haber a été le père et même l'organisateur de la

guerre menée à coup d'ypérite. A-t-il été ainsi patriote ou criminel, patriote et criminel ? Pour mettre son cas en perspective et le rendre contemporain, il faut lire par ailleurs la ferme et lucide réflexion « La terreur et le scrupule » que Jean-Jacques Salomon vient de publier en introduction au recueil *Science, guerre et paix* qu'il a dirigé (Economica, 209 p.).

Au-delà de la diversité des thèmes, le sujet central demeure l'Allemagne contemporaine : avec l'inévitable articulation tensive à l'égard d'Hitler, sous Hitler, après Hitler, les trois périodes se trouvent traitées avec une sorte de sérénité à la fois informée et engagée qui rend la lecture aisée et l'adhésion facile. Parfois un peu trop : il n'est pas toujours certain que Stern ait raison dans les affirmations auxquelles il parvient en cours d'analyse ou en conclusion, qu'il s'agisse de 1933 — où il néglige la date décisive de l'abdication du Reichstag — ou de l'après-guerre — où son éloge sans réserve de quelques hommes contraste trop avec la sévérité pour la classe politique de Weimar et pour telle ou telle évolution de la République fédérale.

Mais chacun, qu'il soit expert ou novice en « allemandologie », tirera profit d'un livre aussi substantiel et aussi humain, ne serait-ce qu'en lisant, à l'époque de la chute du mur de Berlin, le grand discours prononcé pour la commémoration, en 1987, du soulèvement du 17 juin 1953.

Alfred Grosser

A signaler aussi : *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960*, de Louis Dupont, PUF, 366 p., 165 F.

Restru
en
dans

Les remous
début d'année
sens d'écoulement
d'écoulement des
intelligents. And
plus de chiffres
arrivés-fond des
arrivés et des ali
de vastes restr
cités et industr

• Chez Hae
de l'arrivée, a
livre, des édit
Avec Carrière
Michel Lafon
la publication
par des vedette
recettes de sant
la l'élite en co
Susa. D'après
publié le 8 jan
Michel Lafon va
collections d'ite
seront diffusée
le numéro un fr

• Aux édit
parle, encore
départ du patro
maison. André
avait créé son e
mais avait de
totalité de son
années, notamm
Ses actionnaires
imposer un nouv
raire, Maurice
luge de Lieu
l'air, et André
bien quitter de
tion dans les jour

• Dans le g
en 1987, la situat
floue. Le fondat
un notaire so
Gérard Voity,
l'aventure édit
« par amour de
tions Quai Vol
confié la direc
journaliste Dan
début de cette
annoncé son dé
Gérard Voity
regrouper un c
maisons d'éd
mouvemens (Lieu
rain vague, C
Londres, Fav
filiale de Quai
volure), va é
qu'on sache en
pourra survivre
dans quelques s

• Chez S
Hachette), Th
Halle s'en va
créer sa propre
Radford arrive
littéraire avec
ner un souffle
mais qui avait
l'essentiel de son

• Chez Pay
contraire que les
affichées il y a
l'arrivée d'Olivi
tion littéraire de
fortement révis
Payot, propriété
Edipresse, a n
d'Oliver Cohen
de diversification
du roman, des s
des documents
jugés trop onére
part, Payot va
• Petite Bibli
ouvrages scienti
cinquantaine
contrat, venus c
inscrite dans u
définie et stable
vent liés à une m
per de visage. I
bruits avaient c
Payot par le gr
depuis, a rach
rumeurs avaient
formel. A suivre

POUR LA P
LES E
FONT LE
DANS LA

L'enfant
Révolution



LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Restructurations
en série
dans l'édition

russe

mine,
de l'Histoire

bien discerné. Le terrorisme que pratiquait Savinkov est explicite. Il s'agit tout de même d'assassins. Sans même parler d'éthique, on peut essayer d'imaginer l'évolution d'une Russie à laquelle aurait été épargné le terrorisme pendant tout le règne d'Alexandre II.

Dès avant la guerre, Savinkov semble avoir perdu beaucoup de ses illusions révolutionnaires. Mais pourquoi cet ennemi acharné des tsars accepta-t-il de coopérer avec des généraux plutôt tsaristes ? Parce qu'en dépit de tout il était viscéralement russe. Dans son roman *Le Cheval noir*, il fait dire à un de ses personnages : « Là, dans ces champs, je sais, je sens jusqu'au plus profond de moi-même que je suis russe... L'Europe n'a pas de place ici et l'on n'a pas besoin d'elle, de son rationalisme parcimonieux, de son sang appauvri, de ses chemins battus parcourus d'un bout à l'autre. Ici ce sont les neiges blanches, la dévotion, la révolte et la violence. »

S'il avait pu empêcher la mésaventure entre Kerenski et Kornilov, Savinkov aurait changé le cours de l'Histoire, brisant le féminisme et par conséquent le nazisme. Il aurait pu le faire encore si les puissances s'étaient intéressées à son mouvement de résistance « verte ». Telle est du moins l'impression que donne le livre de Jacques-Francis Rolland. Mais Savinkov, cet être solitaire et indéfinissable, avait-il de quoi maîtriser l'Histoire ?

Bernard Firon

(1) Ed. Stock.

lemagne

guerre menée à coup d'ypérite. A-t-il été ainsi patriote ou criminel, patriote et criminel ? Pour mettre son cas en perspective et le rendre contemporain, il faut lire par ailleurs la ferme et lucide réflexion de la teneur et le scrupule de Jean-Jacques Salomon vent de publier en introduction son *Science, guerre et paix* qu'il a dirigé (Economica, 209 p.).

Au-delà de la diversité des thèmes, le sujet central demeure l'Allemagne contemporaine, avec l'inévitable articulation ternaire : avant Hitler, sous Hitler, après Hitler, les trois périodes se trouvant traitées avec une sorte de sérénité à la fois informée et engagée qui rend la lecture aisée et l'adhésion facile. Parfois un peu trop : il n'est pas toujours certain que Stern ait raison dans les affirmations auxquelles il parvient en cours d'analyse ou en conclusion, qu'il s'agisse de 1933 - où il néglige la date décisive de l'abdication du Reichstag - ou de l'après-guerre - où son slogan sans réserve de quelques hommes contraste trop avec sa sévérité pour la classe politique de Weimar et pour telle ou telle évolution de la République fédérale.

Mais chacun, qu'il soit expert ou novice en « Allemagne », tirera profit d'un livre aussi substantiel et aussi humain, ne serait-ce qu'en lisant, à l'époque de la chute du mur de Berlin, le grand discours prononcé pour la commémoration, en 1987, du soulèvement du 17 juin 1953.

Alfred Grosser

A signaler aussi : *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960*, de Louis Dupont, PUF, 366 p., 165 F.

Passage en revues

Idées, histoire, sociétés

Le décalage éventuellement important qui existe entre le « bouclage » d'un numéro de revue et sa parution induit parfois des effets spectaculaires. Ainsi cette livraison de décembre de *Lignes* qui publie une interview de Vaclav Havel réalisée en juillet 1989 par Michel Bongiovanni (1).

L'actuel président de la République tchécoslovaque y explique comment la société de son pays est en train de changer : « En Tchécoslovaquie, depuis le début des années 70, deux cultures ont coexisté : l'une officielle et autorisée, l'autre non (indépendante donc), qui s'est peu à peu développée, jouissant de moyens modestes, elle a aujourd'hui une importance majeure. Ces dernières années, les frontières aigües qui séparaient les deux cultures existantes ont commencé à s'estomper. Il existe aujourd'hui une zone, qu'on appelle parfois « zone grise », faite de l'infiltration de l'une par l'autre de ces deux cultures. »

« C'est, je crois, le résultat d'une pression interne imminente à ces deux cultures, qui perçoivent maintenant qu'elles ne sont pas chacune d'elles la seule culture possible... et non pas celui de la libéralisation culturelle des dirigeants du pays. » Manière de rappeler à ceux qui auraient tendance à oublier le rôle que peuvent jouer les intellectuels dans les processus de résistance ou de capitulation aux contraintes les plus pesantes de l'ordre établi.

Une manière aussi, pour cet excellent numéro de *Lignes* sur le thème de « la capitulation », de souligner que la faillite historique des idéologies du dix-neuvième siècle ne saurait signifier la capitulation de la pensée devant une prétendue « fin de l'histoire » qui serait pur et simple acquiescement à l'idéologie marchande qu'on matinerait

pour l'esthétique d'un zeste d'irrationnel et d'un vernis de religiosité. (Lignes, n° 8. Librairie Séguier, 176 p., 78 F.)

C'est en fin de compte dans une perspective assez voisine que s'inscrit *M - mensuel, marxisme, mouvement* - qui consacre sa parution de novembre-décembre à la Pologne. Ce n'est pas parce que le « socialisme réel » est à l'agonie et qu'il a massacré des millions de communistes, écrit Jean-Loup Englander, qu'il faut refuser l'idéal communiste et jeter aux poubelles de l'histoire, sans examen, toute la pensée de Marx. L'auteur du *Manifeste communiste* a partagé avec les savants de son époque une conception de la science reposant sur des lois inexorables de la nature et de l'histoire. Cette conception est aujourd'hui invalidée : l'avènement du communisme n'est pas une nécessité.

Mais les analyses que mène *M* sur le rôle des différentes composantes sociales en Pologne, sur les contradictions au sein de l'Eglise, sur les différentes logiques en œuvre dans l'évolution de la Solidarité, sur l'illusion que constitue l'idée d'une réforme du système polonais qui évoluerait vers une sorte de social-démocratie intégrant les acquis sociaux du socialisme et l'économie de marché, tout cela montre qu'une réflexion qui s'inscrit résolument dans un marxisme délogéant demeure un outil remarquable pour comprendre ce qui est en œuvre dans l'histoire de notre temps.

Cela vaut mieux en tout cas que les langages fin de siècle qu'on voudrait nous faire accepter aujourd'hui pour prix d'une époque décidément exténuante. (*M*, n° 33, « Où va la Pologne ? », 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris, 60 p., 35 F.)

L'autre Europe s'interroge également à propos des pays de l'Est sur « Religion et politique », et c'est Patrick Michel - qui dans *M* analysait la recomposition du champ politique polonais - qui ouvre ce numéro avec un article sur « Religion et politique dans l'Europe soviétique », dans lequel il montre comment en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie l'Eglise et le pouvoir totalitaire se sont à la fois combattus féroceement - comme deux systèmes concurrents auxquels rien de ce qui est humain ne saurait échapper - et comment ils se sont appuyés l'un sur l'autre, négativement pourrait-on dire, pour gagner leur légitimité et parler au nom de la société tout entière.

Adam Michnik, dans ce même numéro, s'intéresse, lui, à la situation particulièrement incomfortable des intellectuels qui, ayant rompu avec l'Etat totalitaire et éprouvant de la sympathie pour l'Eglise, professent la libre-pensée. L'Eglise polonaise s'identifiant aujourd'hui massivement à l'histoire nationale du pays, celui qui refuse Wyszyński et Giedroyc doit-il pour autant opter pour le déracinement sceptique de Gombrowicz et s'exiler de son histoire ? Michnik ne propose pas de vraie réponse, mais on comprend que sa question, angoissée, porte sur l'avenir démocratique de la Pologne. (*L'Europe*, n° 21-22, L'Age d'homme, 280 p., 60 F.)

(1) Outre un recueil d'articles politiques publiés chez Calmann-Lévy (*Le Monde* du 29 décembre) qui paraît aux éditions de l'Aube (*Interrogatoire à distance*, long entretien de V. Havel avec Karel Hvizdala, publié à Prague en édition piratée en 1986 (172 p., 89 F.) et *Quelques mots sur la parole*, petit pliquet qui rassemble les discours de V. Havel et d'André Glucksmann prononcés à l'occasion de la remise du prix de la Paix à Francfort en 1989, (44 p., 39 F.)

CORRESPONDANCE

André Lwoff répond à René Thom

Nous avons reçu de M. André Lwoff, Prix Nobel de médecine 1965, la lettre suivante, en réponse à l'intervention de M. René Thom au colloque de Metz, dont nous avons publié des extraits dans le *Monde* du 10 novembre.

Mon confrère de l'Académie des sciences est un éminent mathématicien. Les mathématiques, on le sait, ne sont pas une science, mais une logique. René Thom a voulu cependant s'intéresser à la science. On lui doit en particulier une « théorie des catastrophes », laquelle, comme c'était son devoir, a fait rapidement naufrage. Quel qu'il en soit, une remarque préliminaire s'impose. La science, contrairement à ce qu'écrit René Thom, n'est pas « un organisme » mais un ensemble d'observations, de données expérimentales, d'hypothèses, de concepts et de problèmes. Il est bien évident que la science en tant que telle - moderne ou non - ne peut penser.

Seuls des êtres vivants peuvent penser et donc comprendre. Cela dit, René Thom a sur la science et les scientifiques des idées originales, sinon singulières.

La science contemporaine, un organisme décestré, écrit le mathématicien, se présente comme une hydre polycéphale où chaque tête cherche jalousement à étendre son domaine au détriment de son voisin. « Ce à quoi René Thom ajoute : « Le seul centre existant est constitué des instances politiques qui procèdent aux répartitions budgétaires. »

Il est évident que toute recherche exige des crédits et que la plupart des laboratoires sont tributaires d'un « centre » qui est soit le CNRS (le Centre national de la recherche scientifique), soit l'INSERM (l'Institut national de la santé et de la recherche médicale). Notons que ni l'un ni l'autre ne sont des « instances politiques », et que c'est grâce à eux que la science française a connu depuis 1932 son très remarquable développement.

Il est parfaitement clair que René Thom ignore tout de la recherche scientifique, de la science et des scientifiques. Le « moteur » d'un scientifique n'est pas « une lutte contre son voisin » mais la passion pour la recherche et un problème à résoudre. Et la science - contrairement à ce qu'écrit René Thom - « n'est pas un organisme ».

Pour terminer son article, René Thom propose un programme, une nouvelle forme de « philosophie nouvelle », sur lequel il est inutile d'insister. Mieux vaut, pour un scientifique - et aussi pour un mathématicien - ne pas s'immiscer dans des domaines qui lui sont étrangers.

Ce texte, contrairement à ce que l'on pourrait penser, est une simple défense de la science et des scientifiques.

EN BREF

■ Milawa. - Une exposition-parcours autour de Milawa Jezenska a lieu jusqu'au 25 février au Grand Foyer du Centre Pompidou.

■ Une lecture de Daniel Pennac. - La maison des écrivains organise le jeudi 11 janvier à 18 h 30 une lecture d'œuvres en cours de Daniel Pennac en présence de l'auteur (53, rue de Valenciennes, 75007 Paris).

■ Hommage à René Char. - Le Théâtre de l'impossible présente du 17 janvier au 17 février un spectacle de poésie et de musique autour de poèmes de René Char, avec Corine Thezler et Robert Bensimon. Parallèlement, une exposition intitulée « L'appel des poèmes », autour de l'œuvre de Char, se tiendra dans la salle d'exposition du théâtre. (Théâtre de l'Athlétique, place Parmentier, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 46-24-03-83.)

■ Hommage à Max Jacob. - La Maison de la poésie consacre une série de manifestations à l'auteur du *Cornet à dés* : une exposition, du 12 janvier au 18 mars ; deux lectures-conférences, les 25 janvier et 8 février à 20 h 30 ; un spectacle, les 30, 31 janvier et 1^{er} février, à 20 h 30. (Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris.)

EN POCHE

Publié en 1956, le roman de Marcel Schneider, *Les Deux Miroirs*, est un petit récit d'apprentissage, une parabole légère sur l'affrontement entre le diable et le bon Dieu, qui emprunte, sur un mode mineur, sa matière aux contes fantastiques du romantisme allemand.

Bien mené, joliment tourné, le roman de Marcel Schneider n'a cependant pas la puissance mystérieuse de certains récits de Marcel Bricq qui se situent dans les mêmes contrées de l'imaginaire.

Proche de la quarantaine, un homme se remémore son enfance. Il se souvient du petit démon intérieur, Maléfic, sous l'emprise pernicieuse duquel il avait commis quelques méfaits, quelques péchés qui ne risquent guère de passer très lourds dans la balance du Jugement dernier. Arrivé à l'âge adulte, il s'engagea néanmoins dans la Résistance. Engagement qu'il semblerait regretter en constatant, non sans quelque légèreté, que « la France de 1949 était redevenue la France de 1939... »

Malgré ses réserves et ses limites, le roman de Marcel Schneider, d'une lecture agréable, méritait cette réédition.

P. K.

► Les deux miroirs de Marcel Schneider, « Bibliothèque Albin Michel » (n° 33). Dans la même collection, un roman « fin de siècle » de Jean Lorrain, *Maison pour dames* (n° 35) et une jeune fille nue de Nikos Athanassiadis, traduit du grec par Christine Nottin et préfacé par Jacques Lacarrière.

► Dans le domaine fantastique, signalons deux rééditions en « GF-Flammarion » : *Trilby* et *La Fée aux miettes*, de Charles Nodier, présenté par Jean-Luc Steinmetz (n° 548) ; *Les Habits neufs de l'empereur* et autres récits, d'Andersen, traduit par D. Soldi et P.-G. La Chesnaye, introduit par Maurice Gravier (n° 537).

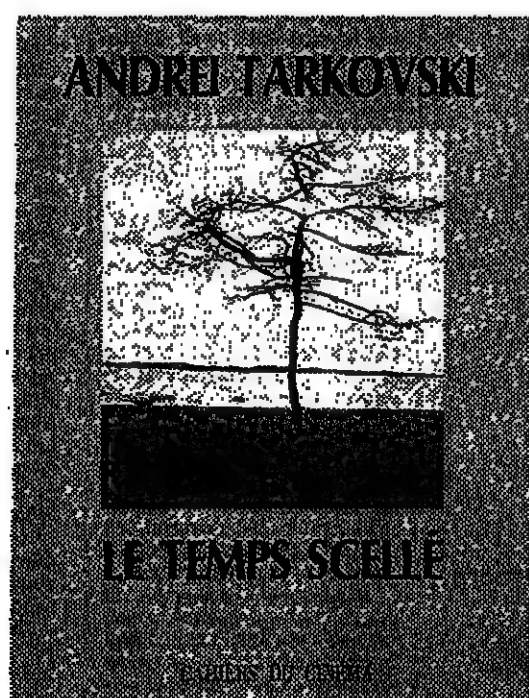
► Nous avons dit à plusieurs reprises tout le bien que l'auteur et le curieux de poésie pourraient penser de la collection « Orphée », publiée aux éditions de La Différence et dont le catalogue s'enrichit et s'universalise tous les jours. Après juste un an d'existence, près de quarante volumes ont déjà paru tous en bilingue. Se constitue ainsi, grâce à Claude-Michel Cluny, une sorte de bibliothèque poétique idéale, maniable, accessible et dont l'éclectisme est un gage d'ouverture et de qualité. Elle comble un manque, même si celui-ci n'était pas manifeste. Dans le domaine anglais, vient de paraître, outre le grand poème mythologique de Christopher Marlowe, *Héro et Léandre* (traduit et présenté par Claude Dandré, n° 33), une belle anthologie des poèmes de William Blake, divisée en *Chansons et Mythes* ; c'est Pierre Boutang qui traduit (superbement) et présente

avec beaucoup de finesse l'œuvre du grand visionnaire (n° 33). Notons également les trois autres derniers titres : *Des jours anciens*, du Québécois Emile Nelligan (1879-1941) (n° 36), présenté par Jean-Pierre Issenhardt ; un choix de poèmes de l'italien Alfonso Gatto, mort en 1978, traduit et présenté par Bernard Simone sous le titre *Pauvrete comme le soir* (n° 34) ; enfin, James Sacré présente les admirables poésies complètes de Jean de Sponde, poète de la seconde moitié du seizième siècle : *D'amour et de mort* (n° 32).

► Dans l'autre grande collection de poésie en poche chez Gallimard, la sortie des œuvres d'Henri Michaux se poursuit avec un livre paru en 1972, *La Vie dans les plis* ; récemment publié également, le rassemblement des derniers recueils de René Char, sous le titre du poème posthume : *Eloge d'une soupçonnée*.

► Signalons enfin, parmi les derniers titres de la collection « Lire et voir les classiques » en Presses-Pocket : l'*Odyssée* d'Homère, dans la belle et classique traduction de Lucienne de Lisle (préface et commentaire de Paul Viallet) et *La Peau de chagrin* de Balzac, présenté par Gabrielle Malandain (n° 6017).

Prix du Livre Art et Essai 1990
"Henri Ginot"



Décerné par le Centre National de la Cinématographie
Commission du Cinéma d'art et d'essai

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 46-46-80-28

32 Plan Brady : accord entre le Mexique et les banques
33 Entretien avec M. Martin Bouygues

36 Les dix ans qui ont ébranlé Detroit
37 Qui a peur de Roger Smith ?

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Records allemands

Quelle santé ! Auscultée par l'Office fédéral des statistiques, l'économie ouest-allemande présente un bilan 1989 qui lui attribue non seulement les économies malades de l'Est, mais aussi les convalescentes, comme celle de la France. Une fois de plus, les faits démentent les prévisions des « experts ». Au début de l'an dernier, ceux-ci annonçaient pour la RFA, une croissance comprise entre 2 % et 2,5 %. Un rythme jugé insuffisant par les partenaires commerciaux de l'Allemagne, qui exigeaient alors de Bonn un coup d'accélérateur. En fait, l'activité a été l'an dernier outre-Rhin de 4 %, la plus forte croissance depuis dix ans ! Mais ce n'est pas la seule belle performance enregistrée par l'Allemagne. Cette très forte croissance ne s'est pas traduite par un retour de l'inflation. Les prix n'ont augmenté que de 2,8 % — contre 1,3 %, il est vrai, en 1988. Elle a permis la création d'emplois : la croissance de la population active a été la plus forte depuis 1979, grâce, en particulier, à l'arrivée de 720 000 immigrants de l'Europe de l'Est. Le nombre des personnes qui ont un emploi a augmenté de 343 000 mille, celui des chômeurs a diminué de 203 800.

Non inflationniste et créatrice d'emplois, la croissance ouest-allemande a été élue en 1989 par l'investissement et l'exportation plus que par la consommation. L'investissement a augmenté en volume de 9,1 %, les exportations de 10,8 % et la consommation privée de 1,6 % seulement. Malgré une progression sensible également des importations (de 8,4 %), l'Allemagne aura dégagé l'an dernier un nouvel excédent commercial record, proche de 135 milliards de deutschemarks (presque 480 milliards de francs) ! Bref, une excellente année.

Et pour 1990 ? Les experts de la Bundesbank craignent qu'à l'occasion des négociations salariales en cours le patronat ne cède aux revendications des organisations syndicales, au risque, disent-ils, de relancer l'inflation. D'ores et déjà, la consommation privée semble reprendre le dessus comme source de la croissance. Les nouvelles perspectives à l'Est ne manquent pas de jouer comme un nouveau départ. Ne faut-il pas cependant souhaiter que les chefs d'entreprise ouest-allemands acceptent de réévaluer les rémunérations de leur personnel ? Une consommation encore plus soutenue outre-Rhin permettrait sans doute de meilleurs équilibres, notamment commerciaux.

E. L.

La fin de la session de Sofia

Les pays de l'Est reconnaissent que le COMECON est à la fois périmé... et nécessaire

Le réalisme a finalement prévalu, mercredi 10 janvier à Sofia, à l'issue de la 45^e session du COMECON, l'organisation économique des pays socialistes : malgré une belle offensive de la délégation tchécoslovaque, auréolée de son prestige démocratique tout neuf, les dix pays participants se sont sagement rangés derrière un compromis, même si certains d'entre eux ont dû ravalier quelques velléités de bouleversements.

SOFIA

de nos envoyés spéciaux

Les optimistes retiendront de cette session de deux jours qu'un accord unanime s'est dégagé sur la nécessité de changer le COMECON. Plus cynique, un délégué soviétique observait en souriant dans les couloirs : « Tout le monde est finalement d'accord sur une chose, c'est que le COMECON doit exister ». C'est ça, l'interdépendance... Quel pays socialiste peut actuellement envisager de se fournir en pétrole ou en gaz ailleurs qu'en URSS, c'est-à-dire en devises fortes ? Difficile de ne pas respecter des accords unilatéraux en vigueur « lorsque la moitié des ressources économiques dépendent » reconnaît le ministre du commerce extérieur de Tchécoslovaquie, M. Andrej Barak. Son collègue des finances, M. Václav Klaus,

finissait d'ailleurs par expliquer, après la cérémonie de signature des protocoles, l'usage des raisons pour lesquelles il plaiderait vigoureusement en faveur de changements radicaux. « Sinon, nous risquons de perdre notre crédibilité en Tchécoslovaquie », a-t-il dit, un mail peut-être sur les élections libres prévues dans son pays en mai ou juin.

Pour le même délégué soviétique, les Tchécoslovaques, avec leur attitude d'« enfants terribles », ont simplement fait preuve de « romantisme ». « Mais quand ils comptent leurs sous, ajoutait-il, ils réalisent qu'ils ont toujours besoin de nous ».

Rendement d'observation

Réalisme aussi quant aux tentatives hongroises d'encourager une intégration régionale restreinte des trois pays tournés vers l'économie de marché : Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne. Là, ce sont surtout les Polonais qui tempèrent, apparemment soucieux de ne pas avoir l'air d'isoler l'URSS. « Aucune organisation spécifique n'a été créée », souligne le premier ministre Tadeusz Mazowiecki. Nous avons parlé de coopération plus étroite entre nos trois pays, de l'idée d'un laboratoire économique ; de experts vont étudier cela ensemble. « Nous avons tous trois une situation économique dif-

férente, a réchéri le Tchécoslovaque Klaus, il nous serait donc difficile de signer un accord dès demain ».

Aujourd'hui, la seule réalité concrète, c'est toujours le COMECON. Pour parvenir aux « changements radicaux » dont parle le communiqué final fort succinct, quelles procédures et quel calendrier adopter ? Ces questions ont occupé la plus grande partie de ce qui semble avoir été surtout un round d'observation entre nouveaux venus.

La proposition polonaise de créer une commission spéciale pour examiner les projets des différents pays a été retenue. Elle bouclera ses travaux « en mai prochain », d'après M. Marcin Swiechowski, le ministre du commerce extérieur polonais, qui en fera partie. Une autre question de procédure a porté sur la prochaine réunion du COMECON : la Tchécoslovaquie souhaitait une session extraordinaire, si possible vers le mois de juin ; elle sera ordinaire et se tiendra à Budapest à une date non précisée.

Quid alors des questions de fond — la formation des prix, les moyens de paiement et, la décentralisation des échanges ? Le communiqué final n'en souffre mot, mais les commentaires des différentes délégations aux nombreux journalistes, présents pour la première fois, permettent de se faire une idée des positions respectives.

SOPHIE GHERARDI et SYLVIE KAUFMANN
Lire la suite p. 32

La solidarité entre industriels ouest-allemands

Siemens reprend Nixdorf

Nixdorf a trouvé son sauveur : c'est son compatriote Siemens qui va voler à son secours. Nul ne peut nier que, devant les périls encourus par un des leurs, les industriels allemands aient cherché une solution nationale. Plus fondamentalement, cette concentration — qui sera examinée par l'Office des cartels et par la Commission européenne — est le premier épisode d'une série de restructurations dans l'informatique.

Cinquième opération d'importance en un peu plus d'un an pour Siemens, numéro deux de l'industrie ouest-allemande : le groupe munichois vole au secours de Nixdorf, en butte à de graves difficultés financières. En plein accord avec les héritiers du fondateur de l'entreprise informatique — sans lesquels l'opération n'aurait pu se faire, — Siemens va en effet prendre le contrôle de Nixdorf, qui fut pendant des années une des valeurs fétiches de la Bourse avant de plonger dans le rouge en 1988, deux ans seulement après la mort de son fondateur, Heinz Nixdorf.

Ralentissement mondial de l'informatique

Trente-huit ans après sa création, l'entreprise Nixdorf perd donc son autonomie. Elle entre chez Siemens en fort piteux état : selon *Der Spiegel*, elle aurait perdu l'an passé un milliard de deutschemarks (3,4 milliards de francs), à comparer avec un chiffre d'affaires de 5,35 milliards de DM en 1988.

Plusieurs facteurs expliquent cette déconfiture : d'abord, Nixdorf est spécialisée dans les mini-ordinateurs qui traversent une crise, talonnés par des micro-ordinateurs de plus en plus performants. Ensuite, ses difficultés ont été aggravées par le ralentissement dont souffre toute l'informatique mondiale. Enfin, M. Klaus Luft, le successeur que Heinz Nixdorf avait lui-même choisi, n'a pas vu venir la crise et a laissé trop longtemps la société vivre sur un grand pied. La sanction n'a pas tardé : 60 millions de DM perdus en 1988, 465 millions au cours des neuf premiers mois de 1989. Pour la première fois de son histoire, Nixdorf décidait donc, en août dernier, de ne pas verser de dividende à ses actionnaires.

En novembre, M. Luft, quarante-huit ans, quittait ses fonctions, tandis que la société reconnaissait qu'elle examinait ce qu'elle appelait encore des « coopérations ».

Les rumeurs sur l'état réel des comptes qui circulent depuis quelques jours avec persistance

outre-Rhin ont-elles amené les dirigeants et les fondateurs de l'entreprise à aller plus loin ? On est tenté de le penser puisqu'on assiste en réalité à une prise de contrôle pure et simple par Siemens, un groupe assez peu habitué à demeurer à se contenter d'une participation minoritaire ; en effet, Siemens rachète la majorité des actions ordinaires (les seules intéressantes car elles sont assorties d'un droit de vote) détenu jusqu'alors par la famille Nixdorf et deux fondations à but non lucratif situées dans son orbite.

Dans un deuxième temps, une augmentation de capital réservée permettra à Siemens de détenir « largement les 51 % » du capital d'une nouvelle société qui sera constituée par l'aggrégation de Nixdorf et de l'informatique de Siemens.

Dans un marché de poche

L'entreprise commune — qui sera dénommée Siemens-Nixdorf Informations-systeme AG — réalisera un chiffre d'affaires mondial de 12 milliards de marks. Siemens revendique donc, à l'issue de cette opération, la place de numéro un de l'informatique en Europe qu'elle aurait ainsi rattrapée au français Bull. En réalité, les deux groupes se tiennent dans un mouchoir de poche. Mais nul ne peut nier que le colosse allemand (200 milliards de francs de chiffre d'affaires) — qui a déjà racheté l'an passé une autre entreprise de mini-ordinateurs, le français IN2 — fait une nouvelle avancée dans l'informatique. En rachetant Nixdorf, au nez et à la barbe des autres constructeurs européens comme Bull et Olivetti — Siemens signe son cinquième beau coup en treize mois, après le rachat d'IN2 (décembre 1988), l'OPA conjointe avec GEC sur le Britannique Plessey (finalisée en septembre dernier), la reprise de Rolm, filiale d'IBM (décembre 1988), et la coopération avec Framatome (avril 1989).

Siemens aura-t-il la bénédiction de l'Office ouest-allemand des cartels ? Pourquoi pas, puisque Daimler-Benz a pu racheter MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blom) ? Enfin, l'absorption de Nixdorf par Siemens risque d'être le premier épisode de ce qui pourrait être le feuilleton informatique de l'année : les observateurs s'attendent à une vague de rachats dans ce secteur, plongé dans une nouvelle crise. Et leur petit jeu favori consiste à dresser la liste des entreprises à « croquer ». Nixdorf figurait en bonne place dans leurs prévisions.

FRANÇOISE VAYSSE

INSOLITE

Vacances révolutionnaires...

La vogue de l'Europe de l'Est ne connaît pas de limites. Dernier en date, le Club Méditerranée a saisi l'occasion.

Il propose d'aller, en une semaine, se rendre compte de l'évolution actuelle des pays de l'Est, en visitant Prague, Berlin-Est, Varsovie, Budapest, Sofia, Bucarest et Moscou. « Nous voulons que nos clients vivent cette période vitale de l'histoire », a déclaré le directeur commercial du Club.

La vivre confortablement tout de même. Pour 12 000 francs, les heureux voyageurs, accompagnés par le PDG du Club Méd lui-même, M. Gilbert Trigano, auront droit à des « tables rondes » avec des personnalités importantes dans toutes les villes, et à être logés dans des hôtels de luxe.

La volonté de faire « vivre » la situation de ces pays ne va pas jusqu'à faire partager aux voyageurs les difficultés de l'existence...

Alors que le premier ministre japonais est en visite officielle à Paris

Mme Cresson et M. Fauroux s'opposent sur l'attitude à adopter face aux entreprises japonaises

Arrivé à Paris mercredi soir 10 janvier pour une visite officielle de vingt-quatre heures, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, devait être jeudi 11 l'hôte de M. Mitterrand pour un « déjeuner de travail ». Il devait ensuite être reçu par M. Rocard, avant de gagner Londres, prochaine étape de sa tournée européenne.

« La gesticulation est l'arme des faibles », M. Roger Fauroux, le ministre de l'Industrie, a répondu, mercredi 10 janvier en présentant ses vœux à la presse, à Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes. Le jour de la visite du premier ministre japonais à Paris, Mme Cresson avait violemment critiqué les Japonais dans un entretien accordé à *La Tribune de l'Expansion*. « Le Japon est un adversaire qui ne joue pas le jeu et qui a la volonté absolue de conquérir le monde », avait-elle déclaré.

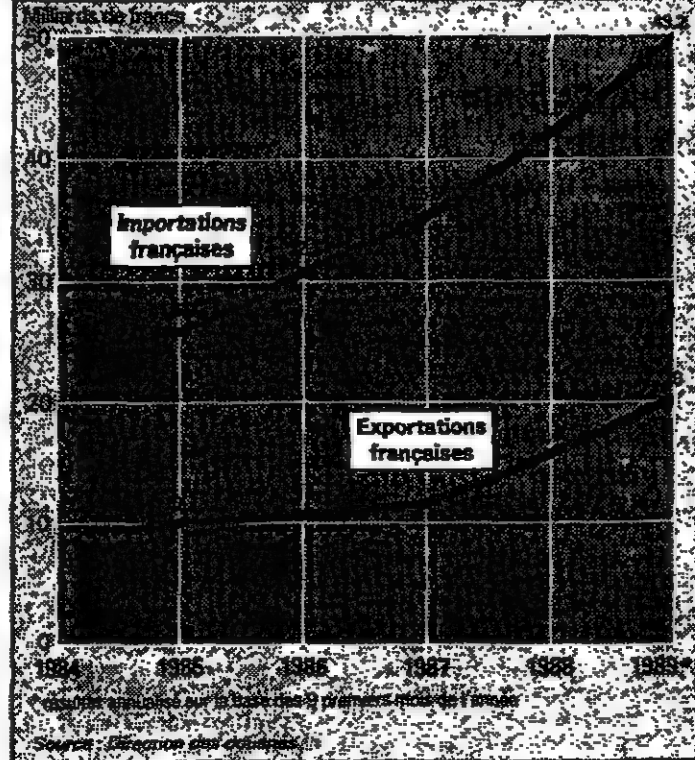
Mme Cresson réclame des « règles sévères » sur l'entrée des produits japonais en Europe, en particulier l'automobile et l'électronique. Elle estime aussi que les « investissements japonais ne sont pas comme les autres (...) ils sont destructeurs d'emplois ». « Je ne partage pas le point de vue de ceux

qui disent : plutôt des investissements japonais que le chômage. Nous risquons d'avoir et les Japonais et le chômage ».

M. Fauroux, qui était explicitement visé, a répondu : « qu'on ne réglait pas les problèmes à coup d'interview. Le Japon, c'est plus compliqué que cela. Le Japon mérite le respect. Si nous ne vendons pas de voitures au Japon, c'est peut-être parce que les leurs sont plus performantes. Le problème est qu'ils sont plus performants, comme les États-Unis l'étaient après-guerre ».

« Je préfère les analyses aux incantations », poursuit M. Fauroux. Ce qu'il faut déterminer, ce sont les secteurs où se protéger — et l'automobile en fait partie — et les autres où les entreprises ont besoin des investissements japonais. « Le ministre de l'Industrie estime que la France ne peut pas se passer des investissements étrangers. Si les Français investissent désormais plus, il n'y a pas d'autre solution pour créer des emplois et combler le déficit extérieur ». En outre, il faut refuser la politique de « grivoiserie », a conclu M. Fauroux. « Si nous n'attrapons pas les Japonais, on les retrouve en Hongrie, en Irlande, en Afrique... »

Le déséquilibre persistant des échanges commerciaux France-Japon



En 1989, le déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et le Japon devrait légèrement s'aggraver par rapport à 1988. Le déficit bilatéral enregistré par la France devrait en effet s'élever à 30 milliards de francs, contre 27 milliards en 1988. La structure des échanges ne devrait pas subir de modification notable. Plus de 60 % des exportations françaises vers le Japon sont constituées par des biens de consommation, dont une part importante de produits de luxe.

La voiture qui vous fera regretter d'avoir déjà une voiture.



DEDRA. LA NOUVELLE LANCIA.

ka,
nue

ait :
sur l'ange gardien.

le militantisme, définir
Poniatowska et ne livrerait
qu'une image réductrice,
uniforme à la réalité.

ir la lire et la comprendre,
drait se représenter le genre
sin formant une grande
: où l'amoureuse sur le point
: délaissée tint la main de
une si dénuée qu'il n'a que
som à offrir à l'inconnu de
age, lequel crochète la
pâte de Lucita, radieuse
oecence alors qu'elle compa-
rtevant ses juges pour « délit
ulière quintuple », et qui se
l au bras de Pascho, le
micien épris de sa locomo-
à vapeur... Bien sûr, c'est
a Poniatowska qui mène la
e ou, plutôt, c'est elle qui
la vigilance d'un ange gar-
se déplace autour de quel-
le pour surprendre ici quel-
travers et, plus loin, accom-
ner une souffrance, une soli-
e. Ne dit-elle pas qu'« il faut
jours laisser un espace de-
se les chaînes pour l'ange gar-
e » ?

ange gardien doué d'ubiquité,
able d'explorer à sa guise le
ips et l'espace, l'écrivain peu
roger le rôle de témoin et,
fois, celui de redresseur de
ts. Mais Poniatowska sait
si baisser le ton, renoncer à sa
ve et à sa belle présence pour
ffacer et se montrer alors
une discrétion exemplaire,
mme elle le fit avec *Cher
go. Quiela l'embrasse* (1),
te de lettres imaginaires,
ites vibrantes de souffrance
eue et de passion créatrice.

Anne Bragance

(1) Actes Sud.

A I
Borgès

Borgès est un autre ». Ni seu-
lement l'auteur, ni seulement
« personnage », mais, dans la
ante, l'auteur qui invente le
s'annonce pour les besoins
la cause. « *Borgès* n'est pas
seulement une « vaste litté-
raire », c'est aussi l'autre
meux, le personnage fictif
Borgès » que l'écrivain
orgès a créé, doublant ses
itres et considéré officielle-
ment comme leur auteur. On
entend généralement les
eux, mais Borgès, lui, les dis-
tingue soigneusement. «
l'hypothèse de l'auteur part
le principe que, chez Borgès,
auteur renverse les valeurs de
gloire (« fama ») épique : il
est plus « fameux » mais
l'âme, indigne de tout tem-
porisme authentique, impuissant
à se distinguer de son récit et
rien garantir la vérité. L'auteur
se trouve son salut qu'en
l'effaçant, dans « l'infamie ».

Loin de se contenter d'une
analyse des morceaux théma-
tiques récurrents chez Borgès,
le superbe essai de R. Lellou-
che se lit comme un roman
policier où l'énigme serait le
pouvoir de la raison, ou plutôt
de l'humaine inquiétude de la
raison devant le mystère insol-
uble. Il s'engouffre dans le
puzzle de l'œuvre sans préten-
dre la reconstituer et, en tra-
çant la totalité continue de son
mouvement, il donne la raison
d'être des fictions. Comme sur
un dessin d'Escher et à la
inventaire de l'univers de
Borgès, les entrées sont multi-
ples. La parole rebondit avec
l'humour, pénètre sans s'écra-
per les paradoxes borgésiens
et la casse-tête qui définit
l'implosion réciproque entre
l'histoire et son écriture.

M. Van Renterghem

Le Monde

AFFAIRES

Un entretien avec M. Martin Bouygues

« Nous réfléchissons à long terme à une diversification majeure. Pourquoi pas les télécommunications ? »

Il y a maintenant quatre mois que Francis Bouygues a passé à son fils cadet, Martin, trente-sept ans, les rênes de l'empire fondé en 1952. Une succession qui s'est accomplie sans heurt parce qu'elle avait été minutieusement réfléchie et patiemment préparée.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Martin Bouygues, PDG d'un groupe qui pèse 59 milliards de francs de chiffre d'affaires, nous explique sa stratégie, ses projets de diversification et sa philosophie vis-à-vis des pays de l'Est.

« L'année 1989 s'est-elle terminée pour le groupe selon vos vœux et selon vos prévisions ? »

« Les résultats sont satisfaisants et nous affichons un franc optimisme. Par rapport aux prévisions, on note même une légère amélioration. Le chiffre d'affaires a atteint 57 milliards, soit une hausse de 14 %, alors que nous escomptions 7 % ; et cela en dehors des Grands Moulins de Paris. Les bénéfices (pour la part du groupe) atteignent 570 millions (+ 10 %), et au total 780 millions. Bouygues dispose aujourd'hui d'une trésorerie disponible de 3,5 milliards de francs. »

« Sous quels auspices se présente 1990 ? »

Aucune raison qu'elle ne soit pas satisfaisante, et ce dans tous les domaines d'activité du groupe. Le secteur de l'offshore n'est, certes, pas florissant mais le chiffre d'affaires progresse et 1990 devrait faire apparaître une sensible amélioration. Il s'agit d'un secteur en surcapacité ; nous avons proposé à nos confrères dans ce domaine une rationalisation, voire des accords, mais ils sont restés sourds à nos appels. Nous demeurons toutefois ouverts à toute négociation à ce sujet.

Embauche en hausse

« Et les bénéfices prévus du groupe ? »

En fait, l'exercice 1990 devrait enregistrer une progression des bénéfices d'exploitation plus forte qu'en 1989. Presque toutes nos commandes sont déjà enregistrées, avec un chiffre d'affaires qui devrait progresser de 11 %, à 63 milliards de francs, englobant tout ce dont nous avons la responsabilité. A ce sujet, Bouygues a vu tomber à 34 % sa participation dans Maisons Bouygues, dont la Saur (traitement des eaux) est filiale, au profit de la famille Bouygues, qui en détient maintenant 66 %. Ces

deux sociétés vont logiquement sortir du périmètre de consolidation du groupe pour le chiffre d'affaires comptable et seront intégrées uniquement pour leurs résultats après mise en équivalence.

« Quant aux résultats, certains analystes financiers pronostiquent un chiffre dépassant 700 millions de francs. Cette estimation me semble à l'heure actuelle élevée, en particulier parce que les investissements réalisés fin 1989 entraîneront des frais financiers en 1990, alors que les bénéfices qui en résulteront ne seront comptabilisés qu'au cours des années suivantes. »

« Bouygues embauche ? »

« Oui. Nous sommes 65 000 environ, et nous comptons progresser de 5 à 6 %. Nous avons un grand besoin d'ingénieurs, d'ouvriers, de cadres commerciaux, de gens qui parlent plusieurs langues. »

« Sachons être pragmatiques. »

« Le secteur du BTP en France est divisé en cinq grands groupes. N'est-ce pas un paysage trop dispersé ? Faut-il pousser plus loin la rationalisation ? »

« Il s'agit d'un secteur peu compétitif, dont les marges dépassent rarement 1,5 %. Cinq grands groupes, beaucoup de moyens, une infinité de petits ; c'est trop, manifestement. Régulièrement, circulent des rumeurs sur la vente de la SAE. »

« Votre schéma d'organisation idéal, ce serait... »

« Un seul grand groupe, vous voyez lequel. Pour être sérieux, disons que s'il y avait un rapprochement à opérer, ce pourrait être entre Spie-Batignolles et SAE ; cela ferait un groupe de moins. »

« Pourquoi ne rachetez-vous pas la SAE ? »

« Il n'y aurait aucun intérêt, nous faisons le même métier, nos équipes se dédoublent. Non, il n'y a pas de 2. Il n'y a aucune complémentarité. C'était différent il y a trois ans, lorsque nous avions des visées sur Spie, car Spie est présent dans des domaines, comme l'électricité, où nous ne sommes pas très actifs. »

« Avez-vous des alliés européens ? »

« Ma philosophie est très claire. Il faut faire le distinguo entre les stratégies par pays et celles par branches d'activité, par métier. Sachons être pragmatiques et adapter la stratégie cas par cas. Un



PANENO

exemple : l'investissement de 900 millions de francs pour l'acquisition de 3,5 % du Banco Central en Espagne est doté pour nous d'une rentabilité convenable et ouvre des synergies de développement importantes, non seulement en Espagne mais aussi en France et en Amérique latine, où le Banco Central est bien implanté, comme il l'est en URSS, pays qui intéressent particulièrement.

« Votre récente acquisition des Grands Moulins de Paris, pour 1,4 milliard de francs, relève-t-elle d'un « coup » financier et immobilier ou s'inscrit-elle dans une stratégie de diversification mûrement réfléchie ? »

« Bien sûr, le côté immobilier de l'opération, le long de la Seine, face à Bercy, ne peut être nié, ce serait idiot. Nous espérons bien y construire, en étroite intelligence avec la Ville de Paris. Mais pour ce qui est de l'activité propre de la meunerie, mon idée est de la conserver. Elle représente d'ailleurs 3 milliards de chiffre d'affaires en 1990. »

« Mais c'est une branche à réorganiser et à moderniser. Il s'agit d'un très vieux métier, qui a souffert longtemps d'avoir été trop protégé. Les positions sont restées figées. Nous allons, à travers un groupe qui occupe 20 % du marché, donner le coup d'envoi à une vaste opération de restructuration de la meunerie en France, c'est clair. Et s'implanter dans le surgelé, qui se développe très vite. »

« Donc, l'agroalimentaire constitue une diversification solide et sérieuse. »

« Pourquoi pas ? On s'est bien lancé dans la télévision... »

« C'est le siècle ? »

« Nous réfléchissons à long terme à une diversification majeure à côté du BTP, qui représente encore 56 % du chiffre d'affaires. Pourquoi pas les télécommunications, qui sont en plein boom ? »

« Quel sens donnez-vous à l'acquisition récente de la Saudi European Bank ? Est-ce seulement pour « occuper » votre père Francis Bouygues ? »

« Réaliste, à titre personnel, par la famille Bouygues et surtout par Francis Bouygues, qui la présidera, elle est destinée à faire un petit peu de banque et à réaliser des affaires. En tout cas, cet établissement ne sera pas une banque de groupe et il ne vivra pas de l'entreprise Bouygues qui maintiendra ses relations bancaires actuelles. »

Un capital bien verrouillé

« Le capital du groupe est-il correctement verrouillé pour le mettre à l'abri de toute OPA hostile ? »

« Oui. Nous sommes incapables, même si nous pouvions encore améliorer nos dispositifs de défense

dans cette optique. A l'heure actuelle, après les derniers réajustements, et compte tenu des droits de vote doubles, le contrôle de 59 % du capital du groupe Bouygues est assuré. Le noyau dur, c'est-à-dire le bloc familial, représente 24 % des voix aux assemblées. Quant au tour de table des « amis », il est composé du Crédit lyonnais (15,7 %), de la Société générale de Belgique (du groupe Suez) pour 9,5 %, de la Caisse des dépôts pour 4,9 %, de l'UAP pour 1,5 %, de Fininvest (groupe Berlusconi) pour 1,6 %, M. Maxwell ? Il n'a jamais détenu que quelques pour cent, en tout cas pas plus de 5 %. »

« En tant que chef d'entreprise, comment appréciez-vous les bouleversements récents dans les pays de l'Est ? »

« Je vous dirai que Bouygues a été la première entreprise française du BTP à créer une société d'économie mixte en URSS, à la faire fonctionner et à ouvrir un chantier. C'est à Moscou, où nous construisons (avec la BNP et le Crédit lyonnais), en association avec le professeur Fiodorov, une clinique ophtalmologique. Ce sera l'hôtel Iris. Tout va bien. Nous avons aussi dans ce pays de très nombreuses négociations en cours dont certaines — dans les domaines des hôtels ou des aéroports, car les

besoins sont immenses, — sont arrivées à leur terme. Les dossiers sont prêts. Les banquiers se sont engagés. Il ne reste qu'une chose à obtenir de la part du gouvernement français : c'est la garantie du risque politique pour la mise en place des financements. Il est dommage de tergiverser et de laisser croire aux Soviétiques : « J'y va-t-y ? J'y va-t-y pas ? ». Savez-vous que notre groupe a déjà engagé, en 1989, dans les pays de l'Est, plus de 50 millions de francs commerciaux ? C'est énorme. On ne peut pas tout faire tout seul. Nous prenons suffisamment de risques. »

« Êtes-vous optimiste sur ces négociations ? »

« Oui. Dans les prochains jours, nous attendons des réponses favorables du gouvernement français. Les industriels français traversent une conjoncture plutôt meilleure et pensent à investir pour l'avenir. Les pays de l'Est ont des besoins d'équipement gigantesques ; ils disposent de ressources minérales ; certains sont riches de leur « non-dette ». La France a donc une carte maître à jouer. Ne perdons pas de temps. Ne soyons pas paralysés par une nouvelle pseudo-affaire d'emprunts russes. »

« Bref, les opportunités se multiplient et la France est, avec la RFA, le pays le mieux placé. »

« TF1 ? on garde. »

« L'Est, c'est bien. Mais sur le continent américain, Bouygues brille, si l'on peut dire, par sa discrétion. »

« Faut-il Notre activité aux Etats-Unis, avec 2,7 milliards de chiffre d'affaires (routes, ingénierie, avec Colas et SCREG) représente 22 % de notre chiffre international. »

« Et au Canada ? »

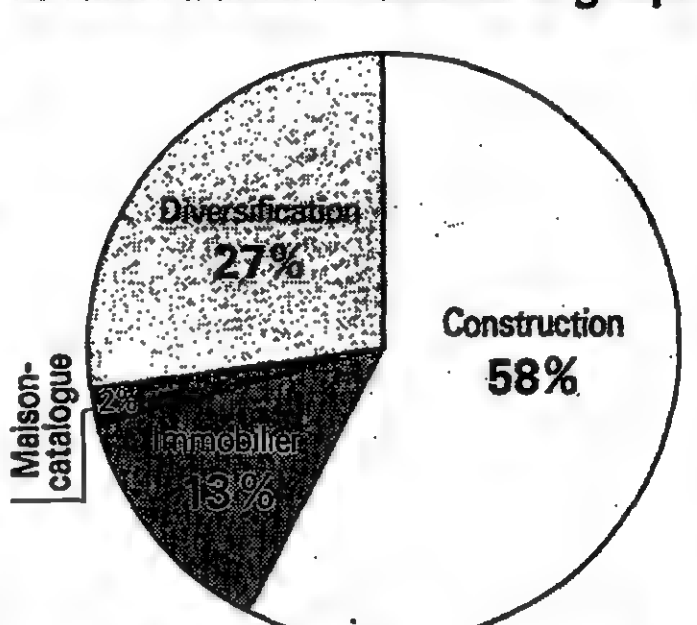
« Nous sommes engagés dans les études d'un grand ouvrage dans la baie James, et aussi d'un lien fixe (tunnel ou pont) entre l'île du Prince-Edouard et le continent. Mais ce ne sont que des projets, comme il y en a d'autres que nous suivons au Bangladesh, au Koweït, en Grèce ou en Turquie. »

« Vous arrive-t-il d'être tenté, parfois, de vendre TF1 ? »

« Non. Même si cela nous coûte 100 millions de francs par an, on garde. Et avec beaucoup de plaisir. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD et FRANÇOIS RENARD

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe



Répartition sectorielle 1989 (hors taxes)

PORTRAIT

Michel Garcin, de l'aventure de Lip à celle de l'essaimage

Un homme de passion, Michel Garcin, aujourd'hui patron de RDE (Réseaux pour le développement de l'entreprise), un bureau de conseil parisien qui intervient dans le cas d'essaimage d'entreprises, mais qui met aussi au point des actions de développement local ou essai de populariser le partenariat. Bref, un chef d'orchestre de toutes les tentatives innovantes, imaginées afin d'aider à la création d'emplois ou d'objectifs est de dynamiser le tissu économique.

Banquier, à New-York s'il vous plaît, le voilà séduit par Claude Neuschwander, alors éphémère patron de Lip, qui tente de convaincre les milieux d'affaires américains, sans grand succès à vrai dire, que la France entière se passionne pour les « parois de la Palente ». Nous sommes en 1973 et Jean Riboud veille encore dans l'ombre sur ce qui sera la dernière expérience aventureuse des années de croissance.

Ni une ni deux, Michel Garcin plonge, enthousiasmé. « On défendait l'idée que la maintenance de l'emploi devait être une donnée intangible à laquelle toutes les autres se plieraient », rappelle-t-il, à peine surpris, avec le recul, de l'inconscience de l'époque. Aujourd'hui, le plus fort de la crise passé, on regarde à nouveau du côté de la Suède pour y prendre les mêmes enseignements...

L'euphorie ne durera pas. Quelques mois plus tard et plusieurs épisodes plus loin, Claude Neuschwander et les autres oubliés, Michel Garcin se retrouvera au milieu de la tourmente autogestionnaire.

Seul cadre dirigeant, il deviendra le directeur général de la coopérative ouvrière. Et, pendant dix ans, sa vie se confondra avec l'inévitable rebondissement de l'utopie des Lip, de plus en plus anachronique dans le contexte de la récession économique.

Il vit au milieu d'un village gaulois retranché dont l'Obélix aurait été Charles Piaget, tombé dans la potion magique du PSU, et expérimente toutes les formules alternatives sans se soucier des Romains — la modernité — qui l'entourent. « Autant nous avions à donner une image forte dans la première phase, celle des ventes sauvages de montres, autant nous avons été par la suite incapables de conserver un courant de sympathie, reconnaît-il avec regret. Notre cheminement a été perçu comme un parcours de renoncement, un abandon progressif des idéaux d'origine et, pour tout dire, un échec. »

Pépinière d'entreprises

Pour lui, « Lip, ce n'est toujours pas fini », contrairement à ce qui s'est encore dit récemment quand le dernier symbole, la coopérative, a été racheté et transformé en société anonyme. L'ancienne usine est devenue une pépinière d'entreprises. La marque appartient toujours aux fondateurs du mouvement, et plusieurs des entités créées cette époque existent encore, parfois dédoublées comme l'imprimerie Piaget, en préretraite après un ultime débat de

fond qui l'a blessé, cultive son jardin. A Besançon, des salariés vivent de ce qui subsiste des morceaux épars de la grande entreprise horlogère, trop facilement oubliée.

Il ne le dira pas mais, à condition de ne pas juger du passé à l'aune des rêves d'antan, le bilan est, à l'entendre, positif. Pour garder le moral, la longue épopée tragique des Lip, confit des « purs » égarés dans un monde en plein bouleversement, doit être lue différemment. Simplement ramenée à une histoire banale de survie industrielle, sans ses mythes, elle témoigne de la capacité d'hommes et de femmes à s'adapter, à inventer d'autres conditions au maintien de l'activité. En fait, Michel Garcin, même pas marqué par une décennie de galère, ne veut maintenant voir, dans ce que sont devenus les restes de Lip, que les prémices des techniques mises à la mode dans les années 80 pour reconstruire l'emploi. Un pionnier contre son gré de tout ce qui s'agit aujourd'hui, hors de l'idéologie, et qui, de ce point de vue, demeure présentable avec ses emplois maintenus et son arborescence de structures, proches de l'essaimage.

D'une passion l'autre. Il y a trois ans, notre homme lance RDE et vient défendre l'idée que l'on peut reconstruire de l'emploi si l'on sait faire éclore les projets. Ce qu'il parviendra à démontrer avec près de huit cents opérations réussies que sa société, financée par les entreprises pour son intervention, aura contribué à faire naître. « Il n'y a pas que les grands groupes qui soient intéressés mais aussi les PME et les PMI »,

dit-il, au vu d'un résultat qui l'entraîne de plus en plus loin. Les collectivités locales, mais aussi les pouvoirs publics trouvent dans sa méthode le moyen de lutter contre l'indéfectibilité. Associé au Centre de recherche en économie industrielle de Paris-Nord (CREI) et à l'université de technologie de Compiègne, il offre désormais des services pour entreprendre des actions de développement local et de partenariat mais sort également de lieu de réflexion pour le ministère de l'Industrie et de l'aménagement du territoire ou pour la DATAR. D'ailleurs, il organise, le 18 janvier, au ministère de la recherche, une journée de discussion sur ces thèmes qui exigent une clarification.

« Se mêler des mots-valises »

« Il faut se mêler des mots-valises », prétend en effet ce VPR de l'innovation sociale et économique. « Un concept flou n'aide pas à la prise de décision », poursuit-il, fort de son expérience. Quand il est associé à un plan social de réduction d'effectifs, l'essaimage doit se limiter à des choses simples, directement opérationnelles, qui ne concernent pas le mieux que 2 % du personnel en cause. Il s'agit alors de favoriser la réalisation de vieux espoirs assoupis sans chercher à monter des dossiers sophistiqués. Le travailleur licencié utilisera ses compétences industrielles, ou même ses capacités enfouies, pour s'assurer un emploi et rien de plus.

En revanche, d'autres cas sont plus passionnants, qui peuvent également apparaître dans des entreprises moyennes. Là, c'est une activité qui ne correspond plus aux objectifs principaux et dont on se sépare en la confiant à un ancien cadre salarié ; ici, c'est une technologie qu'on sait ne pas pouvoir développer et qu'on laisse partir avec celui qui la défend avec tellement de détermination qu'il ne comprendrait pas d'en être sévré. Tous les cas de figure coexistent, qu'il convient de mettre en ordre. Pourvu que les modalités retenues ne reviennent pas à créer un réseau de sous-traitance trop dépendant, ou qu'on ne cherche pas à se débarrasser ainsi d'une branche vouée à l'échec, tout est possible.

L'intervention de RDE consiste justement à éviter les écueils et, bien souvent, on peut considérer que l'essaimage est une bonne façon de répondre aux exigences d'une saine gestion des ressources humaines allée aux conditions du développement harmonieux d'un réseau de PME plutôt orienté vers les nouvelles technologies ou des marchés complémentaires. Bien souvent, le résultat final est profitable pour tous, dès lors que le travail préparatoire a été bien mené. Une belle démonstration d'efficacité et une sorte de revanche pour Michel Garcin qui ne saurait renier l'acquis des Lip. Une façon pour lui de remettre les pendules à l'heure et d'avoir raison contre les jugements du temps.

ALAIN LEBAUZE

te »
e mobilisent

neous sur un apurement de de 1989 n'a pu intervenir entre (CFDT, CFTE et FO) et l'AFB, propose l'octroi, en janvier, à de la profession de « 4 points ntis » et d'une prise égale à ensualité, avec un plancher de grant notamment la compen- s personnels garantis à compter 199 ». Syndicats et AFB doivent di.

28

d'embauche à 6 500 (francs), mais entend d'abord « se battre pour l'unité syndicale » et « donner la parole à ceux qui ne s'expriment jamais ». Aussi la CFDT s'est-elle attachée à étendre le mouvement au plan national et a pris en charge l'essentiel de l'organisation de la manifestation de jeudi.

A la direction de la BNP, on se défend d'être la lanterne rouge salariale de la profession bancaire, ne dispose pas de statistiques sur ce plan). « La rémunération moyenne, sur deux mois, de nos employés était de 8 000 francs en 1988 contre 7 882 francs au Crédit lyonnais. En revanche, nos cadres perçoivent 20 000 francs contre 22 000 au Crédit lyonnais », précise M. Gu Lapompe, directeur du personnel. Celui-ci souligne que la modernisation et le développement de la formation au sein de la banque s'opèrent en plein accord avec les syndicats. De plus, insiste-t-il, la direction a, de sa propre initiative, décidé de ne pas appliquer son projet de suppression des trois des huit centres administratifs, considérant que le personnel n'était pas prêt. Quant aux « attentats à la dignité » dénoncés par les syndicats (des « notations trop sévères », notamment), M. Lapompe juge ce reproche « vraiment injurieux ».

JEAN-MICHEL NORMAND

et de plan de la SNCF

logique de repli

protéger leur environnement, nous n'avons rien prévu pour débloquer du tunnel sous la Manche et pour accueillir le trafic routier Angleterre-Italie. Alors que les Belges ont programmé le développement du fret diffus international, nous réduisons le nôtre. Investir seulement 1,5 milliard de francs en cinq ans pour développer les transports combinés, ce n'est pas sérieux. » Tout se passe comme si la SNCF allait être réduite au rôle de tracteur, le développement étant effectué dans les filiales La SÉNAM fait à peine partie du contrat de plan ; CARLAGE, la filiale d'autocars, se tient prête à créer des lignes entre Dijon et Nancy ou Bordeaux et Lyon. On vient à toucher au noyau dur de la SNCF.

« Nous avons démontré que la restructuration du service des bagages accompagnés, qui prévoyait de ramener de 150 à 10 le nombre des gares couvertes, était de réduire le déficit, serait une catastrophe et nous avons obtenu 150 centres supplémentaires. Mais nous serons obligés de rejeter tout contrat de plan qui ne serait pas fondé sur une logique de développement et qui ne contiendrait pas des améliorations en matière d'effectifs, de salaires et de conditions de travail, et nous allons nous battre avec les autres organisations syndicales pour faire modifier le projet. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

« Peugeot : polémique sans fin ». Au cours d'une conférence de presse, début 10 janvier, M. Gilles Dugé, directeur des relations extérieures de l'usine Peugeot de Sochaux, a indiqué que l'ouvrier licencié pour avoir emprunté un fer à souder le 29 décembre 1989, l'avait été en raison « de la perte de confiance résultant de l'utilisation frauduleuse d'une procédure établie dans le cadre de l'activité professionnelle ». Il a précisé que l'outil n'avait été rapporté qu'à la demande du chef d'atelier, concluant : « Il s'agit d'une fraude ». M. André Fallot, l'ouvrier en cause, a dénoncé la « machination ».

C'est dire si l'Australie reconnaît la prépondérance régionale légitimement établie par l'Asie-Pacifique Economique (APEC) (1). - « Je n'étais pas considérée par la région comme une partenaire intégrale », a lancé M. Bob Hawke dans ses discours d'adieu à cette époque est toujours. « Lors de l'Asie-Pacifique Economique, l'idée de mettre sur pied une organisation régionale, l'APEC, suscitant alors un scepticisme que d'engouement de M. Bob Hawke disparaît.

AFFAIRES

Du surimi à la sauce normande

A Carentan, dans la Manche, Cuisimer, leader des spécialités cuisinées de la mer, importe du kamaboko d'Alaska pour produire une pâte de poisson au goût de crabe ou de homard

CHERBOURG

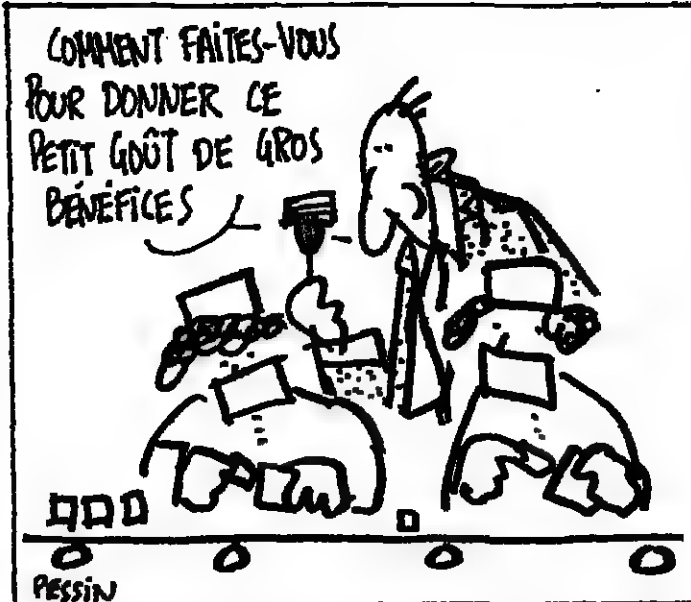
de notre correspondant

LES saumons viennent du Canada, les éperlans d'Indonésie, les crevettes et les moules de Hollande. Et depuis quelques mois, c'est d'Alaska que Cuisimer, leader industriel des spécialités cuisinées de la mer en France, importe du kamaboko, une sorte de faux crabe pour fabriquer du surimi à la sauce normande. Aujourd'hui, en effet, la drôle de pâte à base de poissons blancs arrive surgelée à Carentan (Manche).

En bûches, miettes ou chipettes, adéquatement aromatisées pour satisfaire le goût français, le kamaboko nippon rejoint les nombreuses spécialités de poisson cuites que l'usine de Carentan propose depuis 1982 à sa clientèle de charcutiers-traiteurs, poissonniers et chaînes de restauration collective ou d'hôtels. Une aventure étonnante qu'André Nolleau, le PDG qui a fait passer le chiffre d'affaires de Cuisimer de 3 millions de francs à 200 millions de francs, raconte sans jamais se lasser.

Cuisimer a été créée par deux maraîchers et un chef cuisinier, Alain Enguerrand, Pierre Nolleau et Jean-Luc Bigot mirent 400 000 francs dans leur projet. La chambre de commerce de Granville leur apporte son aide ainsi que l'Association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

« Sans doute de marché sophistiqué, l'innovation consistait à créer un certain nombre de plats cuisinés à base de poissons pêchés localement », explique André Nolleau. A l'époque, ingénieur chimiste dans une filiale du groupe Revlon, le frère de Pierre a été mis au courant des difficultés rencontrées par la petite usine implantée dans la toute nouvelle



zone industrielle de Carentan.

« Après plusieurs années passées à burliner en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, j'ai vendu ma maison et réuni 100 millions de centimes pour entrer dans l'affaire », raconte le PDG.

Ajoutant les techniques les plus modernes de production et de commercialisation à un réel effort d'innovation, la nouvelle marque de plats cuisinés (vingt et un jours de conservation au réfrigérateur) s'est d'abord taillée une solide réputation au niveau des grossistes, traiteurs et restaurateurs normands. Elle a ensuite visé l'ensemble du marché français qu'elle est aujourd'hui capable de livrer en moins de quarante-huit heures à partir de quatre agences qui lui permettent de que driller l'hétérogène.

Mais, comme tout le monde, André Nolleau se prépare à 1993

et c'est dans cette perspective qu'il développe son usine à surimi, achetée ciels en main à la société Biban. Un investissement de 20 millions de francs que les nippons viennent de mettre en route à Carentan. Originaux du bocage normand, une cinquantaine d'ouvriers et d'ouvrières masqués et gantés travaillent la pâte de poisson blanc, en lui donnant le goût de crabe ou de homard.

Emplois en expansion

Chez Cuisimer les emplois progressent en fonction du chiffre d'affaires. Douze personnes pour 3 millions de francs en 1982, cinquante pour 30 millions de francs en 1983, cent cinquante pour 115 millions de francs en 1988. En 1989, on devrait arriver à deux cent cinquante postes de travail, pour un chiffre d'affaires de près

de 200 millions de francs, note André Nolleau.

Dès 1983, Cuisimer avait accueilli son capital avec l'entrée du charcutier breton Stalaven, qui lui permettait de s'assurer une bonne place dans la distribution. Puis ce fut le rachat de la Société des produits de la Manche (SPM), spécialiste du haddock, du saumon et du hareng fumés à Fécamp. Le changement d'actionnaires s'est achevé le 1^{er} janvier 1988 avec l'entrée dans le groupe d'International Fish and Meat, une filiale du groupe Bongrain. André Nolleau reste le patron de l'entreprise à la tête d'une équipe de cadres débrouillés chez les plus grands de la chimie ou de l'alimentation : Rhône-Poulenc, Nestlé ou Lesieur.

Les salariés, intéressés aux bénéfices, pratiquent le système des horaires flexibles et sont passés aux trente-cinq heures. Trouver des idées, éliminer les pertes de temps, assurer la transparence : « On fait le maximum pour les motifs », assure André Nolleau. Les délégués ne servent pas à grand-chose lorsque les livres de comptes sont ouverts. Il est bon que chacun sache combien la société paie d'impôts. « C'est pour cela qu'à Cuisimer les ouvriers peuvent monter dans les bureaux et les secrétaires descendre à la fabrication au moins une fois par an. Quant aux plats qui sortent de la chaîne, ils sont testés chaque mardi, à l'occasion d'un déjeuner qui rassemble tout le personnel.

Grand amateur d'art moderne, André Nolleau a poussé son souci de l'esthétique jusqu'à offrir 60 000 francs à un artiste peintre du Havre pour décorer son usine. Une bande dessinée de 360 mètres carrés représentant toutes les espèces, épaves et visiteurs palmés qui peuplent le fond de la mer.

RENÉ MORLAND

BIBLIOGRAPHIE

Dionysos et Apollon

« Les patrons japonais parlent », de René Maury ; « Labeur et Rareté », de Fabio R. Fallo

Ly a du Jacques Chancel chez René Maury. Les chefs d'entreprise japonais qu'il interroge sont tous formidables, étonnants, ils ont tout compris et savent exactement comment faire pour triompher demain sur les marchés qu'ils se sont choisis. Il est vrai qu'il ne s'est pas adressé aux hommes des coulisses. On trouve sur son carnet de rendez-vous les patrons de Sony, d'Hitachi, de la Nippon Electrical Corporation (NEC), de Mitsubishi, de Minolta, de Toyota, de Nissan, de la Sanyo Securities Company, de Toshiba, de Shiseido, de Sumitomo 3 M, de Fujitsu, etc. Quelques responsables de PME très performants et deux ou trois brillants économistes ferment la boucle.

On comprend que notre auteur, lui-même bardé de titres et spécialiste du management japonais, ait été séduit par cette brochette.

René Maury a eu la sagesse de ne pas faire défilier ses personnages, mais de classer les réponses par grands sujets. Ce qui n'évite pas toujours les doublons mais limite les risques. Son travail, en tout cas, permet de brasser une fresque très vivante de la mentalité de ces nouveaux « conquérants ».

Passons rapidement sur les motifs connus pour nous attarder sur ce qui change en ce moment dans les firmes japonaises. Oul, du haut en bas de l'échelle, les participants sont des « drogués du travail » ; les vacances perdent leur sens « parce que leurs désirs s'accomplissent au sein de l'entreprise ». Et il est sans doute vrai que « ce qui fait courir » nombre de responsables, c'est « de rendre heureux leurs employés ».

Mais attention ! Ici, l'on commence à entendre une approche nouvelle. Le rabâchage sur l'emploi à vie dans les grandes entreprises, sur la promotion à l'ancienneté n'a plus la même importance. On admet aujourd'hui que la mobilité ne s'exerce plus seulement à l'intérieur du groupe, mais que le départ, au bout de dix ou vingt ans, des ouvriers ou des cadres vers un concurrent peut être tout à fait normal. Les Japonais sont même prêts à s'expatrier aujourd'hui, beaucoup plus qu'il y a quelques années. Sur-tout, l'avancée au mérite est davantage considérée.

Des immigrés clandestins au Japon

Ce qui bouge aussi dans la société japonaise, c'est l'arrivée massive depuis 1985 d'immigrés clandestins non seulement de Corée, mais du Bangladesh, du Pakistan et d'Indonésie. Ils s'insèrent dans les petites unités de sous-traitance ou font monter les chiffres du chômage qui était jusqu'alors très bas.

La réussite ne « paie » pas autant qu'en Europe ou aux Etats-Unis. L'écart des salaires est beaucoup moins ouvert. Ainsi le président de Fujitsu, M. Yamamoto, ne gagne que sept fois la rémunération d'un débutant fraîchement embauché.

La foi des dirigeants dans l'économie japonaise paraît inébranlable. Pour conquérir le monde, la spécialisation des industries dans les secteurs de haute technologie ne cesse de croître (le graphique publié p. 142 est l'un des plus

impressionnants du livre) et ce que l'auteur appelle le « marketing instantané » grâce aux réseaux de communication les plus sophistiqués, est une force de frappe redoutable. Les concurrents les plus dangereux pour les Japonais ? Ni l'Europe, même après 1993, ni les Etats-Unis, mais les « nouveaux pays industriels » de l'Asie.

Quelle civilisation ?

Cette confiance en soi n'empêche pas les dirigeants japonais de se poser des questions. Le Japon, « numéro un » ? « En termes financiers, en terme de flux, peut-être, dit l'un d'eux. Mais si l'on considère les choses en termes de stocks, de richesses accumulées et sur d'autres critères, tels que les aspects sociaux, l'éducation et certaines valeurs incorporées, nous nous situons toujours derrière bien d'autres pays. » La mentalité de « nouveaux riches », de parvenus, ressort de nombreuses réponses.

C'est cette boulimie, où les moyens finissent par être confondus avec les fins, qui pousse Fabio R. Fallo, économiste auprès de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, à jeter un cri d'alarme dans son dernier livre, *Labeur et Rareté*. Sa thèse est celle-ci : ce qu'il appelle l'« intégrisme néoconservateur » même au gaspillage des ressources et du temps, ainsi qu'à l'appauvrissement culturel. Nous sommes passés du modèle Apollon (le paradigme de l'équilibre des écosystèmes classiques, perdant de plus en plus de sa crédibilité) au modèle Dionysos, celui de la « maximisation de l'utilité et du profit (école néoclassique), des facteurs de production (Keynes), de l'expansion économique à travers le temps (théories de la croissance).

Mais, à son tour, ce modèle est secoué parce que les résultats escomptés se font attendre : dans la plupart des pays industrialisés, le chômage continue à se répandre et les déséquilibres commerciaux s'aggravent. Ailleurs, c'est la persistance des difficultés économiques, voire la détérioration des conditions de vie des couches les plus défavorisées de la population.

A l'exact opposé de la sublimation japonaise du travail (provoquée aussi par l'effroyable déficit du logement dans les grandes villes), Fabio R. Fallo parle de notre « soumission aux dictats du labeur », fardeau qui « auverne machine, aucun robot ne serait en mesure d'aller... si nous continuons à créer artificiellement de nouveaux besoins ».

Nous sommes là au cœur d'une dialectique fondamentale. Faut-il se laisser emporter par le tapis roulant de l'économie à tout va, qui rejette de chaque côté de plus en plus de monde, ou tâcher de modérer cette embarcadere ? M. Fallo, on s'en doute, se range du côté de ceux qui voudraient ralentir la course productiviste.

M. Fallo ne préche pas pour la croissance zéro. Il ne s'agit pas d'esserrer l'économie dans un corset contraignant son développement. Simplement, il faudrait que l'expansion soit compatible avec la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de la vie. Cette modération permettrait de s'attaquer aux inégalités sociales et internationales.

La critique vient aussitôt sous la plume : si l'on freine la création de richesses, comment espérer réduire le fossé entre les nantis et les autres ? La réponse est donnée, hélas ! par les faits. L'augmentation du pouvoir d'achat a certes profité au plus grand nombre dans les pays industrialisés, mais les quelque 10 % de laissés-pour-compte vivent du coup dans un désarroi plus grand qu'auparavant. Quant aux fruits d'un certain partage avec les pays pauvres du sud de la planète, ils sont dérisoires.

Dionysos — il n'est pas seulement japonais — qui sortit de la cuisse de Jupiter, est un bon accélérateur de particules économiques. Mais, dans son ivresse, il n'est pas étonnant qu'il ait perdu le cap des finalités.

PIERRE DROUIN

► Les patrons japonais parlent, de René Maury. Seuil, 288 p., 120 F. Labeur et Rareté, de Fabio R. Fallo. Editions du Tricorne, Genève, 25 F. France, diffusion Distique, 98 F.

La ferveur pro-asiatique des Australiens

Canberra pousse ses industriels à choisir sa géographie contre son histoire, son environnement asiatique contre ses racines européennes

SYDNEY

de notre correspondant dans le Pacifique sud

COMMENT peut-on être un Australien asiatique ? Pour incongrue qu'elle soit, cette question d'identité s'approprie pourtant à devenir, avant la fin du siècle, un grand dilemme national en Australie. C'est, en tout cas, le défi qu'appelle à relever le gouvernement travailliste de M. Bob Hawke : choisir sa géographie contre son histoire, se référer à son environnement asiatique plutôt qu'à ses racines européennes. En clair, les Australiens sont invités, le plus officiellement du monde, à goûter aux délices de la schizophrénie.

Il est vrai que cette dérive du pays-continent s'inscrit sur les comptes du commerce extérieur : l'Australie perd 55 % de ses exportations à ses voisins asiatiques, lesquels lui fournissent 40 % de ses importations. Faisons donc de nécessité vertu, plaide-t-on en substance dans les ministères de Canberra. Et jouons plus franchement encore la carte de l'intégration. L'économie australienne, endettée et sous-industrialisée, peut-elle se payer le luxe de rater le train de la croissance dans une région Asie-Pacifique en plein décollage, où les échanges commerciaux ont progressé à un rythme deux fois supérieur à la moyenne mondiale (17 % contre 9 %) ?

C'est dire si l'Australie, en quête de reconnaissance régionale, pouvait légitimement se féliciter d'avoir accueilli, début novembre, à Canberra, la première conférence de l'Asie-Pacific Economic Cooperation (APEC) (1). « L'Australie n'était pas considérée par certains comme partie intégrante de la région », a lancé M. Bob Hawke, dans son discours d'ouverture, mais cette époque est révolue, et pour toujours. Lors d'une tournée asiatique l'an dernier, il avait lancé l'idée de mettre sur les rails une organisation régionale de type OCDE, suscitant alors plus de scepticisme que d'engouement.

M. Bob Hawke disposait d'un argument de poids pour emporter

l'adhésion des pays réticents : l'urgence pour les économies de la zone de se regrouper face à la double menace créée par l'accord de libre-échange américano-canadien et la perspective du marché unique européen de 1992.

En fait, l'ironie de l'histoire fut que les Etats-Unis et le Canada, initialement désignés comme des fauteurs de troubles avec les Européens, aient réussi à se faire admettre dans ce nouveau club régional en se réclamant de leur façade pacifique. Si les Douze de l'Asie-Pacifique n'ont pas pour l'instant réussi à se doter de structures formelles — l'ASEAN, ombreuse, craint de voir son identité « diluée », — ils entendent se constituer en groupe de pression pour tenter de sortir les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round de l'impasse. Le danger pour l'Europe serait, en cas d'échec, que l'APEC envisage des mesures de rétorsion anti-CEE.

Un eurocentrisme incurable

Mais l'élan impulsé par le rendez-vous de Canberra devrait surtout permettre à l'Australie de mieux se positionner dans les réseaux d'échange, d'informations et de flux de capitaux dans la région. « Il s'agit, explique un haut fonctionnaire du ministère du commerce et des affaires étrangères, de faire prendre conscience à nos hommes d'affaires que notre avenir se situe dans le Pacifique. » Le paradoxe, en effet, n'est pas mince : si le gouvernement ne jure plus que par l'Asie-Pacifique, les patrons australiens continuent de cultiver un eurocentrisme incurable, suivant en cela la sensibilité d'une opinion publique peu décidée à changer d'ancrage, comme en témoignent les controverses qui ont récemment éclaté à propos de l'immigration asiatique (selon des sources officielles, entre 12 et 14 % de la population seront d'origine asiatique en 2030).

Hasard du calendrier : le sommet Asie-Pacifique a coïncidé avec la publication d'un rapport iconoclaste commandé par M. Bob

Hawke à un universitaire de renom et ancien ambassadeur australien à Pékin, M. Ross Garnaut. Chargé d'explorer l'avenir des relations entre l'Australie et l'Asie-Pacifique, le document préconise des solutions radicales : abolition de toutes les barrières douanières à l'échec de l'an 2000 ; incitation à l'immigration asiatique, en particulier des cadres et autres têtes chercheuses ; plan de bataille scolaire destiné à généraliser l'apprentissage des langues asiatiques dans les lycées. Celui qui préconise ce double volte-face culturel a tout de même l'oreille du premier ministre.

A l'heure des études prospectives, c'est toute la technocratie australienne qui semble aujourd'hui saisie de ferveur pro-asiatique. La mobilisation autour du projet nippo-australien d'une « Multi-fonction-pôle » en fournit la dernière illustration. Partant du constat d'une interdépendance croissante des deux économies en termes d'échanges commerciaux mais aussi de flux de capitaux — les investissements japonais en

Australie ont doublé de 1987-1988 à 1988-1989, — l'idée est d'implanter en Australie une gigantesque technopole qui deviendrait, à l'an 2000, une sorte de carrefour des hémisphères nord et sud du Pacifique. Cité résidentielle idéale, temple de la « high-tech », siège de sociétés multinationales, laboratoire de recherches, centre de loisir : le projet est tout cela à la fois.

Enclaves futuristes ? Des propositions précises — en particulier le choix du lieu — seront soumises au gouvernement de Canberra en mars prochain. Tout risque d'aller très vite.

FREDERIC BOBIN

(1) Il s'agit de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Corée du Sud et les pays de l'ASEAN (Indonésie, Philippines, Singapour, Brunei, Thaïlande, Malaisie). La question de l'adhésion des trois Chinois (Pékin, Taiwan et Hongkong) n'a pas été tranchée.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huitres et Gibiers en saison. Fois gras frais, coiffé du caviar Carte 250/300 F. Diplômé Club F. Ménagère. OUVERT DIM.

COPENHAGUE 43-59-20-41 142, Champs-Élysées F. dim.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD mât. SAUMON mariné à l'ail. MIGNONS DE RENNE au vinigre de pin.

RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 45-39-31-31 34 bis, rue des Phares, 14^e T.L.J.

Dans un cadre chaleureux, venez déguster fois gras de caviar, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 F. Salles 40 personnes.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, r. Frédéric-Sauter (Midi-Matériel) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine (6^e) F. lundi

SPECIALITES INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault-Millau.)

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 3, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

As cœur de QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupes, Glaces, Châssoules, Poisons, Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 convives. Sur demande, fonds de prix.

on prospère.

Les saumons, les fous et les abandonnés (un sur dix des a plus de soixante ans) y nombreux. Plus de la moitié morts des suites d'hiver de a ne peuvent être identifiés.

A Rama, on fuit jusqu'au sent où l'on tombe », comme Sen Arimura, qui travaille entre de bien-être. Il est aussi d'entre eux, d'une bande infus sur la vie de Kamagasaki, un volume a été traduit en ais, qui renoue avec le courant agé de la BD japonaise des 60. Avec son héros, ayan, il montre avec perspicacité l'apprenti des conditions de des journalistes, leur combat ticien pour la survie, engend aussi chez eux des attitudes individualistes, frondeuses, peurantes au Japon.

Débarrassés des contraintes jales, certains d'entre eux vèlent au puissant esprit libérateur d'un courant de fond, trop vent pégrifié, de l'histoire nipe, poursuit Sen Arimura. Leur comportement est une ire acerbée de la vie de la majorité. « Kamayan est un « ultra-démocrate » qui louvoie avec la vie possède une sérieuse dose d'ironie. Seuls les optimistes ont une aune de se dégager de la masse « cités du non-retour ». Chez perumoko (Pépé le Moko), un quel sous la voie ferrée, dont la aieureuse patronne Sakiko a le film de Jean Gabin, certains tentent de réinventer l'espoir ndis que la bière mousse dans les rres et qu'ils s'égosillent au iero sur une musique en play ck. Sakiko applaudit toujours, même l'adversité, aux côtés de celeur, rit, rit comme si le monde à appartait, tandis qu'en-dessus « nos têtes passe un train dans un ruit de tonnerre qui fait trembler s murs.

PHILIPPE MONS

les agricoles

agriculteurs

Elle est aussi chez ceux qui se bouchent les oreilles.

La politique agricole, qui le consomme de suivre au jour le jour, le laisse sur sa faim. « Ça me gêne la langue plus d'une fois. Je n'ai pas voulu participer au débat, mais je suis choqué par le manque de courage politique indispensable à la mise en place d'une stratégie agricole préparant les quinze à vingt prochaines années. La France a vu en 1989 un retour de 6 milliards de francs sur les économies budgétaires de Bruxelles. Le capital d'économies réalisées sur le dos de l'agriculture et de sa très forte restructuration. Aucun véritable plan d'accompagnement social n'a été mis sur pied pour accompagner les agriculteurs qui prennent leur retraite ou leur préretraite. J'ai du mal à comprendre cette lacune. On croit que la situation démographique de l'agriculture va tout régler. C'est une erreur ! Plus les gens sont en difficulté, plus ils s'accrochent à leur cult. En se privant d'un plan d'accompagnement social, on étouffe les institutions, on perd des parts de marché et de productivité.

Avec moins de 7 % des actifs, l'agriculture française ne pèse certes plus très lourd sur le marché du travail. Mais Michel Teseoud souligne la brutalité des chutes : « Si on ajoute tous les employés et si on ajoute tous les agriculteurs, on est en aval de l'agriculture. Les exploitants agricoles assurent la gestion gratuite de l'espace rural. Ne pas le prendre en compte est irresponsable.

Sur ses terres de Parlem, Michel Teseoud attend la pluie. Il veut s'empêcher pas la sécheresse. « attend son heure, espère une union avec d'autres hommes de bonne volonté, d'une autre génération, gardiens des valeurs et du geste d'un avenir ouvert. » Il veut savoir gérer le temps. « Une combat est un combat de société.

ERIC FOTTORINO

AFFAIRES

La spectaculaire percée japonaise

Les dix ans qui ont ébranlé Detroit

Grâce à des usines implantées localement, les constructeurs nippons ont acquis une part significative du marché automobile des États-Unis. L'offensive a été menée scientifiquement

DETROIT

de notre envoyé spécial

« C'est vrai, les Japonais nous refont le coup de Pearl Harbor. Mais cette fois, l'offensive a lieu sur notre sol. Et c'est le porte-drapeau de l'industrie américaine qui est attaqué : l'automobile... » Sans chercher à cacher sa préoccupation, ce vendeur de l'une des grandes marques produites sur les chaînes de Detroit regarde passer quelques uns des 600 000 visiteurs du traditionnel salon qui, chaque année, se tient dans la capitale du Michigan (le Monde du 9 janvier).

Garry avoue sa perplexité. Sont-ils bien les mêmes, ces Américains qui, à 75 % d'entre eux, si l'on en croit un récent sondage du magazine *Time*, considèrent l'expansion commerciale japonaise comme une menace directe pour leur économie et qui, quelques jours plus tard, se précipitent chez le concessionnaire pour acheter des voitures japonaises ? Car, enfin, à qui la Honda « Accord » doit-elle de s'être hissée fin 1989 en tête des voitures les plus vendues aux États-Unis (avec plus de 360 000 unités), sinon aux consommateurs américains ?

A ces mêmes acheteurs qui, sensibles à l'allure des cylindres nippons, à leur tableau de bord bordé de gadgets électroniques et... à leur prix, ont permis à cette même firme - Honda - de figurer l'année dernière au quatrième rang des constructeurs américains. Loin derrière General Motors et Ford, certes, mais à quelques roues de Chrysler... Une véritable gifle pour Detroit qui, pour la première fois de son histoire, n'est plus en position de quasi-monopole sur « son » secteur automobile.

En dix ans - pas plus - le paysage de la première industrie automobile mondiale s'est radicalement transformé. Au profit des seuls Japonais. Début 1980, on comptait aux États-Unis 31 marques de voitures importées, 8 japonaises et 23 européennes. Aujourd'hui, elle sont au nombre de 33, mais leur composition a changé. Le Vieux Continent, qui ne représente plus que 4 % environ des ventes, se contente d'aligner des modèles éprouvés en Europe. Comme s'il avait fait une croix sur le Nouveau Monde. Seuls les représentants du luxe - à l'allemande (Mercedes, BMW) s'efforcent encore de faire bonne figure au salon de Detroit.

« L'Acura legend » haut la main

Mais il faut avoir le cœur bien accroché ! Pour la deuxième année consécutive, c'est l'Acura legend de Honda, très prisée en Californie, qui emporte haut la main le classement annuel de satisfaction des consommateurs établi par un cabinet spécialisé, J.D. Power. Une confirmation, si besoin était, que la boucle est à présent bouclée. Les fabricants japonais capitalisent maintenant en termes d'image les efforts consentis en usine pour offrir des modèles qui plaisent. Généralement moins chers que leurs concurrents. En poussant l'audace jusqu'à innover sur le terrain publicitaire. Témoin la dernière campagne de l'Infinity (le dernier modèle de luxe de Nissan) qui a laissé sans voix les professionnels de la pub de Madison Avenue.

Conçu pour les magazines et pour le petit écran par une agence de publicité de Boston (Hill, Holliday, Connors, Cosmopolis Inc) le message s'est voulu très « zen ». Des paysages sereins, des oiseaux stylisés dans un ciel en demi-teinte, tout ce qui peut avoir allure d'espace ou d'infini. Tout sauf la moindre roue de voiture ! Aucune image de cylindre. Simplement un « numéro vert » pour joindre le concessionnaire le plus proche. Si c'est vraiment nécessaire... Séduit ou intrigué, le public est tombé dans le tableau... de bord : 100 000 appels le premier mois et des milliers de curieux assiégeant les « showrooms » de Nissan pour mettre une carrosserie sur un nom.

Mais le Japon sait aligner d'autres divisions dans la guerre économique qui l'oppose aux constructeurs locaux. Ce sont les « transplants ». Ces usines construites sur place et employant du personnel américain - de préférence non-syndiqué - encadré le plus souvent par des responsables nippons. En dix ans, cette politique

a produit ses effets. Simples importateurs au début de la décennie, les émissaires de Tokyo se sont enfilés dans la banquette étoilée pour produire sur place aujourd'hui plus de 1,3 million de véhicules de part et d'autre de la frontière avec le Canada. Avec pour objectif d'atteindre bientôt les 2,7 millions de voitures écoulées sur un marché désormais unique.

Déjà les « transplants » japonais raisonnent plus large. Plus bas, le Mexique fait aussi partie de leur zone d'influence, et on compte maintenant 14 implantations industrielles présentes dans ces trois pays. Dont la majeure partie, il est vrai, aux États-Unis et au Canada (voir tableau).

Réelle menace

Ce qui constitue aujourd'hui une réelle menace pour l'industrie américaine était pourtant à l'origine un pique de bonne volonté de Tokyo à l'égard du déficit commercial croissant des États-Unis vis-à-vis du Japon. Depuis 1983, les importations de voitures nippones ont été limitées à 2,3 millions d'unités par an aux termes du Voluntary Export Restraint Agreement négocié entre les deux pays. En échange, les Nippons ont obtenu la possibilité de produire sur le sol américain.

A part donner quelques coups de piquet sur les carrosseries des voitures japonaises de passage aux stations-service (une scène fréquente à cette époque), il était difficile de transgresser les saints principes du libéralisme économique pour la production locale. Surtout quand les élus locaux, s'abritant derrière le feu vert de Washington, ont cherché à tout prix - avec des subventions régionales très importantes - à séduire ces fournisseurs d'activité, et d'emplois.

« En réalité, c'est l'allemand Volkswagen qui a été le premier « transplant » aux États-Unis », tient à rappeler Ahmed Boutebel, attaché commercial à Detroit. « Mais le constructeur installé en 1978 s'est retiré l'année dernière, sans faire de vagues... » Côté japonais, Honda avait pris les devants dès 1979 en créant une usine de motos à Marysville, dans l'Ohio. Du deux au quatre roues, le pas était vite franchi. Constructeur domestique dès 1982, Honda a été imité un an plus tard par Nissan, et les autres constructeurs ont suivi, entraînant dans leur sillage - le fait est important - toute la sous-traitance japonaise, autre source d'inquiétude pour les firmes américaines (et européennes) locales.

Les « trois grands » ont essayé de se hisser à la portière en concluant des accords de partenariat mais, outre qu'ils ne donnaient pas toujours satisfaction aux intéressés (les véritables patrons semblent bien être les Japonais), ce sont les transplants nippons qui ont vu leur production croître de 40 % en 1989, alors que leur propre activité stagnait.

Satisfaction sans nuances

A l'heure des comptes, le bilan de cette « japonisation » de l'automobile américaine est éloquent. Pour les « natifs » c'est une succession de fermetures d'usines, de redistribution des effectifs, de recours au chômage technique et à des rabais sans précédent pour écouler de belles voitures que les Américains prient de moins en moins. Avec, en annexe, de très bons résultats financiers ces dernières années (après la crise de 1980-1984), mais des parts de marché en constante érosion, notamment pour General Motors, le grand perdant de la décennie.

Côté japonais, avec ou sans fautes les « transplants », la satisfaction est sans nuances : importation continue de cylindres de milieu et haut de gamme (les voitures bon marché sont laissées aux Coréens, qui ont un peu moins de 4 % du marché), montée en puissance des usines aux États-Unis et nouvelles méthodes commerciales et de gestion sociale que les « majors » s'efforcent maintenant de copier... Et des courbes de vente qui combinent d'aise l'empire du Soleil Levant.

A l'ombre de ce gigantesque marché automobile de 700 milliards de dollars par an, où la concurrence ne fera que s'ampli-

fier, figure la dégringolade de Detroit, le berceau de l'industrie américaine, boudé par les « transplants » japonais qui lui ont préféré la campagne américaine et ses salaires horaires plus aisément discutables.

Certes, les fabricants nippons ont créé des emplois. Un peu plus de 23 000 au lieu des 26 000 escomptés. Mais dans le même temps, la capitale du Michigan a perdu son âme. Et ses « cols blancs ». Au début des années 80, l'automobile employait encore un million de personnes pour produire 11,5 millions de voitures et de camions par an. Dix ans plus tard, cette industrie a perdu le tiers de ses ouvriers alors qu'elle aura fabriqué en 1989 environ 15,8 millions d'unités (dont 5,2 millions de véhicules utilitaires).

Mais, après tout, n'est-ce pas le même cimetière que l'on pourrait survoler à Pittsburgh, victime de sa sidérurgie, ou à Houston, que l'immobilier ne fait plus vivre ? Sans doute, mais l'automobile a ceci de particulier qu'elle constitue un excellent champ d'expérimentation commerciale et technologique. Aujourd'hui, les États-Unis sont un point de passage obligé pour les constructeurs japonais.

En attendant les petits « Dragons » taiwanais ou malaisiens. Demain ? L'Europe.

SERGE MARTI

Les installations nippones en Amérique du Nord

Constructeur	Date d'installation	Localisation	Produits	Production prévue (en unités)	Investissement prévu (en millions de dollars)	Emploi prévu (en unités)
ÉTATS-UNIS						
Honda	novembre 1982	Marysville (Ohio)	Accord Civic	360 000	615	3 600
Nissan	juin 1983	Smyrna (Tennessee)	Sentra Pick-up Maxima Pathfinder	400 000	1 200	4 000
Toyota/Chrysler (NUMMI)	décembre 1984	Freemont (Californie)	Corolla Prius	250 000	450	2 500
Mazda	septembre 1987	Flat-Rock (Michigan)	MX6 Probe	300 000	550	3 300
Toyota	août 1988	Georgetown (Kentucky)	Camry	240 000	1 100	3 500
Mitsubishi/Diamond Star	octobre 1988	Normal (Illinois)	Eclipse Laser	240 000	700	2 900
Fuji/Isuzu (Subaru-Isuzu)	novembre 1988	Lafayette (Indiana)	Legacy Trooper Pick-up	240 000	600	3 000
Honda	novembre 1989	East-Liberty (Ohio)	Integra	150 000	380	1 800
Nissan/Ford	1991	Avon-Lake (Ohio)	Minivan	135 000	1 000	1 300
Total États-Unis				2 315 000	6 595	26 100
CANADA						
Honda	octobre 1986	Alliston (Ontario)	Accord Civic	150 000	250 000	1 200
Toyota	novembre 1988	Cambridge (Ontario)	Corolla	50 000	300 000	1 000
Suzuki/General Motors (Cumi-Automotive)	avril 1989	Ingersoll (Ontario)	Swift Siderick Metro Tracker	200 000	450 000	2 000
Total Canada				400 000	1 000	4 200
Total Amérique du Nord				2 715 000	7 595	30 300

Source : université du Michigan (département d'études sur l'automobile et les transports).



Qui n'a jamais souhaité un jour posséder une voiture encore mieux équipée et toujours plus raffinée ? C'est pourquoi Lancia a créé une nouvelle voiture compacte 5 places, la Dedra. En effet, pourquoi le tableau de

La voiture qui

bord en bois précieux, les rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur, la fermeture centralisée des portes seraient-ils le privilège des berlines de luxe ? Tout comme les vitres teintées électriques à l'avant et les

dans un

NE

Requiem
à la mémoire
américaine. De
la présidence
en janvier 1983
Street Journal
Business Week
comme son
aussi fait av
tête de la p
monte à se
pacte de par
l'administration
- a vote tr
General Motors
toute la prési
peut moins m
dence de n'es
rait inter Les
de Ford poss
combien il ét
Chrysler le co
qui était sau
1983.

Cette fois-ci
gazzes qui s'
S-mu mais le
quelques ours
volées et le
ter de la métr
présentent un
sistent déjà e
decoffice. De
le état un do
gine : raptem
long mètrege
partu du 26 jan

vou

appuis-tête aux q
électronique et v
équipées en série

D

AFFAIRES

dans une industrie automobile américaine en crise

Qui a peur de Roger Smith ?

NEW-YORK

de notre correspondant

Régulièrement, Roger B. Smith à les « honneurs » de la presse américaine. Depuis sa nomination à la présidence de General Motors en janvier 1981, tant le *Wall Street Journal* que l'hebdomadaire *Business Week* n'ont toujours pas compris comment un personnage aussi fait ait pu se hisser à la tête de la première entreprise mondiale. Petit, rondouillard, avare de paroles, cet ancien responsable des comités exécutifs de l'administration et des finances — la voie traditionnelle chez General Motors, pour accéder au fauteuil présidentiel — est on ne peut moins médiatique. A l'évidence, ce n'est pas lui qu'on verrait imiter Les Iacocca, transfuge de Ford, posant en maître de bain, les biopsies gonflées, pour prouver combien il était prêt à renverser Chrysler, le constructeur moribond qu'il était venu sauver de la faillite en 1980.

Cette fois-ci, ce ne sont pas les gazettes qui s'intéressent à Roger Smith, mais le grand écran. Depuis quelques jours, quatre salles new-yorkaises et la Los Angeles Theater, de la métropole californienne, présentent un nouveau film qui s'inscrit déjà en bonne place au box-office. Dans *Roger and Me...* (c'était un documentaire à l'origine ; rapidement transformé en long métrage, qui sera projeté à partir du 26 janvier dans 247 villes

des Etats-Unis), General Motors en prend pour son grade.

Avec pour décor cette interminable banlieue de Detroit qui suscite l'ennui par tous les pores de ses six autoroutes, Michael Moore, un journaliste de trente-deux ans au moment des faits (en 1986), a choisi de planter sa caméra dans l'usine de Flint, à une heure de voiture du « centre-ville » de Detroit, aujourd'hui transformé en « petit Beyrouth » et où seule une population noire trouve encore refuge dans les immeubles désaffectés. Si Michael Moore a choisi le « Buick City » de General Motors, ce n'est pas seulement parce que son père y a travaillé, mais surtout parce que Flint, où des milliers de « cols bleus » et « blancs » ont perdu leur emploi lors de la crise de 1980-1984, est un peu le symbole de ces entreprises qui se restructurent. Partout à l'aveuglette. Quelquefois avec de mirifiques projets. Toujours en brisant des vies.

Réveiller l'Amérique

Micro en main, ce reporter aujourd'hui qualifié de « sauveur » a cherché à comprendre. En s'adressant d'abord à celui qui avait pris les décisions incriminées : Roger Smith. Mais le patron de General Motors fuit les interviews comme la peste. Pas plus au Yacht-Club que dans les moments où le numéro un de General Motors se livre à la culture phys-



que, Michael Moore ne parvient à le coincer. Finalement, il réussit à forcer l'entrée à la petite tête de fin d'année qui donne traditionnellement GM et où se presse tout le « 14^e étage » (celui de la direction) du siège de Detroit. Pour se trouver quelques instants face à face avec le « boss », avant de se faire reconduire fermement vers le sortie.

Ce sont ces épisodes, entrecoupés de scènes au travail à l'usine de Flint et de témoignages, qui

hérissent le poil de General Motors. Officiellement, la firme n'a exercé aucune pression pour empêcher la sortie du film. Et elle n'a pas cherché à monnayer quel accord avec l'impertinent reporter. Attachés à conserver l'image de la GM, ses dirigeants se bornent à mettre en avant les efforts entrepris pour moderniser l'usine de Flint.

Le principal intéressé, Roger Smith, « n'a pas vu le film ». Mais,

l'esprit toujours pratique, cet ancien enfant comptable a passé le pour et le contre : « De toute façon, je ne vois pas qui se déciderait ou non à acheter une voiture après être allé au cinéma... »

Les prochains chiffres sur le nombre d'entrées à Roger and Me lui donneront peut-être raison. En tout cas, la critique a aimé. Et elle n'est pas loin de trouver dans ces images sur la difficile reconversion de la capitale de l'automobile matière à un Oscar au titre du

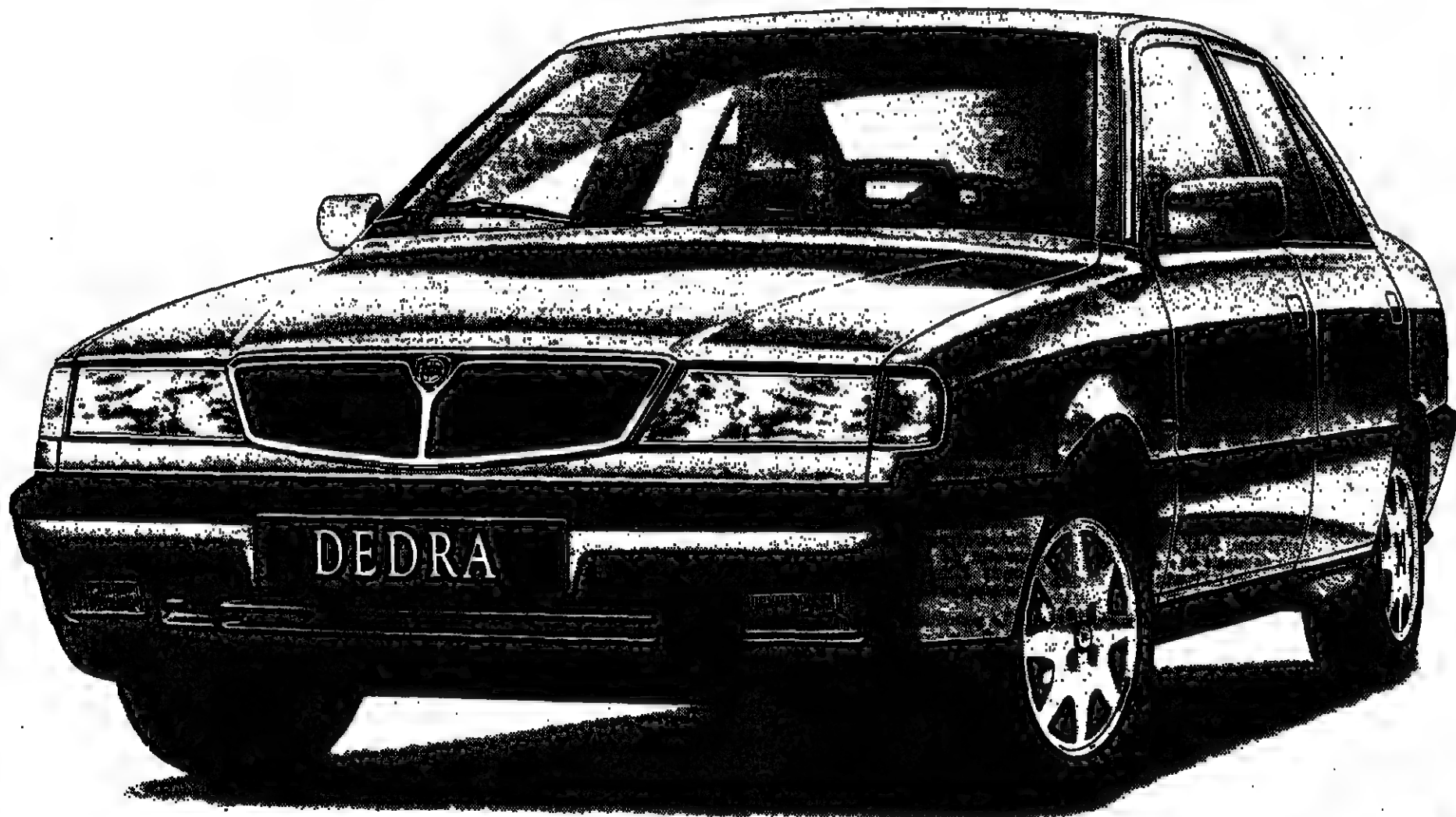
meilleur film documentaire de l'année.

Au-delà de la personnalité de Roger Smith et du côté briseur d'images de Michael Moore, de nombreux Américains se disent troublés par le sujet. « Après avoir vu ce film, je me sens coupable d'avoir un emploi. Il est vrai que, quand une direction a décidé de fermer son usine, de supprimer une division, personne ne se soucie de ce qui se passera après pour les gens concernés. Je suis prêt à adopter une famille de films... », assure un cadre de quarante-cinq ans, responsable d'une maison de vente par correspondance. Invité par *Business Week* qui a eu l'heureuse idée de faire régler au film un échantillon d'une dizaine de personnes, il se dit aujourd'hui « en colère ».

Simon, un avocat de quarante-quatre ans, plaide pour l'économie de marché : « Quand les usines sont obsolètes, il faut les fermer ! Si vous étiez actionnaires de GM, vous n'aimeriez pas savoir qu'une usine continue à tourner alors qu'elle n'est pas efficace... » Mina, une jeune Japonaise, affirme avoir compris le message. « Mais je ne pense pas que ce type de film puisse être diffusé au Japon... » Michael Moore, lui, est catégorique : *Roger and Me* est destiné à réveiller l'Amérique. Et si son film agace, tant mieux...

S. M.

vous fera regretter d'avoir déjà une voiture.



appuis-tête aux quatre places ? Avec en plus un moteur à injection électronique et une direction assistée, toutes les Dedra sont équipées en série des qualités qu'auraient les voitures de sa

catégorie ne possédaient pas. Alors plutôt que de vous en mordre les doigts, passez chez votre concessionnaire Lancia. Vous ne le regretterez pas. La Dedra existe en 4 versions : 3 versions essence,

2.0 i.e. 117 ch (ABS et sellerie Alcantara® de série) - 1.8 i.e. 109 ch 1.6 i.e. 88 ch ; 1 version turbo diesel 2.0 turbo ds 90 ch. Le modèle photographié Dedra 1.8 i.e. peut comporter des options. Votre Lancia financée par Lancia Finanziaria. Votre concessionnaire Lancia : 20.95 Lancia.



DEDRA LA NOUVELLE LANCIA

BUDGET

Les principales dispositions de la loi de finances pour 1990

Taxe d'habitation modifiée et revenus mobiliers plus légèrement taxés

Taxe d'habitation allégée pour les personnes disposant de faibles revenus mais alourdie pour les contribuables aisés : nouveau barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; réduction d'imposition de l'épargne mobilière ; plafonnement de la taxe professionnelle ; réduction des droits de mutation sur fonds de commerce ; plan d'épargne populaire... La loi de finances pour 1990, publiée au Journal officiel du 30 décembre 1989, aura rarement été aussi riche en mesures fiscales nouvelles. Sans doute faut-il chercher l'explication de cette abondance florissante dans le souci d'équilibrer, avec des mesures de justice fiscale, les dispositions allégeant les impôts sur les revenus de l'épargne mobilière, dispositions qu'impose la libre circulation des capitaux à l'intérieur de la CEE.

On trouvera ci-dessous l'analyse des principales dispositions de cette loi de finances.

Article 2 : nouveau barème de l'impôt sur le revenu.

Comme chaque année, les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont relevées, pour éviter que la partie purement nominale des hausses de revenus encasées (celle qui est annulée en terme de pouvoir d'achat par l'inflation) n'entraîne un alourdissement de la pression fiscale. En 1990, les tranches du barème permettant de calculer l'impôt dû sur les revenus de 1989 sont relevées de 3,3 %.

FRACTION DU REVENU IMPOSABLE (2 parts)	TAUX (en pourcentage)
N'excédant pas 35 140 F	0
De 35 140 F à 36 740 F	5
De 36 740 F à 43 540 F	9,6
De 43 540 F à 48 820 F	14,4
De 48 820 F à 55 480 F	19,2
De 55 480 F à 111 080 F	24
De 111 080 F à 134 440 F	28,8
De 134 440 F à 155 100 F	32,6
De 155 100 F à 258 420 F	38,4
De 258 420 F à 355 420 F	43,2
De 355 420 F à 430 420 F	49
De 430 420 F à 478 240 F	53,9
Au-delà de 478 240 F	56,8

Le paragraphe IV du même article 2 indique que la somme de 13 000 F qui pourrait, au maximum, ouvrir droit à une réduction d'impôt pour les frais de garde des jeunes enfants (jusqu'à sept ans) est portée à 15 000 F.

Le paragraphe V concerne également les frais de garde des jeunes enfants. La réduction n'était accordée que si les deux conjoints travaillaient, ou étaient infirmes, ou étaient en longue maladie. Désormais, la réduction sera également accordée lorsque l'un des conjoints remplira l'une des conditions précédentes, et que l'autre poursuivra des études dans l'enseignement supérieur. Cette disposition nouvelle revient à assimiler la poursuite des études à un emploi.

Le paragraphe VIII modifie le régime de la pension alimentaire instituée en 1989, qui concerne les enfants majeurs étudiants, non rattachés au foyer fiscal. L'avantage minimum en impôt que les parents pourront tirer de la pension alimentaire versée ne pourra être inférieur à 4 000 F par enfant, au lieu de 3 500 F jusqu'à présent. Mais cet avantage ne pourra excéder 35 % des sommes versées.

Article 3 : frappe d'amélioration des locaux professionnels.

Le code des impôts n'autorise pas la déduction sur les revenus fonciers des frais d'amélioration des immeubles professionnels pour les propriétaires qui donnent en location ces locaux. Cette règle générale subira une exception quand les travaux auront été effectués pour faciliter l'accueil des handicapés.

Article 4 : cotisations à des régimes volontaires de retraites.

Les cotisations versées par les conjoints, collaborateurs des professionnels libéraux, à des régimes volontaires de retraites pourront être déduites du bénéfice imposable, comme c'était déjà la règle pour les commerçants et artisans, à condition qu'ils participent effectivement à l'activité de leur conjoint.

Article 5 : nouveau régime des dons.

Les versements et les dons qui pourraient être déduits par les particuliers de leur revenu imposable (1,25 % de ce revenu ou 5 % si les organismes bénéficiaires sont reconnus d'utilité publique) donneront droit désormais à une réduction d'impôt représentant 40 % de leur montant, pris dans les mêmes limites de 1,25 % et de 5 % du revenu imposable.

Les dons faits aux associations qui procèdent à des fournitures gratuites de repas à des personnes en difficulté ou qui aident à leur logement (disposition connue sous le nom d'aménagement Coluche), ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à la moitié de leur montant, pris dans une limite de 500 francs.

Article 6 : la taxe d'habitation largement modifiée.

Le dispositif fiscal réduisant la taxe d'habitation a été largement modifié par rapport à la législation existante. Celle-ci prévoyait trois mesures. La première était un dégrèvement total pour les contribuables de plus de soixante ans non imposables à l'impôt sur le revenu. La deuxième, était un dégrèvement partiel pour les personnes âgées de moins de soixante ans non imposables à l'impôt sur le revenu (dégrèvement égal à 30 % de la partie de la taxe d'habitation dépassant 1 305 francs en 1989). La troisième mesure était une réduction de 15 % de la taxe d'habitation pour la partie dépassant 1 305 francs, celle pour les contribuables dont l'impôt sur le revenu était inférieur de 1 500 francs au titre de l'année précédente (1988 pour une taxe d'habitation payée en 1989, par exemple).

On voit que les avantages étaient accordés selon un système à

trois étages : plus de soixante ans non imposables à l'impôt sur le revenu ; moins de soixante ans non imposables à l'impôt sur le revenu, moins de 1 500 francs d'impôt sur le revenu.

Cet ensemble de réductions a été transformé de la façon suivante dans la loi de Finances pour 1990. Pour les contribuables âgés de plus de soixante ans, et non imposables à l'impôt sur le revenu, l'exonération totale de taxe d'habitation est maintenue. Pour les contribuables âgés de moins de soixante ans non imposables à l'impôt sur le revenu, le dégrèvement de taxe d'habitation porte désormais sur la partie de la taxe dépassant 1 370 francs. L'impôt dû ne pourra donc plus dépasser cette somme. Pour les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), la taxe d'habitation ne pourra dépasser 457 francs. Pour les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu est inférieure à 1 550 F, le taux de dégrèvement partiel est porté à 50 % de la fraction de cotisation de taxe d'habitation qui excède 1 370 F.

Le paragraphe III du même article 6 indique que la taxe d'habitation est plafonnée à 4 % du revenu imposable pour tous les contribuables dont l'impôt sur le revenu ne dépasse pas 15 000 francs au titre de l'année précédente (1989 pour la taxe d'habitation de 1990). Cette limite de 15 000 francs sera relevée chaque année, comme la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (c'est-à-dire approximativement du taux de l'inflation).

Tous ces dégrèvements sont à la charge du budget de l'Etat. Pour récupérer une partie de leurs coûts, la loi de finances pour 1990 institue un prélèvement sur les seuls locaux d'habitation dont la valeur locative dépasse 30 000 francs. Ainsi, pour les résidences principales, cette taxe sera de 0,2 % de la valeur locative. Pour les résidences secondaires, la taxe sera de 1,2 % pour les locaux dont la valeur locative sera comprise entre 30 000 et 50 000 francs et de 1,7 % au-delà de 50 000 francs.

Article 7 : nouveau plafonnement de la taxe professionnelle.

La taxe professionnelle sera plafonnée à 4 % de la valeur ajoutée au niveau de chaque entreprise ou de chaque professionnel imposé. Le plafonnement était, jusqu'à présent, de 4,5 %. [La taxe professionnelle, rappelle-t-on, est déductible de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices.]

Article 8 : réduction à 25 % du taux majoré de la TVA.

Le taux majoré de la TVA est réduit de 25 % à 25 %. Cette réduction est entrée en application dès le 8 septembre 1989 pour les voitures et les motos de plus de 240 centimètres cubes, dès le 15 septembre 1989 pour les matériels électroniques comme le hi-fi.

Article 9 : baisse de la TVA sur les médicaments.

Les médicaments remboursés par la Sécurité sociale supportent désormais une TVA au taux de 2,1 % [le taux de 2,1 % existant déjà pour la presse quotidienne, les hebdomadaires, le théâtre].

Article 10 : taux maximum de 1,5 % pour l'ISF.

Le taux le plus élevé du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui était de 1,1 %, passe à 1,5 % pour la fraction du patrimoine supérieure à 40 millions de francs. L'impôt est payé par les détenteurs de patrimoine supérieur à 4 130 000 francs. Le barème pour 1990 devient le suivant :

FRACTION DE LA VALEUR NETTE TAXABLE DU PATRIMOINE	TAUX (en %)
Jusqu'à 4 130 000 F	0
Entre 4 130 000 F et 6 710 000 F	0,5
Entre 6 710 000 F et 13 320 000 F	0,7
Entre 13 320 000 F et 20 880 000 F	0,9
Entre 20 880 000 F et 40 000 000 F	1,2
Supérieure à 40 000 000 F	1,5

Le paragraphe II du même article 10 est important, dans la mesure où il met fin à un débat qui s'est développé à la suite d'un arrêt rendu le 18 avril 1989 par la Cour de cassation, concernant les usufructiers, arrêt qui battait en brèche la doctrine et la pratique administratives.

Lorsque fut créé, en 1982, l'impôt sur les grandes fortunes, le principe général voulu par le législateur était qu'en cas de démembrement de la propriété (le conjoint survivant jouit du bien et les enfants en ont la nue-propriété), l'usufruitier intégrait la totalité de la valeur du bien dans sa déclaration et payait l'impôt en conséquence, s'il y avait lieu. Cette règle générale, qui se justifiait notamment par le fait que l'usufruitier disposait effectivement des revenus de la propriété pouvait payer l'impôt, subissait deux exceptions admises par le fisc.

La première exception, visait le cas où il n'y avait pas eu de donation. L'article 767 du code civil, prévoit un « droit d'usufruit », c'est-à-dire un usufruit minimum pour le conjoint survivant. Dans ce cas, dit « d'usufruit légal », c'est-à-dire concrètement d'usufruit imposé, chacun (parent survivant et enfants) déclare séparément au fisc ce qu'il possède et paie éventuellement l'ISF.

Deuxième exception admise par le fisc au principe de pleine propriété supportée par l'usufruitier : il y a eu donation entre les époux, mais ceux-ci n'ont pas d'enfants. La moitié des biens doit alors revenir aux ascendants, le propriétaire ne disposant librement pour l'établissement de son testament que de l'autre moitié (quotité disponible). Mais l'article 1094 du code civil permet au propriétaire de réduire le droit qu'ont les ascendants sur la moitié de l'héritage au seul usufruit et d'en donner la nue-propriété à son conjoint.

Le fisc admet, là encore, le partage de la propriété lors de la déclaration de la valeur du patrimoine et du paiement éventuel de l'ISF, puisque l'usufruit est en quelque sorte imposé aux ascendants sans que ceux-ci aient la nue-propriété d'une partie de ce bien.

La Cour de cassation avait, dans un arrêt du 18 avril 1989, ajouté un autre cas où l'usufruitier n'aurait pas supporté la pleine propriété : celui d'une donation formelle entre époux (article 1094-1 du code civil), donnant au conjoint survivant avec enfant(s) plus que l'usufruit légal, ce qui est le cas le plus fréquent. La doctrine de l'administration fiscale était claire : l'usufruitier déclare et paie sur la totalité du bien. La Cour de cassation, dans cet arrêt du 18 avril 1989, qui avait fait grand bruit, avait dit le contraire : l'assiette de l'impôt doit être partagée entre l'usufruitier et le nu-propriétaire comme dans le cas d'usufruit légal, c'est-à-dire imposé.

La loi de finances pour 1990, dans son paragraphe II de l'article 10, maintient la doctrine fiscale et passe outre l'arrêt de la Cour de Cassation : en cas de donation formelle entre époux, l'assiette de l'impôt et son paiement éventuel sont supportés par l'usufruitier et par lui seul.

Articles 11 et 12 : taxation alourdie sur les stock-options.

Les entreprises peuvent offrir à certaines catégories de personnes des actions de la société à prix préférentiel. Les réductions accordées peuvent atteindre 20 %, depuis la loi du 17 juin 1987 sur l'épargne, et génèrent donc de fortes plus-values éventuelles (les actions doivent être conservées au moins un an par le salarié, qui a quatre ans pour « lever » la proposition à partir du moment où la société a lancé un plan d'achat d'actions également appelé stock-options, la revente ne pouvant intervenir que 5 ans après l'offre). L'article 11 prévoit que la plus-value (taxée à 17 % ou exonérée si les cessions annuelles de titres sont inférieures à un certain seuil) ne sera plus calculée sur la différence entre prix de revente de l'action et

cours de l'action au moment où le salarié l'a acquise, mais entre prix de revente et prix où l'action a effectivement été proposée lors du lancement du plan.

Cette mesure fait donc disparaître l'exonération d'impôt qui s'appliquait au gain résultant de la différence entre le prix effectif auquel l'action avait été achetée et son cours au moment où cet achat était intervenu. Ce nouveau dispositif s'applique aux cessions d'actions acquises après le 1^{er} janvier 1990.

D'autre part, l'article 12 prévoit que si la réduction du prix de l'action proposée au personnel dépasse 10 % de la valeur des titres, la différence sera imposée comme un salaire, au titre de l'impôt sur le revenu. Cette disposition sera officielle pour les plans d'option offerts à partir du 1^{er} janvier 1990.

D'autre part, l'article 12 prévoit que si la réduction du prix de l'action proposée au personnel dépasse 10 % de la valeur des titres, la différence sera imposée comme un traitement et salaire, au titre de l'impôt sur le revenu. Cette disposition sera officielle pour les plans d'option offerts à partir du 1^{er} janvier 1990.

Article 13 : réduction de l'abattement forfaitaire sur les revenus fonciers.

Les propriétaires d'immeubles urbains qui louent des chambres ou des appartements, peuvent pratiquer sur le revenu brut de leurs immeubles une déduction forfaitaire fixée à 15 % depuis 1982, et représentant les frais de gestion, d'assurance, d'amortissement. Cette déduction est ramenée à 10 %.

En outre, la déduction forfaitaire de 35 % sur les revenus fonciers accordés aux contribuables louant à usage d'habitation principale des immeubles neufs (loi Méhaignerie) est ramenée à 25 %

pour les investissements réalisés à compter du 1^{er} janvier 1990.

Article 14 : allègement de la fiscalité de l'épargne.

Cet article est l'un des plus importants de la loi de Finances pour 1990. Il allège très sensiblement les prélèvements fiscaux sur les revenus mobiliers. L'imposition des revenus d'obligations passe de 25 % à 15 % (27 % à 17 % avec le prélèvement social) celui des placements à revenus fixes (comptes de dépôts, bons de caisse, bons du Trésor, etc.) de 45 % à 35 % (47 % à 37 % avec le prélèvement social). Le taux de 32 % sur les titres de créances négociables (certificats de dépôts, billets de trésorerie) passe à 15 % (ou 17 %).

Article 16 : les SICAV-actions peuvent capitaliser sans impôts sur le revenu.

Les SICAV d'actions peuvent, pour les exercices clos après le 29 septembre 1989, capitaliser les dividendes non distribués sans que ceux-ci soient soumis à l'impôt sur le revenu. Lors de cessions de titres, c'est l'impôt sur les plus-values à 17 % qui s'applique. Encore, les cessions inférieures à 298 000 francs en 1989 seront-elles exonérées [cette disposition en faveur des SICAV-actions existe déjà pour les SICAV-obligations].

Le paragraphe IV du même article 16 concerne les moins-values réalisées par les copropriétaires de fonds communs de placements (FCP), ou par les détenteurs de SICAV. Pour certains placements — notamment l'emprunt de la Caisse nationale de l'énergie, — l'essentiel du coupon attaché au titre est constitué par une prime de remboursement exonérée d'impôt sur le revenu. Certains gestionnaires de FCP avaient conseillé aux épargnants d'acheter ces emprunts d'un genre particulier, et une fois le coupon encaissé, de revendre les titres qui, en eux-mêmes (c'est-à-dire sans la prime), ne valaient plus grand-chose et faisaient donc apparaître une importante moins-value sur le capital. Celle-ci pouvait s'imputer sur des plus-values mobilières réalisées par ailleurs. Le paragraphe IV de l'article 16 fait disparaître l'avantage entraîné par l'imputation de cette moins-value en soumettant, à partir du 1^{er} janvier 1989 (effet rétroactif) à l'impôt sur le revenu les primes de remboursement lorsque celles-ci « représentent plus de 10 % du montant de la distribution ou de la répartition ».

Article 19 : imposition à 19 % des plus-values à long terme des sociétés.

Les plus-values à long terme réalisées par les sociétés (plus de deux ans) sont imposées à 19 %, au lieu de 15 % précédemment, même quand ces plus-values restent dans l'entreprise.

Article 27 : moindre imposition sur les transmissions d'entreprises.

Les mutations à titre onéreux de fonds de commerce, jusqu'à maintenant soumises au taux de 11,8 %, sont assujetties au taux de 0 % pour la fraction inférieure à 100 000 francs, au taux de 6 % pour la fraction comprise entre 100 000 et 300 000 francs, et au taux de 11,80 % pour la fraction supérieure à 300 000 francs. Les apports de fonds de commerce à une société ne sont plus soumis qu'à un droit de 3,80 % (au lieu de 8,60 %). Ce taux s'applique également aux apports d'immeubles ou droits immobiliers compris dans l'apport des éléments d'actif immobilisés affectés à l'exercice d'une activité professionnelle.

Article 78 : nouvelle péréquation à l'Etat pour la taxe professionnelle.

Le gouvernement présentera au Parlement, avant le 30 avril 1990, les résultats de simulations modifiant les conditions de fonctionnement du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.

Article 79 : vers une taxe d'habitation calculée à partir de l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement devra également soumettre au Parlement, avant le 2 avril 1990, un rapport présentant les résultats de la simulation réalisée sur la base d'un nouveau mode de calcul de la taxe d'habitation, pour sa part versée au département. Celle-ci, appelée « taxe professionnelle sur le revenu perçue au profit des départements », serait assise chaque année sur le montant des revenus et des plus-values pris en compte pour l'établissement de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle de l'imposition. Le revenu imposa-

ble à cette taxe proportionnelle sur le revenu serait diminué d'un abattement pour charges de famille. Elles seraient établies, contrôlées et reconnues selon les mêmes règles et sur les mêmes garanties et sanctions que l'impôt sur le revenu.

Article 95 : déduction des versements versés.

Les salariés peuvent déduire de leur revenu imposable les versements obligatoires effectués pour la retraite, dans la limite de 19 % de huit fois le plafond de la Sécurité sociale (contre douze fois pour l'imposition des revenus de 1989). Rappelons que les versements effectués par l'entreprise s'ajoutent à ceux du salarié pour le calcul des 19 %.

Le paragraphe 11 du même article précise que les rachats de parts à l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et à l'Association des régimes de retraite complémentaires seront néanmoins déductibles lorsqu'ils dépasseront la limite. Il en sera de même pour les écarts entre le taux d'appel et les taux contractuels de cotisation à ces régimes.

Article 98 à 109 : contrôles fiscaux facilités.

La loi de Finances pour 1990 comprend une série de mesures facilitant le contrôle fiscal : sur les signes extérieurs de richesse (les chevaux de course, locations de droits de chasse, clubs de golf sont réintégrés dans les éléments du train de vie), sur le contrôle par l'administration fiscale des fichiers informatiques des entreprises. D'autre part, il sera possible, dans les affaires judiciaires, non seulement pénales, mais également civiles et commerciales, de remonter dix ans en arrière quand des informations auront été révélées en cours d'un procès.

Le régime des perquisitions est précisé : pour les procédures déjà engagées, les éventuelles erreurs, si elles ne sont pas graves, ne font pas perdre au fisco le montant des impôts récupérés mais empêchent d'engager d'éventuelles poursuites pénales et rendent impossibles les pénalités.

Enfin, l'administration fiscale a désormais trois ans pour réparer un vice de forme dans une procédure de contrôle.

Article 96 : aide à domicile facilitée.

Les personnes âgées de plus de 70 ans peuvent bénéficier de l'aide à domicile, avec les avantages fiscaux qui lui sont attachés, même si elles sont hébergées en dehors de leur domicile par les personnes qui sont tenues envers elles à une obligation alimentaire (les enfants notamment). L'aide à domicile peut être cumulée avec l'hébergement dans un établissement médicalisé.

Article 109 : création d'un plan d'épargne populaire.

Le PEP (plan d'épargne populaire), qui remplace le PER (plan d'épargne retraite) depuis le 1^{er} janvier 1990, est un compte ouvert pour une durée de dix ans, prorogable, auprès d'un intermédiaire financier. Les versements sont limités à 600 000 francs par plan. Il donne droit à des avantages fiscaux (les intérêts capitalisés sont exonérés d'impôt sur le revenu) et, pour les personnes non imposables, à une prime d'épargne égale au quart des versements annuels, sans pouvoir excéder 1 500 francs par an.

La sortie du plan après huit ans ne supprime pas l'exonération fiscale sur les intérêts, la prime et la rente viagère. Mais une sortie avant huit ans entraîne clôture de plan.

Article 113 : incitation fiscale à l'investissement locatif.

Les personnes qui achètent ou font construire un logement neuf pour le louer ou meublé à usage d'habitation principale, bénéficieront, jusqu'au 31 décembre 1992, d'une réduction d'impôt égale à 10 % du prix du logement, dans la limite de 300 000 francs pour une personne seule, et de 600 000 francs pour un couple marié. La réduction d'impôt est répartie sur deux années.

Article 114 : réduction d'impôts pour grosses réparations.

La réduction d'impôts existante pour les grosses réparations est prorogée jusqu'au 31 décembre 1992. Elle s'applique également à nouveau aux dépenses d'isolation thermique.

Page réalisée par : ALAIN VERNHOLLES.

ent taxés

cette taxe proportionnelle sur
au serait diminué d'un abat-
t pour charges de famille.
serait établie, contrôlée et
ne selon les mêmes règles et
s mêmes garanties et sanc-
que l'impôt sur le revenu.

le 95 : déduction des verse-
ments retraite.

s salariés peuvent déduire de
revenu imposable les verse-
s obligatoires effectués pour
raite, dans la limite de 19 %
it fois le plafond de la Sécu-
ociale (contre douze fois pour
osition des revenus de 1989).
pelons que les versements
nés par l'entreprise s'ajoutent
x du salarié pour le calcul des

paragraphe 11 du même arti-
cèle que les rachats de parts
GIRC (Association générale
institutions de retraites des
es) et à l'Association des
mes de retraite complémen-
s seront néanmoins déducti-
lorsqu'ils dépasseront la
te. Il en sera de même pour les
ta entre le taux d'appel et les
contractuels de cotisation à
régimes.

article 98 à 109 : contrôles fis-
aux facilités.

loi de Finances pour 1990 com-
nd une série de mesures facilit-
t le contrôle fiscal : sur les
es extérieurs de richesse (les
vaux de course, locations de
its de chasse, clubs de golf sont
ntégrés dans les éléments du
in de vie), sur le contrôle par
l'administration fiscale des fichiers
ormatiques des entreprises.
autre part, il sera possible, dans
affaires judiciaires, non seule-
nt pénales, mais également
iles et commerciales, de remon-
: dix ans en arrière quand des
ormations auront été révélées au
urs d'un procès.

Le régime des perquisitions en
écisé : pour les procédures déjà
gagées, les éventuelles erreurs, si
les ne sont pas graves, ne font pas
ordre au fisc le montant des
pôts récupérés mais empêchent
engager d'éventuelles poursuites
inales et rendant impossibles les
inalités.

Enfin, l'administration fiscale a
formais trois ans pour réparer un
ce de forme dans une procédure
e contrôle.

article 96 : aide à domicile facilit-
ée.

Les personnes âgées de plus de
0 ans peuvent bénéficier de l'aide
domicile, avec les avantages fis-
aux qui lui sont attachés, même si
elles sont hébergées en dehors de
leur domicile par les personnes qui
ont tenues envers elles à une obli-
gation alimentaire (les enfants
otamment). L'aide à domicile
eut être cumulée avec l'héberge-
ment dans un établissement médi-
calisé.

Article 109 : création d'un plan
d'épargne populaire.

Le PEP (plan d'épargne popu-
laire), qui remplace le PER (plan
l'épargne retraite) depuis le
1^{er} janvier 1990, est un compte
ouvert pour une durée de dix ans.
avouable, auprès d'un intermé-
diaire financier. Les versements
sont limités à 600 000 par plan. Il
donne droit à des avantages fiscaux
(les intérêts capitalisés sont ex-
pérés d'impôt sur le revenu) et
pour les personnes non imposables,
à une prime d'épargne égale au
quart des versements annuels, sans
pouvoir excéder 1 500 francs par
an.

La sortie du plan après huit ans
ne supprime pas l'exonération fis-
cale sur les intérêts, la prime et la
rente viagère. Mais une sortie
avant huit ans entraîne clôture du
plan.

Article 113 : incitation fiscale à
l'investissement locatif.

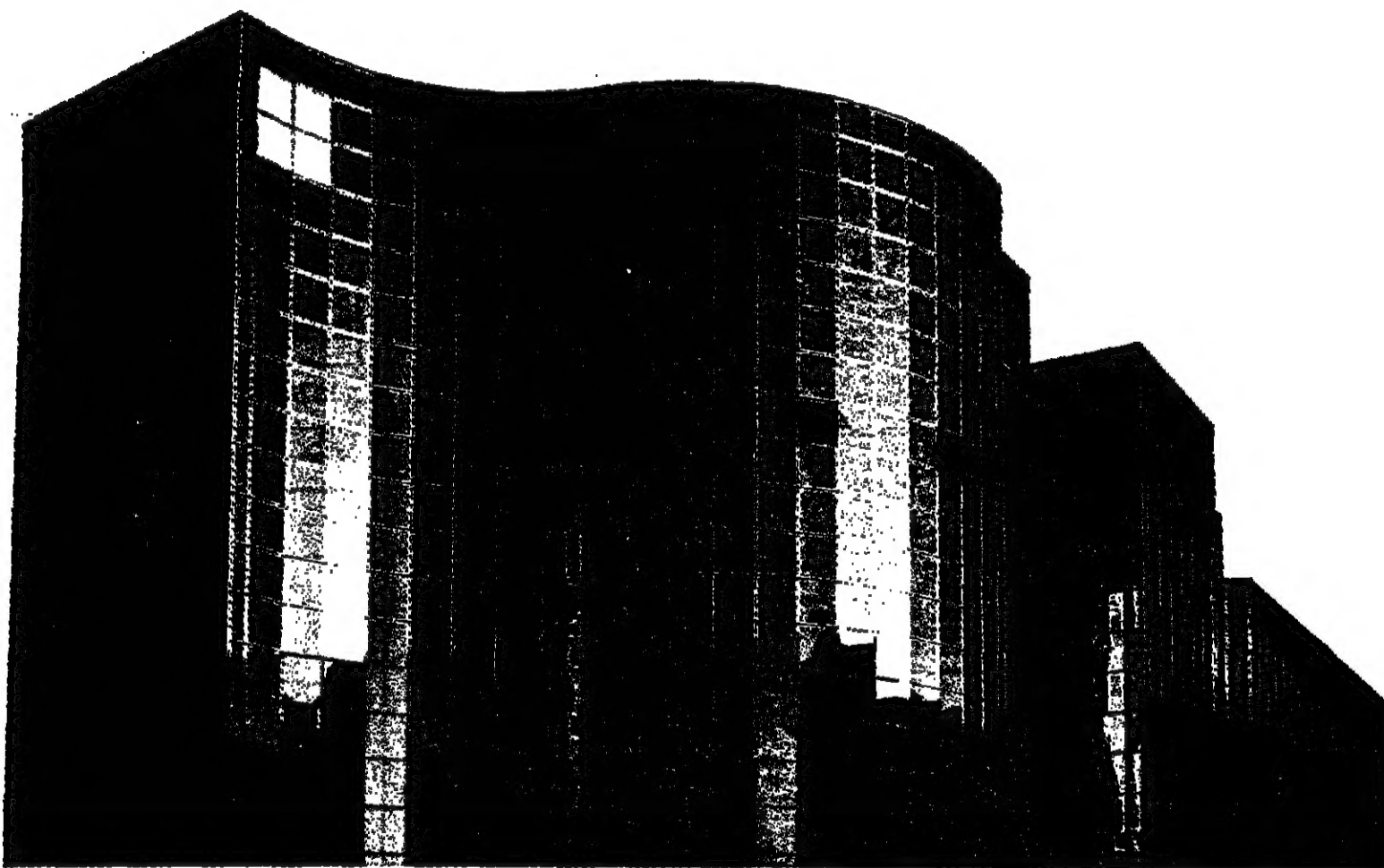
Les personnes qui achètent ou
font construire un logement neuf
pour le louer non meublé à usage
d'habitation principale, bénéficie-
ront, jusqu'au 31 décembre 1992,
d'une réduction d'impôt égale à
10 % du prix du logement, dans la
limite de 300 000 francs pour une
personne seule, et de
600 000 francs pour un couple
marié. La réduction d'impôt est
répartie sur deux années.

Article 114 : réduction d'impôts
pour grosses réparations.

La réduction d'impôts existante
pour les grosses réparations est pro-
longée jusqu'au 31 décembre 1992.
Elle s'applique également à nou-
veaux aux dépenses d'isolation ther-
mique.

Page réalisée par :
ALAIN VERNHOLES

A partir du 15 janvier le cordonnier sera bien chaussé.



24, rue Jacques-Ibert 92300 Levallois-Perret
Tél : (1) 47 59 20 00. Télécopie 47 59 22 69. Télex 616169

Leader du conseil en immobilier d'entreprise en France avec 25 centres et plus de 500 collaborateurs,
Auguste-Thouard se dote d'un nouveau siège social, le 15 janvier 1990.
Un nouvel immeuble techniquement avancé, conçu pour lui permettre de mieux servir tous ses clients.
Un nouvel instrument pour optimiser les talents de tous ses collaborateurs.

AUGUSTE THOUARD

EN MAÎTRISANT TOUS LES MÉTIERS DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE, NOUS EN AVONS CRÉÉ UN NOUVEAU.

Dans le « Nouvel Observateur »

La « dernière colère » de Nicolae Ceausescu

« On va surmonter cette situation », déclarait Nicolae Ceausescu cinq jours avant la révolution roumaine, le dimanche 17 décembre, à la veille de son départ pour Téhéran, au cours d'une réunion d'urgence de son proche entourage.

Au lendemain de la manifestation de Timisoara qui a déclenché les événements en Roumanie, Nicolae Ceausescu a voulu reprendre la situation en main, au cours d'une réunion du comité politique exécutif du parti communiste, dont le Nouvel Observateur publie les minutes dans son édition du 11 janvier.

Elena Ceausescu assistait à cette réunion, ainsi que Vasile Milea, le ministre de la Défense qui s'est « suicidé » cinq jours plus tard, Tudor Postelnicu, le ministre de l'Intérieur, et Julian Vlad le chef de la Securitate. Ces trois derniers se font tancer par le dictateur, qui leur reproche de ne pas être intervenus « en force » à Timisoara : « Les unités devaient prendre position au centre de la ville. Voilà ce que j'avais ordonné. J'ai bien précisé, hier soir, ce que tu devais faire. Le mouvement des unités, les véhicules blindés, les unités motorisées... tout devait se trouver au centre de la ville, pas dans les casernes ! (...) Les rues sont bien assez larges ! C'est là qu'il devait être. Et c'est la même chose pour les troupes du ministère de l'Intérieur. Mon sentiment est que ces troupes du ministère de l'Intérieur n'avaient pas d'armes. (...) Je vous avais dit que tous soient armés. Pourquoi vous les avez envoyés sans

armes ! Qui a donné un tel ordre ? Quand j'ai su qu'il y avait des troupes de la Securitate, il était clair pour moi qu'elles seraient armées. Elles ont de l'armement, elles sont dotées de tout ! Des véhicules ! Tout ce qu'il faut ! Vous ne les envoyez pas se battre à coups de poings, non ? Quelles sortes d'unités du ministère de l'Intérieur êtes-vous ? »

Lorsque le ministre de l'Intérieur intervient en affirmant que la milice était armée, Nicolae Ceausescu rétorque : « Si elle était armée, elle devait tirer ! (...) Comment une telle situation est possible ? Que des vagues entrent dans le siège du comité départemental du Parti ! Qu'ils frappent les soldats et les officiers ! Et que les autres n'interviennent pas ! S'adressant au général Vasile Milea : « Que font tes officiers, Milea ? Pourquoi ne sont-ils pas intervenus immédiatement ? Pourquoi n'ont-ils pas tiré ? Ils devaient tirer ! Qu'ils les fustigent par terre ! D'abord qu'ils fassent qu'ils tirent dans les jambes ! (...) »

Ah ! l'ennemi, ce n'est pas avec des sermons qu'on le calme... Il faut le brûler. On ne construit pas le socialisme avec de la désinformation, et des prières. Mais avec la lutte ! Il faut le construire par la lutte. Maintenant, en Europe, on est en train de capituler, de pactiser avec l'impérialisme, pour liquider le socialisme. »

Nicolae Ceausescu destitue ensuite les ministres de la Défense et de l'Intérieur, ainsi que le chef de la Securitate :

« Ces gens n'ont plus ma confiance. (...) Vous savez ce que je devrais faire ?... Vous mettez face à un peloton d'exécution ! C'est tout ce que vous méritez ! Parce que ce que vous avez fait veut dire pactiser avec l'ennemi ! », puis il donne ses instructions en confiant la direction des opérations à son épouse : « Donc, mesure immédiate, liquidez vite Timisoara, mettez les troupes en état d'alerte, en état de lutte, tant les unités du ministère de l'Intérieur que celles de la Défense nationale et si quelqu'un essaie d'agir n'importe où (dans le pays), qu'on intervienne d'une façon radicale, sans discussion aucune. (...) Aucun touriste ne doit venir de l'étranger, entrer dans le pays, parce que tous sont devenus des agents d'espionnage. (...) Que personne n'entre, même pas des pays socialistes, sauf la Corée du Nord, la Chine et Cuba. Parce que tous les pays socialistes voisins n'inspirent pas confiance. (...) J'ai l'impression qu'au Congrès (le 14^e Congrès) on n'a pas compris les choses comme il se devait. Les décisions n'ont pas été prises pour faire de la parade. Tous doivent savoir que nous sommes en état de guerre. Tout ce qui s'est passé, ce qui se passe en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie maintenant et dans le passé proche en Pologne, en Hongrie sont des choses organisées par l'Union soviétique avec l'aide américaine et l'Occident. »

(Lire nos autres informations page 3.)

La Cour des comptes épingle la gestion des œuvres sociales d'EDF

La Cour des comptes critique sévèrement la gestion des œuvres sociales d'EDF-GDF, la fameuse Caisse centrale d'action sociale (CCAS), généralement considérée comme un « fief » de la CGT, qui a recueilli près de 54 % des voix aux dernières élections d'octobre 1989 aux conseils d'administration des caisses d'action sociale.

Dans des lettres adressées, le 19 décembre dernier, aux présidents de la CCAS et du comité de coordination que les quatre syndicats CFDT, FO, UNCM et CFTC devaient commenter jeudi 11 janvier après que le *Parisien libéré* en eut donné des extraits, la Cour des comptes épingle à plusieurs reprises la gestion du fonds de compensation de la CCAS et le fonctionnement du comité de coordination. Elle relève entre autres à ce sujet que « certaines dépenses auraient dû être financées par les CAS et que d'autres ne pouvaient légalement l'être — certaines, en particulier celles qui se rapportent aux études exécutées par la société Ariès, sont syndicalement orientées (...). En outre, les sages de la rue Cambon critiquent l'utilisation des réserves des CAS et préconisent une amélioration de la gestion de la caisse.

Les œuvres sociales d'EDF sont alimentées par les cotisations des gaziers-électriciens ainsi que par un versement par EDF de 1 % de son chiffre d'affaires. Elles avaient déjà fait l'objet de critiques de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) il y a plusieurs mois.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUT

Dignité

Nous sous leurs blouses, des blouses courtes, décolorées et fendues sur les côtés, sans rien qui dépasse, pas de faux-cils, pas de poil aux jambes, voilà l'uniforme — c'est le règlement — des petites boulangères du groupe Hoider, une chaîne de cent cinquante magasins, dont un dans le centre commercial de Mériadec à Bordeaux. Ce vous rappelle rien ? Moi, si. L'affaire du tchador. A l'envers. Là, elles sont pas voilées, les filles, elles sont dévoilées pour obéir non pas au Coran, mais à la bible de Paul, du nom du gérant, brochure distribuée à toutes les nouvelles employées.

Voilà, piquées parmi les vingt-six commandements de l'évangile selon saint Patron, les règles à ne pas enfreindre sous peine d'être soumises à la corvée de châtiments dans l'arrière-boutique, pareil qu'à l'armée, sauf qu'il la tenue réglementaire, c'est la petite, la légère. Tu ne porteras ni jupe ni pantalon. Tu ne te sucreras pas les doigts. Tu ne te gratteras ni le nez ni les ongles ni la tête ni toute autre partie du corps... Hou la la !

Autre interdiction : s'habiller ou se déshabiller devant les clients. Alors là, c'est vraiment pas la peine ! Ils ont déjà large

ment de quoi se rincer l'œil, vu que le seul vêtement autorisé, c'est une combinaison transparente. Ça dure depuis des années et personne ne songeait à s'en plaindre, pas même les pauvres gamines obligées de se protéger du froid et des regards égarés des amateurs de miches, en se collant des pains sur les seins.

Et puis là, il y en a une, Fabienne elle s'appelle, que ça a mis en boule. Et en grève. Avec trois de ses copines, elles distribuent des tracts pour attirer l'attention des passants sur cet outrage à l'image de la femme. Et pour leur faire signer des pétitions contre la direction. Si ça marche ? Et comment ! Sept cents signatures en trois jours. Tout ça pour ça. Elles, elles se gendolent. C'est plutôt rigolo, non ?

Non, c'est scandaleux. Et faut pas avoir peur de le dire, de le crier haut et fort jusqu'à ce que vous vous mettiez bien dans le crâne, messieurs, qu'on est pas des poupées gonflables. A foutre à poil ou à couvrir d'une housse selon l'usage. L'usage et les usages.

Fondateur de la Démocratie chrétienne française

Alfred Coste-Floret est mort

Alfred Coste-Floret, président et fondateur de la Démocratie chrétienne française et ancien député est décédé, mardi 9 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Lorsqu'éclata la deuxième guerre mondiale, Alfred Coste-Floret est chargé de cours à la faculté de droit de Strasbourg. Mobilisé en 1939, il rejoint après l'armistice Clermont-Ferrand où s'était réfugié l'université de Strasbourg. C'est là qu'il crée le premier réseau de renseignements au service des alliés.

En janvier 1941, il participe à la création du mouvement de Résistance Liberté, puis l'année suivante à celle de Combat avec notamment Georges Bidault. Dès 1943, il participe aux travaux du Comité général d'études du CNR (Conseil national de la Résistance). Relève de ses fonctions par le gouvernement de Vichy en janvier 1944, il est réintégré par le gouvernement provisoire qui, en décembre 1944, le nomme maître des requêtes au Conseil d'Etat. A la Libération, il devient directeur du cabinet du commissaire de la République à Strasbourg. L'année de son trente-quatrième anniversaire (il était né le 9 avril 1911 à Montpellier où son père était avocat), il est l'un des procureurs au tribunal international de Nuremberg, chargé de juger les dignitaires du parti et du régime nazi.

Directeur du cabinet d'André Colin, secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil dans le cabinet Georges Bidault de juin à décembre 1946, Alfred Coste-Floret est élu député de Haute-Garonne à la première Assemblée nationale. Il avait ajouté à ce mandat législatif, conservé jusqu'en 1958, celui de maire de Lucion, acquis en 1947 et perdu en 1971. Son échec aux municipales l'avait conduit à se démettre du siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1948. Localement, il avait tenté en vain de prendre sa revanche dans la cité thermale à l'occasion d'une partielle en 1974.

La spécialité de Lucion l'avait amené à s'intéresser au thermalisme : c'est ainsi qu'il avait exercé des responsabilités dans ce domaine d'activité, notamment celle de président du syndicat national des établissements thermaux.

Parlementaire, élu local, juriste — et plus précisément civiliste — Alfred Coste-Floret était aussi attiré par la politique internationale. Membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il avait été le rapporteur du projet de loi charbon-acier (CECA) en 1952 et en 1954, il avait été délégué de la France à l'ONU.

C'est quelques années plus tard, en avril 1962, qu'Alfred Coste-Floret avait démissionné du MRP (Mouvement républicain populaire) à la fondation duquel il avait contribué après la guerre. Il avait ainsi tiré les conséquences de son désaccord avec une formation politique qui, au gouvernement, lui paraissait être, sur le problème algérien, « une annexe inamovible de l'UNR » (le parti gaulliste

d'Alors). A la mi-mai, les ministres MRP, qui participaient au gouvernement depuis le retour du général de Gaulle en 1958 remettaient leur démission collective à Georges Pompidou, premier ministre, pour marquer leur désaccord avec les propos tenus sur l'Europe par le chef de l'Etat.

Européen de conviction

Toutefois, Alfred Coste-Floret avait retrouvé ses amis lors de la fondation de Centre démocrate en 1966, devenu depuis Centre des démocrates sociaux. Mais ces retrouvailles ne durèrent pas plus de dix ans et Alfred Coste-Floret fonda en 1977, avec notamment M. Pierre de Bénouville, la Démocratie chrétienne qui se proposait d'élargir la majorité d'alors favorable à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République.

Cela n'avait pas pour autant conduit ce mouvement à soutenir le président sortant au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Alfred Coste-Floret avait appuyé la candidature de M. Jacques Chirac. Ce rapprochement n'avait pas été remis en cause puisque, en 1984, le président du mouvement de la Démocratie chrétienne française figurait sur la liste européenne de l'union de l'opposition conduite par M^{me} Simone Veil et était élu au parlement de Strasbourg où il siégea jusqu'en juin dernier.

Européen de conviction et atlantiste de sensibilité (il figurait parmi les dirigeants de l'Association française pour la Communauté atlantique (AFA) qu'il avait d'ailleurs présidée en 1977), Alfred Coste-Floret faisait partie de cette génération de démocrates chrétiens français qui, marqués par le gaullisme de la Résistance, s'étaient écartés de celui des débuts de la Vème République, notamment à cause du dossier algérien, pour se retrouver sur des positions voisines de celles du RPR. Alfred Coste-Floret avait un frère jumeau, Paul, décédé en août 1979, ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel.

A. Ch.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 janvier

Petite reprise

Après deux séances de quasi-stabilité, mardi (-0,07 %) et mercredi (+0,01 %), on enregistrerait un léger mouvement de reprise dans la matinée. Jeudi, l'indice CAC 40 progressait de 0,43 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient la SCOA (+5,2 %), l'Euro Lille (+3,2 %), S.A.T. (+3,1 %) et Elf (+3 %). En baisse, on notait Sogéah (-3,9 %), le Groupe Violette CI (-3,4 %) et Finetel (-2,7 %).

Dernier notre supplément

Le Monde

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« La psychanalyse saisi par le droit », par Daniel Soulez Larivière ; « Une éthique de la profession », par Jean-Jacques Kress ; « Réponse à Serge Lachaire », par Jean-Paul Valabrega ; « Garant des libertés », par Michèle Montrelay 2

L'évolution dans les pays de l'Est... 3 et 4

Anniversaire au Nigéria Il y a vingt ans, le fin de la guerre du Biafra... 7

L'épreuve de force au RPR... 8

La contestation au PCF M. Marchais réplique à ses accusateurs... 11

Mort d'Alfred Coste-Floret Fondateur et ancien président de la Démocratie chrétienne... 42

...et de Jacques Soufflet Ancien ministre de la Défense et compagnon de la Libération... 12

SECTION B

Bavure policière

Le PDG de Rank Xerox-France, M. Olivier Grouès, a été gravement blessé par un policier et non par l'homme qui l'avait pris en otage. Récit d'une bavure... 16

Les scientifiques et le français

Des mesures sont annoncées pour combattre l'ethnisme de la langue anglaise dans les travaux de recherche... 17

Cinéma : « Outrages », de Brian De Palma

Après Coppola, Cimino et Kubrick, Brian De Palma réalise un film centré sur l'intervention américaine au Vietnam. Jean Lacouture salue ce film... 15

SECTION C

LIVRES • IDÉES

La puissance et la richesse Paul Kennedy analyse, de la Renaissance à nos jours, l'évolution conjointe des forces militaires et des ressources économiques des principaux Etats

Itinéraire d'un terroriste russe Adversaire des tsars, puis de Lénine, Savinkov aurait pu changer le cours de l'histoire

Le feuilleton de Michel Braudeau « La plus d'été », de Marguerite Duras et « l'immortalité », de Milan Kundera... 23 à 30

SECTION D

Grève à la BNP « L'usine » de Barbès à la pointe des mouvements de revendication salariale... 32

Les investissements japonais Polémique entre M^{me} Cresson et M. Faureux... 31

AFFAIRES

Un entretien avec M. Martin Bouygues

Portrait : M. Michel Garcin, de l'aventure de Lip à celle de l'essimage

Kama, une enclave de la pauvreté dans le Japon prospère

La spectaculaire percée japonaise dans l'industrie automobile américaine... 33 à 37

Services

Abonnements... 15

Annonces classées... 14

Bulletin d'enseignement... 20

Carnet... 20-21

Expositions... 19

Loto, Loterie... 21

Marchés financiers... 40-41

Météorologie... 20

Mots croisés... 21

Radio-Télévision... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 11 janvier 1990 a été tiré à 530 546 exemplaires.

ÉTATS-UNIS

M. Bush exprime ses « regrets » au président colombien

Le président américain George Bush a assuré, mercredi 10 janvier, son homologue colombien, M. Virgilio Barco, que les Etats-Unis ne prendraient aucune mesure pour lutter contre le trafic de drogue en Colombie sans un total accord et la coopération de ce pays, a annoncé la Maison Blanche. M. Bush a appelé M. Barco au téléphone, lui exprimant ses « regrets » pour les « récents malentendus » entre les deux pays, résultant d'informations de presse « erronées », a précisé la Maison Blanche.

Les Etats-Unis ont en fait part de leur intention d'effectuer au large de la Colombie une surveillance aérienne et maritime du trafic de drogue. Le porte-avions américain *John Kennedy* et le croiseur *Virginia* avaient quitté leur base de Norfolk (Virginie) la semaine dernière, laissant à penser qu'ils se rendraient au large de la Colombie, alors que ce pays n'avait pas donné son accord. Bogota avait vivement protesté après que la presse colombienne eut affirmé que ces navires entendaient se livrer à un « blocus » du pays.

Selon le communiqué de la présidence, M. Bush a affirmé au président Barco qu'il n'avait pas approuvé de manœuvres maritimes au large de la Colombie, qu'aucun blocus n'avait été envisagé, que les Etats-Unis n'avaient « jamais eu l'intention de conduire de quelques activités dans les eaux territoriales colombiennes ». — (AFP.)

□ Sapeurs-pompiers : la prime de feu sera intégrée au salaire. — « Le principe de l'intégration » de la prime de feu au salaire de base des sapeurs-pompiers professionnels « est acquis », a indiqué le ministre de l'Intérieur, le mercredi 10 janvier, en précisant qu'une négociation s'engagera, le jeudi 18 janvier, sur les modalités et le calendrier. L'intégration de cette prime, qui représente 17 % du salaire, figurait parmi les revendications des sapeurs-pompiers qui ont manifesté à Paris mardi

Tableau le plus cher du monde

« Les Iris » de Van Gogh remis en vente

Le tableau le plus cher du monde, *Les Iris* de Van Gogh, va être remis en vente, révèle le *New York Times* du mardi 9 janvier. Selon le quotidien américain, l'acquéreur, M. Alain Bond, et Sotheby's négociateur actuellement en vente avec plusieurs acheteurs potentiels, mais aucune décision n'a été prise.

Le magnat australien de la bière avait acheté *Les Iris* en 1987 pour un prix record de 310 millions de francs. A l'époque, il avait pu acquérir l'œuvre grâce à un prêt de 27 millions de dollars consenti par Sotheby's, la firme anglo-saxonne chargée des enchères. L'arrangement avait été très critiqué dans les milieux du marché de l'art. M. Bond, qui connaît actuellement de graves difficultés financières (*Le Monde* du 9 janvier), s'était déjà défilé en novembre dernier de la *Promenade de Manet*, vendue à un marchand japonais pour près de 15 millions de dollars, espérant ainsi éponger ses dettes auprès de Sotheby's.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

depuis 1820

HOMMES

MICOLL

DAMES

La tradition anglaise du vêtement

à Paris, 29 rue Tronchet

SOLDES

Cette 1750

M. Gorba

Moi ou le ch

M. GORBATCH

de panache ni de co
proposé jeudi 11 janv
de son voyage en Litu
à ses habitudes, il n'a
à descendre dans l'a
répondre à l'indé
sables avant d'être o
teler à Staline.

Le discours tenu à c
sim par l'inventeur de
mka est à la mesure
la qui s'engage : pou
ne plutôt pour ne pe
M. Gorbatchev doit c
les dirigeants lituanien
sur leur volonté
nécessaire, quitte à
score les pouvoirs a
des Républiques balt
et pas alle par quatr
périqu'il y a évoqué la
de sa chute en cas
tion sort personnel d
sés, a-t-il dit. Les d
sivent rester ensemble

POUR un Russe

batchev est
ment populaire an
périqu'il y a apporté
ne veut pas d
étant qu'il sera ent
l'heure n'est pas, le-b
sa mais à la passion. L
fance apparaît de plus
comme un passage de
ségrégation inévitable po
les efforts de l'émanc
son soviétique, s'effor
de ne mourir et de
s et ses quatre dé
satisfaction.

La difficulté d'un c
se clairement appa
M. Gorbatchev
l'importer contre l
manifestant auquel il r
à parcourir en faveur
pandance et qui lui ré
noquant les déportés
ne. Les dirigeants com
heux, pourtant mis en
moins de deux ans p
batchev lui-même, p
ne aussi convaincus
sibilité de l'indépe
nqu'il ont déjà l
du parti lituanien.

« M » ou le

chev, qui sait bien qu'
don de la Lituanie au
sont des effets con
sément dans les d
Républiques balt
Cresson en Asie
Son pouvoir, ajou
tant comme il l'avait
neut entendre à M.
la de la rencontre de
l'aurait pas, tant
la pression des s
les apparatchiks russ
l'armée, pour ne r
l'égale parodoxe et
de la parodoxe, qui s
l'ampleur de l'effo
économique.

Un tel raisonne
ment, être au quicqu
convaincre si M. G
ait fait le voyage d
plus tôt. Aujourd'hui
est, plus grand men
ne ne croit au su
réformes gorbatchev
qui s'annonce dans l
voie de démantèlem
range des indépend
sont grossis d'autant p
tivement d'échapp
convictions qui grou
qu'il entre qu'à M. G
arracher l'indépend
nement pas à ses
surs, pensent la gra
des des Lituanien, pr
le numéro un soviéti
de son discours réform

M 0147 - 1130 - 4

990147004500